MINITE

to Michiga REP

Ze's Tape LB/Dec

Action of the second of the se

The state of the s

THE WAY IS COME IN THE SECOND

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. Section of the State of the Section

The same of the same

Marke The Villa Con Cont

THE THE PROPERTY OF THE PARTY OF

Application and the passes

good the transfer of the control of

Marie Carlotte de Saus Note de

manages Secondaries

Contract the day to want the

CLALDE SARRAUTE

the survey do . Nach.

476 Tan 2 520 le5 marks

MINION SIZE

dans is proceeding 1981

- The state of the contract of

The second secon

Britain Carrier of Little a Change

विकास के अन्यक्ता अस्ति।

and the same of the parties

ime!

Le gouvernement tunisien destitue M. Bourguiba

Le moindre mal

L'annonce de la destitution d'un chef d'Etat par son second lors d'une émiss de radio matinale n'est pas en soi un événement dont les démocrates peuvent se réjouir. Dans le contexte très particulier de la Tunisie, il est néanmoins clair que ce qui vient de se passer re-semble à un moindre mai.

Depuis longtemps, l'analyse de la situation à l'unis se heurtait à une vérité presque indicible : le Combattant supri l'indépendance qui svait obtenu l'indépendance sans drames majeurs avec la France, celui qui avait ensuite fait de son pays un exemple de modernité et de tolérance en leiam, n'était plus dans un état mental lui permettant d'exercer le pouvoir absolu, auquel il se aportant, evec les encoura-ients intéressés des demiers courtisans. Cette vérité était en filigrane dans les analyses de tous les diplomates, dans les considérations de tous les chefs de parti, mais personne ne pouvait avoir l'air de la connaître dans son comportament public.

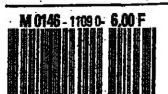
Alors que le prestige de Bourguibe était encore grand dans une partie des encore grand dans une pertie des couches populaires, surtout en province, tout ce qui comptit au sein de le clesse drigasmis tunisolies voyeit se protonger avec consternation une fir de rigne, and affect on condeite per les intégristes, du sure dictature militaire. Certaine des la militaires. Certaine des la militaires. injuste requise contre eux, tent il était évident que cet abus de pouvoir servait leur cause de militants infemistres.

L'opposition modérée en était nander si l'exercice de sa fonction critique ne risqueit per d'inciter les militaires à profiter de l'affaiblissement du régime pour sortir de Jeurs assemes. L'organisation, il y a un an, d'élections dignes d'une républi-que bananière, le démantèle-ment des syndicats, la valse des ministres au gré des humeurs présidentielles ne auscitaient plus que des commentaires désa-

Dien que le nou-veau chef d'Etat porte des étoiles de général, l'armée n'est pas au pouvoir. M. Ben Alla fran-chi le Rubienn annue. pas au potroti. M. Seri Ali a Yari-chi le Rubicon après avoir consulté non seulement l'état-major, mais ausai le gouverne-ment et le bureau politique du Parti socialiste destouries. Il a choisi comme nouveau premier choisi comme rouveau premier ministre un homme respecté et intègre, M. Hedi Beccouche. Celui-ci était ambassadeur en Algérie quand il avait été appelé à la direction du parti gouvernemental, sans pouvoir mettre en cauvre ses projets d'ouverture et de directions.

de dialogue.

M. Rachid Sfar, chef do gouvernement auquel le général Ben
Ali succéda en octobre, n'avait pes la carrure nécessaire pour prétendre à la succession. Du moins, avec l'aide de quelques ministres techniciens, avait-il remis de l'ordre dans les finances publiques et l'économie. Cels donne une certaine marge de manosuvre à son successeur sur le plan social. Sa réputation de modéré dens la lutte contre. l'intégrisme est également un atout pour M. Ben Ali. Passé l'effet de surprise, besucoup doivent se dire en Tunicie que le pire n'est pas toujours sûr, sur-tout si M. Ben Ali tient ses promasses démocratiques.



Le premier ministre, M. Ben Ali, nouveau président de la République

Le président de la République qu'il a lu personnellement à la radio nisienne, M. Habib Bourguiba, a nationale, samedi matin à 6 h 30, tunisienne, M. Habib Bourguiba, a été destitué « pour incapacité », le samedi 7 novembre, par son premier ministre, M. Zind El Abidine Ben Ali, avec l'appui de la majorité de l'armée et de la plupart des ministres. M. Ben Ali succède au chef de l'Etat déchu. Dans un communiqué

M. Ben Ali a justifié sa décision en précisant qu'il l'avait prise « en application de l'article 57 de la Constitution et sur la foi d'un rapport médical ».

La mise à l'écart de M. Bourguiba, qui dirigeait son pays depuis

trente ans, s'est déroulée dans le Dans sa déclaration, M. Ben Ali a

annoncé une révision prochaine de la Constitution, « car on ne saurait être président à vie ». Il a formé aussitôt un nouveau gouvernement, dont le chef est M. Hedi Baccouche, ancien ministre des affaires sociales.

L'affaire Luchaire

 La contre-attaque socialiste.

> « Salir, disent-ils », par Lionel Jospin.

 La stratégie du gouvernement et les déclarations

LIRE PAGE 8

de M. Chirac.

Un entretien avec M. Takeshita

Les déclarations au « Monde » du nouveau premier ministre japonais. PAGE 7

Le Monde Du Vin

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 20

reur général de la République, et qui suivaient depuis plusieurs

mandement suprême de nos forces

Le rapport médical, signé per sept médecins requis par le procu-La nouvelle de la mise à l'écart du président Bourguiba a été annoncée par M. Ben Ali, nouveau chef de l'Etat, lors du premier bul-lein d'information de Radio-Tunis, années le président (panni lesquels ne figure tontefois pas le docteur Amor Chedii, médecin particulier et ministre-directeur du cabinet de l'ancien chef d'Etat), souligne que « l'évolution actuelle de l'état de santé physique et mental » de M. Bourguiba « ne lud permet abso-lument plus d'exercer les fonctions absolue d'assumer les charges de la présidence de la Républque ». « De ce fait, a-t-il ajouté, et en applica-tion de l'article 57 de la Constituinhérentes à sa charge ». tion, nous prenons en charge, avec l'aide du Tous-Puissant, la prési-

MICHEL DEURÉ (Lire la suite page 3.)

Le stratège prophétique

par Jean Lacouture

de notre correspondant

De ce grand artiste de la politique qui a suscité un Etat et inventé un nouveau type de relations entre des peuples voués aux affrontements violents par l'his-toire coloniale, deux scènes résument.

Voici Habib Bourguiba entouré, dans sa villa de Carthage, d'un groupe de journalistes étrangers, en majorité français. L'un d'eux, se dévouant pour les autres, demande pourquoi le Combattant suprême paraît faire peu de cas des conseils de collaborateurs compétents et semble prendre seul les décisions.

Le président darde sur l'impro-dent son fameux regard couleur de mer à l'aurore. « Mes collaborateurs? Je voudrais bien entendre d'eux des critiques, Mais ils ne me font jamais une objection. Ils approuvent toujours. Ils ne m'offrent aucune contradiction, ils s'inclinent ... » Le leader a l'air indigné et nostalgique à la fois. Un bref silence, puis, soudain, se reprenant : - Mais, après tout, quand on a la chance d'avoir un Bourguba, pourquoi le contredire? >

Quelques années plus tard, Habib Bourguiba regarde la foule rassemblée sur une place de Tunis

pour l'entendre. Il est midi, ce 15 mars 1964, pendant le mois de ramadan, celui du jettre prescrit entre le lever et le coucher du soleil per la religion musulmane. Il prend un verre, y verse de l'orangeade et boit lentement, le regard magnétique fixé sur son peuple étonné. Il sait qu'il prend un risque, car les conservateurs restent nombreux. Mais, par ce geste de défi à la tradition, il veut dramatiser une libération.

Non content de ce geste, il le fait survre d'une longue explication sur le devoir du croyant, qui réside moins dans le respect du rite que dans la lutte contre la misère, la construction d'une économie stable : et comment construire quand on est soumis à des privations, admises au Moyen Age, mais incompatibles avec le rythme de la vie moderne et les tâches imposées aux prolétaires. « La guerre sainte n'est plus contre l'infidèle, clame Bourguiba, elle est contre le sous-développement. »

La vie de Bourguiba, c'est en quelque sorte la légende dorée de l'ascension d'une classe sociale, ou, plus précisément, d'une classe culturelle, celle de la petite bourgeoisie terrienne en voie d'urbanisation et d'occidentalisation.

(Lire la suite page 4.)

Attendu avec impatience par les marchés. Wall Street a clôturé à - 1.5%. marchés boursiers, un compromis entre la 🛾 et Tokyo, samedi matin, terminait à Maison Blanche et le Congrès semble se dessiner, avec la proposition faite par les sénateurs républicains de réduction du

déficit budgétaire de 75 milliards de dollars en deux ans.Le pessimisme est revenu, vendredi 6 novembre, sur les taux d'intérêt de la veille.

WASHINGTON de notre correspondant

Il était grand terros, mais quelque chose semble enfin bonger sur le «front» de la réduction du déficit budgétaire américain. Donze jours après le début des négociations entre représentants de l'administration et du Congrès, un premier signe encourageant est apparu vendredi 6 novembre lorsque des négociateurs républicains du Congrès out présenté au président Reagan un plan de réduction assez substantiel, puisqu'il porte sur un peu plus de 75 milliards de

Il ne s'agit que d'une proposition, mais elle retient l'attention

dollars sur deux ans, dont 30 mil-liards pour l'année fiscale 1988 en

- 0,7 %. La chute persistante du dollar a provoqué un regain de tension au sein du système monétaire européen, avec une baisse du franc par rapport au mark, malgré l'accord franco-allemand sur les pour plusieurs raisons. D'abord militaire, des économies sur les

les sommes en question sont importantes. La réduction du déficit envisagée dès la première année dépasse assez pettement le minimum «imposé» par la loi Gramm-Rudman-Hollings qui doit agir comme un couperet sur les dépenses (23 milliards de dollars cette année) si aucun accord n'est trouvé d'ici au 20 novembre. D'autre part, la manière dont cette réduction serait obtenue témoigne a priori d'un certain effort de réalisme. Le plan prévoit pour l'année fiscale en cours 9.4 milliards de dollars de recettes supplémentaires sous forme d'impôts et de redevances (14 milliards pour l'année suivante); un gel partiel des

dépenses civiles aussi bien que

Les discussions entre la Maison Blanche et le Congrès

programmes civils reconduits chaque année, et une vente d'actifs (pour 5 milliards de dollars la première année) contribuant aussi à combler une part du trou budgétaire.

L'augmentation proposée des impôts peut sembler relativement modeste mais elle est supérieure à ce qu'envisageait, au premier stade des négociations tout au moins, la Maison Blanche, De même les économies réalisées sur les dépenses militaires sont un peu plus importantes. C'est là le signe d'une flexibilité nouvelle de la part de M. Reagan car ce plan a clairement été mis sur pied en collaboration avec l'exécutif.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 17.)

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE APOSTROPHES le 13 novembre **EMMANUEL** GEORGES DUBY, LE ROY LADURIE L'État Royal Le Moyen Âge

L'inculpation de M. Michel Droit

Une instruction suspendue

L'instruction judiciaire aur l'affaire de Radio-Courtoisie, qui avait abouti à l'inculpation de M. Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, par M. Claude Greilier, est gelée pour cinq semaines. La chambre criminelle de la Cour de cassation a en effet ordonné, vendredi 6 novembre, à la requête de M. Droit, la suspension proviscire de la procédure.

Cé n'est que le 10 décembre prochain que la Cour se prononcera sur le fond, c'est-à-dire sur le dessais issement, ou non, du magistret

combattue par le procureur

L'hypothèse du dessaisissement a été vigoureusement

général, M. Pierra Arpaillange, au nom du ministère public. Plaidant kui-même - fait exceptionnel - devant la chambre criminelle, M. Arpaillange estime que dessaisir M. Grellier serait une « perversion de l'ordre normal des choses ».

M. Grellier avait inculpé, le 27 octobre, M. Droit de e forfaiture ». Le même jour, l'académicien avait décidé d'engager deux actions en justice contre le magistrat : l'une pour obtenir son dessaisissement, et l'autre pour violation du secret de l'instruction.

(Lire nos informations et l'article de BERTRAND LE GENDRE page 12.)

A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Marco, 6 GF.; Tunicia, 700 m., Abenagne, 2,50 DM, Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Noire, 3 15 F CFA, Denemark, 10 kr. Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 p. Grèca, 180 dr Islande, 90 p. Italie, 2 000 L. Libye, 0,400 DL Lexambourg, 40 f Norwige, 13 kr. Paye-Bas, 2,50 fl. Portugel, 130 asc. Sénégal, 335 F CFA Suèda, 14 cs. Suèse, 1,80 f USA 1,50 S USA (West Coast), 1,75 S.

RENDEZ-VOUS

Lundi 9 novembre. - Etats-Unis : annonce officielle de la candidature de Robert

Dole à l'investiture du Parti

républicain pour l'élection

RFA: Congrès de l'union

Jendi 12 novembre. - RFA:

sommet franco-allemand

Etats-Unis: publication à

Washington du rapport de la

commission parlementaire d'enquête sur l'Irangate.

sident chinois (jusqu'au

tion du nouveau directeur

Djibouti : célébration du cen-

Hatti: élections municipales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,

Tél.: (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 650 572 F

Edité par la SARL le Monde

ălécopieur : (1) 45-23-06-81

André Foutsine, zour de la publication

Anciens directeurs :

Habert Boure-Mêry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Augré Lauren (1982-1985)

Durée de la société :

cest ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Société civile

Les réducteurs du Monde »,
Société anonyme
des locteurs du Monde,

Le Moode-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Coridacteur en chef: Claude Sales.

THE: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91 THEX MONDPUB 296 136 F

nission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 3615 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

W. 75007 PARE

tenaire de la ville.

Italie: visite officielle du pré-

Dimanche 15 novembre. UNESCO : entrée en fonc-

chrétienne démocrate

Vendredi 13 novembre.

résidentielle

(jusqu'au 13).

Dates

Il y a quarante ans, le « brumaire » de l'année terrible.

Les grèves insurrectionnelles de 1947

LE mois de novembre 1947 commence vraiment sous les pires aus-pices. L'Union française est très mal partie, et pas seulement en Indo-chine : les députés malgaches accusés d'avoir trempé dans la terrible insurrection de l'île viennent d'être condamnés à mort, et le président Auriol ne les graciera pas. Le monde s'est cassé en deux blocs sans que la pauvre petite France ait eu à

dire son mot. Georges Bidault, qui regne au Quai d'Orsay, a essuyé le « niet » à répétition de Staline et de Molotov, qui font bien peu de cas de sa politique allemande, il a subi l'arrogance américaine et les sarcasmes de de Gaulle. Il brosse en conseil des ministres un tableau très alarmiste de la situation à l'Est, où le maître du Kremlin installe son glacis protecteur à coupe de pendaisons, de complots imaginaires et de ruses grossières des polices politiques qui ont entrepris de ruiner les partis « bourgeois » majoritaires pour mieux imposer les sculs communistes stalinisés. er les sculs communist Que faire quand l'armée rouge campe tou-jours, disait de Gaulle, « à deux étapes du Tour de France cycliste » ? Rien d'autre que de choisir son camp, celui du monde ilbre, celui de Washington et de l'aide économique que vient de proposer Marshall.

Car à l'intérieur, le tableau est tout aussi sombre. Le verdict des élections municipales d'octobre a été sans appel : le RPF du général a laminé les centristes et largement séduit à droite; il engrange près de 40 % des suffrages, dans un rude face-à-face avec les communistes, qui tiennent ferme avec 30 % des voix.

Une menace de déflagration généralisée

L'arithmétique impose sa conclusion : quand sept Français sur dix non seulement critiquent le gouvernement Ramadier mais mettent le régime de la jeune IVo République en accusation, il faut d'argence enterrer la solution du tripartisme et trouver une nouvelle majorité. celle qu'on baptise - troisième force - et qui rameute su centre-droit avec le sou-tien de la SFIO pour sauver les institutions républicaines menacées symétriquement par les « moscoutaires » et les factieux ». Tandis qu'une large majorité de Français, disent les sondages de sième guerre mondiale, tout porte à penser que ce conslit aurait pour répétition générale une forme de guerre civile en France.

Or tout laisse à craindre que les fau-teurs de troubles n'aient l'oreille des mécontents. A vrai dire, tout le monde grogue. Une production trop faible (encore inférieure à celle de 1929) pour une demande trop forte: l'inflation est toujours là, structurelle, galopante, en spirale. Les prix ont grimpé de près de 10 % en octobre, de 31 % depuis août. Le gouvernement tento-t-il de les bloquer? Il se heurte aux hurlements des vendeurs et des industriels, aux pleurs des maîtres du marché noir, au lamento des étals vides et des boutiques désertes. Mais dès qu'il lâche la bride, les salariés l'invectivent, au nom du pouvoir d'achat du lampiste moyen, calculé sur l'indice des « 44 articles » de première nécessité, qui a déjà chuté de 40 % depuis janvier.

La France vocifère et fait la queue, elle compte perveusement ses tickets d'alimentation en cet automne où le froid précoce ajoute le souci du charbon à celui du pain quotidien. A quoi bon s'être tant serré la ceinture depuis la Libération, avoir retroussé ses manches aussi haut et tant œuvré pour la reconstruction du pays pour en revenir à une ration de pain à 200 grammes, plus faible qu'aux pires heures de l'Occupation?

pas la fin, une menace de déflagration généralisée, la guerre civile qui guette, des ventres creux prêts à tout, un gouvernement condamné qui ne peut plus se résondre à rien ; novembre fait vraiment peur. A l'Elysée, le 4, dans Paris déjà privé d'éboueurs et bientôt de tout service public, Vincent Auriol expose au Comité de défense nationale en roulant les «r» qu'il est urgent de compter les tanks, les avions et les postes de DCA, qu'il faut

Une crise internationale dont on ne voit

prendre langue avec tous les alliés potentiels... • y compris la Suisse ». Le président a reçu Léon Jouhaux, qui l'a supplié d'enrayer les hansses, sinon « les syndicats ne [tiennent] plus leurs hommes... et

les femmes encore moins (1) ». En conseil des ministres, Jules Moch, chargé des affaires économiques et des transports, a plaidé en polytechnicien pour une « politique autoritaire » qui casserait les prix et contenterait les syndicats. Mais Edonard Depreux, responsable de l'inté-rieur, a bondi en huriant que l'autoritarisme fait disparaître les denrées et favorise le marché noir. Et, surtout, qu'il ne faut pas compter sur lui pour entrer dans les manuels d'histoire avec le sobriquet d'Edouard la matraque. Tout s'engage, on le voit, dans la sérénité.

L'orage, contre toute attente, frappe d'abord à Marseille à partir du 10 novembre. Là, dans la poussée gaulliste d'octo-bre, un avocat RPF et corse, Me Carlini, a

ont enfin reconquis la Maison du peuple La foule, ravie et fort en jambes, reflue alors vers les rues chaudes du quartier de l'Opéra, aux cris du Ca ira, et de la Jeune Garde, pour en déloger les coisifs des bars », les enrichis du marché noir et les malfrats à la solde des - nazis » du RPF. Hélas! on tire de l'intérieur du Colibri des frères Guérini : devant le café, un jeune eniste, Vincent Voulant, tombe. Il monra à l'hôpital quelques heures plus

Marseille sort de ce « grand soir » hébétée et rageuse : les grèves, pendant un mois, y seront très dures, tandis que Paris, avec l'accord, semble-t-il, des socialistes locaux, saisira l'occasion pour dissondre les compagnies de CRS qui n'avaient pas su tenir en main la situation (2). Car il y a urgence à montrer que le gouvernement a besoin de CRS qui tirent et ne se mettent pas à fredonner les chants du maquis lors de l'émeute.

L'extrémisme ? Il ne fut que trop vinible, avec, hélas! des morts trop nombreux, dont seize dans le déraillement du Paris-Tourcoing dans la mit du 2 au 3 décembre. Des sabotages du rail et de la mine, des centrales électriques et des dispositifs de sécurité ? On arrête à ce titre cent douze grévistes, presque tous commu-

Des complots? On en subodora plusieurs, et les renseignements généraux convrirent de leurs rapports alarmistes jusqu'an bureau du très crédule Vincent Auriol (4) : sux quatre coins du pays, les agents doubles et les « braves flics » décrivent des cagonlards et des vichystes en transe, des officiers douteux et des esprits faibles enfiévrés par les agents de Washington, des suppôts de l'armée rouge et de mystérieux paraciutistes prêts à manier le bazooka, sans parier des « trots-kistes » de l'ombre et de l'increvable cinquième colonne. Mais toutes ces violences, sans donte aucun, étaient sans espoir, et elles furent contenues.

La IV. République s'est certes offert, du 29 novembre au 4 décembre, à l'occasion du vote des « lois scélérates » qui armaient le gouvernement Schuman contre les grèves, un de ces marathons à pugilats qui n'ennoblissent pas les tribunes parlementaires et dost les Français se souviendront, y compris en 1958. Mais, pour un Raoul Cales occupant la tribune ea chantant l'Hymne au 17. - tandis que Jeannette Vermeersch en personne, Thorez s'étant absenté pour aller consulter Moscoe, le ravitaille en sandwiches, pour mille insultes communistes au Boche » Robert Schuman et cent prises de judo portées par les jeunes sportifs qui siègent à droite, la République sut trouver la nouvelle force de sa défensive.

Une classe ouvrière affaiblie

Le RPF, très légaliste et comptant bien que le pouvoir lui échoirait comme un fruit mûr, a laissé pesser l'occasion. Les responsables du PCF, trop fidèles à Staline pour ne pas avoir compris que seule importe la défense du glacis de l'URSS à l'Est, savaient ne pas entendre l'ardeur de leurs troupes et faire tout juste assez d'agitation pour inquiéter les Américains in - l'attoort de ces dollars de l'aide Marshall qui contribueront à sortir enfiz l'économie française du bourbier. Seule la classe ouvrière - le mot, à l'époque, a encore un sens - sortira affaiblie, divisée par la scission syndicale qui brise à jamais la CGT et installe Force ouvrière puis la FEN, d'une crise qui la détourne largement de l'amour d'une République des CRS et de la vie chère.

Novembre 1947 fut un drame pour temps de baine et de frustrations, une forme de grandes manœuvres politiques, une crise ouverte à la recherche d'un équilibre politique et d'un mienx-être social. La France s'y ébrous à contretemps, car elle ne sentait pas encore tont à fait que le cours du monde se dessinait sans elle. Elle s'offrit donc aussi, bravement, une sorte d'affreux psychodrame de la puissance rebelle et de la violence féconde, comme aux beaux jours. Est-ce vraiment un hasard si, tout juste trois ans après la Libération, on y rejona avec tant d'ardeur aux maquis contre les «collabos»; par-« FTP communistes » et « miliciens RPF » interposés, à l'honneur national contre la menace étrangère, à la Francode toujours contre le malheur de l'houre ?

JEAN-PIERRE RIOLDL

(1) Cité par Dominique Desanti, L'année cà le mande a tramblé: 1947, Albin Michel, 1976, p. 292. Voir aussi Michel Winock, «1947, l'année terrible », l'Histoire, mai 1987.

(2) Voir Maurice Agnihon et Pernand Barrat, CRS & Marseille, 1944-1947, Armand Colin, 1971, et le Monvement social, les Editions curvières, juillet-teptembre 1975.

(3) Voir deux boanes monographies de grèves ;
Philippe Fallachon, «Les grèves de la Régie
Remant en 1947», le Mouvement social, octobredécembre 1972, et Mario-Remée Valentin, «Les
grèves des cheminoss français au coms de l'année
1947», (d., janvier-mars 1985.

(4) Voir Vincent Auriol, Journal du septement, voi. 1, 1947, édité par Pierre Nora, Armand Colin, 1970, passim.



ravi la mairie au communiste Cristofol, d'extrême justesse (26 voix contre 25) et en profitant d'un attentisme de bon vouloir du côté des socialistes qui n'avaient pas pardonné aux rouges d'avoir supplanté Gaston Defferre en 1946.

ROUTL

Marseille en 1947, c'est, en vrac, un PC puissant, des dockers nerveux tenus par la CGT, des compagnies de CRS où servent nombre d'anciens résistants FTP, la combine et les trafics sous l'œil intéressé des agents de la CIA, des rois du gang, Antoine et « Mémé » Guérini, qui savent faire basculer une élection : le vrai sac de nœuds, surveillé par les fonctionnaires d'autorité, préset en tête, que Paris a dépêchés pour veiller au grain. Hélas, le pauvre Carlini a inauguré sa magistrature en haussant le prix du billet de «tramvé»! Ausmôt, les métallos des Aciéries du Nord, où l'on compte 1000 communistes sur 2000 salariés, décident le boycottage des transports municipaux et, derechef, le 10, aidés par quelques passants, renversent un tram en pleine Canebière : quatre jeunes sont aussitôt poussés dans le « panier » à salade et emprisonnés.

Le 11, on harangue partout, aux portes des usines et dans les immenbles. Le 12, élus communistes en tête, le foule envahit et saccage le palais de justice, où l'on juge pour flagrant délit les quatre manifestants : il se trouve des magistrats — mal protégés, il est vrai, par un service d'ordre assez mou - pour casser le jugement qui vient d'être rendu et faire relâcher les

A la mairie, où, par un êtrange hasard, le conseil municipal tient séance tandis que l'émeute gronde, les encriers volent bas et on empoigne les chaises : les communistes « font le ménage » et résistent aux « provocateurs », menacent de défenestrer Carlini et crient au balcon qu'ils

en bouquet final, les métalles parisiens débrayent à leur tour. Du 19 an 29 novembre, tandis que le gouvernement Ramadier, épuisé et divisé, passe la main et qu'on cherche longue-ment la solution de « troisième force » inaugurée en catastrophe le 22 avec le gouvernement de Robert Schuman, puisque toutes les corporations entrent en grève, celles des services publics, si malmenés par l'inflation, n'étaient pas les moins agressives. Le report d'une coupure générale du courant électrique est obtenu in extremis pas l'habileté et le bon sens de Daniel Mayer, ministre du travail, mais déjà on s'alarme d'une mise en place de coordinations nationales des grévistes, et d'aucuns n'hésitent plus à décréter que la situation est insurrectionnelle. Pourtant, du 29 novembre au 10 décembre, jusqu'à ce que les communistes de la CGT donnent le signal du « repli général », la divi-sion des grévistes avait été patente et les boutefeux peu à peu isolés. Comme si,

sans préjuger de nouvelles flambées qui reprendront en 1948, toutes les forces

engagées avaient à temps retenu leurs coups (3).

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, après

la démission de dirigeants communistes

des Houillères, les mineurs sont en effet

entrés dans la danse. Pour une grève de la

lassitude et de la rancœur, comme au prin-

temps, bien sûr. Mais aussi dans une exci-

tation entre grévistes et « jaunes » minu-

tionsement entretenne par les

communistes de la CGT : on se bat entre

camerades d'enfance, les enfants se met-

tent de la partie, tandis que les CRS puis

la troupe quadrillent les carreaux et les

corons. On murmure même que la guerre

va plus loin : un sabotage des puits aurait

été envisagé. Jamais, dans la très rude his-

toire des conflits du « pays noir », on n'avait comm tant de haine explosive, tant

de blessures inguérissables. Et voilà que,

Tél.: (1) 42-47-98-72 3 mais 6 annis 9 mais 12 mais 554 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 536 F ÉTRANGER (par messageries)

- MILGOUR/LUXEMBURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1689 F 1360 F

IL - SUESSE, TUNISIE

564 F 972 F 1694 F 1806 F Par vole aéricane: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires: aos abonets sont invités à lormuler leur demande deux sennaines avant leur départ, Joindre le dernière avant leur départ, Joindre le dernière Venifica avoir l'obligeance d'écrico tons les nones propres en capitales d'imprimerie. Le Monde USPS 766-910 is published daily, except Sundays for \$460 per year by Le Monde c/o Speedimper, 45-45 39th Street, LC, NY 11104. Second cleas postage peid at LIC and additional officae, NY postanaster: send address changes to Le Monde c/o Speedimper, USA, PMC, 45-45 39 dtStreet, LIC, NY 11104.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18 h 15

> animé par Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON et Erik IZRAELEWICZ (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Jacques ESNOUS (RTL)

en direct sur

d me Company of the second ***** The second The same of the A

Brumers

As Southern

 $y_{2^{n-2d-2d}}$

CA . FAI

extra contract

 $|f| = \{(x, t)_{t \in [n]}, \dots, (x, t)_{t \in [n]}\}$

Service of The state of the s

47 to no

page heirs der morts 200 bet Cars is demically but Come dans at out de 2 au 16 Dec same Proceed of Control of the Management of the Mana E Presentes, prosque total a managratia Ou au saportal treat de leur rapports Marchier color - house to des cag warm of der victe

editance but les ses Benefit on a part de l'arie a magazine a procession & Be bernene van parier da Be de l'antière et de l'incresse Me subvene Man touter confe IV- Same Diese s'est come S meneral per an a descembe ile The the Can - has stellered Better is Simisonement Sch ME ARE ETC. TO CO CES MANY Parts first a carbon - recei by part Market and a contraction of the property Brand y commerce on 1998. May Committee of the second in the ME 711 - MAG CA 171 - 126-MEN Accomments to belief PARTY ADDED I THE REEL OF # (*) c - 75 . 174 C'mmtema-

martin ferin be undfetten. L'ac classe cerrière 1 1 1 2

Car . F. Service State of the Contract

the motors of the same special

MR & Section 1 2 Constitution of

M general . Com real and Minn & John Tasson Commi Billio Perry Will St. Come Select what an has so have nothing ar is in the care in the same artists Maria de la como de la Barant is unner guettere - ab. CONTRACTOR OF STATE Betrade net in the times A MATERIAL ST STEELER the region of the Contract

enter the Committee of 🖢 🙀 经分别 人名马尔斯 R de grante martin S Mark Harrison - Mark Mark A 大事を持ち とうしょう とうしょう かけ 地にな ● 梅生は しょうしゃ かいははば 子事を 他のから 10 pmg (4) (42年) A American Committee THE SHEET WELL THE THE COLUMN THE WAR WALL STATE STATE THE SET OF THE PERSON AND PROPERTY. WE AND THE STREET times w.

- 10 mm Water to a few field an arm of the second of the se 東海 ボンファンフザナン Mark No. of Control of the Contro And the second William Street, Street

±3 + 1253

I AN PERSON

- r = f

12. 12. 12.

pade, the entered Base when you have a great The Section 12 To the Section 12 T * 48 Mar = 2

Etranger

TUNISIE: la destitution du président Habib Bourguiba

La déclaration du successeur

Tunis (AFP). — Voici le texte intégral de la déclaration lue samedi matin 7 novembre par le nouveau président de la République tunisienne, M. Zine El Abidine Ben Ali: · Les énormes sacrifices

consentis par le dirigeant Habib Bourguiba, premier président de la République, en compagnie d'hommes valeureux, pour la libé-ration de la Tunisie et son dévelop-pement sont innombrables et incommensurables. C'est pour cette raison que nous lui avons voué affection et estime, et que nous avons œuvré de longues années durant sous sa direction avec confiance, fidélité et abnégation, à tous les niveaux, dans les rangs de notre armée nationale et populaire, et au sein du gouverne-

» La vieillezse et l'aggravation de son état de santé, sur la base d'un rapport médical, nous ont poussés à penser que le devoir national nous imposoit de le déclarer dans l'incapacité absolue d'assumer les charges de la prési-dence de la République. De ce fait, et en application de l'article 57 de la Constitution, nous prenons en charge, avec l'aide du Tout-Puissant, la présidence de la République et le commandement suprême de nos forces armées.

 Dans l'exercice de nos respon sabilités, nous comptons sur la

L'article 57 de la Constitution

tunisienne auquel M. Zine El Abidine Ben Ali a fait référence stipule qu' « en cas de vacance de la présidence de la République pour cause de décès, démission ou empichement absolu, le premier ministre est immédiatement investi des fonctions de prési-dent de la République pour le reste de la législature en cours de la Chambre des députés (Parlement) », qui est de cinq ans. Les demières élections ont eu lieu en novembre 1986.

Adopté en 1976 après la nomination à vie du président Bourguise « à titre exceptionnel et en considération des services éminents qu'il a rendus (...) su peuple tunisien.....», sa révision a toujours été réclamée par l'oppodemandé que la chef de l'Etat soit etu su suffrage universel et désigné à l'avance.

« L'intégrisme est un refus du temps présent »

Le général Ben Ali avait donné une interview au Figuro-Magazine la semaine dernière. Voici le début de cot entretien.

Monsieur le premier ministre, selon vous, qu'est-ce que l'inté-grisme?

présent et plus encore de l'avenir. Etre intégriste, c'est se cantonner dans un passéisme figé et récuser toute idée d'évolution et tout projet tourné vers la modernité. Ce carcan, dont on avait pu penser pourtant que l'homme s'était libéré il y a trois siècles avec la fin des guerres de religion, subsiste encore dans le monde islamique. Entendons-nous bien,

- Que représente le bourgui-bisme par rapport à l'intégrisme ?
- L'une des grandes chances de la Tunisie a été de trouver en Bour-In Tunisie a été de trouver en Hour-guiba un espèce de chrono qui nous intègre dans le courant du temps. Ainsi nous pouvons vivre notre reli-gion sans déchirement au diapeson du siècle. L'islam en Tunisie, grâce à Bourguiba, n'est plus un prétexte pour le rejet du progrès. Il s'est su contraire réconcilié avec la moderraité. Il a intégré dans son système de valeurs l'ensemble des principes qui, pour les hommes d'aujourd'hui, constitue leur raison d'être. Bourguibe a pris cette mesure qui fera que la Tunisie ne sera plus objet, mais artisan de son histoire. L'inté-

notre chère patrie, et dans un climat de confiance, de sécurité et de séré-L'amour de la patrie, su protection et l'action pour son essor consti-tuent un devoir sacré pour tous les

ple a atteint un tel niveau de responéléments et ses composantes sont capables d'apporter leur contribu-tion constructive à la gestion de ses offaires, conformément à l'idée républicaine qui confere aux insti-tutions toute leur plénitude, et garantit les conditions d'une démopect de la souveraineté populaire telle qu'elle est inscrite dans la

rative. L'époque que nous vivons ne peut plus souffrir ni présidence à vie ni succession automatique à la tête de l'Estat, desquelles le peuple se trouve exclu. Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée et institutionnalisée, fondée réelleralité des organisations de masse.

indépendance, dans l'ordre et la dis-cipline. Nous veillerons à la bonne application de la loi, de manière à bannir tout iniquité et injustice. Nous agirons en vue de restaurer le prestige de l'Etat et de mettre fin au chaos et au laxisme.

férence face à la dilapidation du bien public. Nous continuerons à entretenir les bons rapports et la bonne coopération avec tous les pays, notamment les pays frères et amis.

tance qui lui est due. Nous nous emploierons fermement à réaliser l'unité du Grand Maghreb sur la base des intérêts com

Le dernier entretien du premier ministre

- L'intégrisme, c'est un refus du

pour nous, intégrisme ne veut pas dire islam, mais obscurantisme et indigence de l'esprit. (...)

que la Tunisie ne sera plus objet, mais artisan de son histoire. L'intégrisme ne nous désarçonnera pas. (...)

nité, d'où seront bannies la haine et la rancœur, de tous les Tunisiens.

citoyens. » » Citoyens, citoyennes, notre peu-

sabilité et de maturité que tous ses cratie responsable, ainsi que le res-

 Cette Constitution appelle une révision devenue aujourd'hui impément sur le multipartisme et la plu-

» Nous proposerons prochaine-ment un projet de lot sur les partis et un projet de lot sur la presse, sus-ceptibles d'assurer une plus large participation à la construction de la Tunisie et à la consolidation de son

» Point de savoritisme et d'indis-

» Nous proclamons notre respect pour nos engagements sur le plan international. Nous accorderons à la solidarité islamique, arabe, afri-caine et méditarranéenne l'impor-

» Par la grâce de Dieu, nous entrons ensemble dans une ère nouvelle, faite d'efforts, de déterminaamour pour la patrie et par l'appel du devoir. Vive la Tunisie, vive la

circulaient dans les cercles politi-ques samedi matin, on croyait savoir que le coup de force a été décidé dans la nuit non pas par un seul homme, mais par une très large majorité des membres du gouverne-ment et du bureau politique du Parti socialiste destourien et avec l'appro-bation de l'état-major de l'armée. Deux personnalités au moins s'y Deux personnalités an moins s'y seraient opposées : M. Mohamed Sayah, ministre d'Etat chargé de Sayah, ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, et M. Mansour Skhiri, ministre de l'habitat, de l'équipement et des transports. Passant généralement pour les plus chauds partisans d'une politique autoritaire, voire répressive, tous deux suraient été arrêtés ainsi que M. Mahmoud Bel Hassine, homme de compagnie du président, et de compagnie du président, et

Depuis plusieurs mois et surrout an cours de ces dernières semaines, la vie politique tunisieune était litté-ralement suspendue aux décisions imprévisibles, aux sautes d'humeur, aux obsessions même du palais de Carthage. La intre pour la succes-Carthage, La intre pour la succession qui empoisonne depuis tant d'années le climat n'avait pas cessé avec la nomination de M. Ben Ali, qui, en tant que premier ministre, successeur constitutionnel du chef de l'Etat, devenait la nouvelle cible de tous les prétendants au « trône » dont l'influence demeurait grande auprès de M. Bourguiba.

Il un proise de deux servines

Le nouveau chef de l'Etat

M. Ben Ali: un homme d'ordre ouvert au dialogue

3 novembre 1988, saile de presse du ministère de l'Eitérieur : les résultats des élections législetives tombent sur les écrans, pas même un siège n'est concédé à l'opposition. Il y a un contrasta surréalista entre les moyens tech-niques mis en cauvre pour les « staiques », le nombre de journalistes présents lors de cette « nuit lactorals » et l'absence évidente de suspense. Costume sombre, cravete impeccable, le général Zine El Abidina Ben Ali se livre à un des plus délicats exercices de se car-rière, présenter de façon crédible des résultats qui l'étaient si peu.

Les journalistes tunisiens préents dans is salle se soucient fort peu des explications techniques, mais ils apprécient en connaisseurs la performance de l'orateur : sans rien dire qui ouisse nuire au gouvernement, il a pris suffisamment de distance pour que ce scrutin, à l'évidence trafiqué, n'apparaisse pas comme son œuvre. Selon les chiffres officiels, plus de 82 % des Tunisiens sont silés sux urnes pour elire les députés du Parti socia destourien. Aucun observateur n'a constaté une telle mobilisation. Si l'« affluence » a été « peu appa-rente », c'était à ceuse de la forte sugmentation des bureaux de vote per rapport à la précédente consul-tation, auplique l'intéresé, avec l'air embêté du ministre entendant bien montrer ou'll egit sur instructions venues de plus haut.

Le tout récent ministre de l'intérieur pensait-il céjà à la préparation de l'éviction en doussur du « com-battant suprême » ? C'était la même voix posés qui alleit déclarer

(Suite de la première page.)

Selon les rares informations qui circulaient dans les cercles politi-

juste'un an plus tard que e le peuple a droit à une vie politique évo-lués » avant de prometire « un projet de lai régissant l'existence des partis ». Mais s'il penseit déjà à méneger l'avenir, le général Ben Ali n'était sens doute à ce moment-là qu'un homme qui montait sans mesurer pleinement la difficulté qu'il y aurait à concilier l'exercica de responsabilités de plus en plus grandes et la fidélité à un président aux décisions imprévisibles.

Depuis plusieurs mois les caméres s'attardaient longuement sur le visage du nouveeu dauphin lors de la rituelle présentation des audiences du chef de l'Etet au journal télévisé. L'homme ne peraît quère ses cinquente et un ans. Le regard matois et gai contraste avec le long passé de spécialiste des questions de sécurité, Ancien de Saint-Cyr et de l'école d'artiflerie de Châlons-sur-Marne, diplômé d'électronique aux Etats-Unis, la futur général Ben Ali occupa pendant seize ans le poste de directeur de la sécurité militaire avant d'être nommé à la tête de la Sûreté natio-

deux € exils », l'un au Maroc, l'autre en tant qu'ambes Varsovie. La première fois, il lui était reproché de s'être occupé des questions de sécurité lors de l'éphémère projet d'union tunisolibyenne, alors qu'il n'aveit fait qu'obéir à des ordres venus d'en heut. La seconde fois, il porta le chapeau après les émeutes de Gafsa, en jenvier 1980, Mª Was-sile Bourguiba, qui le trouve trop

Entre ces deux postes, il vivra

indocile, laisse entendre qu'il n'a pes informé le président de ce qui se préparait. En fait, personne n'avait osé transmettre un de ses repports alarmistes parce qu'il risquait d'altérer l'humeur du Com-

Un « technicien » Après les émeutes du pain - en

janvier 1984 - on se rappelle cocondant ses services pas devient secrétaire d'État à la Sûreté nationale dans le gouverne ment de M. Mzali. Se cote monte en même temps que la disgrâce du « succassaur désigné » se précise. « Je ne suis qu'un technicien », sveit-il répondu à M. Mzali, qui lui proposait un portefeuille ministé-riel. Ne devant rien à ce dernier, it n'est pas suspect aux yeux du président Bourguiba quand calui-ci fulmine contre son ancien chef de gouvernement qui, supportant mai son sort, « trahit » en se répenda en critiques contre le régime depuis l'étranger. Nommé ministre de l'intérieur en avril 1986, il joue un rôle de plus en plus important dans le gouvernament de M. Rachid Sfar. Personne ne doutant que celui-ci ne soit là que pour une période transitoirs, le remaniement du 2 octobre 1987, par lequel le gouvernament est confié au général, n'est pas vraiment une sur-

L'opposition de gauche, qui, après les émeutes du pain, s'inquiétait du retour de ce militaire der plus facilement de sa nouvelle accension. Ministre de l'intérieur, il Lique tunisienne des droits de l'homme, dont il avait recu quelques dirigeants. Le procès des islamistes, il y a quelque semaines, était à l'évidence un des moments les plus délicats de la fin de règne du président Bourguiba. Le ministre de l'intérieur réussit à prévenir les émeutes que l'on pouvait redouter, mais, tout en maintenant l'ordra d'une main de fer, il préconisa la modération dans les sentences, parvenant provisoirement à faire

la tendance islamique. Travailleur infatigable, le nouweeu premier ministre se montrait peu, préférant à l'apparat officie les soirées familiales avec ses trois filles et son épouse, une Keffie, fille du premier officier tunisien nommé

revenir le chef de l'Etat sur sa déci-

sion de faire exécuter les princi-

paux animateurs du Mouvement de

Ces demiers jours, le premier ministre s'efforçait de faire prévaloir une certaine détente politique. Il avait fait nommer à la tête du Parti socialista destourien la docteur Karoui, qui avait une réputation d'homme intègre et ouvert au dialogue. Passé l'épisode du procès des islamistes, le général Ben Ali avait l'intention de se consecrer davantage aux questions volonté de rouvrir la procès des militants du MTI, au risque de mettre le feu aux poudres, le chef de l'Etat lui donnait une occasion de

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

La décision du gouvernement

diplomatic de M. Ben Ali, qui était visé en premier lieu par la manœu-vre, pour que les nouveaux ministres

emeurent en place. Et ces derniers jours, quotidieuneest ces derniers jours, quotidieme-ment, le président insistait pour que la Cour de sûreté de l'Etat siège à nouveau (un procès prévu pour lundi prochain vient d'être reporté) afin de juger les islamistes arrêtés depuis le précédent procès de sep-tembre. Furieux que le chef du Mouvement de la tendance islami-que (MTI), M. Rached Ghannouchi, ait échappé à la peine de mort, il n'avait de cesse de le voir rejuge et, cette fois-ci, pendu. Plusieurs dirigeants se montraient en privé atterrés, et, c'est peut-être la perspective de ce nouveen procès aux conséquences intérieures imprévisi-bles, et qui, à l'extérieur, aurait fini par termir l'image de la Tunisie, qui a été la goutte d'eau faisant déborder le vase.

La destitution de M. Bourguiba a été anssitôt suivie de la constitution d'un nouveau gouvernement, dont le premier ministre est M. Hedi Bac-couche, jusqu'ici ministre des affaires sociales. Agé de cinquante-sept ans, M. Bacconche est un ami

sept ans, M. Baccouche est un ami de longue date du nouveau président de la République.

Trois hommes disparaissent du nouveau cabinet, MM. Mohamed Sayah Mansour Skhiri et Hedi Mabrouk, qui est remplacé aux affaires étrangères par M. Mahmoud Mestiri, qui venait d'être désigné comme ambassadeur à Paris (le Monde du 5 novembre).

Parmi lea nouveaux venus on

Il y a moins de deux semaines encore, quelques heures après avoir procédé à un large remaniement ministèriel (le Monde du 29 octobre), le président, soemis à diverses pressions et sur la foi de ragots qui lui étaient rapportés, avait décidé de l'amesier. Il failut toute la ferme

place M. Sayah à l'éducation natio-nale. La plupart des autres porte-feuilles ne changent pas de titulaires. C'est le cas, notamment, du ministère de la défense nationale avec M. Slaheddine Bali (mais où avec M. Slaheddine Bali (mais où quatre officiers supérieurs se voient promus, dont le chef d'état-major, M. Youssel Baraket, qui devient général de corps d'armée), du ininistère de la justice avec M. Mohamed Salah Ayari, du poste de ministre délégué auprès du premier ministre et directeur du Parti socialiste destourien avec le docteur Ahmed Karoni et des principaux départe-ments économiques.

Dans la déclaration qu'il a lue à Radio-Tunis, M. Ben Ali a esquissé la nouvelle politique qu'il entend mettre en œuvre et qui devrait tendre vers une large démocratisation de vers une large démocratisation du système et, en premier lieu, l'ins-tauration d'un veritable multipartauration d'un véritable multipar-tisme. « Nous proposerons prochai-nement un projet de loi sur les partis et un projet de loi sur la presse, susceptibles d'assurer une plus l'arge participation à la construction de la Tuniste et à la consolidation de son indépendance, dans le cadre de l'ordre et de la dis-cipline », a-t-il notamment déclaré. Le nouveau président de la Républi-que a aussi confumé les engago-ments de la Tunisie au plan interna-tional, ses amités et ses alliances. M. Ben Ali a lancé un appel à

M. Ben Ali a lancé un appel à tous les Tunisiens pour qu'ils contribuent à l'instauration « d'un climat de confiance, de sécurité et de sérénité où seront bannies la haine et la

Selon M. Ben Ali, la Constitution appelle une révision devenue aujourd'hui impérative. L'époque que nous vivons ne peut plus souf-frir ni présidence à vie ni succession automatique à la tête de l'Etat, des-quelles le peuple se trouve exclu.

Notre peuple est digne d'une vie politique évoluée et institutionnali-sée fondée réellement sur le multi-partisme et la pluralité des organi-sations de masse », a-t-il ajouté.

Ce dernier commentaire plus qu'allusif est sans concession régime du président déchu. Toute-fois, M. Ben Ali a tenu à rendre hommage « aux énormes sacrifices consentis par le leader Habib Bour-guiba, premier président de la République, en compagnie ration de la Tunisie et son développement ». C'est pour ces raisons, a-t-il ajouté, « que nous lui avons voué affection et estime, et œuvré, de longues années durant, sous sa direc-tion avec confiance, fidélité et abné-

Durant la matinée de samedi et quatre heures après l'annonce de la destitution du Combattant suprême, l'atmosphère en ville demeurait extrêmement détendue : on pouvait, ici et là, percevoir à travers quelques commentaires discrets les signes d'un scriment de soulagement. Du côté des oppositions et des milienx syndicalistes et associatifs, notam-ment par les avocats et les militants des droits de l'homme, ce sentiment semble largement prévaloir et, en attendant les prises de positions officielles annoncées pour les pro-chaines beures, la composition du nonveau gouvernement ainsi que les propositions de M. Ben Ali ont sus-cité des commentaires officieux pour l'essentiel favorables.

Aucune nonvelle n'a été donnée quant au sort de l'ex-président Bourguiba, qui demeure toujours, semble-t-il, au palais de Carthage, autour duquel un important disposi-tif de sécurité a été mis en place.

MICHEL DEURÉ.

Les quatre personnages de la « garde rapprochée »

Avec l'âge et le metadie, le pré-sident déchu était devenu un « homme sous influence ». Le pelais de Carthage, d'où il régne si pelais de Carthage, d'où il régne si longtemps sans partage, était devanu, ces demières années, le lieu d'intrigues florantines ayant toutes le même untime anjeu : la succession du « père de la nation », Ces luttes de sérail, que M. Bourguibe observait parfois avec facétie — tant il savait jouer des uns contre les autres avaient largement paralysé l'action gouvernementale et accusé, per-fois usqu'à la caricsture, l'aspect « fin de règne » d'un régime

essouffié. Depuis quelque temps, quatre personnages semblaient constituer ce « premier cercie » du pouvoir bourguibliste, qu'on appelait à Tunis la « garde rapprochée » du pouvoir des » du pouvoir de « personna » de » du pouvoir de » président. Il y avait d'abord M. Mensour Skhin, qui fut jusqu'à une époque récente directeur du cabinet présidentiel et secrétaire général adjoint du Parti destourien, avant d'être nommé ministre de la fonction publique et de la réforme administrative. Personnage opaque

er peu aimé, ses adversaires le tenaient un peu pour l'« âme dam-née » du président. Il passait pour « un dur », incitant la président à un dur », incitant la président à l'intransigeance et veillant à l'orthodoxie du régime.

Autre personnage influent ces derniers temps, M. Hedi Mabrouk, ministre des affaires étrangères. Comme la plupart des dirigeants bénéficiant de la confiance de M. Bourguiba, il appartient au « groupe de Monastir », du nom de la ville natale du président. Ses treize années de service comme ambassadeur en France - de 1971 à 1986 — lui avaient donné une stature qui le rangeait pami les dauphine possibles du chef de

L'homme la plus secret du noyau dirigeant – at paut-être le plus doué – avait effectué récemment un retour en grâce après une déjà longue carrière en dents de scie. Il s'agit de M. Mohamed Sayah, qui fut un très jeune directeur du parti en 1973, poste qu'il et se montra intransigeant, notam-ment lors des émeutes syndicales de 1978. Agé aujourd'hui de cinquante-quatre ans seulement, beaucoup voyaient en lui l'homme que M. Bourguibs avait secrète-ment choisi comme successeur. Travailleur infatigable et « homme de dossiers » très compétent, M. Seyah dort amplement sa longévité politique à un « coup de génie ».

Dès le début de son ascension au sein du parti, il se lança dans la rédaction d'una immense fraequasur l'histoire du mouvement nationaliste tunisien et la lutte du prési-dent Bourguiba pour l'indépendance. Devenu de son fait — et avec l'accord du Combattant suprème — le mémorialiste attibé

du régime, M. Sayah était du même coup « intouchable ». Ce tableau serait incomplet sans l'évocation du seul personnage féminin de l'équipe, M Saïda Sessi, nièce du président déchu. Toute puissante garde maiade du vieux leader depuis l'éviction de l'ex-M= Bourguiba, détestée de nombreux ministres, on lui prétait

Combattant suprême. Una chose est sûre : elle n'aveit pas vu d'un bon ceil la nomination comme premier ministre du général Ben Ali, et elle devrait en bonne logique être l'une des victimes politiques du coup d'Etat. Un homme vivait loin de cette

camarilla dont il critiqueit en privé le comportement : Habib Bourguiba junior, le fils que le futur président avait eu à Paris dans les années 20 de sa première femme française. Ambessedeur à Rome de desseit. Washington, avent de devenir ministre des affaires étrangères en 1964, puis ministre de la justice en 1970, il quitta ses fonctions -officiellement - pour raison de président, il fut relevé de ses fonc-tions en 1986 per son père, avec qui il s'était notoirement brouillé puis réconcillé. Resté très procha de sa belle-mère, Mª Wassila Bourguiba, dont il avait peu apprécié le bannissement, il avait renoncé à toute ambition politique. Il n'y aura pas de dynastie Bourguiba à Tunia. - J.-P. L.



Le stratège prophétique

(Suite de la première page.)

Un demi-siècle de vie publique qui voit à la fois l'homme et son milieu passer d'un demi-sommeil de terrieus colonisés, progressant par timides percées vers la modernisation et l'autonomie, à un statut d'indépendance et de développe-ment original, axés sur une administration de type occidental et des relations déjà modernes entre l'Etat et la religion, la campagne et la ville, l'individu et le pouvoir.

Il est né le 3 août 1903 à Monastir, d'une familie d'origine paysanne, que son père, officier dans la petite armée beylicale, avait déjà réorien-tée vers le service public et la société urbaine. On ne peut mieux résumer sa jeunesse qu'il ne l'a fait lui-même devant ses juges de 1938; « l'ai été élève au collège Sadiki depuis 1913, puis au lycée Carnot d'octobre 1921 à juin 1924. Je suis allé à la faculté de droit de Paris de novembre 1924 à juillet 1927. Puis je me suis établi

A Paris, où il arriva pour assister au transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, il fut un honorable étudiant à l'Ecole des sciences politi-ques et à la faculté de droit, s'intéressa à la neurologie, fréquenta les organisations de gauche (comme Ho Chi Minh sept ans plus tôt), commt sa femme Mathilde, en eut un fils, amorçant use coexistence monvementée mais le plus souvent cordiale avec la France et sa civilisation. parti déjà acquis au parti nationa-liste, le Destour (Constitution), - il fut atterré par le décalage entre les qu'il avait vue fonctionner à Paris, et la pratique politique et sociale en Tunisie. Il resserra ses liens avec les nationalistes tunisiens, publia des articles dans la Voix des Tunisiens et l'Action tunisienne, ouvrit un cabinet d'avocat où il plaida pour les exploités et, en 1934, provoque an sein du parti destourien une scission qui aboutit à la création du Néo-Destour, plus moderne, plus popu-laire, moins bourgeois, plus terrien, que l'ancienne formation. Il en devint le secrétaire général.

Le prisonnier

Six mois plus tard, le résident général Peyrouton l'envoie en rési-dence surveillée dans le lointain poste pré-saharien de Bordj-Lebœuf, où il reste jusqu'à l'arrivée au pouvoir à Paris du gouvernement de Front populaire de Léon Blum, dont I'un des collaborateurs les plus proches, Charles-André Julien, secré-taire général du Haut Comité méditerranéen, ne se contente pas de le libérer mais l'invite à Paris pour amorcer des conversations qui devaient tourner court. En avril 1938, des émetites déclenchées à Tunis provoquèrent l'arrestation et un nouvel emprisonnement d'Habib Bourguiba, très long celui-là puisqu'il devait durer jusqu'à la libé-ration du leader, que l'on appelait déjà le Combattant suprême (Moudjahid el-Akhbar), par les occupants allemands en décembre 1942. L'Axe tente d'utiliser Bourguiba contre la France : réception à Rome, offres diverses, promesses d'émancipation. Contrairement à une légende qui a longtemps courn, le chef du Néo-Destour résista à la tentation et, comme il avait réussi à le faire de sa prison, incita ses compagnons à refuser toute collaboration avec l'Axe.

La France de la Libération ne devait pas lui en être reconnaissante. C'est après avoir été rudement rabroué par les nouveaux services du protectorat qu'il partit clandestinel'Egypte. Il est peu de dire que les dix-huit mois qu'il passa en Orient le

Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand Pierre Biamès Témoin attentif et amical de la décolonisation et de

la construction des Etats 'africains d'aujourd'hui, Blames consacre aussi des DOGES SOVOLITEUSES. empreintes de rendresse et de perfidie, au compatitotes expatilés. Philippe Gaillard

ARMAND COLIN

décurent. Il s'y sentit plus étranger qu'à Paris et plus pauvre qu'à Tunis. On le retrouve en 1947 aux Etats-Unis, puis en 1950 à Paris, où le nouveau = patron » du Quai d'Orsay, Robert Schuman, est favorable à une politique évolutionniste en Afrique du Nord, si favorable même qu'il lui arrive un jour, à Thionville, de parier d'« indépen-

Habib Bourguiba tente de saisir l'occasion, ne fait pas obstacle à la formation d'un gouvernement à participation destourienne, dont celui qui est alors son lieutenant et son ami, Salah Ben Youssef, est le véri-table animateur. Mais, le 15 septembre 1951, ce cabinet, dont l'objectif majeur consiste à négocier un statut nouveau avec la France, se voit brutalement rappelé aux réalités du rapport des forces par le gouvernerapport des forces par le gouverne-ment René Mayer : on ne touchera pas au protectorat. Bourguiba se voit joué, entre en transe, regagne précipitamment Tunis et déclenche une campagne d'agitation qui tourne au drame en janvier 1952. Le fonda-teur du Néo-Destour est arrêté pour le troisième fois envoyé en résila troisième fois, envoyé en rési-dence forcée à Tabarka, puis à l'île de la Galite, au large de Bizerte, puis à Groix, à Montargis, et enfin au châtean de La Ferté, à Amilly. Chacure de ces étapes marque une phase de la détérioration en Tunisie et rappelle l'urgence d'une négocia-tion sérieuse avec les représentants du peuple tunisien.

Autonomie interne et indépendance

Le 31 juillet 1954, Pierre Mendès France, président du conseil, atterrit impromptu à Tunis, et, devant le bey, à Carthage, affirme solemelle-ment que le France est prête à tenir ses promesses d'émancipation de la Tunisie. Dès lors s'amorce une longuita joue le rôle de caution et sou-vent d'inspirateur. D'autant qu'il trouve en M. Edgar Faure, président du conseil après Mendès France, un interlocuteur lui aussi ouvert à ses idées. Signées le 22 avril 1955, les conventions franco-tunisiennes la Tunisie. Le 1= juin 1955, Habib Bourguiba rentre en triomphateur à Tunis : sitôt débarqué du Ville-d'Alger, il enfourche un cheval blanc, et c'est comme un héros des hautes époques de l'arabisme qu'il franchit les remparts de Tunis : ainsi (ayant pris en secret durant un mois, grace à M. Edgar Faure, quelques lecons d'équitation) don à son retour le style épique et légen-daire qui seyait à son personnage « quelque peu fabuleux », pour reprendre une formule que Charles de Gaulle s'appliquait volontiers à

Bourguiba assurait qu'il avait alors hésité entre le rôle de Gandhi et celui de Nehru : le double re dura pas; il se saisit vite de la direction du gouvernement, puis, après la reconnaissance par la France de l'indépendance tunisieune, en mars 1956, et. après l'éviction de la dynastie beylicale, de la présidence de la République (1957). Cette reconnaissance de « légitimité » — à propos de Bourguiba, le langage et les formules du gaullisme reviennent comme par enchantement - n'alla pas sans une très violente crise provoquée par son rival et ancien lieutenant Salah Ben Youssef, qui tenta pendant plus d'un an (1955-1956) d'empêcher l'application des conventions franco-tunisiennes et s'efforca d'arracher le « leadership » du Néo-Destour et du nouvel Etat à Bourguiba, au nom de l'intégrisme nationaliste et de l'arabo-islamisme. Vaincu, Ben Youssef dut s'enfuir en Europe : sa « liquidation », pendant l'été 1961, a été à juste titre attribuée à de proches collaborateurs du Combattant suprême — épisode qui est l'un des plus troubles de la carrière d'un leader qui, pour l'essentiel, aura respecté ses adversaires et peu aimé la violence physique.

Le « socialisme destourien >

Pendant les cinq premières années de ce que l'on peut appeler son « règne », tant le style de son pou-voir fut monarchique, Habib Bour-guiba s'employa avant tout à bâtir un Etat, à moderniser les mœurs et à laïciser la vie publique. En juillet 1961, il se crut assez fort pour arracher au général de Gaulle l'évacua-tion de Bizerte, dernier fragment du territoire contrôlé par la France : la brutale réaction du fondateur de la Ve République lui apprit de la plus cruelle façon qu'il avait confondu le général de Gaulle et Laniel - épi-sode qui entraîna la mort de milliers de Tunisiens et ne servit la mémoire d'aucun des deux hommes. La réconciliation obtenue moins d'un an plus tard fut remise en question par une nouvelle initiative du Combat-

tant suprême, nationalisant les

terres possédées par des Français

moins de six mois après la signature d'un accord stabilisant en apparence la situation. Cette fois, la colère du chef de l'Etat français prit des pro-portions qui allaient interdire pen-dant des années la reprise, entre les deux pays, des relations qu'impo-saient les intérêts réciproques.

Maia déjà Habib Bourguiba avait engagé la Tunisie dans l'expérience d'un socialisme très spécifique, surgi tout armé du cerveau d'un théoricien de grande valeur, le syndicaliste Ahmed Ben Salah, qui fut pendant plus de six ans le véritable « dictateur » de l'économie tunisienne. aggravant de son propre autorita-risme celui du chef de l'Etat. Le leader rejets brusquement, en 1969, l'homme qu'il avait investi de son autorité, faisant la « part du feu » dans un style où l'on put entendre quelques échos de celui des épura-tions de Moscou. Mais l'inspirateur du «socialisme destourien» devait survivre à sa disgrâce après un procès où la bonne grâce naturelle aux Tunisiens retrouva enfin ses droits. Son évasion, quelques mois plus tard, lui permit de s'imposer, d'un exil à l'autre, comme une sorte de chef de l'opposition.

Après deux très graves alertes de santé – en 1967, une double crise cardiaque; en 1968, une hépatite virale qui l'avait apparemment

Le 11 mars 1965, quatre-vingt journalistes rassemblés à Beyrouth l'affrontaient. Ils étajent venus pour le contredire, l'hamilier, le démas-quer comme « traître à la nation arabe ». Ne parlait-il pas de solution pacifique en Palestine? Il fit face, menton haut, regard fismboyant:

« On peut continuer à droguer les masses avec des slogans provoca-teurs et des promesses sans lendemain. Mais du train où vont les choses depuis dix-sept ans, les Arabes n'ont pas avancé d'un pouce. Il est temps de renoncer à la démagogie. La guerre avec Israël est impossible. Les grandes puissances, garantes de l'Etat juif, nous en empêcheraient. Je propose une solune l'oublions pas, nous sommes actuellement en position de

Courageux, bon stratège politi-que, Habib Bourgaiba fut souvent mauvais tacticien. Il voyait loin. De près, il apercevait moins les obsta-cles et butait contre eux. Décidé à tout braver pour ramener les Arabes du domaine de la mystique et de l'éloquence à celui de la politique et de la raison, il dessina une grande manœuvre consistant à leur donner pour arme juridique contre Israèl les accords de partage de 1948, à les ramener du côté du droit, à « ramer-

au-delà de ce qu'il avait prévu et voulu. Cet homme d'Etat, dont l'apport à l'histoire contemporaise des Arabes restera probablement d'avoir substitué la politique à la prophétie, ponvait à l'occasion se muer en prophète, en muezzin, et chanter alors d'une voix si vibrante que sa propre éloquence se substi-tuait à la fin politique.

Il s'emportait, s'oubliait parfois, et se retrouvait prisonnier de mots qu'il n'avait pas prémédités. Et comme, à la différence des autres leaders arabes, il ne voulait pas laisser se créer trop d'écart entre les phrases et les gestes, il était entraîné dans une aventure : ce fut l'affaire de Bizerte, l'opération palestinienne, la nationalisation des terres des

Il restait alors au réaliste à corriger les excès du prophète : ce qu'il avait fait après Bizerte en tendant le main, six semaines après le drame, à un de Gaulle bien peu compréhensif. Ce qu'il pouvait faire à l'occasion avec blasses à fair la l'occasion. avec Nasser. Mais les mots lancés par le prophète restaient dans la panoplie de l'homme d'Etat.

Mais, pour voir loin et ne pas courir le risque que les paroles prophéti-ques sombrent dans l'oubli, il ne fal-lait pas être seul. Il fallait avoir construit un système qui puisse résister à sa mort. Bourguiba n'était pas scul, parce qu'il avait construit le seul parti vraiment cohérent du monde arabe, le Néo-Destour, devenu en 1964 le parti socialiste destourien. En trente ans, cette arme de combat contre la prépondé-rance française s'est transformée en organisme de gouvernement et a survécu à des épreuves qui unt détruit ou divisé le Wafd égyptien, le Beath syrien, le F.L.N. algérien, l'Istiqlal marocain - non saus subir la scié-

Ce qui le faisait agir...

Son art politique, Bourguiba le tennit à la fois de ses origines modestes, qui l'out forcé à travailler durement pour conquérir ses diplômes d'avocat, de son séjour à Paris, où il a été un élève appliqué de l'Ecole des sciences politiques, de ses débats tumnitueux avec les autorités du protectorat français après son retour dans son pays, où il subit le choc provoqué par la différence entre les idées libérales acquises à Paris et les amères réalités coloniales. Il le devait surtout à son expérience de fondateur, pais de lesder du parti, à ses séjours en prison, où il médita profondément, à ses interminables négociations avec quelques-un des manus les plus des diplomates français les plus compétents, de Mendès France à Edgar Faure et de Roger Seydoux à Georges Gorse, à d'innombrables contacts internationany, de Washington à New-Delhi.

Qu'est-ce qui le faissit agir? Trois raisons au moins : la volonté de donner à la Tunisie une assise solide, compte tenu de son petit territoire et de ses faibles ressources; la passion de sa propre gloire ; le souci de tirer du dénuement plus de 50 % de citoyens d'un peuple dont il se

croyait le père. Parce que la Tunisie est petite et pauvre, il pensa qu'il lui fallait éle-ver la voix, s'agiter, multiplier les démarches pour qu'on la preme au sérieux et qu'elle s'impose comme le pays le mieux administré d'Afrique, comme le trait d'union entre l'Orient et l'Occident, comme l'Etat pilote du Maghreb.

Mais s'il aima passionnément la Tunisie, et s'affaira à la grandir, il goûtait aussi son propre personnage. Il voulait être admiré à la fois pour l'éclat de son talent et pour sa sagesse, comme tribun et comme

Quand M. Bourguiba voyait juste

Par une sorte de vision prémo-nitoire, M. Habib Bourguiba avait décrit l'état de déchéance dans lequel il allait progressivement tomber. Lors de la promulgation de la Constitution, le 1ª juin 1959, il expliqueit pourquoi le Coran ne pouvait servir de constitution à un Etat moderne, puis, décrivant ce qui s'était passé du temps des premiers califes, il ajoutait : « Tout dépencalifes, il ajoutait : « Tout dépen-dait des attitudes personneiles et des qualités morales des respon-sables. Les seules limites de leur pouvoir découlaient des prescrip-tions de la religion. Cela pour la compétanca. Pour la durée, ils étalent investis à vie. Seule la mort mettait fin à leur mandat. Ils pouvaient vieillir, devenir ince-pables d'assumer le pouvair. pables d'assumer le pouvoir et tomber sous la coupe d'un entourage de courtisans et de créatures. C'était l'impasse, sans aucun moyen d'en sortir. La curée s'organisait. » En 1974, M. Bourguiba était étu « président à vie »...

négociateur. Il savait qu'il n'aurait jamais la puissance réelle que donne seule la puissance réelle que donne seule la production d'acier ou d'armes modernes. Mais il voulait se poser en modèle du leader oriental nénétré de rationalisme occidental, comme le champion du nationalisme qui a su dominer le chanvinisme, comme le musulman qui a su faire prévaloir les préoccapations économiques sur le dogmatisme religieux.

Il était venu tard à la conscience des questions économiques. Il conti-musit à les connsitre mai. Mais pour critiquables que fussent les dép erruquantes que l'assent les dépenses engagées dans les palais qu'il édifia, de Carthage à Monastir, il était sin-cère quand il plaidait pour l'égalité sociale et autre la désalter pour l'égalité sociale et pour le développement de le production. Juriste et politique, il a su découvrir un nouveau champ d'action aux approches de la soitan taine; c'est à son homeur, bien qu'il soit resté moins habile et moins ferme que dans les débats diplomati-

An printemps de 1969, à l'occa-sion du treizième anniversaire de l'accession du pays à l'indépendance, je demandais au président tunisien quels étaient, selou lui, les apports principaux de son régime et de sa propre politique :

« Il y a, répondit-il, beaucoup de choses formidables. La plus tauportante, qui durero, qui se perpétuero après moi, c'est l'Etat turdsien, qui n'avait jamais existé. Certes, la Tuniste était beaucoup plus cohé-rente que d'autres pays du Maghreis. Les cadres étatiques existaient depuis très longtemps. Mais des siè-cles de décadence, de misère, créant le nomadisme, effritaient les villages, les hommes, faisoient d'eux ce qu'un publiciste français, il y a cinquante ans, appelais « une pous-» sière d'individus », que j'al com-mencé à réunir, en lui parlant son propre langues

-... Mois il s'agit maintenant de faire entrer cela dans l'inconscient. C'est cela qui me tracasse... Le vieux démon de la pagaille, de la division, de l'individualisme, de l'anarchisme, du tribalisme, reprend force. Il faut arrêter ça. On a commencé par l'école, par le parti, les syndicats...

» Nos paysans s'habituent à ne pas voir leurs seuls intérêts égoïstes, antagonistes, Cela élève le niveau moral de se sentir solidaire. pour le meilleur et pour le pire. Ce sans de la collectivité, voilà ce que

« Bourguibisme » et paternalisme

Eclatante, monvementée, sa canrière comporte pourtant des échecs importants, surtout ces demières années où, après avoir accepté du bout des lèvres une ouverture politi-que du régime, que prômait le suc-cesseur de Nouira, M. Mohammed Mzali, il fit marche arrière et devint littéralement obsédé par le développement de l'intégrisme comme il l'avait été par le syndicalisme, n'ayant de cesse de mettre hors jeu e chef de la centrale de l'UGTT, Habib Hachour, fût-ce par des moyees forts peu réguliers

La disgrâce de Mzali, en juillet 1984 et, peu après, la «répudiation» de Wassila ben Ammar, devaient définitivement compromettre la fin du règne bourguiblen, entaché depuis longtemps déjà par les jeux de cour du Palais de Carthage, les disgrâces aussi rapides que les pro-motions, les émeutes de la faim de janvier 1984, dont on ignore encore anjourd'hui le nombre de victimes.

Ses adversaires n'étaient pas seuls regretter de voir cet homme malade et imprévisible s'accrocher au pouvoir, à estimer que ce dernier était trop dictatorial, trop centralisé en tout cas, qu'il étouffait les initia-tives et ne laissait pas se développer la discussion; qu'il exerçait véritablement le pouvoir personnel. On disait aussi que son ouverture aux questions sociales et économiques n'allait pas au-delà d'un fraternalisme encore trop conservateur, bourgeois et peu démocratique, sans possibilité de vrai débat.

Mais les « bourguibistes » ripostaient que son éclatante personnalité a haussé la Tunisie sur un plan international très supérieur à celui que permettaient normalement ses faibles ressources, que son intelligence a donné à sa patrie le rôle de nation pilote dans la recherche d'une civili-sation arabo-musulmane adaptée au monde moderne, et que, grâce à la fondation et à la consolidation progressive du parti destourien, la Tuni-sie dispose des cadres et de la discipline qui en font l'un des pays les mieux administrés du tiers-monde, sinon le mieux armé pour résondre le problème de la succession.

Tout cela était peut-être vrai il y a quelques années. Force est de constater que par son obstination Bourguiba a gravement compromis son propre héritage.

JEAN LACOUTURE.



condamné, - M. Bourguiba récrienta son régime, confié à un financier très classique, Hedi Nonlra, promu premier ministre en octobre 1970, et restituant quelques droits au débat et à la critique collective. Mais les habitudes étaient tellement

Tentation de l'Orient

Un des dipomates anglo-saxons les mieux informés du monde musulman disait à son sujet : « Je n'al jamais vu hors de France un homme si proche de la France. Je n'ai jamais vu, dans le monde arabe, un omme si différent des Arabes... »

La France, Bourguiba la connais-sait hien et lui demeura attaché intellectuellement. Quand il voulsit vanter tel ou tel de ses discours, de ses initiatives, il disait que c'était « cartésien ». Mais tant de crises et de malentendus sont survenus depuis plus de trente ans - où il eut sa large part de responsabilités — qu'il finit par prendre ses distances et cessa de se situer par rapport à la France. D'aucune autre nation, sinon des Etats-Unis, il ne sonhaita autant rester l'ami.

Mais la francophilie de Bourguiba n'était plus à toute épreuve. Son univers intellectuel restait ouvert sur la France, le Monde était le journal qu'il lisait avec le plus d'attention, ses plaisanteries gardaient un par-fum de quartier Latin, plusieurs de ses amis les plus chers étaient à Paris, mais sa politique n'était autre que tunisienne, non plus fondée sur l'axe Tunis-Paris mais sur le compiexe Maghreb-Europe, avec un grand souci d'alliance américaine et une moindre préoccupation de ne pas se couper du monde arabe d'Orient.

De son long séjour au cœur du monde arabe, il avait gardé un souvenir maussade. Ce grand orateur savait jouer la comédie des mots. Mais il voulait qu'elle se rattache à des réalités. Ce qu'il n'a pas sup-porté, au Proche-Orient, c'est la contradiction entre les paroles et

Je le vois encore me racontant une réunion de la Ligue arabe, mimant la scène avec son extraordinaire talent de comédien : il évoquait un cercle de gens simulant la piété, la fraternité, les émotions les plus pures - et, soudain, glissant de l'un à l'autre : « Et celui-là, quand s'en débarrasse-t-on? Qui se charge de

ser la vapeur » face à l'opinion mondiale. La pensés ample et auda-cieuse s'enveloppait de mots dangereux, voire maladroits : trop fort en 1967, après la guerro de

six jours. Mais, au-delà des imprudence verbales, il y avait là une réflexion et une perspective qui firent de lui le précurseur, en ce domaine, d'Anonar El Sadate.

L'un des paradoxes de cette vie

multiple et scintillante est que ce Tunisien si peu enclin aux délires d'un certain arabisme ne soit trouvé, un certain jour de 1974, en train de signer, aux côtés du leader qui était en tous points son antithèse, Monammar El Kadhafi, un traité confondant leurs deux pays dans une même entité arabo islamique. Geste qu'il ne considérait plus, quelques jours plus tard, que comme un moment d'égarement passager dans le site délicieux de Djerba, l'Île des Lotophages : il avait suffi du retour précipité de sa seconde éponse, Was-sila, et de son premier ministre, Hedi Nouira, pour qu'il cesse de considérer cette Tunisie qu'il avait émancipée, recréée et unie, comme le petit cap nord-ouest de la grande Libye.

La politique et le tribun

Il y avait deux hommes en lui. D'abord un réaliste méditerranéen, de ceux qui ont fait les lois de la cité grecque, fondé les comptoirs phéni-cieus et bâti l'Empire romain. C'était l'inventeur du « bourguibisme », de l'adaptation des fins aux moyens. Quand je dois faire pas-ser une armoire par une porte trop petite, je préfère démonter l'armoire que démolir le mur. » Telle était sa formule favorite. Il a démonté l'armoire tunisienne face au mur du colonialisme français, face à certaines perversions du pana-rabisme. Il disait aussi : « Pour un ransme. il disau ansai : « rour un compromis, il faut être très solide, très fort, beaucoup plus fort que pour être intransigeaut. N'importe qui peut être intransigeaut. C'est le compromis qui est difficile. »

Mais ce réaliste, qui savait qu'on ne bâtit pas Rome en un jour, était en même temps un tribun qui faisait vibrer la foule du forum, un orateur inspiré dont l'éloquence, parfois, bousculait la raison et qui se laissait

abib B

---· Apple and

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T -

A Maria SHOREST A.

RENSEIGNE

Services I. second dept of

of Personne and dent

Service of the servic

The state of the s Marie Co. A P. Sandara

the cases of

Secretary and the secretary an

Backer and the second

(A)

And the second

Section 1 Sectio

State of the same of the plane

FARES DAY WATER THE PROPERTY.

MENT OF THE PARTY t park the second

Marie de la company de la comp

The second secon

Valence production

1.5

7.08.22

×

3 4

Quality of

god so was

क्षेत्रवकुर ६ - ¹

4.4

Feb. 17

744 . 1.1

. . .

4.5

食べる。

g 2 - 24

200

Supplied to 1

6 41.

\$4.00 m 40fe

1800 B .

A. . .

\$ -.--.

.

Tre- -Total Control

W 1 1 -. -

Miles. 4

A. 42: 2 " 7.74. 4 A.13 ---

. #

25

1,5 . *

And the second

R CAMERON OF THE PRESENT

Electronia.

The sales of the s

おき ラ

Marine and the second s

\$ 74 de

To street and the street and the street

Habib Bourguiba

Samuel and water and the first state of the

Trente ans de règne

31 JUILLET 1954. – Pierre Mendes France, président du conseil, affirme devant le bey, à Cartinge, que la France accopte l'émancipation de la Touisie.

1" JUIN 1955. — A son retour en Tunisie, après avoir été assigné à rési-dence en France, Bourguiba est acciamé par des centaines de millers de Tunisiens.

acciamé par des centaines de milliers de Tunisiens.

20 MARS 1956, — Les accords d'indépendance sont signés sprès init mois d'autonomie interne.

25 JUILLET 1957. — A l'entminité, l'Assemblée tunisienne désigne Habib Beurguihn comme premier président de la République.

8 FEVRIRR 1958. — Le bombardement par l'avintion française du village tunisien de Sakiet-Sidi-Yousset, à la trosfère algèro-tunisienne, sons le prétezzie que des combattants du F.L.N. algérieu s'y seralent réfugiés, cause la mort de quatre-vingis personnes, dont plusieurs anfants.

17 JUIN 1958. — Aux termes d'un accord, les troupes françaises évacueront la Tunisie, à l'exception de la base de Bizerte.

19-20 JUILLET 1961. — Beurguiha, qui réclame l'évacuation de Rizerte, dicide de bloquer les routes d'accès à la buse. Des combats opposent unités françaises parachatistes et troupes tunisieunes, qui out de lourdes pertes. Les relations diplomatiques sont rempues entre les deux pays et le cenflit est porté devant l'ONU.

DECEMBRE 1962. — Treize personnes sont cundamnées à mort à la suite de la découverte d'un complot coutre Bourguiha et la sireté de l'Edut; dix d'entre elles aeront enfectées le 23 junvier 1963.

13 DECEMBRE 1963. — La France évacue la base de Bizerte.

MARS-SEPTEMBRE 1963. — Une

évacue la base de Bizerte.

MARS-SEPTEMBRE 1968. – Une grave crise oppose les étudiants au régime. Un nouveux « complot » est dénancé en août, et donne lieu à un

BENTEMBRE 1969. - M. Ben Salala, secrétaire d'Etat au plan et sur Salala, secrétaire d'Etat au plan et sur affaires économiques, promoteur du mouvement de collectivisation, est écurté. 7 NOVEMBEE 1969. - M. Bahi Lad-

7 NOVEMBRE 1969. — M. Bald Ladgham est noumé au poste, nouvelle-ment créé, de premier ministre.

9 NOVEMBRE 1969. — M. Ben Subh, socrétaire d'Etat au plan et aux affixires économiques, promoteur du meuvement, est enche du parti socia-liste destourien; il sera arrêté en mars 1970, jugé en mai par une haute cour, et condamné à dix sus de travaux forcés.

1" NOVEMBRE 1978. - M. Hode Notira est nommé prendre ministre. Il respiace M. Bab Ladglass.

11-15 OCTOBRE 1971. — Huitilese congrès du Néo-Destour à Monastir. M. Bourguiba est rééin à la présidence du parti. Il désigne M. Hedi Nouira comme la personnalité la plus apte à lui succéder. Une nette majorité se prononce en faveur de la «libéralisa-tion» et de la démocratisation de la vie politique tenisienne. 4 JANVIER 1972. – M. Ahmed Mes-tiri, leader du courant libéral, est exch du P.S.D.

exclu du P.S.D.

4 FÉVRIER 1973. — M. Ahmed Ben Salah s'évade de la prison civile de Tunis, où il était détenn depuis le 24 mai 1970.

12 JANVIER 1974. — Les présidents Bourguiba et Kadhafi signent à Djerba en accord emissant leurs deux pays en une « République arabe inimique ». M. Massmondi, ministre des affiaires étrangères et principal artisan de la fusion, est démis de ses fonctions le 14 janvier.

2 MARS 1974. — Rourvalles donne.

te 14 junyer.

2 MARS 1974. — Bourgaiba doune, dans un discours à Kaar-Heilal, le coup de grâce au projet de fusion.

12-15 SEPTEMBRE 1974. — Neuviène congrès du parti socialiste des-tourien à Monastir. Bourguiba accepte d'être éta président de la République à vie. M. Masmondi et sept autres « opposents » sont excins du parti.

da parti.

3 NOVEMBRE 1974. — Bourgeiba est rééla par 99.98 % des suffrages exprinses à la tête de l'Etat.

24 MARS 1975. — Rencontre à Kalrouan avec le colonel Kadhafi.

18-19 JUILLET 1975. — Le chef de l'Etat tanisien s'entretient à Alger avec le président Bounediène.

6-8 NOVEMBRE 1975. — M. Giscard d'Estaing se reud en visite officielle à Tunis.

24 JANNUER 1978. — L'ILG T.T.

Tunis.

24 JANVIER 1978. — L'U.G.T.T. décide le principe d'« une grève générale d'avertissement » de vingt-quatre henres pour protester contre les « provocations » du pouvoir coutre les syndicats, dont les locaux sont attaqués et saccagés.

et saccagés.

26 JANVIER 1978. – La grève se transforme en émentes sanghaties, auxquelles les syndicalistes paraissent totalement étrangers. L'armée intervient. Il y aurait quarante-deux norts selon le gouvernement, et quaire ceux d'après l'opposition.

27 JANVIER 1978. – Tous les dirigents syndicalistes aout arrêtés.

geants syndicalistes sont arrêtés.

25 FÉVRIER 1978. — Un comprès extraordinaire de l'U.G.T.T. désigne aux nouvelle direction acquise au régime.

29 JUIN-31 AOUT 1978. — M. Bourguille subit des soins en Saisse, puis en France. Prance.

OCTOBRE 1978. — La Cour de silveté de l'Etat condamne M. Habib Achour à dix aus de travaux forcés et les matres dirigeants syndicalistes à des peises de six mols de prison à dix aus de travaux forcés. 1" JUIN 1979. — Bourguiba gracie des syndicalistes condamiés, M. Habib Achour le sera le 3 août. JANVIER 1980. - Un com

de Tunisiens armés en Libye et entrés en Tunisien par l'Algérie tente de s'emparer de la ville de Gafsa, pour y proclamer la constitution d'un « gou-vernement révolutionnaire ». L'attaque a fait quarante et un morts et cent

10 AU 27 MARS 1980. - Procès da commando de Galisa devant la Cour de súreté de l'Etat, qui prononce quinze condaminations à mort, dont deux par contamace. Ils seront exécutés le 17 avril, Bourgaiba ayant refusé sa

grâce.

23 AVRIL 1980. — M. Mzali est nommé gremier ministre en remplacement de M. Hedî Nouira.

19 AVRIL 1981. — En ouvrant un congrès extraordinaire du P.S.D., Bourgailes doune le feu vert à l'instauration du multipartisme et reconnaît le principe de l'autonomie syndicale.

4 SEPTEMBRE 1981. — Une centaîne de dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique arrêtés le 18 juillet sont condamnés à des peines de desix à onze aus de prison.

1" et 2 NOVEMBRE 1981. — Le

peines de deux à onze aus de prison.

1" et 2 NOVEMBRE 1981. — Le
P.S.D., qui a constitué sur l'insistance
de Bourguiha un « Front national »
avec l'U.G.T.T., remporte les élections
législatives auticipées. Le P.C.T., le
Mouvement des démocrates socialistes, le Mouvement de l'unité populaire (tendance opposée à M. Ben
Salah) et les autres mouvements
d'ouposition protesteut contre les irréd'opposition protestent contre les inf-gularités du scrutin.

30 NOVEMBRE 1981. — Bourguiha gracie M. Habib Achour qui est

Un document INA-« le Monde »

L'institut national de la communication audiovisuelle (INA) et le Monde ont coproduit, en 1985, avec la télévision tunisienne un film de solxentequinze minutes, intitulé Habib Bourguiba, portrait d'una indé-

Réalisé par Charles Chaboud, ivec la collaboration pour le Monde de Paul Balta, ce film retrace. à l'aide de remarquables documents d'archives cinématographiques et télévis la vie de celui qui devait devenir le Combattant suprême.

immédiatement porté à la présidence de l'U.G.T.T. par le conseil national. 10 AOUT 1982. - Bourguiba accepte de recevoir en Tunisie M. Yasser Ara-fat, des dirigeants de l'O.L.P. et un millier de combattants évacués de Beyrouth.

4 OCTOBRE 1982. - Avant de quitter la France, où il se solgne, Bourguiba rencontre à Ramboullet M. François Mitterrand.

19 MARS 1983. – La Tunisie signe avec l'Aigerie un « traité de fraternité et de concorde », qui met un terme à un contentient vieux de vingt ans.

19 NOVEMBRE 1983. – Bourguilla doune droit de cité au maltipartisme en légalisant l'existence du Mouvement des démocrates socialistes.

2 JANVIER 1984. - Point culminant des émentes commencées le 29 décem-bre dans plusieurs régions à cause de la bansse bratele du prix du pain. Des lycéens manifestent violemment à Tunis en signe de solidarité avec les révoltés du Sad. Il y a de nombreuses victimes.

26 SEPTEMBRE 1985. - La Tuzisie rompt ses relations diplomatiques avec la Libye après une série d'incidents et l'expulsion de ses ressortissants tra-valilant dans le pays du colone! Kadkafi.

1" OCTOBRE 1985. - Raid israélien coutre le QG de l'OLP à Tunis. 8 JUILLET 1986. - M. Mzali est remplacé par M. Rachid Sfar an poste de premier ministre.

11 AOUT 1986. - Le divorce entre Bourguiba et sa seconde épouse, M= Wassila Bez Amar, est officiellement prosoncé. Me Ben Ammar avait préconisé une révision de la Constitu-tion pour rendre « plus démocrati-que » la succession du chef de l'Etat.

2 NOVEMBRE 1986. - Elections

législatives dans un climat morose. Toutes les formations d'opposition s'étant retirées de la compétition, la totalité des sièges va au parti gouver-23 AVRIL 1987. - Violents affron

ments à Tunis entre forces de l'ordre et étudiants islamistes. 27 SEPTEMBRE 1987. - Verdict de la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis à in Cour de sureue de l'Ames de l'ames de l'ames de Procès contre quatre-ringi-dix militants intégristes du mouvement de la tendance islamique. Sept d'entre enx sont condamnés à mort, dont cinq par contannece. Leur chef, M. Rached Ghamouchi, est condamné à la détention à perpétaité.

2 OCTOBRE 1987. – Le général Zine El Abidine Ben Ali devient premier

9 OCTOBRE 1987. - Deex isla armés à mort sout pendus.

« Il ne sera pas facile de remplacer un homme comme moi... »

La modestie ne caractérisait pas le chef de l'Etat tunisien. Au cours des dernières années, il se plaisait à mettre en valeur son rôle dans l'histoire contempo-raine de la Tunisie. Il offrait volontiers aux chefs d'Etat étrangers et aux personnalités qu'il accueillait dans ses palais de Carthage ou de Monastir un recueil de photographies sur sa

En janvier 1972, il avait déclaré à un journaliste de l'agence britannique Visnevos qui l'interviewait : « il ne sera pas facile de remplacer un homme comme moi. Sur le plan senti-mental, il y a entre le peuple tunisien et moi quarante ans de vie passée ensemble, de couffrances subies en commun, ce qui n'existera pas avec celui qui viendra après moi... J'ai créé une nation beaucoup plus autour de moi, de ma personne, et je voudrais que cette nation se renforce autour de l'Etat qui doit durar. Je ne sais pas si caux qui viendront après moi seront en mesure de

continuer sur le même chemin. » En avril 1973, il suggérait luimême à l'Assemblée nationale d'envisager sa désignation comme « président à vie ». Ce titre, porté seulement à l'étranger par le maréchal Tito (Yougos-lavie), la président Bokassa (République Centraficaine), la maréchal (di Amin (Ouganda) et le président Jean-Claude Duvatier (Haîti), il l'avait pourtant refusé en octobre 1971, lorsque le congrès du Néo-Destour, réuni à Monastir, le lui avait proposé. Il devoit ainsi expliquer son revire-

« Le fait de me désigner à vie à la tête de l'Etat ne peut être qu'un hommege de reconneis-

s'identifie à la Tunisie et auquel elle doit sa renommée parmi les nations. C'est à lui que revient le mérite de l'avoir tirée du néant et d'en avoir fait un Etat respecté, jouissant de l'estime générale. Au surplus, il s'agit d'un chaf prestigieux dont les gens de tous les continents s'empressent de solliciter les avis et les conseils. Ce serait un geste qui honorerait la Tunisie si l'assemblée décidait de lui donner le titre de président à vis... Cet homme mérite un tel hommage qui, du reste, n'ajou-

tera rien à son prestige. » Il est hors de doute que, si l'on procédait à un référendum dans le pays, 99,99 % sinon 100 % des personnes consultées dent à vie...

» Les génies de la statura de Bourguiba ne courent pas les rues. Il est né d'un mira nature qui ne se multiplie pas souvent au cours des siècles. »

Cette appréciation avait été sans doute partagée par le congrès du parti socialiste des-tourien, réuni du 12 au 15 septembre 1974, à Monastir, la ville natale du président, puisque les participants avaient demandé au d'accepter la présidence à vie de la Tunisie. Celui-ci, après avoir deux fois cette offre, en 1959 et en 1971, avait donné son

Rédiu à la tête de l'Etat, le 3 novembre 1974, pour la quatrième fois consécutive, il s'était vu conférer le titre de « prési à vie », le 19 mars 1975, per un vote à l'Assemblée nationale.

Renseignements publicité

Le Monde

AFFAIRES

Tél.: 45.55.91.82 - Poste 4160 ou 4107.

(Publicité) -



RENDEZ-VOUS DES COMMUNICATIONS

Colloque International d'Alger du 14 au 20 novembre 1987

SAMEDI 14 NOVEMBRE

 Matin: Inauguration de l'exposition en présence du Prince Soltan Ben SELMAN IBN ABDELAZIZ (Cosmonaute, Arabie

Cérémonie d'ouverture avec le participation de MM. SABER (Directeur général Alesco), R.E. BUTLER (Secrétaire général de l'UIT), Nessouh El MADJALI (Président de l'ASBU), P. CARTON (Président de l'IMA), A. SHA-RIF (Président de l'UER).

 Après-midi : Les nouvelles technologies de communication, un environnement en mutation.

J. HOWKINS (Directeur, Institut International de la communication de Londres - G.B.), L. MAHERZI (Universitaire, journaliste - ALGERIE), CEES HAMELING (Professeur à l'Institut des Sciences Sociales d'Amsterdam, Président de l'Association Internationale des Etudes et Recherches sur l'Information - PAYS-BAS), J.-P. MAURY (Directeur du programme Télétel DGT - FRANCE), J. CAILLOT (Président du Groupement des Indüstries Electriques - FRANCE), M. GHRIB (Directeur général ENTE - ALGERIE), M. SABER (Directeur général Alesco).

DIMANCHE 15 NOVEMBRE

Matin : Câble et Satellite : Concurrence et complémenta-

MM, E. de BENS (Maître de conférences, université de Gand - BELGIOUE), P. TOUYAROT (Directour du réseau Fibre Optique Biarritz - FRANCE), A. NAGYAPAL (Directeur de la TV câble de Gazdagreet - HONGRIE), F. Le MENESTREL (President de la Coditec - FRANCE), L. GILLE (Directeur DATE - FRANCE), H. KANDIL (Directour ORIENSAT - EGYPTE).

Après-midi : Satellite de télécommunication : réseaux et

MM. B. SALKED (Directeur de l'Ingénierie des satellites à l'Independant Broadcasting Authority IBA - G.B.), G. GOUJOU (Vice-président à l'ingénie-rie. Société Radio-Télévision - CANADA), A. SALAOUTCHI (Ministère des Postes et Télécommunications - ALGERIE), Y. NENG HSU (Directour du Xian Institute of Radio Technology - République Populaire de Chine),

A. BAIRI (Directeur général Arabsati, V. KURILOV (Directeur d'interspout-nik - URSS), M. LEMA (ENTEL - ARGENTINE).

LUNDI 16 NOVEMBRE

Matin : Rediodiffusion directe per satellite : norme et

MML HARBI (Chef du département de la réglementation et de l'Ingénierie -UIT), G. BEAUCHAMP (Président de TDF - FRANCE), H. KIMEL (Directeur des Relations Internationales de la ZDF), MATSHUSHITA (NHK - JAPON), P. BOEGEL (Président du directoire EUREKA - PAYS-BAS), J.-C. BONNET (Président du Simevelec - FRANCE). K. LUCAS (Digital Video System - USA).

Après-midi : Enjeux et Impacts.

MAM. MAEGE (Université de Grenoble, Directour du GREC - FRANCE), J. HALLORAN (Directeur du Centre de Recherche sur la Communication à l'Université de Leicester, Président de l'Association Internationale pour la Recherche en Communication de masse - G.B.), N. SAFIR (Chef du dépar-tement Culture à la Présidence - ALGERIE), S. ADDA (Expert, consultant Unexco - BAD - TUNISIE), J. FRESCHE (Chercheur, conseiller au cabinet du Premier ministre français - FRANCE, S.L. El MEKAOUI (Maître de conférence à l'Université du Caire et du Oater - EGYPTE), M. CHERIF (Président du conseil scientifique de l'ISIC, Directaur IPST - ALGERIE), A. ADIB (Directeur général ENTL - ALGERIEI.

MARDI 17 NOVEMBRE

Matin : Nouvelles technologies de Communication et

MML C. WHITE (Union des Radiodiffusions des Caraïbes - USA), R. MAI (Chercheur - INDE), MEHDI EL MANDJARA (Professeur à l'Université Mohamed V - MAROC), OUHADU MAHIDDINE (Ministère des PTT - ALGE-RIE), A. YOUSIF (Chef de section Comentunications - ONU), A. CHAKROUN (Secrétaire général ASBU), H. MOWLANA (Professeur, Directeur du programme international sur la Communication - USA), E. KUO (Professeur des Sciences de la Communication à l'Université de Singapour - SINGA-

EXPOSITION DU 14 AU 20 NOVEMBRE

Première grande exposition dans le monde arabe et africain consacrée aux technologies de communication.

Participants : Informatique : All Informatique - Bull - Clased - Data General - Ensi - Hewlett Packard - IN2 - Olivetti - Siemens - Step - Unisys Burroughs - ES Informatique - CNI

(Tunisie) - Enori. Telécommunication, radiodiffusion directe per satellite : Airospetiele -Alcatel Espace - Ariane - Eurospace - ENTC - Téléciffusion de France - Telspace -Standard Electrica SA - Satellite Systeme Corporation - Spot Image - Wendel et Gol-

termenn - Ericsson - Northern Telecom. Câble : Acome - Alcatel Lit Transmission per câble - Italitel - Siemens - Metrimpex -Enicab - Traficable Pirelli - CNES - Société Européenne de Propulsion Antenne parabolique et station terrienne : Encom - Nec - Potenseigne Proset - Torms Electrique - CIS - SCID - Scientifique Atlanta - Stardel - TMV.

Télématique : France Télécom International (DGT) - Siemens - Italtel. Audiovisual: Smalec (Blaupunk: Grundig Oceanic Pathé-cinéma) - RTA - World-

Presse : La Lettre d'Algérie. Présentation officielle et internationale : URSS - Grande-Bretagne - USA - France - Institut du Monde Arabe - Haut Commissariet à la Recherche.

MANIFESTATIONS ANNEXES

Il est prévu une série de manifestations culturelles et scientifiques durant toute la durée de l'exposition.

 Festival international du film des télécommunications et de l'électronique « L'Antenne d'Or 87 ». Concours national de vidéo, photographie et affiche sur « les Nouvelles Techniques de Communication et la jeunesse algérienne », présidé par le prince Soltan Ben Setman Ibn Abdelaziz, premier cosmonaute arabe.

Segman fon Adoesazz, premier cosmonaute arace.

Un mur de l'image comprenent 24 écrans de télévisions illustrera les plus importantes chaînes de télévision du monde.

Un podium TV avec un programme d'animation pédagogique et culturel.

Une foire du livre spécialisé dans l'audiovisuel, les télécommunications et l'infor-

Une vidéotransmission par satelline entre Tony Verda, organisateur du Live Aid, appelé aux USA « Monsieur TV international », des conférenciers et des journalistes

algériens et étrangers. Le thème sera axé sur son expérience et les conséquences de

l'avènement des nouvelles technologies de communica SYMPOSIUM - 18 ET 19 NOVEMBRE

Rencontre-débet avec les spécialistes de l'informatique, du RNIS, de la fibre optique et des autres réseaux nouveaux des Technologies de Communication. Ce symposium permettra aux décideurs, professionnels et universitaires concernés, d'évaluer l'évalution de ces réseaux dans le développement social et économique.

RENSEIGNEMENTS- INSCRIPTIONS : Secrétariat général du colloque, Office Riadh El Feth, B.P. 385, El Mouradia, Alger Tél. : 66.58.65 - 65.33.66 - Télex : 65 346 - 65 324 ORELF DZ

de notre envoyée spéciale

Le sommet de toutes les contradictions. A la veille de l'ouverture, arabe extraordinaire d'Amman, les positions des différents pays arabes n'ont jamais paru aussi éloignées les unes des autres et il faudra beaucoup de diplomatie au roi Hussein de Jordanie, hôte de ce sommet, pour que celui-ci aboutisse à un quelconque résultat. C'est sans donte pourquoi, on insiste à Amman sur le fait que celui-ci ne pourra être que modeste et consistera plus dans la recherche d'un consensus minimal que dans l'adoption de résolutions spectaculaires qui risqueraient de l'« unité arabe ».

Le fait même de réunir, pour la première fois depuis 1982, tous les pays arabes à l'exception de l'Egypte, suspendue de la Ligue arabe, est certes un premier succès à mettre au crédit du souverain jordanien, mais a contrarto un échec ici compromettrait pour un moment tout espoir d'aboutir enfin à une position commune arabe et risque-rait d'aggraver les dissensions.

La guerre du Golfe

Rénni à l'origine pour examiner la guerre Iran-Irak, ce sommet extraordinaire, le troisième du genre, va se dérouler sans ordre du jour précis. La Syrie, notamment, avait mis mme condition à sa participation l'examen du conflit israélo-arabe. cause centrale des Arabes ». Chaque chef d'Etat pourre ainsi soulever la question qui lui tient à cœur. Le huis clos des débats dans l'ambiance sentrée et suriout parfai-tement protégée de l'Hôtel Plaza, véritable bunker, où résideront la phupart des chefs d'Etat, permettra en tout cas, on l'espère ici, d'arron-dir les angles et d'évirer les éclats.

La guerre du Golfe est sans conteste la question qui préoccupe le plus la majorité des participants et tiendra donc une large place au cœur de ces assises. Principal allié arabe de l'Iran. Damas ne veut pas entendre parler d'une quelconque condamnation de Téhéran. Mais la Syrie, pour être en sièche, n'est pas senie a souhaiter que l'Iran soit ménagé. L'Algérie, qui espère toujours jouer les médiateurs, prône la
poursuite du dialogue avec Téhéran,
de même que la Libye, qui, poursuivant les mêmes ambitions, s'est rapprochée très nettement de Bagdad.
Maigré les apparences et la récente
condamnation par le Conseil de coc-

nime, des « agressions et agisse-ments de l'Iran », tous les Etats du Golfe ne tirent pas les mêmes conclusions du « danger iranien». Oman et les Émirats arabes unis Oman et les Émirats arabes unis notamment, pour des raisons autant historiques qu'économiques, ne sou-haitent pas s'opposer trop durement à Téhéran, et tout se passe comme si chacun des États du Golfe estimait que la meilleure protection est avant tout de ne pas provoquer l'ememi iranien. L'ambiguité des résetions à la présence de la flotte américaine dans le Golfe, frazile protection dans le Golfe, fragile protection aujourd'hui mais qui pourrait se retourner demain contre ceux qui l'out soutenne si l'Amérique se

retire, en est une illustration. Or, c'est aujourd'hui la craime de la plupart des dirigeants du Golfe qui ont encore à l'esprit la débâcle des marines à Beyrouth en 1984, et bien sûr l'Irangate. Dans ces conditions, que peut espérer l'Irak, qui a multiplié ces dernières semaines l'envoi d'émissaires un peu partout dans le monde arabe? A côté du président Assad de Syrie, le président irakien Saddam Hussein fera le déplacement, au moins pour une brève durée, chez son plus sidèle ami et allié le roi Hussein, et on peut penser qu'il ne

Hussein, et on peut penser qu'il ne roudra pas laisser la vedette à son adversaire syrien. L'Irak a fait savoir qu'il demanderait l'application du pacte arabe de défense commune, qui stipule que « toute agression armée coure un ou plusieurs Etats arabes ou contre ses forces armées est considérée comme dirigée contre les Etats membres », mais coci est exclu, aucua Etat n'étant prêt à faire la

Le cas de l'Egypte

L'essentiel, dit-on à Amman, est d'essayer d'obtenir une position arabe commune ayant pour objectif la recherche de la fin de la guerre. Le minimum sera sans doute un appui à la résolution 598 de l'ONU, qui a, toutefois, de moins en moins de chances d'être appliquée, compte tenu du raidissement de Bagdad et de Téhéran. Un certain nombre d'Etats souhsiteraient donc étudier devrait provoquer d'apres débats avec ceux qui pronent la poursuite met Resgan-Gorbatchev. On prête avec ceux qui pronent la poursuite du dialogue. Le sommet arabe reprendra-t-il la condamnation ver-bale proférée par le CCG contre l'Iran ? Peut-être. En tout cas, une résolution devrait condamner l'occupation des terres arabes par la force

exigences irakiennes.

En réalité, souligne-t-on dans la capitale jordanienne, le débat sur la guerre du Golfe sera l'occasion de poser le problème du retour de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, ce que veut en premier lieu l'Irak.

La guerre du Golfe a montré l'importance de la densité démogra-phique, explique un responsable jor-danien, et l'Égypte est la profon-deur stratégique démographique du monde arabe. » Il est significatif, à de la Ligue arabe, une résolution pourrait redonuer aux pays la liberté de renouer individuellement avec Le Caire, et l'Irak serait alors le premier à le faire. Sur ce point, tout se passe comme si un accord tacite se faisait: l'autorisation de renouer avec l'Equate contre une résolution. avec l'Egypte contre une résolution modérée à l'égard de l'Iran qui satis-ferait la Syrie, toujours farouche-ment opposée au Caire.

Aide au Liban ?

La conférence internationale sur le Proche-Orient sera elle aussi un des thèmes du sommet. Mais, dans le même souci de ne pas provoquer d'éclat, la résolution à son sujet devrait se contenter de réclamer et d'appuyer la tesue d'une conférence internationale avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et des parties concernées. Une formule suf-fisamment vague pour éviter l'affrontement entre le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, le président syrien et le roi Hussein, qui ont tous des positions divergentes sur la nature et la forme de la représe tion palestinienne. En tout état de cause, la conférence internationale n'étant pas pour demain, l'impor-tant, estime-t-ou, est, pour les pays arabes, d'adopter une position nette et commune qui ôte tout argument aux Etats-Unis et à Israël pour repousser l'idée d'une telle conférence. Cela d'autant plus que ce toutefois au chef de l'OLP, qui arrition de rappeler avec queique fer-meté la résolution du sommet de Rabat en 1974, qui reconnaît l'OLP

pération du Goife (CCG, Arabie et les menuces proférées à l'encomtre du peuple palestimen, et celle de Fés asoudite, Kowell, Bahrein, Qatar, des pays arabes. Rien en fait de très en 1982 qui prévoit dans son point concret ni de nature à satisfaire les six la création d'un Etat palestimen. indépendant.

Hormis les séances protocolaires d'ouverture et de clôture, cello-ci prévue pour mercredi, les débuts se déroulant à luis clos, il ne fair pes de doute que des tentatives seront réconcilier les frères ennemis, ou du paraît douteux toutefois que l'on aniste sur ce point à des résultats probants. La médiation jordanienne, protants. La mecanion jordamente, pour tentre les présidents Assad et Gemayel, semble n'avoir pas abouti. La question libanaise ne fera pas l'objet d'un débat spécial, et, contrairement au discours du prési-dent Gemayel à Québec et à l'ONU, uent tremayer à Québec et à l'ONU, la présence des troupes étrangères sur le sol libansis ne devrait pas être évoquée. Le Liban, en revanche, pourrait se voir attribuer une aide économique substantielle.

mier l'Algérie, celle entre le président Assad et M. Yasser Arafst, mais, là encore, ou est loin d'un accord, même si on peut penser qu'à Moscou le chef de l'OLP a reçu quelques « constils » de modération pour préserver l'avenir.

dent avec une certaine appréhension tant les risques de dérapages sont grands et les arrière-pessées som-bresses ? Cette première réunion en cinq aus de tous les pays grabes sera en tout cas un test pour le futur de la

FRANÇOISE CHIPAUX.

Pextradition d'Alois Brunner.

M. Roger-Gérard Schwartzerberg a
demandé le 4 novembre au ministre
des affaires étrangères, comme il l'avait déjà fait dans une question scrite le 21 septembre, « pourquoi, à la différence des autorités de RFA, la gouvernement français n'est soujoirs pas intervenu auprès de la Syrie pour obtenir l'extracition d'Alois Brunner afin qu'il réponde enfin devent le justice française des crimes contre l'humanité dont il s'est rendu coupaguerre mondiale s. L'ancien collaborateur d'Adolf Eichmann, condamné à mort per contumace en France en ment en déclarant à un journal eméricein à propos des exterminations que, si c'était à refaire, il recommen-

HAITI

Les incidents se multiplient

pendant la campagne électorale

Diplomatie

AIONU

Tempête dans un vase clos

de notre correspondant

Souvent ennuyeux, le vase clos des Nations unies a trouvé la motif d'excitation que les inter-minables débats sur la Namble ne seuraient lui procurer: un secrétaire général adjoint a temé d'user de méthodes modernes sudsce ! - afin de transformer le département de l'information de

L'« affaire » avait commencé, le lundi 2 novembre, lorsque des journalistes ont trouvé, judicieusement disposées à l'entrée de la cafétéria de l'ONU, des photocopies d'une liste de consultants auxquels Mr. Thérèse Paquet-Sevigny a demandé de jeter un recard neuf et critique sur le fonctionnement de son départetant des honoraires, élevés certes, mais conformes aux usages de cette profession. Immédiatement, ce fut le braniebas de combat dans l'autre vase cica, celui des journalistes accré-dités, dont plueieurs décou-vraient sans doute que les offres de services qu'ils avaient eux-mêmes faites, discrètement, au département de l'information n'avaient pes été retenues...

Au fil des dépêches, Mrs Psquet-Sevigny se trouvait rapidement accusée de dilapidetion des maigres budgets de

l'ONU, de brutalité à l'égard de son personnel, de misme et --dans le New York Post, l'organe de M. Rupert Murdoch - d'antisémitisme : elle aurait. Il y a quelques mois, lors d'un diner en ville, tenu des propos dont le témoin ne se souvient plus très bien... Ancienne dicectrice de la radiotélévision canadianne, M. Thérèse Paquet-Sevigny semble svoir subi un échec ser son propre terrain, celui de la

tants comporte un nombre devé de Canadiens et aucune des personnes citées n'est originaire du tiers-monde. De là à socuser l'intéressée de racisme, # y a un pas que certains diplomates africains ont peut-âtre trop vite franchi. Quant aux dépenses engegéss, elles ont été. indirectement, recommandées par l'Assemblée générale, qui, l'an dernier, avait adopté une réforme du fonctionnement de l'ONU, dont l'un des pivots est justement la modernisation du département de l'information. Maisdroite face à des détesteurs de rentes de situation, Mª Paquet-Sevigny n'a pes su résgir et son image semble gravernent ternie. Six mois après su nomination, elle de méritait sans doute pas un tel rappel des rés-

CHARLES LESCAUT.

Chef de l'Etat chinois

M. Li Xiannian attendu en visite officielle en France

visite d'Etat de quatre jours. Il s'entretiendra avec le président Mitterrand lundi, qui donnera le soir un banquet en son honneur. Mardi, il sera reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chirac, qui offrira ensuite un déjeuner au Quai d'Orsay; ensuite, M. Li rencontrera les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères, puis M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre. Il quittera la France vendredi pour le Luxembourg, la Belgique et l'Italie.

La visite de M. Li en France sera sans doute le dernier voyage officiel du président chinois. Né en 1909 comme il vient de le révêler alors que, de source occidentale, on le disait né en 1905 - dans une famille de paysans pauvres du centre de la Chine, membre du PCC depuis soixante ans, chef de l'Etat depuis 1983, M. Li a en effet, il y a une semaine, quitté à la fois le comité permanent du bureau politique et le comité central du PC. Un de ses successeurs au comité permanent, M. Qiao Shi, longtemps responsable des services spéciaux au sein du parti et vice-premier ministre, accompagne à Paris. Très réservé à l'égard des réformes économiques entreprises en Chine, M. Li avait, en raison de son âge, commencé déjà de prendre ses distances par rapport aux grands problèmes. Sa démission contrait étre auxomés. pourrait être annoncée lors de la session annuelle de printemps de l'Assemblée nationale populaire; il sera probablement rempiacé par M. Yang Shangkun, secrétaire permanent de la commission militaire du commé central, né en 1907. Dans ce contexte, cette dernière tournée

M. René Bucco-Riboulat ambassadeur de France à Grenade

M. René Bucco-Riboulat a été noumé ambassadeur de France à Grenade, Saint-Christophe et Nieves, Saint-Lucie, au Common-wealth de Saint-Vincent et Grena-dines, avec résidence à Castries (Sainte-Lucie), a annoncé mercredi 4 novembre le ministère des affaires étrangères. Il remplace à ce poste M. Gilbert Bochet.

[Né en 1924, M. Bucco-Riboulat a [Né en 1924, M. Bucco-Riboulat a commencé at carrière à la résidence générale du Maroc (1947-1956), avant de rejouidre l'administration centrale (1956-1961). Après avoir été en poste à Tripoli (1961-1964), puis, de nouvean à l'administration centrale, il est nommé à Mexico (1972-1974), puis à Washington (1974-1975). De 1976 à 1979, il a été, à l'administration centrale, chargé notamment du dossier sur le dialogue euro-arabe. Il a été ambassadeur à Assomption (1980-1982), puis consul général à Sao-Paulo, depuis 1982.]

Arrivé à Nice l'avant-veille, où il prend l'aspect d'un cadeau de séjourne à titre privé, le président départ après de lungs et loyaux ser-chinois Li Xiannian est attendu à vices de l'un des derniers grands Paris, le lundi 9 novembre, pour une vétérans et chefs militaires du

Des relations médiocres

Il ne faut donc pas attendre des résultats spectaculaires de ce aéjour, même si, à des échelous inférieurs, les problèmes bilatéranz seront les problèmes bilatéranx seront abordés. M. Li n'évoquera sans doute, pour sa part, que les dossiers internationaux (désarmenent. Europe, Pacifique,...) Cette visite, qui fait suite à celle en 1986 de M. Hu Yaobung, alors secrétaire général du PCC, et celle en 1984 de M. Zhao Ziyang, alors premier ministre, ne devrait pas permettre de relancer les relations francochinoises qui se caractérisent par chinoises qui se caractérisent par leur médiocrité. Par exemple, la France n'est que le onzième parte-naire commercial de la Chine.

Les visites récentes de ministres français (MM. Raymond, Monory, Longuet, Noir) à Pékin n'out pas permis de renouer avec l'embellie intervenue le 1983. Une convergence sur de grands problèmes et quelques « gros contrats » (centrale nucléaire de Daya Bay, vente de locomotives, de lignes téléphoniques...) ne sau-raient cacher la faiblesse des échanges avec ce pays au demeurant fort difficile d'accès. Au cours des huit premiers mois de l'année, les ventes françaises à la Chine se sont élévées à 3,9 milliards de francs (+21,6%) et les achats à 4,2 milliards (+ 34 %), soit 1,7 % du commerce extérieur français, an pour-centage inférieur à celui des échanges franco-esiatiques (2%). Un protocole financier, sera cependant finalisé à l'occasion de la visite de M. Li Xiannian.

PATRICE DE BEER.

Journée Nationale DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS le 11 NOVEMBRE ACHETEZ LE BLEUET de FRANCE



Amériques

NICARAGUA

L'archevêque de Managua est chargé d'une mission de médiation avec la Contra

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a demandé vendredi novembre à l'archevêque de Managua, le cardinal Miguel Managua, le cardinal Miguel Obando y Bravo, de servir de médiatéur dans les négociations qu'il sou-haite ouvrir avec la Contra afin de parvenir à un cessez-le-feu. Le cardinal, qui s'était déjà proposé pour établir des contacts avec les rebelles antisandinistes, à indiqué qu'il fallait encore « affiner les détails » et qu'il voulait consulter les évêques du pays. Ce « dialogue indirect », proposé jeudi par le président nicaraginayen, continue à susciter de non-hreuses réactions.

L'esses reactions.

La Contra semble particulièretheat embarrassée. Si certains chels
de la Résistance nicaraguayenne
«(RN) comme Aidofo Calero estissent qu'il s'agit d'une «ruse»,
«Pautres comme Adolfo Cesar qualifile de «triomphe pour la Résisignee» la proposition de M. Ortega.
Le dernier a ajoute que la négociaation devait commencer « au plus Le dernier a ajoute que la negocia-aiom devait commencer « au plus air », en précisant que les dirigeants tie la Contra ne poseraient aucune condition pour entamer le dialogne. L'un des points de désaccord pour-tent soulevé par certains concerne Parrêt des combats. « Il est absurde, l'déclaré M. Calero, de peuser à dis-cuter un cessez-le-feu sons prendre

Acciare M. Calero, de penser à dis-cuter un cessez-le-feu sans prendre en compte des considérations politi-ques. Cela ressemble en fait à un refus de vrai dialogue de la part d'Ortega.»

A Washington, le gouvernement américain a, pour sa part, accueilli avec prudence la proposition nicara-guayenne. Le porte-parole du dépar-tement d'Etat, M. Charles Redman, a estimé que cette offre peut être a estimé que cette offre peut être considérée comme un pas dans la bonne direction si les autorités sau-dinistes sont « de bonne foi ».

"Nous allons suivre de près la situation pour voir si ces paroles seront traduites en actes », a pour-

suivi des accords de pays, qui regroupe treize pays latino-américains et les secrétaires géné-raux de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU, devait se réunir dès samedi à Washiston your présent sa mission Washigton pour préparer sa mission. - (AFP, Reuter, UPI.)

suivi M. Redman. La commission internationale de vérification et de

BRÉSIL....

Signature d'un accord avec les banques créancières sur le paiement de la dette brésilienne

Le Brésil, plus gros débiteur mon-dial, a accepté, le 6 novembre, un accord qui met sur la huit mois de moratoire sur le paiement des inté-rêts de sa dette. Le négociateur bré-cilies Econes Bender, est benevel. silien Fernao Bracher et ses banques créancières out prévu, dans une première étape, le dépôt sur un compte spécial de 500 millions de dollars par le Brésil et d'un milliard de dol-lars (sous forme de crédit à court terme) par les banques, pour per-mettre au Brésil de payer les intérêts du dernier trimestre 1987.

Ultérieurement, ces dépôts seront complétés: le Brésil apportera au total 1,5 milliard de dollars et les banques 3 milliards, pour couvrir « une grande partie des besoins de financement extérieur en 1987, y compris les intérêts échus depuis le 20 février », date à laquelle le Brésil avait décidé un moratoire unilatéral.

La fin du moratoire est le prélude à des négociations sans doute beau-

coup plus difficiles sur un rééchelon-nement de la dette brésilienne (110 milliards de dollars) et sur l'octroi de crédits bancaires à plus long terme. Le bouclage d'un nou-veau plan de financement doit être réalisé avant le 16 juin 1988, Le Brésil s'est également engagé

Les groupes armés décidés à per-turber le processus électoral en Halti n'ont pas renoucé. Dans la muit

du jeudi 5 au vendredi 6 novembre, les permanences ou résidences de trois caudidats, MM. Marc Bazin,

Grégoire Eugène et Leslie Manigat, ont été mitraillées. Un gardien pro-tégeant le domicile de M. Engène à été blessé aux jambes. Quelques heures avant cet attentat, M. Bazin, président du MIDM (Mouvement

« à rechercher un programme [éco-nomique bénéficiant de l'appui] du Fonds monétaire international » qui viendrait soutenir sa propre politique. Cet engagement marque un net revirement dans l'attitude du gou-vernement brésilien qui n'avait cessé de critiquer, au début de l'année, l'action jugée néfaste de l'institution internationale. L'accord signé le 6 novembre permet également d'arrêter aux États-Unis une procédure réglementaire qui risquait de conduire à une rupture définitive des relations entre le Brésil et les banques américaines, principales erfancières du pays.

tien au CEP et à la démocratie, le 18 novembre prochain. Au cours d'un meeting à Pétionville, la ban-lieue résidentielle de Port-au-Prince, M. Bazin a clairement accusé les «macoules» et les duvaliéristes, écurtés de la course à la présidence, d'être responsables de la récente vague terroriste.

Les trois principages heilleurs de vague terroriste.

Les trois principaux bailleurs de fonds d'Hafti, les Etats-Unix, la France et le Canada, ont, pour leur part, renouvelé, vendredi 6 novembre, leur soutien au Conseil diccocal provisoire (CEP), l'instance indépendante chargée d'organiser les élections dans la République caralbe. Dans un communiqué commun, les ambassades de trois pays occidentaux à Port-su-Prince ont annoucé qu'elles «répondraient favorablement aux nouvelles demandes qui pourvaient leur être formulées, afia qu'aucus problème technique ne fatse obstacle au bon dévaulement des élections. De son côté, le CEP a publié une déclaration réaffirmant que les élections présidentielles et législatives auraient bien lieu le 29 novembre, «conformément à la Constitution».

Dans ce contexte, le général

pour l'introduction de la démocratie en Halli), avait appelé l'ensemble des forces démocratiques à organi-ser une grande manifestation de sou-tien au CEP et à la démocratie, le

"conformément à la Constitution".

Dans ce contexte, le général Hemi Namphy, l'actuel président du Conseil untional de gouvernement, s'est proclamé vendredi «commandant en chef des forces armées d'Halti» pour une période de trois ans renouvelable. Il a indiqué, au cours de la cérémonie, que, « dorénavant, le président de la République est le chef nominal des forces armées d'Halti et ne les commande jamais en personne. Le commande jamais en personne. Le commande set confié à un officier général ayant pour titre « commandant en chef des forces d'Halti ». — (Corresp.)

A .. 47 A 3674.

. . ". I doubt it

1280 AND 4-3

ns un vase clos

FORLE OF STREET OF STREET

was transferred on 12 page 8 See the state of the board of

The second is story to the

Secretarian sales was a month white there is the property day,

Mary on the second second

SHALL STANKE THE STANKE OF STANKE OF

PAGE STATE OF THE PAGE STATE O

The same of the sa

the same of the same of

the feature in the second

Corner, is the feet tong

Marie Charles - Marie Co

the first self sent of the first sent

Strang Library Control of the Stranger

Commenced facilities and in the second secon

· 新藤美 (日本) (中では、) (日日・田田田 年)

Company than the Total to the total the terminal to

we some and departed by

・養養主義。 ・ 18年の一般では、1985年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の日本の1980年の198

A CONTRACTOR OF STREET

Age there are a supply to

Application of a provincial state of the

Sea Such a

MATERIAL STATES

AND STATE OF CHILDREN

Malab sea to a consens

de series e situates

AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF

PRINCE A SUP TOUR DESCRIPTION OF

WENT BOY TO A THOUSE BOTTLE

Alle the light of the Wood day

CHARLES LESCAUT.

1955 和夏德國

ಪ್ರಾಸ್ತೆ **ಚಿತ್ರ**

JOSE AFLE かしゅい

amian attendu

ficielle en France

el Lincher ...

MA TAKE

Frank State Comment

articles of the

. . .

100

- **機能**なりた。- t

£ . 545- .

- ⊊a: 5: 1 1

40 m

Fig. state .

42475

Section Section 1

The many

SECONDARY STATE

MONU

TOKYO de notre correspondant

C'est un homme prudent, affactant une modestie tranchant avec la confiance en soi de son prédécesseur, qui a pris, le vendredi 6 novembre, les rênes du pouvoir de la troisième puissance mondiale à un moment où, comme le reste du monde, elle traverse une ternpête monétaire et boursière. A l'instabilité de l'environnement international, M. Noboru Takeshita a répondu par la formation d'un cabinet, sans doute sans grand relief, mais solide, fondé sur un savant équilibre des forces du Parti libéral démocrate afin d'en consoli-

M. Takeshita ne cherche pas à briller ou à se croire investi d'une mission historique » :
 « Mon cabinet ne sera qu'une goutte d'eau dans l'histoire nationale », dit-il en conclusion de notre entretien. Escuivant les questions embarrassantes, il se réfugie volontiers dans l'ironie, Lui sera-t-il difficile de succáder à M. Nakasone ? « M. Nakasone est plus grand que moi et, selon les critères de beauté masculine japonais, c'est un bel homme. Moi, on dit que je suis plutôt ■ baby face a. If ne me reste plus qu'à mettre en valeur mes capa-cités intellectuelles. On dit aussi que je suis un grand partisan du consensus. C'est vrai : je prête toujours l'oreille à ce que l'on me dit. Mais il ne faut pas être hésitant pour autant et, soyez-en sûr, tous les jours je me répète : c'est à toi

Suzve et apperemment serein, M. Takeshita, qui a la réputation de ne jamais élever la voix, est un homme patient et tenace, mais aussi pragmatique. L'un des leitmotivs du nouveau premier ministre est « une diplomatie fiable » une pierre dans le jardin Nakasone,

intenent de décider. »

qui, trop souvent, a fait des pro- tante. Pour remédier aux frictions avec les pays d'Asie qui feront promesses qu'il n'a pas pu tenir. M. Takeshita sait parfaitement ce que les partenaires du Japon attendent de lui, et il prend date : « Le prochain budget sera orienté vers la demande intérieure sans que l'on ait besoin de recourir à un budget supplémentaire. Quant à la réforme fiscale, c'est moi qui l'ai lancée en tant que ministre des finances, et elle sera faite quoi qu'il arrive. »

< Membres du camp occidental »

Depuis la guerre, le Japon a longtemps cru avoir une vision claire de son destin comme pays pauvre en matières premières et devant exporter pour survivre. Aujourd'hui, il est riche : quel rôle doit-il assumer sur la scène internationale ? « Lorsque le traité de sécurité nippo-américain a été passé (1951), notre revenu par tête d'habitant était le sixième de celui des Etats-Unis. Aujourd'hui, nous sommes pratiquement à égalité, mais quand il y a des conflits, par exemple dans le Golfe persique, le Japon n'intervient pas. C'est une situation genante dont nous sommes conscients. Mais en raison des dispositions de la Constitution, notre capacité mili-taire est limitée. Nous devons assumer des responsabilités dans d'autres domaines. Je considère la coopération internationale dans le domaine économique comme primordiale pour le Japon. Nous sommes membres du camp occidental et nous en assumerons les responsabilités, mais dans le respect aussi du traité de sécurité

avec les Etats-Linis. » L'alliance militaire avec les Etats-Unis se double cependant d'une rivelité économique de plus en plus évidente : « Cette contradiction s'aggrave et devient inquié-

économiques, le Japon doit en preinternes. Il faut mener parallèlement les deux démarches : chercher des solutions aux problèmes internes et en même temps aux rapports américano-japonais. Mon expérience dans le cadre du comité yen-dollar, lorsque j'étais ministre des finances, m'incite à penser que c'est la meilleure méthode pour obtenir des résultats. »

M. Nakasone a fait sauter le verrou qui limitait à 1% du PNB les dépenses militaires, mais assumer vantage de responsabilités sur le plan international suppose que le Japon consacre de plus en plus de financements aux questions de défense : « C'est exact. On peut, je crois, obtenir l'adhésion progres sive du peuple japonais à une telle politique, si on lui explique que l'augmentation du budget militaire est surtout destinée au maintien de certains emplois sur l'erchipel. » Ou bien se libérer de l'hypothèque que fait peser l'article 9 de la Constitution sur la souveraineté du Japon en lui interdisant le recours à la guerra et en limitant ainsi ses capacités défensives ? « Lorsque j'étais jeune, je considérais le Constitution comme un texte qui avait été traduit de l'américain [ce les Japonais sont favorables au pacifisme, et le n'ai pas dans l'esprit de faire procéder à un référendum pour amender la Constitu-DOM. >

Le Japon riche et puissant de cette fin du siècle sant-il encore peser sur lui le poids de sa responsebilité dans la guerre ? « J'ai été l'un des demiers sous-lieutenants de l'armée japonaise : le jour où je mourrai, je pense que la période de l'après-guerre sera achevée... Mais soyons réalistes, ce sont les efforts quotidiens des Japonais pour développer la coopération économique

gressivement disparaître les équelles de la guerre. »

Le grand slogan de l'ère Nakasone a été l'« internationalisation » ; qu'est-ce que cette notion, pour le moins vague, signifie pour M. Takeshita ? « L'économie japonaise est sans doute celle qui a le plus bénéficié du principe du libre échange. Aussi, l'internationa tion du Japon me paraît-elle primordiale. J'ai l'intention de développer sans relâche les arguments permettant de changer la mentalité des Japonais afin que la population considère cette internationalisation non pas comme imposée de l'extérieur, mais comme une évolution normale pour une grande puis-

Le « furusato »

duira cet acte de foi ? « L'internationalisation se fera sur la base du rapport Maekawa qui a souligné la essité d'un ajustement structurel de l'économie japonaise. L'ouverture plus grande du marché iaponais va poser des problèmes d'emploi que nous devrons résoudre par un effort particulier sur la formation professionnella. »

Cette internationalisation n'estelle pas en contradiction avec ca retour au furusato (le village natal) ministre ? « Ma thèsa sur le furusato consiste à réaménager le territoire national et à développe l'infrestructure sociale efin que chacun ait le sentiment d'appartenir à une communauté, à un furusato. Pour atteindre cet objectif, il faut encourager la demande interne : l'internationalisation se fera, mais elle doit être poursuivie en conservant l'identité culturelle

PHILIPPE PONS.

Europe

Annual Control of the Control of the

ESPAGNE

Echec des derniers pourparlers sur les bases américaines

MADRID

de notre correspondant

Comme tont le laissait prévoir, la septième série de négociations entre l'Espagne et les Etats-Unis sur la révision de leur accord militaire bilatéral, qui s'est déroulée les 5 et bilatéral, qui s'est deroutee les 5 et 6 novembre à Madrid, n'a pas été plus fructueuse que les précédentes. Ce traité, qui expire le 14 mai 1988, permet à Washington d'utiliser quatre bases en territoire espagnol.

Après ce nouvel échec, le gouver-nement de Madrid a confirmé qu'il allait officiellement communiquer à Washington avant le 14 novembre son refus de proroger automatique-ment le traité. Cette annonce doit, en effet, être effectuée six mois an moins avant la date d'expiration de l'accord, pour éviter sa prolongation

La communication espagnole ne constitue certes pas une rupture, puisque les deux parties disposent toujours de six mois pour parvenir à un nouvel accord. Une huitième réunion est prévue pour la mi-décembre à Madrid. Mais le dépassement de l'échéance du 14 novembre n'en a pas moins valeur de symbole: il montre que les deux parties sont décidées à se livrer à une véritable épreuve de force dans les mois à

La cause du désaccord est toujours la même : l'Espagne exige le départ de son territoire des soixantedouze avions américains F-16 stationnés sur la base de Torrejon, près de Madrid. La dernière contreproposition américaine, consistant à réduire le nombre d'appareils de soixante-douze à quarante-huit (soit de trois à deux escadrons) a été rejetée par la partie espagnole. A Madrid, on affirme qu'il n'est pas question d'entrer dans un « marhandage » sur le nombre d'avions, l'objectif étant d'« kispaniser » tota-lement Torrejon, comme les négo-ciateurs espagnols l'ont invariable-

s'efforce publiquement de dédramatiser la situation, en soulignant que personne ne désire véritablement la rupture. Le président du gouverne-ment espagnol, M. Felipe Gonzalez, a affirmé à plusieurs reprises qu'il voulait à tout prix éviter que l'impasse actuelle ne provoque un regain d'hypernationalisme, dans ce pays où l'opinion publique est tradi-tionnellement très réticente à l'égard des Etats-Unis.

ment exposé à leurs interlocuteurs

américains depuis leur première réu-

Certes, de part et d'autre, on

nion conjointe, en juillet 1986.

Les positions n'en restant nas moins fermes sur le fond. - Si la demande espagnole n'est pas acceptée, il n'y aura pas de nouvel accord », nous a catégoriquement rétiéré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Inocen-cio Arias, à l'issue des négociations. Du côté espagnol, on continue à croire que les Etats-Unis accepte ront l'exigence de Madrid, mais qu'ils attendront pour cela le dernier

THIERRY MALINIAK.

espagnoles et franco-portugaises.

— Le premier ministre espagnol,
M. Falipe Gonzalez, est attendu le visite de travail à l'invitation de M. Jacques Chirac, II sera également reçu par le président Mitterrand, qu'il avait rencontré l'été derréer dans les Landes. Cette visite, qui entre dans le cadre des contacts réguliers entre Paris et Madrid, devait être consacrée essentiellement aux affaires de la Communauté suropéenne ainsi qu'au problème basque et aux échanges culturals entre les deux pays. M. Chirac, qui s'était randu à Madrid en novembre 1986, effectuera per ailleurs une visite de travail de quelques heures au Portugal, le

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan · ·

Le sort d'Alain Guillo

Le ministre des affaires étrangères, M. Jeen-Bernard Reimond, a convoqué, vendradi 6 novembre, M. Iakov Riabov, ambassadeur d'URSS à Paris, pour lui exprimer « la vive préoccupation du gouvernement français au sujet du journaliste Alain Guillo, retenu en Afghenistan », et lui demander € la contribution des autorités soviétiques en vue d'un dénouement rapide », a annoncé un communiqué du Quai d'Orsay.

Le numéro un de Kaboul, M. Najibullah, avait confirmé peu supera-vant, à Moscou, qu'Alain Guillo, photographe à l'agence Sygma, avait été arrêté en Afghanistan avec un groupe de résistants et faisait l'Objet d'une e enquête judiciaire ». Il avait précisé que le journaliste français était déjà entre illégalement en Afghanistan

De son côté, Jacques Abouchar, journaliste d'Antenne 2, qui avait été emprisonné en Afghanistan en 1984, s'est déclaré, au micro de RMC, préoccupé par le sort de son confrère, journaliste indépendant, donc plus vulnérable car ne disposant pas du soutien d'une organisation puissante comme celle d'une télévision, qui a e des movens de

La guerre du Golfe

L'Irak accentue sa pression militaire

L'Irak a accentué sa pression sur l'Iran, vendredi 6 novembre, en muitipliant, à deux jours de l'ouverture du sommet arabe d'Amman, ses bombardements sériens contra des installations économiques, au lendemain de raids contre des pétroliers Ces raids, dont un seul a été confirmé par les Lloyd's de Londres, ont entraîné des représailles de la part de la marine iranienne qui a attaqué à la roquette anti-char le pétro-lier américain Grand Wisdom, bat-tant pavillon panaméen, en présence d'une frégate américaine impuis-

Par vagues successives, l'aviation irakienne a pilonné le complexe pétrochimique de Bandar Khomeiny, dans le nord du Golfe, le laissant, selon Bagdad, e en flammes ». Ces bombardements ont suscité de nouvelles menaces de riposte de la part de l'Iran, dont le président, M. Ali Khamenei, a déclaré vendredi que Téhéran devrait « punir » l'Irak € puisque le monde ne veut pas le faire ». D'autre part, certaines dredi dans la position de l'URSS. Un officiel soviétique, M. Boris Pyadyshev, a écarté, à l'ONU, un éventuel

recours à des sanctions contre l'Iran, qualifiant de « constructive » l'approche *e générale* » de ce pays. Dans le même tamps à Bagdad, le chargé d'affaires d'URSS en Irak, M. Vladi-

mir Vodchakhen, déclerait que son pays « ne s'opposers pas » à l'impo-sition par l'ONU de sanctions « contre le partie » qui refusere un cessez le-feu et que Moscou « soutient la position de l'Irak ». — (AFP, AP, Reu-

Vietnam

un prêtre condamné à la prison à vie

Le père Trần Dinh Thu, âgé de

quatre-vingt-un ane, et M. Châu Van Dat, responsables d'un couvent catholique de la banlieus de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), reconnus des contre-révolutionnaires », ont été condamnés, jeudi 5 novembre, à la détention à perpétuité par un tribunal populaire. Vingt et un de leurs « com-plices » ont été condamnés à des peines de cinq à vingt ans de prison. Soixante-treize autres catholiques ont été acquittés parce que leurs crimes ont été jugés «mineurs», a vietnamienne. Le père Thu est directeur de la Congrégation des maristes

déjà été interné de 1975 à 1977. -

Tchad

pour le président Habré

Le gouvernement américain a décidé de fournir des missiles Stinger au Tched pour renforcer les capacités de défense antiaérienne de ce pays face à la Libye. La décision, prise il y' environ deux mois, a été confirmée le vendredi 6 novembre par le Pentagone et le département d'Etat. « Les raisons de catta décision sont évi-dentes. Ce sont des armes défensives, et le Tchad est victime de survols continus d'avions libyens », a déclaré le porte-parole du départe-

ment d'Etat, M. Charles Redman. Le missile Stinger, arme indivi-duelle et très maniable, est considéré comme particulièrement efficace par les spécialistes. Les Stinger ont fait leurs preuves en Afghanistan, où leur utilisation par les moudjehidins a considérablement restreint la marge de manœuvre de l'aviation soviéti-

M. Redman a indiqué qu'une équipe chargée d'entraîner l'armée tchadienne au maniement de cette rer. - (AFP, Reuter.)

arme se trouvait déjà sur place. Il n'a précisé ni le nombre de missiles ni la date de leur livraison. Mais, selon des sources proches du Pentagone, vingt-quatre missiles et sept lan-ceurs, valant environ 2 millions de dollars, perviendront au Tchad dans una quinzaine de jours. De source informée à Washington, on assure que la France n'a pas réagi négativeparier que cela a d'abord été soumis à l'eval de Paris, avant même que nous partions des Stinger aux Tchadiens », a déclaré un responsable

La Libye a aussitöt dénoncé la fourniture des Stinger à N'Djamena et accusé les Etats-Unis de vouloir provoquer un nouveau conflit. -(AFP, Reuter.)

e PÉROU ; audacieux coup de force de la guérilla. — Des membras du mouvement péruvien réalisé, le vendredi 6 novembre. un des plus audacieux coups de force de la guérilla en occupant pendant cinq heures la ville de Juanjui, à 600 kilomètres au nord-est de Lima. L'atteque de cette agglomération de douze mille habitants a fait un mort et quatre blessés dans les rangs de la police. Les deux cents à trois cents assaillants ont dynamité trois commissariets de police avant de se reti-

- Des séparatistes sikhs ont tué sept personnes au Pendiab, dont quatre policiers, le vendredi l'agence PTI. Le ministre de l'intérieur. M. Buta Singh, a déclaré que mille neuf cent trente-cinq suspects et en avaient tué cent quatre-vingt dix-sept autres entre le 12 mai et le 21 octobre au Pendjab. De leur côté, les militants sikhs ont tué quatre cent quarante-six civils et quaranteneuf policiers durant la même période. Des informations non officielles ont fait état de plus de sept cents tués su Pendjab depuis le début de l'année. - (AFP.)

e URSS : L'ancien mari de Marina Vlady & l'honneur. - Sept ans après sa mort, le chanteurcompositeur soviétique Vladimir Vyssotsky, dont l'œuvre est très populaire en URSS, vient d'être officiellement reconnu par la Kremlin.

Son nom figure sur la longue liste des laureats du prix de l'Etat décerné à l'occasion du 70° anniversaire de la révolution d'Octobre. Vyssotsky. mort à l'âge de quarante-deux ans an juillet 1980, était le mari de l'actrice trançaise d'origine russe Marina Vlady, qui vient de publier un livre dimir ou le voi arrêté. - (Reuter.)

LES DERNIÈRES **NOUVELLES DU FRONT. AU FORUM RMC-FR3** J-M. LE PEN.

Dimanche 8 Novembre à 13 h 30



Toute la vie est au programme.



La polémique entre le gouvernement et les socialistes se poursuit un ton au-dessous

« Faites attention à ne pas alimenter un courant qui n'est au bénéfice de personne ! » : c'est l'appel lancé par le premier ministre, M. Jacques Chirac, aux hommes politiques à propos des « affaires ».

Invité du « Samedi 1 beure » sur Canal Plus. M. Chirac a affirmé que le gouvernement ne fait « ni machine arrière ni machine avant » sur l'affaire des ventes d'armes à l'Iran. « Laissons ia justice faire son travail (...) et, à partir de là, les sauctions, s'il doit y en avoir, devront et serout appliquées, bien entendu, et l'opinion publique jugera de l'éventuelle responsabilité des hommes politiques concernés, des minis-tres », a poursuivi M. Chirac, qui n'a à aucun moment lancé un appel au président de la République pour obtenir des éclaircissements. «S'il y a eu livraison d'armes à Piran, contrairement à la politique de la France, alors oui, c'est une affaire d'Etat », n-t-il toute fois affirmé. Ainsi M. Chirac continue de souffler, d'un même mouvement, le chand et le froid.

Tandis que M. Bergeroa, secrétaire général de FO, demande « aux politiques de mettre la pédale douce sur le déballage d'affaires qui mettent en cause la stabilité des institutions», les socialistes ne restent pas silencieux. C'est ainsi que M. Pierre Mauroy a fait une mise an point sur les principales étapes de la politique française à l'égard de l'Irak et de l'Iran. L'ancies pressier misistre a également reproché

à M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, de ne pas avoir le seus de l'Etat. M. Mauroy a cufin rappelé que c'est un gouvernement de droite qui a, le 21 janvier 1981, levé l'embargo sur les ventes d'armes à l'Iran.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, on considère que cette affaire a été lancée par de hauts responsables du cabinet du premier ministre, du ministère de l'intérieur et du ministère de la justice. De son côté, M. Bandonin, porte-parole du premier ministre, après avoir assuré que l'Hôtel Matigaon n'interpellerait pas sur cette affaire le chef de l'Etat, a sudiqué que MML Mitterrand et Chirac en parleraient très

Dans la presse parisieme, Libération s'interroge sur la stratégie chiraquienne et assure qu'elle conduit tout droit à une nouvelle candidature de M. Mitterrand, tandis que l'Humanité dénonce « la mentalité de marchands de canons » propre à tous les dirigeants français Enfin le Quotidieu de Paris parle d'un « amistice » entre l'Elysée et Matignon.

A l'étranger, la presse estime généralement que, derrière le scandale, c'est le président de la République qui est visé à l'approche de l'élection présidentielle. L'agence Tass souligne, elle, que « les coups en dessous de la ceinture font partie depuis longtemps des mœurs polit ques du pays ».

M. Chirac veut préserver ce qui reste de la cohabitation

le ramenait d'Israël, mardi 3 novembre, que M. Chirac, assure-t-on à Matignon, a été informé des développements pris par l'affaire Luchaire. Le premier ministre aurait alors, selon les mêmes sources, manifesté son étonnement devant l'ampleur médiatique et politique accordée à la diffusion du rapport Barba!

Se rendant en Bretagne jeudi, M. Chirac n'a pas parlé d'une - affaire d'Etat », selon la formule un peu hâtive utilisée par M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, à la sortie du conseil des ministres la veille; il y a vu plutôt une - regrettable scorie du système démocratique - comme il en prolifère toujours en période préélectorale. Il faudrait donc désormais - déplorer l'exploitation outrancière - donné à de tels événements.

A travers le point de presse de son porte-parole vendredi matin 6 novembre, le premier ministre a pu encore un peu mieux préciser sa nsée. Il l'a fait également luimême ce samedi 7 novembre à deux reprises : lors d'une intervention à Canal Plus - - Laissons la justice faire son devoir -, a-t-il dit - et l'après-midi devant les militants RPR de Paris réunis en meeting à la

Comme l'a dit M. Baudouin,

Le débat

sur le financement

des partis est relancé

En marge de l'affaire Luchaire, le débat sur le financement des partis politiques bat son plein. Le conseil politique du Centre des démocrates

sociaux (CDS), qui s'est réuni à Paris samedi 7 novembre, devait

décider du dépôt au Parlement

d'une proposition de loi sur le finan-cement des formations politiques.

Ce texte s'articule autour de qua-

tre idées : le recours accru au finan-

rence en exigeant en particulier de

différentes campagnes législatives, présidentielles, communales, sont financées ».

• M. Charles Hernu contre

l'Evénement du jeudi. — L'ancien ministre de la défense, M. Charles

Hernu, a publié la déclaration sui-vante : e M. Hernu a pris connais-sance du dernier numéro de l'Evéne-ment du jeudi le mettent en cause

sans égards, ni pour son honneur ni

même pour sa vie privée. Il a chargé son avocat, Mª Christian Charrière-

Bournazel, de mettre en œuvre les

procédures appropriées et il réagira

de la mêma manière contre les

atteintes de même nature dont il

dence de la République dans cette affaire », ne serait-ce que, parce qu'elle concerne le Proche-Orient. où « la moindre divergence ne pour-rait que servir nos adversaires ».

Le souci premier de M. Chirac serait donc, toujours selon son porte-parole, de préserver la cohabitation et de ne pas être prématurément en conflit ouvert avec le chef de l'Etat. Cela n'empêche pas l'Hôtel Mati-gnon de faire savoir que si M. Chirac possède des munitions contre le Palais de l'Elysée, il est résolu à ne pas s'en servir. Ou tout au moins à ne pas tirer le premier.

Malgré les insinuations ou les commentaires, les proches de M. Chirac assurent dans le même temps qu'ils n'ont toujours aucun reproche à faire au comportement des hôtes du Palais présidentiel. La cohabitation-armistice » devrait donc se poursuivre : c'est pour cela qu'on se défend à Matigon d'être à l'origine de la fuite.

Bandonin alias Prévert

En s'efforçant de désapprouver la mise en cause de M. Mitterrand, M. Chirac tente ainsi d'échapper à la réprobation de l'opinion dont pâtissent tous les partis, comme le montre le sondage de la SOFRES pour le Nouvel Observateur. Mais le premier ministre

« l'affaire Luchaire » elle-même. C'est donc exclusivement sur les socialistes et sur les gouvernements précédents que portent ces repro-ches. Le premier ministre, par la voix de M. Baudouin, a fait d'abord la lecon aux socialistes en prenant la défense - une fois n'est pas con-tume - des journalistes qui ont fait leur métier et qu'on ne « doit pas soupçonner d'être manipulés ».

Cette allusion visa à l'évidence MM. Joxe et Hernu, qui ont mani-festé quelque agacement envers la presse ces derniers jours. Il n'en demeure pas moins, pour l'Hôtel Matignon, que « ce n'est pas polé-miquer » que de rappeler que quatre affaires se sont produites sous un gouvernement socialiste, c'est-àdire, souligne-t-on, avant la cohabitation. Et sur le ton d'une fausse innocence, M. Baudouin énumère, comme il s'agissait d'un simple cata-logue : un détournement de fonds publics, une tentative de suborna-tion de témoins, un acte de piraterie internationale avec mort d'homme et un trafic d'armes illicite. Prévert n'agrait pas micux fait.

En regard de ces e graves » affaires, le porte-parole de M. Chirac n'évoque nullement l'affaire Chaumet ni l'affaire Michel Droit, qui ne sont pas de même nature, non plus celle du faux passe-port de M. Chalier. En revanche, il insiste sur le fait que, depuis l'intention d'interpeller la prési- évidemment pas pour autant ignorer d'armes françaises n'a eu lieu vers

aucun moment de sommes d'argent versées à des intermédiaires proch du PS, c'est qu'il ne veut rien insinuer qui ne soit prouvé et, su passage, il s'offre même le luxe de réprouver l'attitude de certains socialistes qui voudraient faire de M. Charles Hernn un bouc émis-

Il est sans doute quelque pen artificiel de mettre en cause le gouvernement socialiste à l'occasion de ces eraves affaires », tout en affectant d'ignorer que M. Mitterrand était alors président de la République. Mais si cela est fait aussi clairement, c'est pour souligner la volonté de M. Chirac de préserver ce qui reste de la cohabitation. Toutefois, en s'adressant samedi aux militants RPR de Paris réunis à l'initiative de M. Jean Tibéri, député de la capitale, il ne pourra pas ignorer l'impatience de ses partisans.

A défaut de présenter un organigramme de campagne toujours flou, il devrait répondre à leur attente en esquissant un premier bilan de son esquissant un premier bilan de son action et les grandes lignes de son programme de présidentiable. Mais pour M. Chirac, les «scories» devront être dissipées pour qu'il se lancevraiment dans la compétition et il souhaite le faire le plus tard

» Troisièmement, j'entends que certains osent parier, au sujet de ces dérèglements, d'affaire d'Etat : je

«Le seus

de l'Etat »

ANDRÉ PASSERON.

POINT DE VUE

Salir, disent-ils!

par Lionel Jospin premier secrétaire du PS

E ne paux laisser passer sans réagir les déclarations de M. Chirac et de son portsparole, M. Baudouin, car, aujourd'hui, chez eux, l'hypocrisie le dispute au cyrésme.

Chacun seit bien dans la presse que la campagne brutale conduite contre le Parti socialiste, et maintenant contre le président de la République, est orchestrée dans ses moindres détails par Matignon. C'est de là que viennent les informations livrées à certains journaux. C'est de là qu'a pu être donné au Figaro le rapport « confidentiel défense ». Ce qui est d'ailleurs un crime du point de vue de la loi.

La méthode qui consiste pour les chiraquiens à lancer une campagne et, pour leur chef, à jouer les pères nobles et à se donner les gants de ne point vouloir l'exploiter, porte la marque spécifique de ca groupe politique. MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing l'ont suble en 1974 et 1981, à la veille d'autres élections présidentielles, M. Chirac n'en a finalement guère tiré profit. Il veut nous infliger le sera cette fois encore battu.

Des armes à l'iran, il en a été vendu avant mai 1981 (Fembargo avait même été levé en janvier par le précédent gouvernement) ; en 1981 et 1986, malgré les instructions contraires rétablies par les autorités de l'Etat; et peut-être même après 1986.

Si des fautes ont été commises par des responsables, militaires ou politiques, à l'occasion des fraudes à l'exportation d'armes organisées par la société Luchaire, alors c'est à la justice de s'en saisir. Encore faut-il que ces fautes soient établies, ce qui n'est pas, à ma connaissance, le cas dans le repport Barba. Encore faut-il que la justice puisse agir selon ses règles et ses garanties. Or on a retardé l'action du juge en laissent dormir le rapport ; mais on a alimenté les médias pour salir les

Les socialistes ne es laissaront pas intimider par une campagne de calomnies où insinuations et condamnations se succèdent dans le fraces d'un procès sans preuves. ils ne se laisseront pas non plus impressionner par une équipe gouvernementale, dont le ministra de l'intérieur rouvre des cercles de jeux qui avaient été fermés par précaution, et dont le garde des sceaux trouve normal de spéculer à la

Le regain de tension en Nouvelle-Calédonie

Après la mort d'un jeune Mélanésien de dix-huit aus, atteint, selon le ministère des DOM-TOM, par un «tir de dissussion» et la fusillade qui a suivi le même jour, blessant deux gendarmes, le FLNKS a dénoucé « le droit délibéré d'exécuter un Canaque », instanté, selon lui, en Nouvelle-Calédonie. De son côté, le Parti socialiste a accusé le gouvernement d'être incapable d'apaiser « les tensions dans ce territoire », tandis que M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, demandait solemellement au gouvernement « la révision du procès de Hienghène (les auteurs de l'embuscade, qui avait coûté la vie à dix Mélanésiens out été acquittés) et des sanctions exemplaires contre les responsables de la mort du jeune Canaque». M. Jack Lang a, lei, estimé que « le gouver-mement de la droite a introduit le désordre et la violence en Nouvelle-Calédonie », tandis qu'un syndicat de policiers, la FPIP, proche de l'extrême droite, a demandé, en reranche, la dissolution du FLNKS.

«La chasse au Canaque est ouverte» affirme M. Jean-Marie Tjibaou

NOUMÉA de notre correspondant

Le visage fermé, cartouchières nouées à la taille, et carabines levées à la verticale, les jeunes se sont figés dans un garde-à-vous improvisé au passage du cortège qui traversait la tribu. Certains d'entre eux ont même tiré des salves en l'air.

Ce sont eux, les « enragés de Saint-Louis», qui, vendredi après-midi 6 novembre, révoltés par la mort de Léopold Dawano, tombé sous les balles d'un gendarmeparachutiste, ont livré aux forces de l'ordre une véritable bataille au cœur de la tribu, dont on se demande par quel miracle elle n'a pas fait de victimes (deux genpas latt de victimes (deux gen-darmes légèrement blessés). Ce samedi 7 novembre, alignés en haie d'honneur, ils jettent un dernier regard sur le cercueil de leur copain «Popol» enveloppé dans un drapeau «kanaky», qu'une camionnette conduit au cimetière de la tribu.

Derrière, une foule de sept cents à buit cents personnes suit dans un lourd silence, parfois troublé de quelques sanglots étouffés. Il y a là tous les habitants de Saint-Louis, auxquels se sont joints de nombreux militants et cadres du FLNKS, certains étant venus de brousse ou des îles pour l'occasion.

M. Yeiwéné-Yeiwéné, président de la région des îles Loyauté et numéro deux du Front, s'est glissé dans la masse. Ses pronostics sont sombres : - Les incidents de vendredi étaient inévitables en raison

du harcèlement continuel auxquels se livrent les forces de l'ordre contre les tribus mélanésiennes. Il y aura certainement d'autres événements de ce genre. Cela va se généraliser, la situation va se radicaliser.

M. Jean-Marie Tjibaou, le chef de file du mouvement indépendantiste, ne disait pas autre chose, samedi matin, sur les ondes de Radio-Djidoo (FLNKS): Nous avions déjà annoncé qu'après le verdict d'acquittement des tueurs de Hienghène la chasse au Canaque était ouverte. Il faut que les Canaques prennent conscience de cet état de fait et qu'ils s'organisent pour assurer leur sécurité. Quant au dialo-gue, c'est un grand mot. A partir du moment où il n'y a pas de condi-tions de dialogue tions de dialogue, on ne peut pas parler de dialogue, -

Pour l'instant, en tout cas, les gendarmes ont préféré rester discrets : ils ont simplement établi deux barrages sur la route territoriale numero 2 qui borde la tribu, afin de permettre au cortège de gagner sans permettre au correge ue gagner sans encombre le cimetière. Singulière cérémonie, en vérité, que ces funé-railles où paradent de jeunes mili-tants aux allures de guérilleros, sons le regard lointain d'une gendarmerie embarrassée, et dans l'indifférence totale d'une ville engourdie dans sa doice vita du week-end.

Saisissant contraste, mais qui rappelle que la tribu de Saint-Louis est bien cette anomalie de l'histoire : un coin de brousse canaque planté au cœur du grand Nouméa.

La politique française au Proche-Orient entre 1981 et 1986

« Nous n'acceptons pas que l'Irak puisse être battu » réaffirme M. Pierre Mauroy

M. Pierre Mauroy, ancien pre-mier ministre, nous a adressé, ven-dredi 6 novembre, le texte suivant:

«La confusion complaisamment

"La confusion complaisa entretenue brouille les cartes, dans le but évident non seulement de compromettre le Parti socialiste, mais surtout d'atteindre le président de la République.

Comme ancien premier minis-tre, je voudrais effectuer une mise au point sur trois plans:

» Sur la politique de la France à l'égard du conflit entre l'Iran et l'Irak : ce conflit a éclaté en 1980, cement public pour les campagnes électorales, des incitations fiscales modestes pour les contributions pri-vées, un regard sur la transparence c'est-à-dire avant que nous ne pre-nions en charge les responsabilités de l'Etat. La politique d'embargo avait été décidée le 21 mai 1980. Elle concernait d'ailleurs d'autres pays européens. Un fait pourtant a échappé à beaucoup. L'embargo a été levé en France le 21 janvier 1981 par le gouvernement de l'époque. Il des caisses des partis et le plafonnement des dépenses électorales. Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, a indiqué que le groupe de travail sénateurs-députés de la majorité qui doit se mettre en place pour travailler sur ce dossier pour-rait définir - les contours - d'une proposition susceptible d'être adoppar le gouvernement de l'époque. Il n'a pas été rétabli depuis. Et pour-tant, de notre propre initiative, nous avons appliqué à l'égard de l'Iran et en matière d'armes une stricte polititée à la prochaine session du Parleque du refus. Dans ce conflit, la position de la France est simple au Samedi, sur Canal Plus, le premier ministre, M. Jacques Chirac a affirmé qu'il est favorable à la réuniveau des principes, mais complexe dans l'application. Pour ce qui est dans l'application. Pour ce qui est des principes, nous n'avons pas d'ennemis mais nous n'acceptons pas que l'Irak puisse être battu. Il en va en effet de l'équilibre d'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. La mise en œuvre de cette politique s'est trouvée compliquée par le fait que les deux belligérants se sont installés dans une guerre d'usure, coûnion d'une commission parlemen-taire qui puisse faire - rapidement des propositions pour savoir com-ment l'on pourrait améliorer la transparence ». M. Chirac ne se fait toutefois pas - beaucoup d'illusions, car il y aura toujours des finance-ments secrets : c'est dans la nature tallés dans une guerre d'usure, coû-teuse en vies humaines comme en des hommes. Mais, enfin, on pour-rait au moins améliorer la transpa-

« Des manquements personnels »

destructions matérielles.

> Je peux vous dire en confidence que, lors de mes nombreux entre-tiens avec le président de la République sur ce sujet, jamais nous n'avons envisagé de remettre en cause cette politique du refus. Mais que tont notre problème était d'apprécier la juste mesure de l'aide qu'il convenait d'apporter à l'Irak.

 Cette politique délicate a été poursuivie par Laurent Fabius dans un contexte encore plus difficile. En effet, la France se trouvait en plus confrontée au dramatique problème des otages du Liban. Jamais nous n'avons modifié le cap.

- Ma seconde mise au point concerne ce que l'on appelle

deregiements, d'affaire d'Elat : je
voudrais dire qu'il y aurait affaire
d'Elat si le gouvernement socialiste
avait cherché à dissimuler les manquements qui ont pu se produire. Tel
n'a pas été le cas, puisque c'est au
contraire à son initiative que les procédures ont été engagées. nement, sinon les exportations à destination de l'Iran n'auraient pas posé

» Comme tout le monde, pour apprécier le dossier, je ne peux me référer qu'à un rapport administratif qui n'est qu'un exposé de déclarations sans qu'il y ait en ni confronta-tion ni véritable enquête.

 L'existence d'un trafic, au pro-fit de l'Iran, aurait été signalé à la fin du mois de mai 1984. Je peux simplement dire qu'an milieu des dizaines de messages qui sont quoti-diennement passés au président de la République et an premier minis-tre, il me paraît tout à fait naturel que, informé d'un trafic, le chef de l'Etat ait demandé que le ministère de la défense en soit saisi, lui qui est le supérieur hiérarchique de la DGSE. Je ne vois pas quelle autre réaction aurait pu être celle du pré-

» D'ailleurs, j'observe que, si cette affaire existe, c'est parce qu'après la levée de l'embargo, les socialistes ont appliqué à l'égard de l'Iran la politique du refus et engagé, des lors qu'ils ont eu connaissance d'un cas de non-application de leurs instructions, les procédures d'enquête nécessaires.

» Cela signifie qu'il y a en un dérèglement et des manquements personnels à l'application de la politique gouvernementale à un échelon que j'ignore. Il est donc normal qu'une enquête ait été ouverte. Elle l'a été par le ministre Paul Quilès. Et d'ailleurs les modalités de notre politique du refus out été rappelées par le gouvernement de Laurent Fabius, puisque j'avais quitté mes fonctions en juillet 1984.

Ce qui importe, c'est la conti-nuité d'une seule et même politique pendant cinq ans sous l'autorité du président de la République. Il est souhaitable que l'enquête soit aujourd'hui menée à bien et que les sanctions éventuelles soient rejes sanctions éventuelles soient prises. Faurais apprécié que le ministre de la défense, dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, puisse nous apporter les informations complètes

» l'ai entendu le porte-parole du gouvernement dire qu'il y avait « affaire » et « affaire ». Il a raison. Des affaires, la France en a malheureusement connues beaucoup dans les phases de préparation des élec-tions présidentielles, surtout quand le scrutin vient à son échéance por-

» Je veux dire plus précisément à M. Juppé que s'il peut exister des affaires d'État, il existe aussi un sens de l'État. Je veux lui dire qu'un ministre de la République n'a pas le droit d'y manquer. Or il y manque lorsque, pour des raisons de lutte partisane, il met artificiellement en cause le président de la République.
» Les Français inservont dans

» Les Français jugeront dans quelques mois qui honore sa fonc-tion et qui l'atilise de manière partisane en n'hésitant pas à dégrader ainsi les règles de notre démocra-

Un nouveau démenti de M. Jean-François Dubos

M. Jean Conturon, avocat de M. Jean-François Dubos, mis en cause dans l'affaire Luchaire, a diffusé, vendredi 6 novembre, un comnuniqué dans lequel son client démen le rôle et les propos qui lui sont prêtés » par le rapport du contrôleur général des armées, Jean-François Barba.

M. Dubos, ajoute le communiqué, « s'inquiète de voir ainsi un procès instruit sur la place publique, sans aucune garantie de droit ».

«Après avoir pris commissance du rapport Barba tel qu'il est publié», M. Dubos « confirme les termes » de son communiqué du 3 novembre (le Monde du 4 novembre). Dans celui-ci, il affirmait notamment n'avoir « jamais donné à aucune société l'autorisation expresse ou tacite d'exporter des

COM

of Finance

25

er er et diet e 🛲

La Barbara 🧰

un diserra, 🐞

an formage i degripa.

- - - り雄, 🙈,

in stiffee

ここと たいことを

70.00 PAGE

The same personnels. And the second

> · In report the ----A THE PERSON NAMED IN A TO SAME

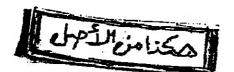
SAME AND SELECTION AS SELECTION

and an indicate of Transfer &

THE PARK SERVE W. W. State & State of the A Same · Indicate Alle The American

- ANALY "衣袋 李春春

14.40mm



Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

COMMUNICATION: programme minimum

· L'audiovisuel français, aujourd'hui, est comme vous : le pied foulé, il claudique, incapable de gagner le marathon de la guerre des images! Mais vous serez plus vite remis de votre cheville que le paysage audiovisuel français, a lancé M. Bernard Schreiner (PS. Yvelines) en regardant M. François Léotard, qui s'est récemment foulé la cheville. « Sur le petit écran, c'est la « Télémagot » qui règne en mai-tre l ». a déploré de son côté M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône). « Le magot, c'est M. Hernu qui l'a » a riposte hilare M. Francois d'Ambert (UDF, Mayenne), tandis que le ministre a accusé les socialistes d'être « responsables de la chute de la production française de fiction (...). Un peu de décence! La création française a diminué de

n au-dessous

parlament, I deration Sing.

mile spiredmente et mir the state of state to the control of the

mentante de marchada e

town her dangerants franchis

a present extense generaliza-

condition of the property

mi dat wise a supproche d

seems Lagerry Lies some

es services de la celebra

· Martin de mans por

1

ent-ils!

the training

Marie Printer of

発 まかった。 新 特殊に対す

Parking . 1911

The second of the second

Sept. Sept. Sept. 1

Market Street

東京を始かれた。 -

The Market of the State of the

August 4-3-1-4

White the service of

425 (\$100) 70

Control of the second

(1) (株) (オーカイ)

دائش معرم**ورلي** د

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

e**gitari**na esta en el el

Benny Brown Commencer Comm

The second of the second

The second of th

● 情報 はなった 100 mile これが mile

New of the Calibra

THE BOOK OF THE

N. C. State Control of the Control o

Marie de la Contra de la 1950

· The state of the con-

PERSON of Margnon,

Pour couper court aux critiques, M. François Léotard a allumé trois contre-feux : en confirmant l'accord entre Canal Pius et les producteurs de cinéma, en démentant tout licenciement dans le secteur public de l'audiovisuel, et surtout en annoncant un important excédent de redevance de 250 millions de francs pour cette année et de 100 millions escomptés à partir de 1988. Cette dernière somme ira à RFO, Radio France, Radio France internationale

20 % entre 1981 et 1986 ».

Quant à la répartition des 250 millions de francs, elle se fera, à précisé M. Léotard, de la façon suivante : 90 millions de francs exclusivement consacrés à la création pour Antenne 2 (dont le budget croft de 15%); 60 millions de franca, tou-jours pour la création, attribués à FR 3; 100 millions de francs à TDF, destinés. à l'amélioration de l'effort de recherche et du réseau de diffusion dans les zones rurales. Ces sommes seront affectées à la fin de l'année après le vote d'un collectif

L'annonce de cette manne (due pour partie à une plus grande effica-cité des services qui perçoivent la redevance) a provoque un vif mouvement de protestation sur les bancs socialiste. MM. Schreiner et Quey-ranne ont estimé que le ministre introduisait un élément nouveau dans la discussion budgétaire et qu'il

Le ministre de la culture et de la communication n'a décidément pas de chance. La semaine dernière, il défendait à l'Assemblée nationale son budget de la culture, au lendemain d'une manifestation de mécontentement des exploitants de salles de cinéma. Vendredi 6 novembre, c'est sur fond d'appel à la grève générale à Radio France, FR 3 et Radio France internationale qu'il a présenté les crédits de la communication. « Le secteur public télévisuel se porte très bien, contrairement aux catastrophes annoncées», a pourtant affirmé le ministre.

D'un moutant total de 8,7 milliards de francs, le budget de la communication progresse de 2,6 %. Il faut également y ajouter 2 milliards de francs provenant des recettes publicitaires (plafonnées) des chaînes de télévision. Ces crédits, qui représentent 0,73 % du budget général de la nation, ont été adoptés en partie, la majorité votant pour, les oppositions de ganche et d'extrême droite contre. Les titres IV (qui concerne notamment les aides à la presse) et V (investissements de l'Etat) ont été repoussés par l'Assemblée, dans un cas par manque de diligence des députés de la majorité à tourner les clés, dans l'autre parce que des travées ont été oubliées.

fallait en saisir les commissions nées M. Jean de Préaumou (RPR-Essonne), rapporteur spécial de la commission des finances, a luion des finances, a brimême expliqué qu'il n'avait en ancune façon pu tenir compte de cet excédent futur : « par souci d'ortho-doxie budgétaire je n'ai pas voulu répartir l'éventuel ». Le ministre de la culture a alors précisé qu'il avait seulement souhaité informer la représentation nationale qui sera saisie lors du prochain collectif budgétaire de l'examen de cet excédent de

« L'américanisation »

Pour autant le ministre n'en avait pas fim. Députés de droite et de gan-che lui ont en effet reproché d'avoir pour la première fois cette année contrairement à tous les usages », omis de préciser la répartition de la redevance entre les différents orga-nismes bénéficiaires dans la seconde partie de la loi de finances. « Le Parlement ne peut admettre une telle méconnaissance de ses droits. La lol du 30 septembre 1986 autorise le Parlement à [la] percevoir et à [en] approuver la répartition », 2 M. Michel Pelchat (UDF, Essonno). « Comment ne pas s'étonuer de cette procédure », s'est indigné Mi Christine Boutin (apparenté UDF. Yvelines).

C'est finalement l'orthodoxie budgétaire de M. de Préaumont qui prévaudra, les députés adoptant, avec l'accord de M. Léotard, son amendement de répartition de la redevance qui ne tient pas compte de l'excé-

dent amoncé (1).

D'autre part M= Boutin a vive-ment reproché au ministre - le gel » de trente-cinq postes et la suppression de cinquante-huit à Radio France cile a estimé injuste ce traitement infligé à une radio qui avait déjà fait un gros effort l'année der-nière. Malgré ses demandes réité-rées le député barriste n'a obtenu aucune rallonge. M. d'Aubert, applaudi sur les bancs socialistes, s'en est pris, quant à lui, à . l'américanisation des jeux à la télévision ». Comme lui, M. Roland Leroy (PCF, Seine-Maritime) s'est inquiété des « menaces de l'impéria-lisme culturel et financier américain: nous voulons assurer à notre pays la mattrise de son identité culturelle».

L'argent

Le Front national par la voix de M. Gabriel Domenech a ponrsuivi son désormais classique réquisitoire contre les médias qui ne respecte-raient ni le pluralisme, ni les droits de la personne humaine.

Quant à MM. Queyranne et Schreiner (PS), ils ont estimé que

sont chargés de défendre cete

société l'attaquent? a demandé le procureur. Faudra-t-il en appeler

aux voleurs? Du coup, c'est en vain que Me Yves Louis Sage protes-

tait : « J'ai envie de crier halte à

l'amalgane. Cet homme était en tee-

shirt pour aller à son entraînement

de volley-ball. Il a jeté une pierre et

non des pierres, comme le dit le par-quet. Il a ensuite lutté contre les

« Une société

incendies toute la milt. »

la déréglementation anarchique et brutale - avait transformé l'audiovisuel « en jungle ». Comme d'autres élus de la majorité ils s'en sont également pris à « l'argent » qui enva-hit, selon eux, le petit écran.

M. Léotard s'est insurgé contre l'idée selon laquelle les Français seraient décus de leur télévision Antenne 2 est de loin la chaine préférée des Français (...). Elle a obtenu plus de la moitié des d'or .. Le ministre a également estimé que FR3 « tirait bien son épingle du jeu ». Il a rappelé les quatre orientations de sa politique : es chaînes publiques de qualité, un rayonnement accru de l'audiovisue public, le développement du patri-moine audiovisuel et de la diffusion,

le développement de la presse écrite. D'autre part, plusieurs dossiers ont été abordés au cours du débat.

LA CNCL : mise en cause par les flus socialistes, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) a défendu cette institution en se demandant si avant l'élection présidentielle, certains ne cherchaient pas - à disqualifier l'arbitre » : « Je pose respectueuse-ment la question au chef de l'Etat. Qu'il soit candidat ou non, les règles qui s'imposent aux autres s'imposent à lui aussi.

LA PUBLICITÉ: M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) a souhaité que le plafond de recette publicitaire ne soit pas fixé en valeur absolue mais en pourcentage de l'ensemble du marché publicitaire.

AIDES A LA PRESSE : elles représentent 5 milliards en 1988. En 1989, application à l'ensemble de la presse périodique non quotidienne du taux de TVA de 2,10 %.

TÉLÉ-ACHAT: une proposition de loi va être déposée pour interdire cette forme de commerce.

PIERRE SERVENT.

(1) En millions de france. TDF: 25,5; INA: 102,2; A 2: 795; FR 3: 2304,8; Société de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer : 615,4; Radio France : 1734,9; RFI : 357,6; Société d'édition de programmes de télévision : 311,6. Soit un total de 6247 millions de

TRANSPORTS: les limites du libéralisme

L'Assemblée nationale a adopté, le vendredi 6 novembre, les crédits des routes et de la sécurité routière pour 1988. D'un montant de 7 865,1 millions de francs, ils augmentent de 4,4 % par rapport à 1987 et représentent 0,65 % du budget de l'Etat. Elle a aussi approuvé les crédits des transports, auxquels sont consacrés 3,61 % des dépenses de l'Etat ; d'un montant de 43 384,8 millions, ils dimiment de 6,9 %. Elle a aussi approuvé le budget annexe de la navigation aérienne (2 260 millions, en augmentation de 12,61 %) et ceux du logement et de l'aménagement du territoire, dont elle avait débattu le mercredi 4 novembre. Les députés RPR et UDF ont voté tous ces budgets, qu'ont repoussés ceux du PS et du PC, alors que ceux du FN s'abstenaient.

Qu'il est dur d'être un ministre «libéral » et de devoir dépenser l'argent de l'Etat! M. Jacques Douffiagues en fait l'amère expérience : responsable des transports, il doit fournir assistance et subventions à des entreprises publiques et choisir - sans le secours du marché - les investissements qui seront financés par les fonds publics.

Avec son ministre de tutelle, M. Pierre Méhaignerie, qui a gardé par devers lui le dossier des routes, il lui faut faire face aux récriminations des élus, qui souhaitent que leurs électeurs paient moins d'impôts mais regrettent que la déviation de leur ville ne soit pas financée plus vite, qu'un métro ne soit pas construit dans leur métropole, qu'une autoroute ne vienne pas désenclaver leur circonscription rurale.

 Soutenons les investissements porteurs d'avenir et, pour le reste, laissons jouer le marché. » Voilà la ligne de conduite du ministre délégué aux transports. La mettre en application n'est pas toujours aisé. Ainsi la libre concurrence est-elle la meilleure règle pour l'aviation civile? M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission de la production, ne le croit pas : « Yous semblez avoir été tenté, monsieur le ministre, par toutes les formes du libéralisme (déréglementation, privatisation), Heureusement, avec sagesse, vous avez perçu les limites du système en ce domaine et vous avez procédé à doses homéopathiques; les nouveautés introduites n'ont donc pas causé grand dommage. •

La voic d'eau n'est-elle pas, elle aussi, un - investissement porteur

d'aventr « ? Depuis des années, tous ceux qui étudient le dossier en sont persuadés. Pourtant, cette fois encore, elle reste, comme le dit M. Michel Barnier (RPR, Savoic), rapporteur de la commission des finances, - le parent pauvre - du

Pour la sécurité routière, M. Barnier doit constater avec regret que les crédits qui lui sont consacrés ne sont pas - toralement à la hau-teur (...) d'un fléau au moins aussi grave que le SID.4 ou les cancers ». M. Méhaignerie ne devait pas faire preuve d'optimisme, puisque les principaux responsables sont « notre insouciance nationale et notre incivisme », mais il se félicite que soient réalisés » fin 1988 les deux tiers d'un programme de résorption des points noirs initialement décidé en 1986 pour cinq ans grâce à une aug-mentation de 25 % du budget en

1987 puis de 4 % en 1988 -. Les transports en commun eux aussi peuvent être conduits par le libéralisme? M. Douffiagues a bien du constater qu'il ne pouvait pas renoncer à tout dirigisme, ne seraitce que par ce que c'est le gouvernement qui fixe les tarifs de la SNCF et de la RATP car - il appartient à la puissance publique, même sous un gouvernement libéral, de veiller, puisqu'il s'agit d'entreprises en situation de monopole, à ce que toutes les données, y compris les données sociales, soient prises en compte ». Pourtant, la somme versée par l'Etat à la SNCF pour compenser ces tarifs sociaux diminue, et quand M. Barnier s'en inquiète, le

THIERRY BRÉHIER.

En Polynésie française

Peines de prison ferme pour les émeutiers de l'apeete

Vingt-sept personnes arrêtées après l'émeute du 23 octobre out été jugées, vendredi 6 novembre, par le tribunal correctionnel de Papeete. Les condamnations vont de deux ans d'emprisonnement à quinze jours de prison. D'autres prévenus devraient comparaître dès le 10 novembre.

PAPEETE de notre envoyé spécial

Les - flags - à Tahiti ne sont pas toniours bon enfant : ils ont frappe fort dans une ambiance parfois électrique. La présidente du tribunal, M= Evelyne Daussein-Charpentier - l'œil vif, le propos cinglant, avait les allures d'un censeur sévère dépêché en catastrophe pour mater une classe de cancres turbulents s'exprimant souvent avec autant de difficultés en tabitien qu'en fran-

mique de Mauritanie,

loi française antiboycottage.

23 octobre.

ment respectées.

nomique peut s'adresser. »

option politique, il s'est refusé à dis- son. « Où allons-nous si ceux qui cuter la liste des délits pour lesquels il était poursuivi : jots de pierres sur la police, bris de vitrines, mise à feu d'une voituré. Dans les locaux de la gendarmerie, il avait pourtant raconté l'émeute telle qu'il l'avait vécne: « On nous disait de ne pas toucher aux banques, aux locaux de l'électricité de Tahizi, aux dépôts d'hydrocarbures, mais qu'on pouvais casser les magasins. »

Devant le tribunal, il s'est braqué, exaspérant la présidente :

« Je n'ai rien à expliquer. « Cela s'appelle une défense

Au nom du ministère public, M. Eric Grafmüller requérait aussi-

forces de l'ordre alors que les grenades lacrymogènes pleuvaient autour de lui, un sapeur-pompier, de Milton Hanata, vingt ans, docker occasionnel, n'a pas cherché à forcer son talent. Par bravade on par a été condamné à treize mois de pri-

- (Publicité)

- l'autre de la Banque islamique de développement.

Deux publicités relatives à des appels d'offres ont été

Les publicités précisaient, l'une et l'autre, parmi les condi-

La L.I.C.R.A. rappelle que ces clauses, qui ont échappé à

En vertu de cette législation et des textes réglementaires

d'application, des consignes très strictes ont été données

aux différents opérateurs économiques et organismes admi-

nistratifs intervenant en matière de commerce international

pour que ces dispositions antiboycottage soient rigoureuse-

A cette fin, un organisme a été institué au sein de la Direc-

tion des relations économiques extérieures: le Centre

d'informations sur les clauses restrictives en matière de

commerce extérieur (C.I.C.R.E.), auquel tout opérateur éco-

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA) 40, rue de Paradis – 75010 PARIS.

la vigilance du Monde, sont contraires aux dispositions de la

tions de l'offre, la soumission à des règles de boycottage.

publiées dans les éditions du Monde datées 8 octobre et

traumatisée » négative. Vous avez le choix... » L'audience, partie à 100 à l'heure, devait se terminer sept heures et demie plus tard. Entre-temps, le tritôt le « maximum » — deux ans d'emprisonnement — et l'obtenait. bunal a distribué tout un éventail de peines allant de six mois de prison à quinze jours, en passant par des Pour avoir jeté une pierre sur les sanctions « moyennes » de trois ou deux mois d'emprisonnement.

La plupart des vingt-sept pré-venus étaient poursuivis pour vol ou recel d'appareils vidéo ou hi-fi ou encore de tee-shirts et de bermudas. Mais les choses étaient claires, tranchées. D'un côté, le ministère public requérait au nom d' « une société traumatisée ». De l'autre. Mº Fran-« COMMUNIQUÉ DE LA LICRA » cois Latil, plaidait pour « ces pré A LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES EMANANT: venus [qui] sont seulement les franges de l'émeute. Ils sont venus - l'un du ministère de l'Equipement de la République islapar curiosité, pour voir, pour savoir. Ils sont arrivés après. Ce ne sont pas

les agents de ces événements ». Ils n'ont pas été, non plus, les acteurs de leur procès. Souvent silencieux, souvent pieds nus devant leurs juges, impuissants à comprendre le jargon judiciaire, ils se sont contentés de décliner leur âge - en moyenne une vingtaine d'années et leur profession-maçon, « écolier », sans activité. Plusieurs portaient sur cux les bermudas de style hawaiien qu'ils avaient volés.

« Je ne pensais pas faire de gaffe, a tenté d'expliquer l'un d'eux. C' comme si j'avais ramassé une pièce par terre. . La présidente l'a écouté, puis toisé : « Bien sur, ce sont des bricoles. Mais si tout le monde avait fait comme vous! On va bientôt nous expliquer qu'il ne s'est rien passé à Papeete! »

Prochaine audience le 10 novemъте.

LAURENT GREILSAMER.

LIVRES POLITIOUES par André Laurens

v a plusieurs approches possibles de la politique. En voici leur originalité, leur étrangeté au recard de nos habitudes, et qui ont pour treit commun, entre réalités européennes, mai percues ou jugées de notre seul point de vue. En sortant de l'Hexagone, on comprendra peut-être mieux ce qui se passe autour de nous et chez nous.

Le surfeur jouant avec les vagues feit, à se manière, de la politique, une autre politique, qui a ses propres militanta, lla se réclament de la « sensibilité alternative ». La sensibilité est, ici, définie comme « le stock de sentiments, de valeurs et de comportements communs è un groupe donné, pendant un temps donné » ; quant au concept d'alternative, il est pris dans son acception en langue anglaise.

Sous le titre le Surfaur et le Militant, Antoine Maurice, responsable de la politique étrangère du Journal de Genève, étudie la genèsa d'une culture contestataire en France et en Allemagne pendant les vingt dernières années et à partir de trois modes de production culturelle : l'écolocie politique, les nouveaux sports,

A s'en tenir à l'écologie et au

pacifisme, les différences de sensibilités entre les deux pays sautent aux yeux. Loin de les nier. Antoine Maurice les analyse en profondeur et avec un regard qui, pour n'être jamais accusateur. n'en est pas moins perçant. Sa mière conclusion sera : « Il n'y a pas tellement d'écart dans les motivations écologistes entre la France et l'Allemagne, mais des différences d'accent à l'intérieur d'une même gamme de motifs. La construit daventage dans la veine libertaire, voire anarchiste, qui fut celle de 1968. Elle s'oriente vers de brèves flamblées de protestation d'une part, vers une politique rapide et éphémère d'autre part. La constitution patiente, intérieure et personnelle de nouveeux espaces d'autonomie et d'enracinement local est moins marqué qu'en Allemagne. 3

Les différences sont encore plus nettes s'agissant du pacifisme. Dans la mémoire collective française, ce mot renvoie à celui de capitulation, tandis que, pour les Allemands, c'est la tradition

militariste qui évoque une fin catastrophique. L'auteur montre paix rencontre en Allemagne un écho favorable chez les protestants et dans une jeunes découvre la « centralité » de son pays, glors qu'elle est sans illusion sur les régimes de l'Est et qui, malgré son « américanis tion a culturelle, se détache de l'image des Etats-Unis agrès avoir vécu douloureusement le drame

En France, le succès du fait nucléaire, imposé par le général de Gaulle, a remplacé la tentation neutraliste des années 50 comme expression du refus des blocs. La découverte - bien tardive, selon es intellectuels allemands - de la nature réelle du socialisme, des lors assimilé au mal absolu, ainsi

Sensibilités européennes

que la priorité donnée à d'autres préoccupations (le chômage, l'inflation) ont limité l'extension du mouvement de la paix. « Si la France est donc une exception en ce qui concerne le pacifisme, à notre sens, écrit Antoine Maurice elle ne l'est pas en amont du pacifisme, là où surgit l'alternative. »

L'engouement pour les nousports sont ceux qui explorent, sur l'eau, la neige, la glace ou dans l'air, les possibilités de la glisse ou de la chute maîtrisée. Ils vont de la planche à voile à l'alpinisme à mains nues en passant par le deltaplane et le jogging. Ce n'est pas le moindre intérêt de cet ouvrage de montrer en quoi cas sports procèdent d'une «idéologie douce », comme l'écologie.

Au terme de ce voyage surprenant à bien des égards, l'auteur conclut que la sensibilité alternative introduit les émotions dans la cité. « Cela signifie, dit-il, que l'Etat, désormais, doit, dans certains cas, se laisser interpeller par elles, leur répondre et, qui sait, un jour, les gérer. »

L'autre approche originale et, pour le coup, très européenne de Découverte, 234 p., 98 F.

la politique est celle de l'écrivain hongrois Gyögy Konrad dans un essai qui vient d'être publié en France sous le titre l'Antipolitique, Konrad dit, crie même, que l'Europe centrale existe, et il en parle avec une force et un talent qui éclatent sous le filtre de deux traductions (du hongrois au français en pessant par l'anglais).

Non seulement cette Europe-là exists, mais, salon Konrad, elle peut, en se rapprochant de l'autre, l'occidentale, donner une chance à toute l'Europe de se faire une place autonome entre les deux blocs, il suffit, en somme, de surmonter le partage de Yaita, pour lequei l'auteur ne trouve pas de mots assez durs. La modernité européenne, assuret-il, est dans cette émancipation à l'égard des puissances tutélaires.

Konrad est tout le contraire d'un va-t-en-guerre et d'un vio-lent. Ce qu'il redoute, précisément, c'est une troisième guerre mondiale. Aussi envisage-t-il. dans un ensemble de textes d'une cause du statu quo par des moyens pacifiques officiels - le retrait des troupes étrangères plutôt que les négociations sur le désarmement, qui ne sont que puissances nucléaires - et des voies détournées, sinon insidieuses ; le rapprochement des élites des pays concernés, la conquête progressive de leur attitude politique qu'il appelle l'antipolitique. Il la définit comma voir exorbitant de la classe politique » ou un contre-pouvoir tra-« L'antipolitique, écrit-il, c'est le point de vue de la victime. Obiet de l'action historique, elle préférerait être le sujet de son propre

Cet appel aux citoyens - niés en tant que tels - de la non-Europe est un chant d'allégresse sur fond de lucidité amère puisqu'il s'agit de savoir « ce qui peut être encore fait lorsqu'il est impossible de faire quoi que ce

par Antoine Maurice. Editions Autrement, 233 p., 95 F.

★ Le Surfeur et le Militant.

* L'Antipolitique, par György Konrad. Editions La

The second of th The same of the sa I have a bound on the or Marie of a The state of the s maque est corein

· 一、衛に 1977 で 4 in the grant of the

44 mm ■ 50 17 E 1877 mini i y service territory . _ type of the

723 m 1 · # 15 mar 150 Ball- Sage and to secur Topole. The state of the state of

20 AT **R** · A En french -Fac 103 Kennya may me

475 Beech . 18 3.4 201

議 52 p = 2

10 Le Monde Dimanche 8-Lundi 9 novembre 1987 .

Société

Mgr Decourtray élu président de l'épiscopat français

Un cardinal aux avant-postes

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon et Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, ont été élus, le vendredi 6 novembre à Lourdes, respectivement président et viceprésident de la Conférence épiscopale française. Leur mandat est de trois ans, renouvelable une fois. Mgr Decourtray, qui était déjà vice-président, succède à Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, qui a passé six années à la tête de l'épiscopat français.

Entre Rhône et Saône, pas une réunion publique à laquelle il ne soit invité. Cultivant un certain goût de surprendre, avec un réel talent médiatique, le cardinal Decourtray est devenu le meilleur représentant de cette fonction « tribunitienne » qu'on prête aujourd'hui à la hiérar-

Liberté scolaire, nouvelles pauvretés, immigration, racisme, antisémitisme : il n'est pas un sujet d'actualité qui ne le propulse aux avant-postes. Premier évêque français depuis le début de la guerre du Liban à se rendre en juin 1985 à en compagnie du cardinal Lustiger. Beyrouth, en étreanant sa soutane le plus romain des évêques français. Liban à se rendre en juin 1985 à rouge de cardinal, Mgr Decourtray, quelques mois plus tôt, avait déjà fait sensation en se servant de sa cathédrale Saint-Jean comme d'un prétoire pour y dénoncer les thèses

Depuis, l'extrême droite française a fait de l'évêque des Minguettes, ami des « potes », avocat de jeunes Arabes grévistes de la faim, son ennemi numéro un dans la hiérarchie catholique. Il est traité de pâle salaud » par National Hebdo, reçoit des crachats dans son courrier, et un député lepéniste le soupçonne, à la tribune de l'Assemblée, de préparer, avec Harlem Désir, l'- invasion de la France ».

A l'arrivée de Barbie à Lyon, il calme les passions et, pendant le procès, reçoit à l'archevêché Me Klarsfeld et Elie Wiesel, dont il a toujours le dernier livre sur sa table de chevet. Avec l'épiscopat polonais, il négocie le retrait du carmel d'Auschwitz réclamé par les juifs. La veille de la visite au Vatican de M. Waldheim, enfin, il dit tout haut son - déserroi ».

Inconditionnel des minorités, la cardinal Decourtray fait des éditoriaux à l'Ecrou, le journal des détenus lyonnais, ou passe le réveillon de Noël avec des forairs. Mais cet évêque des pauvres, ami des prisonniers et des prostituées, est aussi,

Grand argentier de l'Eglise catholique, honneur - ou ennui - partagé avec treize autres cardinaux dans le monde, marathonien des synodes et des «plénières» de congrégations vaticanes, il est l'hôte régulier de la de laïcs permanents. Son clergé est table du pape,

Mais aura-t-on examiné tous ses combats de baroudeur des droits de l'homme et tous les plis de sa robe de prélat qu'on n'aura pas encore percé le secret du personnage. C'est le « jusqu'au bout » de l'homme qui, dit-il, le hante. Jusqu'au bout du mal comme du bien. L'enfer et la sainteté. Il parle d'Auschwitz avec la même émotion que de Thérèse de Lisieux, du curé d'Ars, de François d'Assise ou de la bienheureuse Elizabeth de la Trinité, dont les portraits ornent son bureau de Four-

Les coups de cœur d'un mystique

Car cet homme du Nord, âgé de soixante-quatre ans, tout en discipline et en fidélité, qualités forgées dans le petit commerce de son père minotier à Wattignies et au semi-naire de Lille, docteur en théologie, grand exégète, spécialiste de Jean de la Croix, est fondamentalement un mystique, plus qu'un politique. Il passe volontiers pour solitaire. Son côté social n'est pas compris d'une partie de la bourgeoisie lyonnaise. Il a l'oreille des charismatiques, tout en étant le prélat de la Mission de France, très proche de l'Action catholique et, de tons les évêques diocésains, le plus gros employeur

resté frondeur.

Il agit et parle de manière instinctive, quitte à faire machine en arrière, comme on l'a vu à propos de la visite au Vatican de M. Waldheim, quand, sous l'avalanche de lettres de fidèles choqués par son attitude jugée désobligeante pour le excuses. Guéri d'un cancer des cordes vocales qui l'avait jadis contraint à un mutisme proi Mgr Albert Decourtray préfère encore anjourd'hui, de sa voix demeurée cassée, dire une parole maladroite ou incomplète que gar-der un silence qui lui paraîtrait syno-nyme d'ambiguné.

[Né le 9 avril 1923 à Wattignies (Nord), Albert Decourtray a été ordonné prêtre à l'âge de vingt-quatre ans. Il a fait ses études au petit sémi-naire d'Hanbourdin, aux facultés catholiques de Lille puis à l'université grégo-rienne et à l'Institut biblique de Rome. Après avoir notamment dirigé le grand ninaire de Lille (1952-1962), il a été, dans le diocèse, responsable de la forma-tion permanente du clergé (1962-1966) puis vicaire général (1966-1971). Albert Decourtray devait être ordonné évêque auxiliaire de Dijon en 1971, pour devenir, trois ans plus tard, évêque de ce diocèse. En 1981, il a été nommé archevêque de Lyon et primat des Gaules. Jean-Paul II l'a Gevé su cardinalat le 25 mai 1985.]

Mgr Vilnet, sur la pointe des pieds

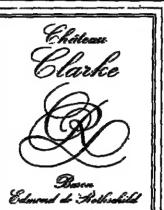
pondération, Mgr Jean Vilnet, a su mener l'épiscopat trançais, dont il fut le patron pendant six ans, à travers les écueils qui, plus d'une fois, ant menacé son autorité et son unité.

L'évêque de Lille est âgé de nte-cinq ans. Elu président de la conférence épiscopale en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est lui qui a porté le poids de la querelle scoisire et négocié avec le gouvernement Mauroy, recherchant jusqu'au bout un compromis lors des ren-contres privées avec le maire de Litte, alors premier ministre.

Vis-à-vis de Rome, c'est à propos de la catéchèse française. ilipendés par les intégristes, critiquée per le cardinal Ratzinger lui-même, que Mgr Vilnet a su le mieux démontrer son sens de la fliation et sa fermeté. Au prix de quelques aménageme

Sans bruit, avec lucidité et allant dans le sans d'un en gnement plus systématique de la foi aux enfents, il a pu sauver l'essentiel des immitions pédagogiques et des outils caréchétiques de Franca.

> Son mandat aura été marqué par de nombreuses interventions et déclarations de l'épiscopet, sur « les nouvesux modes de vie » (1982), les « nouvelles peu-vretés » (1984) ou le recisme et l'immigration. Mgr Vilnet s égadocument « Gagner la paix », et tenté de mobiliser l'Eglise catholique sur toutes les questions « Bousculés par les urgences, avoue-t-il cependant, nous avons pris du retard dans nos efforts en et du monde de la cultura. »



Spotter Show Envelo lis on Brazille on Classon

Vient de sertir aux éditions du **CNERP**

Les atouts des villes L'annueire 1988 des

> En vente au CNERP 219, hd St-Germain 75007 PARIS TEL (1) 42-22-35-29

Clairette de Die Union de Producteurs

Demande de documentation

Code Postal

détachez ce bon et renvoyez-le à : Cave Coopérative CLAIRETTE de DIÈ BP 79 - 26150 DIE

Mgr Joseph Duval vice-président

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, qui a été élu vice-président de la conférence épiscopale fran-çaise, est un spécialiste du droit canonique. Il est le neveu du cardinal Léon-Étienne Duval, archevêque

[Né le 11 octobre 1928 à Chenex (Haute-Savoie), Mgr Duval a été ordonné prêtre le 8 juin 1952.

évêque antilliaire de Remes, le 18 mai 1974, Mgr Duval est devenu quatre ans plus tard archevêque condjuteur de Rouen. Sur ce siège, il a succédé comme archevêque de plein droit à Mgr Pailler en mai 1981. Membre du conseil permanent de l'épiscopat, il est depuis 1984 président de la commission épiscopale pour l'Unité des chrétiens.]

d'Annecy, vicaire épiscopal charge de la formation des séminaristes. Nommé

Bussens à Sordenn - 75, Quei de Bacelon Téléphone : 56.50.88,90

YOS naméros imangments voir page 11

LE MONDE DU VIN



OUESTION Nº 39

L'Aloxe Corton est récolté :

- uniquement sur la commune de ce nom ? • aussi sur des parcelles de Ladoix-Serigny ?
- aussi sur des parcelles de Ladoix-Serigny et de Pernand Vergelesses ?

QUESTION Nº 40

Pour l'appellation d'origine contrôlée « Saint-Emilion grand cru » les mentions « grand cru classé » et « premier grand cru classé » sont réservées aux exploitations viticoles ayant fait l'objet d'un classement officiel.

Quelle est la fréquence de révision de ce classement ?

POUR VOUS AIDER: L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-là précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS



MEDOC Cru Bourgeois Buvez donc un verre à Saint-Germain! d'Esteuil



etteur d'un bel avenir, et je vous p ses de Livran le sont aussi, taut pou

J'espère que cela vous incitera à faire l'ag verte de ce Château Livran.

CÉPAGES: franc.
RENDEMENTS:
De 40 à 55 hecto/hec
AGE DU VIGNOBLE:
25 ans.

VENDANCES, VINIFICATION: Vendange tion en cua 1982 : jusqu'en 2000. 1981 : jusqu'en 1990. Apogée 1983 : jusqu'en 1995.

CHATEAU LIVEAN

SALON **DES VINS ET PRODUITS** DE LA COOPÉRATION **AGRICOLE**

20 au 23 novembre 1987 vendredî 20 de 12 h à 21 h 30 di 21 et dimanche 22 de 10 h á 21 h 30 kundî 23 de 10 h á 20 h



PAVILLON BALTARD NOGENT/MARNE

REP. STATION NOGENT/MARNE. A 200 M DU MAYILLON, PARKING DU RER.

CNCV

CNCV 53 RUE DE ROME 75008 PARIS. INFORMATIONS : TEL. (1) 45 26 39 80

The same of the sa

States and the second second

See the second s

See that the little was

And a second second

Secure a 1979 to 1971 a manager a manager a 1971 a manager a

distantant a series of high

Margin Co. of Co. of South

Section and the district the di

中部共成的

WALLS IN THE THE PARTY TO SEE

Bridge of the state of the stat

Plant de verter aus ibs

0.000

Agent Agent And Transport

A 154 / 1

All the state of the state of

e 4

Marine 1

Bernard Sourisseau saluait de joyeux signes de la main les avions qui survolaient son garage du Croi-sie. Petit, le nez pointu et les yeux écarquillés, le «rampant» qu'il était révait d'altitude en s'inventant une vie de pilote où il se posait sur la

Lorsque Bernard Sourissean est devenu espion, à quarante ans, nul n'y a cru, sauf hui. La justice elleême l'a bien condamné, vendredi 5 novembre, à six ans de réclusion 5 novembre, à six ans de réclusion criminelle pour intelligence avec une puissance étrangère (l'URSS), mais avec des circonstances atténuantes. Et, à l'issue des treize heures d'audience de son procès devant la conr d'assises d'Illo-et-l'illo-etvilaine, uniquement composée de magistrats, on se demandait ai cet « espion du Croisic », dont toute la ruse consiste à se rendre encore plus insignifiant que ses avocats ne l'ont décrit tout en donnant des frayeurs à la DST, était bien à l'origine de l'expulsion de quatre fonctionnaires soviétiques, en poste en France, en février 1986, dont son officier trai-

Personne, il est vrai, ne croyait jamais Sourisseau, fils de garagiste, ancien mécanicien de l'armée de l'air, installé au Croisic depuis 1974, avec sa femme, clerc de notaire. Il avait, disait-il livré des Mirage à Israël. Il avait vécu le siège de Tri-poli su Liban. Récemment, il était devenn, clamait-il, conseiller techni-que de l'ambassade de Libye. Vous l'avez cru?», s'obstine à demander sux témoins le président Philippe Lacan. Ils hésitent un peu, désolés de faire de la peine à Sourissean : « Non ». Le garagiste était tellement serviable : tonjours prêt à dépanner, jamais pressé d'envoyer le facture. Sans parier des « tuyaux » qu'il fournissait à la gendarmerie, entre deux réparations, sur le « milieu » du Croisic.

Le gendarme Philippe Boinot, de la brigade des recherches de Saint-Nazaire, ae croit done pas an met-des confidences que lui fait Souris-seau le 30 décembre 1985, à propos de renseignements militaires transmis à un Soviétique nommé

En 1321, sous le Pape JEAN XXII, quatre boutes vides sout transportées du cellier pontifical en Avignon, à Châteaunenf, pour les faire remplir. Par la suite, les papes plantèrent de nouvelles vignes et le vin pontifical commence à être célèbre.

vignes et le vin pontifical commen-ça à être rélèbre. Plus tard, on sait que la famille de Beaucastel vivait à Courthézon au milieu du 16° siècle. Pierre de Beaucastel, en 1687, obtint du Roy Louis XIV, en recomais-sance de sa conversion au catho-licisme après que l'édit de Nantes fut révoqué, la charge de "Capi-taine de la Ville de Courthézon". Denx siècles plus tard, lorsque

Deux siècles plus tard, lorsque survint le phylloxéra, le maître à Beaucastel étair. Elle Dussaud, compagnon de Ferdinand de Lesseps qui construisit le Canal de Suez. Aujourd'hui, le domaine est entre les mains de la famille Perrir.

Perrin. Le terroir est marqué par la violence du Rhône. Il est constitué d'un banc de molasse

marine du miocène, couvert par un diluvium alpin. La présence importante de cailloux roulés

importante de cailloux roulés reste le témoignage de l'époque où le Rhône, alors torrent, arrachait aux flancs des Alpes des fragments de roche qu'il dépossit une fois arrivé dans la plaine. Ainsi fut constitué le sol typique de Beaucastel. Ces galets ont un effet bénéfique sur la qualité des vine : ils emmaensiment la chaleur

vins : ils emmagasinent la chaleur le jour et la restituent aux vignes,

la nuit, per rayonnement.

Perrin.

«Victor». Mais il vérifie ; l'imatriculation fournie par le garriste comme étant celle de la voitte de l'officier traitant correspond en à un numéro confidentiel. Et y a bien un avion du GLAM (Coupe de liaisons aériennes ministéelles) sur l'aéroport de Nantes à 1 date mentionnée par Sourisseau.

Le gendarme transmet et a RG de Saint-Nazaire passent, k7 janvier, l'information à la DS: ma garagiste du Croisic affire avoir rendez-vous, le 17 janvier, vec un officiel soviétique à Poissy Ahurie, la DST photographie ce jou-là Bernard Souviesses en companie d'un nard Sourisseau en compane d'un officier du GRU (services : renseignement de l'armée soétique) identifié comme étant Vali Kou-rotchkine, officiellement représentant de la compagnie marime Morflot, et déjà « repéré » our avoir tenté de « retourner » u cadre de Thomson plusieurs annés auparavant. Le soir même, e RG de Saint-Nazaire represent contact avec Sourisseau. Une moontre est organisée trois jours plutard.

La DST, à qui la prchologie du garagiste échappe erore, décida tout de même de fire quelque chose. Le 22 janvier 986, le commissaire divisionare Fernand Colin, de la surveilnes du terri-toire, se rend à Nites et donne rendez-vous à Sarisseau, qui accourt. « Dans se esprit, c'étair pour un recrutemu, indique le policier à la cour, i s'agit, en fait, d'un interrogatoiret Sourisseau est inculpé deux jours lus tard.

De l'atoradio aux bateix de guerre

Avec le comissaire Colin, Sou-risseau reconstue les événements. Comment Kontchkine, opportuné-ment victime une pame, s'est pré-senté au garse en juin ou juillet 1984. Commet il a invité un peu plus tard, des un restaurant de La Baule, le setti mécanicien qui l'avait déparé expéritement. Soul'avait dépané gratuitement. Sou-risseau détail ensuite les rendezvous, dans prégion parisienne, à Saint-Non-istretèche, Saint-Cyr-l'Ecole, Paviln-sous-Bois et Bouffémont. Puis à missions qui lui sont imparties : pgressivement, trouver

Châteaude Beaucastel

Les papes plantèrent la vigne

en ce lieu béni des Dieux...

de la documentation sur un autoradio, un scanner, puis observer les mouvements de bateaux dans le port militaire de Lorient, notamment la Bidassoa, un bâtiment de transport de troupes utilisé par la Force d'action rapide (FAR), ou d'avions sur la bese aéronavale de Lann-

« Tous ces renseignements étaient dans le domaine public, plaide Me Pellotier. Le préjudice pour la France est nul. » L'avocat général, François Rerolle, reconnaîtra que les informations fournies n'ont pas causé de « dommages graves ». Mais il n'est pas besoin de livrer des secrets d'Etat pour être convaincu d'« intelligence » avec un pays étranger. Et Sourisseau ne nie pas avoir reporté sur des calques repré-sentant avec précision le port de Lorient – fournis, apprend-on au passage, par les Soviétiques qui en savaient donc déjà bien long sur ces installations — les positions de bâti-ments de la marine nationale.

Rendez-vous au pastel

De l'incrédulité, les enquêteurs passent à une sorte de peur rétros-pective. Sourisseau, l'agent imprévi-sible, l'ancien sous-officier engagé à seize ans, qui tutoie les gendarmes du Croisic, le faux nail ou le vrai maître du double jeu, qui n'a pas peur d'annoncer à la mairie ses déplacements « professionnels », devient d'autent pins dangereux à leurs yeux. « Qui l'aurait découvert? Sourisseau était indétectable. Bien placé et dans une région sensible », affirme le commissaire Colin.

De pina, le petit garagisto s'est révélé anssi bon espion qu'il était bon mécano à la base militaire de bon mécano à la base militaire de Solenzara, en Corso, jusqu'êt ce qu'il tente de se suicider en 1965. « C'est simple, dit-il, comme à chaque début de réponse, on m'avait averti que j'avais un souffle au cœur. » « Victor », l'officier traitant, le juge suffisamment flable pour l'initier aux systèmes de bottes à lettres et de «marquages de bornes» utilisés par les services secrets pour leurs com-munications avec leurs agents. Du «Fleuve noir» à l'audience : l'assis-

huis clos pour les auditions de témoins - il ne sera imposé que lors de la déposition du capitaine de frégate Yves de Kersanzon, commandant de la base de Lann-Bihoué,

Rue de Rome, près de la gare Saim-Lazare, à Paris, entre le drugs-tore et un café, se trouve une borne EDF. Deux marques tracées au pas-tel avant 9 h 30 signalent une demande de rendez-vous. Effacées avant 11 heures : «Victor» est mis au courant. Le rendez-vous a lieu à l'endroit habituel. Plus élaboré : les boîtes aux lettres de l'avenue de Madrid, à Neuilly. Une marque sur une borne indique le dépôt de documents ou d'argent. Sourisseau doit alors se rendre rue Franklin, à Paris. Un ruban adhésif bleu, toujours sur une borne, atteste que le paquet a été récupéré. L'agent doit encore retourner à Neuilly effacer la première marque. « Je ne m'en suis jamais servi. J'apprenais seule-ment », se défend l'accusé.

Cette fois encore, Sourisseau « se suicide ». Pourquoi a-t-il parlé? A part quelques pièces à conviction — un scanner, les calques, une carte Michelin, — l'accusation ne repose que sur ses propres aveux, qui même s'ils se sont beaucoup ame nuisés au fil de l'instruction, pèsent lourd. Pourquoi a-t-il lèché «Vic-tor»? A-t-il eu peur de l'enquête que les RG avaient entamée à propos d'une éventuelle implication dans un trafic de papiers d'identité comme le soupçonne l'avocat géné-ral? De devoir livrer des informations trop compromettantes, lorsque «Victor» l'a mis sur la piste de la base de l'Ile Longue, où sont basés les sous-marins quelcuires ?

La fable et le mystère

Sourisseau esquive. Dans la première phase de l'instruction, il affirme qu'après son « suicide » — le premier - il s'est rendu en mission en Libye pour la France. Les enquêteurs interrogeront un général, com-mandant, à l'époque, de la base de Solonzara. C'est faux, Souris clame alors « sa » vérité, S'il a tra-vaillé avec « Victor », c'est sur les conseils d'un officier de la DGSE, le capitaine «Guy». Lui qui admire de Gaulle mais ne s'est jamais instrouve une mission sacrée : infiltrer le réseau soviétique. Il accese la DST d'avoir perturbé son travail de taups. Selon le ministère public, « le directeur général de la DGSE a écrit, dans les termes les plus nets et les plus catégoriques, qu'aucun ser-vice ou agent n'avait eu de contact avec Sourisseau », La cour n'on demandera pas davantage sur le capitaine «Guy». Le numéro de téléphone prouvant son existence, selon Sourisseau, a, il est vrai, dis-paru — volontairement, accuse le garagists - avec un carnet qui ne figure pas au nombre des pièces sai-sies. Et Sourisseau lit beaucoup. N'a-t-Il pas envoyé un chèque au centre des impôts indiquant, affirmo-t-il, qu'll espère que « l'argent sera utilisé plus efficace-ment que dans l'affaire du Rainbow-Wastice - 7

Faut-il se fier à son quotient intellectuel - supérieur à la moyenne -ou à son imagination? La question ne sera pas véritablement tranchée. Les prenves manquent de part et d'autre. Sourisseau affirme qu'il a tenté de prévenir, le capitaine «Guy» ayant dîsparu fin 1985, les services français de son activité.



3.P 210

tance profite de ce que l'avocat Toutes les enquêtes dans les diffé-général a renoncé à demander le rentes unités de la région n'en ont pas révélé la trace, selon la DST. Selon le contre-espionnage français, Kourotchkine a versé au total 21 500 francs au garagiste. Quand il suspend son activité professionnelle en juin 1985, il possède 56,90 F sur son livret de caisse d'épargne. Des versements en liquide sur le compte de son épouse ont été emegistrés, mais leur origine n'a pu être éclair-cie, Sourisseau s'est-il enfin rendu à l'étranger, comme il l'avait tout d'abord assuré, ou a-t-il, une nouvelle fois, exagéré? Il a posté de nombreuses cartes postales d'Oriy et de Roissy, mais sa présence sur les

vols n'a pu etre confirmée. En fin

d'audience, les certitudes s'effacent

lorsque plaident Mª Gebelin et Le Han, ses deux autres avocats. Et s'il ne s'était pas rendu à l'ambassade d'URSS comme il le prétend? Scule la rencontre avec «Victor». parmi les quatre officiers expulsés. est certaine.

Et si tout n'était que fable pour Bernard Sourisseau? Il écoute le verdict et se compose encore un sourire fanfaron. Il a gardé son mystère. Il a dupé «Victor», le Soviétique, expulsé grâce à lui. Il a dupé l'audi-toire par sa défense volubile, qui finit par faire douter du jugement du psychiatre selon lequel - il n'est pas d'une mythomanie évidente -. Il s'est dupé lui-même.

CORINE LESNES.

Le fils du docteur Solomidès condamné pour exercice illégal de la pharmacie

du médecin qui inventa il y a plus da trente ans les « physiatrons synthé-tiques » a été condamné, vendredi tiques » a été condamné, vendredi
6 novembre, par la 12º chambre du
tribunal correctionnel de Nanterre
(Hants-de-Seine) à une amende de
5 000 F pour exercice illégal de la
pharmacie et exploitation sans autorisation d'un établissement pharmaceutique. La même peine a été infligée à M. Pierre Landrin, docteur en
pharmacie, non inscrit à l'ordre, responsable de la fabrication du produit élaboré par les laboratoires
Oléa Centre à Sceaux (le Monde
daté 11-12 octobre). Les deux
condamnés devront verser le franc
symbolique de dommages et intérêts
à l'ordre national des pharmaciens,
partie civile.

Jusqu'à sa mort, survenue la 28 mai 1979, le docteur Solomidès lutta contre la « médecine convenintta contre la « médecine conven-tionnelle » en commercialisant son « médicament » malgré les pour-saites judiciaires. Les physiatrons seraient capables de guérir à la fois le cancer, la scléruse en plaques, les meladies cardio-vasculaires, etc., mais a'out jamais obtenu l'autorisa-tion de miss nor la marché (AMM) tion de miss sor la marché (AMM) nécessaire à tout produit pharma-

M. Jean-Michel Solomidès, le fils ceutique. Avec l'aide de fidéles médecin qui inventa il y a plus de convaincus de l'efficacité des physiatrons, son file Jean-Michel a continué la fabrication jusqu'à la fermeture des laboratoires ordonnée en 1985 après une information judiciaire portant notamment sur le délit d'exercice illégal de la pharmacie.

Il se considère comme victime d'un acharnement judiciaire et de a presions - effectuées par de puis-sants groupes rendus inquiets par l'invention de son père. « lls ost trouvé un bouc émissaire », com-mentait M. Solomidès junior à la sortie du tribunal, même si un magistrat notait que la modestie de la sanction constitueit « un argu ment d'apaisement - au regard des réquisitions du substitut du procu-reur de la République qui avait demandé une amende de 20 000 F. Les deux condamnés et leurs avo cats auraient souhaité connaître l'argumentation développée par le tribunal. Mais il leur faudra attendre, our scion une pratique regretta-ble en usage dans certaines juridio tions, le jugement, malgré un délibéré d'un mois, ne comporte pes les motifs de la décision.

MAURICE PEYROT.

Après la mort par noyade d'un adolescent

Dix-huit mois de prison dont douze avec sursis pour le gérant d'une base nautique

LIMOGES

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Guéret a condamné, le jeudi 5 novembre, M. Guy Jabut, quarante ans, gérant d'une base nautique an lac de Vassivière (Creuse), à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis et 200 000 F d'amende.

avec sursis et 200 000 F d'amende.

Le 8 acût 1986, plusieurs adolescents d'une colonie de vacances de
Montreuil (Seine-Saint-Denis)
avaient, à la nuit tombante,
comprunté » des pédalos de la base
nautique. M. Gry Jabut, accompagné de deux jeunes plagistes —
M. Dominique Corteggiam, dix-huit
ans, et un mineur, — était alors parti
à la poursuite des adolescents avec
l'intention de leur donner une leçon.

Au cours de l'opération « musclée » Gérard Longué, quinze ans, d'ori-gine camerounaise, était mort acyé. Selon les accusés, les jeunes se seraiant jetés à l'eau pour s'anfuir à leur arrivée. Selon un témoin, Gérard Longué aurait été délibéré ment précipité dans le lac par M. Guy Jabut et ses aides (le Monde des 12, 13 et 14 août 1986). C'est finalement la thèse de l'accident qui a été retenue.

M. Dominique Corteggiani, le jeune plagiste, a été, pour sa part, condamné à quinze mois de prison dont onze avec sursis.

Les peines prononcées ent été couvertes par la détention provi-

GEORGES CHATAIN.

SALON DES VINS PRODUITS DE LA OPER ATION **IG**RICOLE

Sere

Restry : ··· Bell Control

4-1-

Le domaine de Beaucastel comprend actuellement 130 ha, mais seulement 100 ha sout en vignoble: - 3/4 en Appellation d'Origine Contrôlée Châreauneuf-du-Pape (CHATEAU DE BEAU-CASTEL) - 1/4 en Appellation d'Origine Contrôlée Côtes-du-Rhône (CRU DE COUDOULET). On trouve sur le domaine les treize cépages de l'Appellation Châteamieuf-du-Pape : grenache, Châteanneuf-du-Pape: grenache, mourvedre, syrah, cinsauh, vac-carèse, counoise, terret noir, muscadin, clairette, picpoul, picardan, bourboulenc et roussane. Tous ces cépages sont l'objet d'une surveillance

continule afin d'obtenir une sélectit qualitative rigoureuse. La quité du produit est toujours préses et, pour ce faire, les pratises culturales choisies à Beaustel tendent vers un unique spécitité de chaque millésimé, un trigrand vin, un de ceux dont la riesse constitutive s'exprime par l'originalités du terroir, et qu'n mode de culture intensif n'amit pas pu protéger. C'essinsi que les engrais chimi-quesont proscrits et remplacés par in compost élaboré à la proiété, à base de fumier de moon et de marc de raisin,

proiété, à base de fumier de macon et de marc de raisin, leod, une fois épandu dans le sol duvignoble, hu maintient sou su d'humus et son équilibre mio-biologique.

Denème, les traitements sont résits au minimum, la nutrition trationnelle du sol permet d'accrèer la physiologie de la phte et sa "naturelle résistance".

C conditions, voulnes et rechercies, permettent d'éviter Conditions, voulues et rechercies, permettent d'éviter l'calade des procédés de traitemis chimiques, radicalement diructeurs de tel ou tel parasite nis qui, par déséquilibre, engendint la recrudescence d'antres fames de parasitisme.

Câce à cette méthode, sont spprimés les phénomènes decontumance à certaines nladies et aujourd'ini, abeilles, écenx, cigales et coccinelles sont apparus à Beancastel.

O s'efforce de situer la vigne en son univers, c'est-à-dire la rre, les animaux et les astres aut elle subit l'influence.

E mode de culture n'est évidem-

ent elle subit l'influence.

t mode de culture n'est évidement pas propice à de grands
ndements, mais c'est la seule
hution pour récolter un raisin
in, équilibré, intrinsèquement
apable de produire un vin de
rande qualité.

a vendange, exclusivement amassée à la main, est soigneu-ement triée à son arrivée à la ave, seuls les plus beaux raisins seront vinifiés.

La vinification est traditionnelle: - cavaison de 15 jours, - tirage du jus de goutte, '- sortie du marc et mise au

pressoir pour donner le jus de presse.
Chaque cépage est vinifié séparément, chacun ayant son caractère, ses arômes, son originalité:

le Grenache et le Cinsanit donnent chaleur, couleur et

mœlleux,
- le Mourvèdre, la Syrah, le Muscardin et le Vaccarèse, la solidité, la conservation, la couleur avec un goût droit,
- la Cournoise, le Picpoul... la vinosité, la fratcheur et des bouquets particuliers.
Une fois la fermentation terminée, chaune conser est svienersement.

Une fois la fermentation terminée, chaque cépage est soigneusement dégusté afin de former une cuvée unique. Il s'agit d'un travail minutieux car le dégustateur, suivant des pourcentages qui sont différents chaque année, détermine la qualité, l'originaîné et la spécificité de chaque millésime. Ce mariage est l'aboutissement de mois d'efforts, de soins, d'attentions amoureuses de tous les instants.

Le vin est ensuite mis en foudres de chêne où il va vieillir pendant

de chêne où il va vieillir pendant un an. Seules les opérations de soutrage viendront rompre ca repos. Le vin ici se prépare, il mârit, il évolne jusqu'an jour où le caviste "sentira" le moment le plus favorable à la mise en bou-teilles. Jeune, le vin de Beaucastel a des efflaves de fleurs, de fruits, de céréales. En vieillissant, les arômes deviennent plus subtils, plus épicés, plus complexes aussi et se rapprochent parfois d'arômes animanx. La politique de Beau-castel est celle du vieillissement de ses vins. 7 ans est sans doute l'âge ses vins, 7 ans est sans doute l'âge idéal, mais cela peut varier suivant le millésime.

Si vous le souhaitez, vous pouvez découvrir les vins de Beaucastel à la veille des fêtes de fin d'année en recevant chez vous, tous frais compris, une caisse bois degus-tation de trois bouteilles de Château de Beancastel A.O.C. Châteauneuf-du-Pape, millésime 1985 (offre limitée à une caisse) en adressant un chèque de 250 F. an Château de Beaucastel. 84350 COURTHEZON Tel. 90.70.70.60

Champagne Miclas Fenillatte CHOUTELY-SIZOS EFERNAY-FRANCE

LE MONDE DU VIN							
COMMANDEZ VOS NUMÉROS MANQUANTS							
			es qui vous orrespondant				
Nº 1 4,50 f desi 17 ect.	N-2 6,00 F	Nº 3 4,50 F del 20 es.	N-4 4,50 F ded 21 sc.	Nº 5 4,50 F and 22 ccl.	N- 6 4,50 F 445 23 ec.		

№ 7 4,50 F Nº 8 6,00 F Nº 9 4,50 F Nº 11 4,50 F N- 12 4,50 F 4,50 F desi 20 cci. del 30 oct. 27 oct. deli 25 ect. N- 13 4,50 F Nº 17 4,50 F N- 18 6.00 F 4,50 F 4.50 F 4,50 F eesi 31 oct. 400i 3 mm. desi Datos N- 19 4,50 F

NOM:PRÉNOM:
ADRESSE:
CODE POSTAL LLLLL LOCALITÉ:
Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.



La Cour de cassation se pronoucara en prin-cipe le 10 décembre sur le fond de l'affaire qui oppose M. Michel Droit à M. Claude Grellier. Pour l'instant le juge d'instruction n'est que suspendu - dans l'instruction de cette affaire - et non dessaisi comme il risque de l'être dans cinq semaines. Cela signifie que M. Grellier ne peut ni continuer l'enquête sur les conditions dans les-quelles la Commission nationale de la communication et des libertés, dont M. Droit est membre, a attribué une fréquence sur la bande FM parisienne à Radio-Courtoisie, ni, davantage, procéder à des auditions ou confrontations. Le dossier est gelé par décision prise vendredi 6 novembre après environ trois heures de délibération par la chambre criminelle de la Cour de cassation sié-

conseil », c'est-à-dire à huis clos,

L'arrêt, non motivé, qu'elle a rendu tient en deux phrases sibyllines qui paralysent désormais M. Grellier: « Attendu que le demandeur sollicite de la Cour d'ordonner l'effet suspensif immédiat de sa requête. Attendu que l'examen du dossier conduit la Cour de cassation à ordonner que la requête en suspicion légitime aura un effet sus-

Avant que la chambre criminelle se prononce, M. Pierre Arpaillange, procureur général, avait, fait exceptionnel, pris lui-même la parole au nom du ministère public pour inviter en termes vigoureax les magistrats du siège à rejeter de M. Droît (lire d'autre part).

Il n'a pas été suivi par la majorité des chambre criminelle composée, vendredi, de M. Jean Ledoux (président), Charles Petit (constier rapporteur), Paul Berthian, Henri Anges, René Bonneau, Claude Tacchella, Claude Zabeaux, Jean-Georges Diemer, Jacques Sonn, Jean Dardel, Louis Gondre, Olivier de Boulane de Lacoste, Pierre Hébrard, Jean Dumoi, Jean Simon, Paul Malibert et Michel Guth.

M. Grellier avait inculpé, le 27 étobre, M. Droit de forfaiture, juridiquement ul crime relevant théoriquement d'une cour d'assiss(articie 183 du code pénal). Le juge d'instiction soupçonne M. Droit d'avoir favorisé Radio-Courtoisie lors de l'attribution des fréquences de la bunde FML

Le même jour, M. Droit décidait d'engager deux actions en justice contre M. Grellier : Pune visant à obtenir son dessaisissement par la Cour de cassation (article 662 du code de procédure pénale), l'autre formellement coutre X.... pour violation du secret de l'instruction. M. Droit suspecte M. Grellier d'être à l'origine des informations qui out permis à des journalistes de comaitre à l'avance son inculpation. L'académicien espère, si cette violation était démontrée, faire inculper à son tour M. Greilier de forfaiture.

Selon que vous serez puissant...

CEUX qui se mêlent de critiquer une décision judiciaire s'exposent à des poursuites. Il est inutile, pour une fois, de prendre le procureur général de le Cour de cassation, M. Pierre Arpaillange, qui, vendredi, a dit à demi-mot que la suspension du juge Grellier à la requête de M. Droit serait, si calt, une décision partisane et qu'alle minerait l'autorité de la jus-

li n'a pas été écouté. Voilà donc la crédibilité de l'Institution judiclaire une fois de plus atteinte ; elle n'aveit pas besoin de cela. Que certains se soient étonnés de l'inculpation de M. Droit n'a rien de surprenant. Les arcanes de la loi restent impénétrables à une grande majorité de Français et puis un académicien n'a-t-il par droit à des égards réfusés à un quidam ? C'est oublier que la loi est la loi et qu'elle ne peut être sujette à variations selon qu'on est puissant ou ouvrier maghrébin.

Caux qui ant eu entre les mains le dossier judiciaire de Radio-Courtoisie n'y ont rien trouvé de vraiment accabiant contre M. Droit. Les mêmes, générale-ment gens de justice, savent aussi que la magistrat instructeur se

La décision prise vendredi à

l'encontre du juge Greilier n'a, de

mémoire de magistrat, aucun

précédent. Tout au plus peut-on

rapprocher cette affaire du désai-

sissement, dans des circons-

tances différentes, de M. Ger-

main Sengelin, juge d'instruction

La 27 février 1985, la chem-

bre criminelle de la Cour de cas-

sation avait prononcé un arrêt

auspensif contre M. Sengelin qui

avait inculpé en 1981, pour

« complicité de fraude »,

M. Roger Saint-Jean, directeur

adioint de la direction nazionale

devait, malgré tout, d'inculper l'académicien. Dès lors qu'il était accusé par des témoins d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence à des amis politiques, Il devensit urgent de lui expliquer de quoi on la soupçonnalt.

L'inculpation qui permet d'avoir accès au dossier d'instruction est trop souvent considérés comme un signe de culpabilité. On oublie qu'elle facilite aussi la contestation des charges qui pèsent sur un suspect. M. Grellier aurait-il songé à ménager M. Droit, en raison de son renom, en l'entendant comme simple témoin, que les actes auxquels il a procedé jusqu'ici ris-

M. Droit s'est offusqué de cette application stricte de la loi et il a décidé de saisir à son tour la justice des agissements de M. Greilier. A cet instant, l'affaire a changé de nature. Elle dépasse aujourd'hui et le magistrat instructeur et l'académicien. La question est de savoir si un justiciable peut saper ainsi les fondements de la justice en felsant comme bon lui semble, de son accusateur un 3000 mg

Jusqu'à présent, la réponse de la Cour de cassation était non, catégoriquement. M. Droit a fait

des enquêtes douanières.

M. Saint-Jean avait introduit une

requête en suspicion légitime

contre le juge, qui aveit finale-

ment été dessalsi le 27 mers 1985, Toutefois, l'affaire Senge-

lin est assez différente, en ce

sens que le juge de Mulhouse,

après l'inculpation de M. Saint-

Jean, avait ou continuer à ins-

truire la dosser pendant plusieurs

années. Dans l'affaire Michel

Droit, au contreire, l'arrêt aus-

pensif intervient dix jours à paine

après l'inculpation de l'académi-

cien, prononcás le 27 actobre.

Rarissime

chambre criminelle de point de vue. Tant mieux pour lui. Tant ple pour les juges d'instruction menacés, comme dirait M. Arpaillange, de n'être plus que des « bouffons de la République » moqués per caux qu'ile inculpent.

Revirement

Pourquoi ce revirement ? Par esprit de corps ? Les magistrats de la Cour de cassation n'ont-ifs pes, aux aussi, comme l'Académie, envoyé un représentent à la CNCL, M. Yves Rocca, ancien Peyrefitte, aujourd'ihul chargé à la commission, du dossier des radios privées ? M. Roccs que M. Grellier a su le toupet d'entendre, à ce titre, le 20 octobre.

Par conservatisme, c'est-à-dire inclination à droite ? Ce n'est pas ia première fois que la Cour de cassatin tomberait dans ce travers, qu'elle rendrait des services plutôt que des arrêts. Si elle s'y est cru autorisée vendredi, c'est qu'elle pense néanmoins être approuvés par l'homme de la rue. Calul-ci a mal compris l'inculpation de M. Droit pour forfaiture, un mot infament, un crime, dit la loi, qui peut conduire son auteur rant la cour d'assi

Le code pénal de 1810 recèle de ces vielllerles que les commissions chargées de la réviser ont souvent pensé à dépoussiérar. S'il fallait réécrire ce code — beucoup ont essayé, personne n'a réussi — les faits reprochés à M. Droit seraient un délit, passible d'un tribunel correctionnel, et porteraient un autre nom.

Ce n'est pes le faute de M. Grellier si le code n'a pas changé, al la loi est ainai faite. Il l'a respectée comme devrait la respecter la Cour de cassation plus que toute autre juridiction. Au lieu de quoi, elle a préféré, sous prétexte de voler au secours d'un nomme « à la situation sociale éminente» prendre le risque de « disqualifier (...) la justice». Ces mots sont de M. Arpsillange qui a

BERTRAND LE GENDRE

Le procureur géréral: une « perversion »

Dessaisir le juge Greiller serait une « perversion de l'ordre normal des choses ». C'est en ces termes que M. Pierre Arpaillange, procureur général de la Cour de cassation, avait exhorté vendredi 6 novembre les magistrate de la chambre criminelle à rejeter le requête de M. Michel Droit.

Seion la version écrite des conclusione de M. Arpsillange, le procureur général a notemment déclaré: « Qu'un justiciable soit mécontent de son inculpation. comme d'autres peuvent l'être de leur incarcération ou d'une décision de la juridiction de jugement, c'est dans l'ordre des choses. Qu'il le fasse savoir s'il en a les mayens... Je ne vois guère de possibilité, en l'étet, de l'en

» Qu'il déclare étabil, indiscutable qu'à son encontre le dossier de la procédure est vide, et qu'en raison d'une position sociale éminente, des honneurs qui lui furent rendus, de ses œuvres, il rencontre un si vaste écho, une si grande complaisance, presque de la compassion, je m'inquiète que les jugas an soiant réduits au rôle de bouffons de la République, et qu'ils soient combattus et injuriés per des gens qui n'ant peut-être pas le même amour de la justice

» Cu'il se fasse le juge de son juge, ciame que celui-ci n'a agi que per malveillance, porte plainta contra lui et prétanda la treduire devant la cour d'assisse, alors que le juge est lié dans le silence que lui impose la loi, lié et absolument seul, je me die que la belance n'est plus assurée et que l'institution judiciaire toute antière peut veciller.

» Car je п'al pas entendu une voix, une seule voix s'élever pour dire que cette décision d'inculpation, le juge l'avait sens doute prise en son ême et conscience. erreur d'appréciation ou pas,

guidé par seule volonté que le vérité sa milleste et parce que le loi l'y obligait, erreur d'enelyse QU PBS. 3 .

M. Arpailings a ensuite expliqué que « des une procédure de cet ardre, où cune mesure coercitive n'est evisagée, l'incuipation est devalage le déclarchement d'un processus de protection quutre choes. La juge, a-t-il sjois, pouvait crain-dre dans le fi de son intime conviction, at aldone pourrait lei le contester, qu'un soit uitérieurement reprochi d'entendre le personne mise à cause sans assistance d'un insell, et dans l'ignorance du doier. Et qui peut dire qu'il n'en a'elt pas été

« // est vrei p déclaré M. Arpalliange, que inculpation ast aussi un procédé accusation et que le juge, pour y résoudre, doit trouver dans lefaits de la cause un soutien suffient, ∢ Soutien suffisant » ne pnifie pas charges précises aves et concordantes. Il est ciain qu'en l'état de la procédur alles ne sont pas réunies conti l'inculoé. « Soutien suffisent signifie charges ou présomptie, le ces échéant encore impréga, que le juge aura justament po mission, soit de renforcer, soitie dissi-

Intime conviction

e Je na dátellerai pa ments de fait qui ont pu terminer le juge d'instruction érononcer cette inculpation. Il iffit de raiever qu'ils existent, pe ent et doivent faire l'objet d'instigations complémentaires.

» On peut en faire l'arrécla-tion que l'on veut, les jugeléter-minantes ou au contraire suffisantes, on ne peut nierqu'ils l'incrimination très particulière de forfaiture, il ne me parait guère possible que le juge réunisse des éléments matériels indiscutables, Les éléments de fait sont, en paraille matière, nécessairement d'appréciation plus difficile, et laissent (...) une grande place à l'Intime conviction. Ainsi, naturellement, le juge a pu estimer que le respect (...) des droits de la défense hui interdisait d'attendre devantage pour inculper, >

« Un justiciable, a encore dit le procureur général, entend récuser son juga en lui déniant a priori toute aptitude à l'exercice de sa mission. Ayant porté plainte contre lui, il en tire argument, son seul argument, pour vous deman-der de le dessaisir (...). Ainsi l'inculpé prétend créar lui-même, seul, délibérément et artificielle ment, les conditions d'un dessaisissement du juge pour ceuse de suspicion légitime. Une telle perversion de l'ordre normal des choses n'est pas acceptable. »

M. Droit, a poursuivi M. Arpaillange, « reproche au juge de l'avoir inculpé de forfaiture aur des charges inconsistantes et dans le même temps porte . plainte, du même chef, contre lui, sans pour autent avancer d'autres certitudes ».

« Aujourd'hui, a conclu la pro-cureur général à l'adresse de la chembre criminalle, une pression considérable est exercée sur l'institution judicieire per un justicieble, qui ne se veut pas un justicieble comme les autres, prétend disqualifier son juge et par là, la justice, et veut rellier votre Haute Jundiction à une cause qui ne peut pas être la vôtre parce qu'elle est pertisane. Les circonstences de cette affaire font maintenent de vous le garant de la crédibilité de l'Institution judiciaire. C'est la raison de ma présence à cette audience. »

SCIENCES

Mulhouse

Un « oui mais » allemand à l'Europe spatiale

Les partis de la coalition au nauté scientifique d'outre-Rhin qui pouvoir à Bonn (CDU, CSU et craint de voir les budgets publics de FDP) ont trouvé un compromis, vendredi 6 novembre, sur la participation ouest-allemande aux projets spatiaux européens, discutés par les ministres européens concernés, les 9 et 10 novembre à La Haye (Pays-Bas). Il s'agit du lanceur Ariane 5, du laboratoire habitable Colombus, associé à la station orbitale américaine et de la navette spatiale Hermès. Si le gouvernement fédéral se déclare d'accord avec le principe de la conquête de l'indépendance européenne dans ce domaine, il assortit cet assentiment de réserves importantes, notamment pour le financement du projet Hermès.

BONN de notre correspondant

L'essentiel, c'est-à-dire l'accord de principe sur l'utilité de procéder à des vols habités dans l'espace, a donc été préservé, et les partisans d'un décollage européen vers les étoiles, au premier rang desquels se trouvent les Français, peuvent pousser un soupir de soulagement. Les bruits les plus alarmistes avaient en effet coura dans la capitale fédérale sur l'état d'esprit des dirigeants ouest-allemands. On se demandait oui allait l'emporter : les financiers, alliés à cette partie de la commu-

recherche eterrestres » saignés à blanc par la recherche spatiale, ou les politiques, soucieux de ne pas provoquer une crise majeure dans les relations franco-allemandes, alliés aux industriels qui voient dans les programmes spatiaux une possibilité de garnir leurs carnets de commandes.

Le chancelier Kohl, pressé de toutes parts, a attendu la veille de la réunion à La Have de l'agence spatiale européenne pour trancher en faveur des seconds, incarnés par le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, et le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss. Aux sceptiques, représentés par le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg, et, à un moindre degré, le ministre de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, on a néanmoins concédé de s'en tenir, pour Hermes, au financement d'une phase préparatoire de trois ans, avec des crédit moins impor-tants que prévus. Selon M. Riesenhuber, la part allemande pour Hermès et Colombus devrait se situer - notablement en dessous des 600 millions de deutschemarks (environ 2 milliards de francs) qui avaient été évoqués lors des discussions préparatoires. Bonn est favorable à une diminution de 15 % à 20 % du budget de l'agence spatiale euro-

péenne consacré aux trois projets. Le seul projet dans lequel les Allemands de l'Ouest sont prêts à s'engager sans restriction est celui du lanceur Ariane-5, dont les pers-

pectives de rentabilité économique leur semblent assurées. Les réserves concernant le laboratoire spatial européen (APM) qui doit être arrimé à la station orbitale américaine sont liées aux exigences des Américains de conserver pour eux seuls les bénéfices technologiques de l'entreprise. La réalisati2 on de ce projet est donc liée aux résultats de régociations euro-américaines. Le projet Hermès se heurte, lui, aux objections des experts aliemands, qui estiment qu'il ne constitue pas un progrès par rapport aux navettes

La conquête de l'espace n'a pas bonne presse en RFA. Il serait dissicile aux dirigeants de Bonn de justifier les sacrifices que l'on demande en ce moment au contribuable nour financer la réforme siscale en cours et d'apparaître comme ceux qui, au propre comme au figuré, jettent des milliards en l'air sans être en mesure de garantir un bénéfice à court et à moyen terme. La RFA n'est plus un pays où les hommes politiques peuvent faire recette avec des projets grandioses pour le siècle prochain. Terre doucement vieillissante, elle n'a que faire de la conquête de nouvelles frontières. C'est pourquoi, malgré les restrictions formulées et les limites définies, on ne doit pas minimiser l'acte de courage politique du chancelier Kohl, qui va devoir, dans les mois à venir, subir un feu nourri de tous ceux qui verraient l'argent dépense dans l'espace mieux utilisé au profit des gens qui

gardent les pieds sur terre. LUC ROSENZWEIG.

MEDECINE

Le débat sur les nouveau-nés handicpés

Le texte adressé à plusieurs pariementaires par l'Association pour la prévention de l'enfance handicapée (APEH) leur demandant d'élaborer une proposition de loi « qui permette aux parents, dans certaines circonstances, de ne pas entretenir en vie des petits enfants anormaux » (le Monde du 7 novembre) a suscité de nouvelles

. LE PARTI SOCIALISTE, par la bouche de son délégué national à la santé, M. Claude Pigement, affirme son « opposition la plus ferme sur la forme et sur le fond ». Pour lui, « la loi n'est pàs la réponse la plus adaptée à un problème qui ne peut être abordé qu'au cas par cas, associant les parents et les médecins. Il s'agit d'un problème trop personnel pour être réglé de trop personnel pour être réglé de manière globale et systématique par un

• L'ORDRE DES MEDECINS manifeste sa « désapprobation ». Son président, le docteur Louis René, interrogé par l'AFP, a notamment déclaré:

Voici le médecin affublé du don de prophète qu'il doit exercer dans les trois jours après la naissance... Il ne s'agit pas non plus de fuir dans la technique devant une malformation multi-ple. Les médecins résistent au vertige

DÉFENSE

 Nouvel essai nucléaire francais à Mururos. - Selon la nucléaire, d'une puissance évaluée entre 20 kilotonnes et 50 kilotonnes a eu lieu, vendredi 6 novembre, dans l'atoll de Mururoa, en Polynesia fran-caise. A Paris, le ministère de la défense ne fait aucun commentaire. Cette explosion est la quatre-vingt-cette explosion est la quatre-vingt-hutitame depuis que la France a com-mencé, en 1975, ses expériences nucléaires souterraines — (AFP.)

peutique déraisonnable.

· L'ASSOCIATION DESARA-LYSES DE FRANCE manière son · indignation - et affirme que personne ne peut, en aucune circolance, disposer de la vie d'un enfant à vient au monde, pas même ceux qu'il ont

 M. HENRI CAILLAVETTÉSIdent d'honneur de l'AEH. on approuve pas en sa teneur le icte adressé aux parlementaires et écise n'y avoir pas participé. Il a estimoutefois, an micro de Sud-Radio, qu'on peut limaginer l'interruption de vir un enfant anormal sous certaines aditions mais avoir un leste de la lace de lace de la lace de lace de lace de lace de la lace de la lace de lace de lace de lace de lace de la lace de lace de lace de lace de lace de la lace de la tions, mais après un vaste déb de morale et de sociologie ».

. M. CLAUDE MALHUET. secrétaire d'Etat aux droit de l'homme, a vu sa déclaration défonée dans le Monde du 7 novembre. Il lait lire: - Cette proposition, qui ve à autoriser l'euthanaste des enpis « anormaux » par une loi, méconre le plus élémentaire des principes du joit à la vie. L'idée d'évaluation à la valeur de la vie est tout à fait inconq-tible avec la philosophie des droi de

ENVIRONNEMENT

• Un président britanniq pour l'UICN. -- L'Union interne nale pour la conservation de nature (UICN), dont le siège me diel est à Gland (Suisse), a désign le 6 novembre, son nouveau pre

Il s'agit de M. Martin Holdga cinquante-six ans, qui dirige actual ment la recherche au ministère b tannique de l'environnement,

 Le Syndicat de la megistre ture estime que « le justice apparaît comme une institution fragile aux pressions de certains inculpés et de leur entourage », après la suspension par la Cour de cassation de l'instruction à la requête de M. Droit dans la dossier de Radio-Courtoisie. Dans un communiqué, le Syndicat ajoute : « A qui profite cette décision ? A l'évidence, à Michel Droit, qui voit ses tentatives d'entrave à la bonne marche de la justice couronnées de succès, au moins provisoirement, et sans doute à la CNCL, dont les armoires resteront fermées à ceux qui cherchent la vérité. »

 M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, estime que « le principe fondamental de l'indépendance des juges d'instruction est gravement menacé » à la suite de la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation de suspendre l'instruction du dossier Michel Droit. « Un académicien peuril échapper à la loi ? » « Y a-t-il maintenant deux poids, deux mesures dans la procédure judiciaire, selon que l'on soit un académicien protégé du pouvoir ou un simple citoyen ? », s'interroge M. Queyranne. Le porteparole du PS souligne également que, « alors que le procureur avait demandé que la requête de M. Droit soit rejetée, la Cour de cassation en a jugé différemment ».

 Nomination de magistrats. - Par décret publié au Journal offi-ciel, du 4 novembre 1987, sont nommés conseillers à la Cour de cassation : MM. Jean Thierry, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre ; Jean Peyre, président de chambre à la cour d'appel de Paris : Hector Milleville, président de chambre à la cour d'appel de Paris.

MANGER

12. 6

12 25 19**000**

コプマン・タイン 諸国警会 to an include a long to the party and the The Part of the Control 200 MAR 100

and the second by Elita Inglination THE RESIDENCE A read to Proble the THE PERSON NAMED TO BE STATED rasional come 🙀

Section 1989

1.3

Control of the State of State of A STATE OF BRIDE Calculate a spoke w The second second Burner and the second Regula Total State State

and the state of the state of

A prix Nobel way . Martin gwag : to the second second a colle plant

THE PROPERTY. A Profit. Parsing. THE PERSON 1 days Caramata e

- - 4 P 44 FFRMALL to the second NO MIE . A.D. I Table

A STATE OF THE R. R. -

Courtoisia

Silleng 64 97, mit tit Lib er ift.

M. Congres of Contacture.

perversion.

A Section 1

migration and a

A A STORY

e ger e

🙀 j Aprilani

A Marin

March 19 No. of Co.

Min. NE

graph in the con-

Separate 11.

Special Section

Alle die Com

gg - 🍎 14 55

to, approved a first of the

Special 2

regarded and

Sugaran est 1

 $(\omega k_{d,k}) = (\omega') = -\delta$

The second second

The second second

S. September 1

A 14

.... <u>64 - r</u>

- 20

A DESCRIPTION OF THE PERSON OF

And the last of

A place of the

to Barrier 11

a property of

34 min

بعد عيدعل للتي

Y . 25 . 75 .

_ d. ."

the state of

1 . 48° "->-1

Alec in the second

= 4m --1, 3m

eta)

\$ - A.

المعاضجين الأ

A Section 12

and district lateral log 1". - TIBET : A Lhassa, nne Segment ness then its dreams manifestation antichinoise, sévère-ment réprimée par la police chinoise, tourne à l'émeute : treize M Twee deviced distance and emerce of exception in personnes sont tuées. Les jours suivants, tandis que de plusieurs monastères sont lancés des appels en faveur de l'indépendance du Tibet, to the description of property termination and the principal state of the pr des renforts chinois sont envoyés à Lhassa et les journalistes étrangers sont expulsés (1°, du 4 au 10, 13, du 16 au 19 et 28). Cones of francisco the infinite A March of the Control of the Control of Con B Bank Tratter | academic

1°. – VATICAN : Un synode des évêques est réuni à Rome jusqu'au 30 sur la place des lates dans l'Eglise catholique (1=, dn 3 an 6, 8, 9, 15, 22, 29 et 31/X, 3/X1).

ÉTRANGER

2 - TUNISIE : Le général Ben Ali, ministre de l'intérieur, est nommé premier ministre et devient le dauphin du président Bourguiba Le 8, deux islamistes condamnés à mort le 27 septembre sont pendus, M. Bourguiba leur ayant refusé sa grâce (3, 4-5, 7, 9, 15, 16, 20 et 29). 3. — CANADA-ÉTATS-UNIS:

Un accord est conclu entre Washington et Ottawa prévoyant la libitralisation totale des échanges commerciaux, en dix ans à partir du 1º janvier 1989 (6 et 9).

3. - FRANCE-ESPAGNE : Plus de cent personnes sont interpellées au cours d'une vaste opération de la police française dans les milieux nationalistes besques. Cinquante-cinq d'entre elles sont ensuite expulsées vers l'Espagne, ce qui porte à près de cent cinquante depuis juillet 1986 le nombre de Basques espagnols renvoyés dans leur pays sulvant la procédure dite d'« urgence photose de de la central de de la central de des le central de de la central de la central de de la central de de la central de de la central de la centra absolue = (du 1= au 13, 24 et 27).

5. - AMÉRIQUE LATINE-URSS: M. Edouard Chevardnadze quitte, après une visite officielle de cinq jours, l'Argentine pour l'Ursguay. Cette première tournés sud-américaine d'un haut responsable soviétique avail commencé, du 28 au 30 septembre, par le Brésil (30/IX et du 2 au 7).

6. - FIDJI: Le colonel Rabuka, qui a iestauré un régime militaire le 25 septembre et abrogé la Constitu-tion le 1^{et} octobre, proclame la République, ce qui provoque, le 17, l'exclusion des Figli du Common-te (2, 2, 4, 6 au 9, 14, 17, 20 et realth (2, 3, du 6 au 9, 14, 17, 20 st

6-11. - FRANCE-AMÉRIOUE LATINE : M. François Mitterrand se rend en Argentine du 6 au 9, puis, plus brièvement, en Uruguisy et au Péros. A propos du développement et de la dette, il exprime sa solida-rité à l'égard des « démocraties ter - (du 6 mi 13).

8. - ÉTATS-UNIS-IRAN : ricains déresisent trois vedettes iraniennes qui, selon Washington, avaient tiré sur un hélicoptère américain d'observation (du 10 au 13).

8. - POLOGNE : Le comité central approuve à l'unanimité les ques et politiques qui seront sou-mises à référendum le 29 novembre. Le 26, Solidarité appelle à boycotter ce référendum (6, da 8 au 16, du 23 au 28 et 30).

8-19. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD : La venne à Paris da M. • Pik » Botha, ministre sudafricain des affaires étrangères, et le fait qu'il soit reçu le 9 par M. Chirac suscitent des protestations à gauche (4-5 et du 9 au 13).

9. - SRI-LANKA : Après la massacre de cent cinquante sept civils cinghalais, les 6 et 7, par des séparatistes tamouis dans l'est de l'île, les troupes indiennes de « maintien de la paix » attaquent les Tigres tamouls dans leur bastion de Jaffna, Les combats sont très violents jusqu'au 25 et font de nombreuses victimes civiles. Les Tigres sont vaincus mais la plupart réussissent à s'enfuir dans la jungle pour poursui-

Les prix Nobel 12. - MÉDECINE:

M. Susumu Tonegawa (Japon), pour ses découvertes sur les mécanismes de fabrication des anticorps (13, 14 et 21). 13. - PAIX : M. Oscar Arias, président du Costa-Rica,

pour ses efforts en saveur de la paix et de la réconciliation en Amérique centrale (14 et 15). 14. - PHYSIQUE: MM. Georg Bednorz (RFA) et

Alex Muller (Suisse), pour leurs travaux sur la supraconductivité (15, 16 et 21).

14. - CHIMIE : MM. Charles Pedersen et Donald Cram (Etats-Unis), M. Jean-Marie Lehn (France). pour leur invention des molécules creuses (16 et 21).

21. - ÉCONOMIE: M. Robert Solow (Etats-Unis), pour ses travaux sur la croissance (22 ct 27).

22. - LITTÉRATURE: Joseph Brodsky, poète d'origine soviétique, naturalisé américain après avoir été contraint d'émigrer en 1972 (23 et 24).

vre la guérilla (du 7 au 10, du 13 au 27 et 29/X, 1°-2/XI). 10-11. - FRANCE-SYRIE: La

visite de M. Jean-Bernard Raimond à Damas marque la reprise des contacts à haut niveau, interrompus par tous les pays de la CEE depuis onze mois (11-12, 13 et 22).

11. - RFA: La mort mystérieuse d'Uwe Barschel dans un hôtel à Genève provoque un choc dans le monde politique ouest-allemand. Bien que sa famille parle d'assassi-nat, il semble que l'ancieu ministre-président chrétien-démocrate du Schleswig-Holstein, contraint à la démission le 25 septembre après avoir été impliqué dans un grave scandale politique, se soit suicidé en absorbant des tranquillisants (10, du 13 au 16, 21 et 29).

12-13. - URSS: M. Mikhail Gorbatchev, en visite à Leningrad, défend avec vigueur sa politique de restructuration et menace de « balaper » les dirigeants locaux qui ne l'appliquent pas (2, 3, 7, du 11 au 15, du 20 au 23 et 31/X, 3/XI).

13. – AMÉRIQUE CEN-TRALE : L'attribution du prix Nobel de la paix à M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, qui est à l'origine des accords de paix signés le 7 août, est saluée par des louanges manimes, à l'Ouest comme à l'Est, auxquelles se joint M. Reagan, qui a réaffirmé, le 7, devant l'OUA, son appui indéfectible à la Contra nicaraguayenne (du 3 au 15, 17, 20, 23, 25-26 et du 28 au 31).

13. - IRAN-IRAK : Un missila sol-sol tranien est tiré sur Bagdad pour la quatrième fois en huit jours. Il atteint une école et fait 32 morts, dont 29 enfants. Depuis le début du mois, les raids de l'aviation irakienne en territoire iranien et dans le Golfe se multiplient ainsi que les attaques de pétroliers par des vedettes iraniennes (du 2 au 17, 22, 23, 29, 30 et 31).

15. - BURKINA-FASO : Le capitaine Blaise Compacré, suméro deux du régime, renverse le capi-taine Thomas Sankara, qui est tré, ainsi qu'une cinquantaine d'autres personnes (du 17 au 29/X et 4/XI). 18. - SUISSE : Aux élections

législatives, la conlition gouverne-mentale de quatre partis, avec 159 des 200 sièges, pard 7 sièges, tandis que les Verts, avec 9 sièges, en gagnent 5, et que le nouveau Parti-des antomobilistes, opposé aux éco-logistes, obtient 2 sièges à Berne et à Zurich La nardicipation a'est que Zurich. La participation n'est que de 46,5 % (16, 20 et 21).

18. - UNESCO: L'Espagnol Federico Mayor est désigné par le conseil exécutif de l'UNESCO pour succéder au Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, directsur général depuis 1974. Mais son élection, obtenue au cinquième et dernier tour de scrutin, par 30 voix contre 20, devra être avalisée en novembre par la conférence géné-rale, qui rassemble les 158 Etats membres. M. M'Bow, arrivé es tête aux quetre premiers tours de scru-tin, avait retiré le 17 sa candidature pour protester contre « les menaces explicites de retrait ou de nonpaisment de contribution : lancées par plusieurs pays occidentaux pour empêcher la réélection de M. M'Bow (4-5, du 7 au 21 et 23).

19. - BELGIQUE : Le roi Bandouin accepte la démission du gou-vernement de M. Wilfried Martens et le charge de préparer une révision de la Constitution sur les problèmes linguistiques, avant que soient convoquées des dections législatives anticipées en décembre (16, 17, 20, 21, 23 et 25-26).

19. - ETATS-UNIS-IRAN : Dans le Golfe, la marine américaine attaque deux plates-formes ira-niennes transformées en bases militaires flottantes, après le tir d'un missile iranien, le 16, contre un des onze pétroliers koweltiens passés sous pavillon américain dans les eaux du Koweit. Le 22, un missile iranien est tiré contre un terminal pétrolier off-shore koweltien. Washington ne riposte pas mais annonce, le 26, un embargo sur les importations de pétrole d'Iran (du

19. - JAPON : M. Yasubiro Nakasone, arbitrant la lutte entre les clans au sein du parti au pouvoir, choisit M. Noboru Takeshita pour lui succèder le 6 novembre au poste de premier ministre (9, 16, 20, 21

19-22. - FRANCE-RFA: M. Mitterrand, faisant sa première visite d'Etat en République fédérale d'Allemagne, s'attache à clarifier la doctrine française de dissussion nucléaire, qui - s'adresse à l'agresseur et à lui seul » (du 18 au 24).

23. - BRESIL : Deux personnes meureut après avoir été irradiées en septembre à Goiania par une capsule de césium-137, trouvée dans les décombres d'un institut de radiothérapie et ouverte par un serrailleur. An moins 242 autres habitants de Goiania, ville de 600 000 habitants, ont été contaminés, dont certains très gravement. A la fin du mois, le bilan de cet accident, le plus grave jamais survenu hors d'un centre nucléaire, est de quatre morts (3, 6, concernés (29/IX, 7, 10, 14 et 24). cours de l'examen du projet de loi espagnole (8).

Octobre 1987 dans le monde

La chronologie paraît la deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre perenthèses indiquent la distation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL ---

27. - CORÉE DU SUD : 93 % des électeurs approuvent par réfé-rendum la nouvelle Constitution, qui prévoit une démocratisation du régime ainsi que l'élection du ches l'Etat au suffrage direct (14, 18-19, 23 et du 27 au 30).

27. ~ UEO: Les sept pays membres de l'Union de l'Europe occiden-tale (Benelux, France, Grande-Bretagae, Italie, RFA) adoptent une plate-forme commune sur la sécurité, qui souligne le caractère indispensable de la dissussion nucléaire (28, 29 et 31).

M - CRANDE-BRETAGNE: La privatisation de British Petroleum (BP) est un échec: 70,7 mil-lions d'actions seulement sur les 2,1 milliards proposées ont été achetées par les petits souscripteurs (16, 17, 28 et du 30/X au 2/XI).

29. – ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan nomme à la Cour suprême le juge Douglas Ginsburg, un conservateur comme le juge Robert Bork, dont le Sénat a refusé, le 23, la nomination, qui avait été très critiquée par les « libéraux » (2, 7, 8, 13, 16, 23 et 31).

29. - LIBAN: Deux gendarmes

8, 13, 15, 25-26, 28, 29 et 31/X, grièvement blessé par deux tireurs 4/XI). grièvement blessé par deux tireurs non identifiés dans la banlieue chrétienne de Beyrouth (du 30/X au

> 29. - VATICAN: La nomination par le pape d'un « visiteur apostolique », le cardinal Gagnon, chargé d'une mission d'information auprès de Mgr Lefebvre, confirme la reprise du dialogue entre Rome et les intégristes (6, 8, 13, 16, 20, 25-26 et 31).

> 30. - ETATS-UNIS - URSS: Le troisième sommet Reagan-Gorbatchev est fixé au 7 décembre à Washington. La venue à Washing-ton de M. Chevardnadze a permis d'écarter les dernières objections soulevées par M. Gorbatchev, le 23, lors du séjour de M. Shultz à Moscon. Le communiqué commun, qui prévoit un accord sur l'élimination des missiles intermédiaires, envisage aussi la signature, lors d'un nouveau sommet en 1988 à Moscou, d'un traité sur la réduction à 50 % des arsenanx à longua portés (8, 9 et du 22/X au 3/XI).

30. - POLOGNE: Varsovie obtient de ses créanciers publics le rééchelonnement de 8,5 des 33 milliards de dollars de sa dette à l'égard de l'Occident (1=2/XI).

Tempêtes boursières

Le 14, aur des marchés finan-ciers déprimés par la hausse des taux d'intérêt, l'annonce du déficit du commerce extérieur des Etats-Unie (15,68 milliards de exts-Unis (15,68 milliards de dollars en soût) provoque une beisse importante à New-York, où l'indice Dow Jones, qui était à 2 641 le 2, perd 95 points (- 3,8 %) à 2 412, et à Paris, le 15, où l'indice CAC (410, 9 le 6) chute de 5,5 % à 366,1.

Le panique s'empere alors des marchés boursiers : le 16, le Dow Jones perd 108 points (- 4,6 %) à 2 246 et le lundi 19 il s'affondre à 1 738 (- 22,6 %). Partout, les Bourses records : à Tokyo, l'Indice Nikkei, qui avait atteint, le 14, son niveau le plus élevé à 26 646, hute, le 20, de 14,9 % à 21 910 : à Londres, l'indice FT perd 10,1 % le 19 et 11,6 % le 20 ; à Paris, l'indicateur de ten-dance se replie le 19 de 9,3 %.

Capandant, la concertation américaines et allemandes ainel que les interventions des benques centrales permettent de stabiliser le dollar, qui, après être passé le 19 de 6,01 F à 5,93 F. remonte au-dessue de 6 F. Las Bourses aussi se redressent, mais restent très nerveuses, evec des mouvements de yoyo » spectaculaires et en bertrant des records d'activité.

Le 22, M. Reagan réunit une conférence de presse à Washington : n'excluant plus une augmentation des impôts, il accepte de négocier avec le Congrès sur

FRANCE

les moyens de réduire le déficit budgétaire américain, qui a atteint 148 milliards de dollars pour l'année budgétaire close fin septembre. A Paris, M. Mitter-rand réaffirme la nécessité d'un nouvel ordre monétaire internetional, qui serait créé autour du doller, du yen et d'un ECU ren-

Le 26 a lieu un deuxième '« lundi noir » sur les marchés boursiers : les indices perdent 4,8 % à Tokyo, 4,9 % à Paris, 5,8 % à Francfort, 5,4 % à Londres, 8 % à New-York et même 33 % à Hongkong après quatre jours de fermeture, tandis que le dollar recule, surtout face au v et au mark. Après une accelmie le 27, les principales Bourses rechutent le

28. surtout en Europe : à Paris. l'indice CAC baisse de 5,9 % retombant au-dessous des 300 pour la première fois depuis février 1986. Cetta rechute est dus à un nouveau rapii du dollar qui tombe le 29 à 5,84 F, 1,73 DM et 137,55 yens. A Paris, le franc s'affaiblissant vis-à-vis du deutschemark, la Sanque de France indique, le 30, qu'elle est « déterminée » à la défendre et à « no pas faciliter la

Les 29 et 30, une fragile reprise se dessine sur les marchés boursiers : les indices reviennent à près de 23 000 à Tokyo et de 2 000 à New-York, repassent la barre des 300 à Paris et des 1 300 à Londres (à

raison de l'obstruction et des violences verbales des députés FN pour dénoncer l'absentéisme des élus de la majorité (8 et du 10 au 16). 12. - Le Monde révèle que

M. Albin Chalandon possédait un compte courant rémunéré à la joaillerie Chaumer, qui a déposé son bilan et dont le passif est évalué à plus de 2 milliards de francs. Bien qu'il confirme cette information dans plusieurs entretiens à la presse, M. Chalandon porte plainte en diffamation, le 28, contre le Monde, tandis que les socialistes, en se déclarant - contre l'exploitation politique et politicienne des tout en critiquant le fait que le garde des sceaux soit à la fois juge et partie (du 13 au 17, du 20 au 26, 28

et 30). 12. - M. Raymond Barre. s'adressant à vingt-cinq députés et na ministre barristes réunis à Talloires, exprime son intention de faire une campagne « digne » et « sobre », dont il présente les grands axes devant les « états généraux » barristes réunis à Versailles le 24 (du 17 au 20, 25-26 et 27).

12. - M. Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Son exclusion du PC, le 14, est suivie d'autres exclusions de rénovateurs (6, du 13 au 17, 20, 21, 22, 27, et 31/X, 1 --

15. - La grève des fonctionnaires, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, est surtout suivie aux PTT et dans l'éducation nationale (du 15 au 19).

15. - En septembre, le déficit du commerce extériour a été de 2,4 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 2 % et les prix ont augmenté de 0,1 % (16, 17,

15-16. - Le Bretagne et la Normandie sont frappées par une très violente tempète, qui touche aussi les côtes ouest du Portugal et de l'Espagne, ainsi que le sud de l'Angleterre. Au total, plus de vingt personnes sont tuées et les dégâts sont considérables, en particulier en France, où, le 23, six départements sont décharés sinistrés (du 17 au 26 et 29/X, 3/XI).

16-17. - M. Chirac se rend dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. Le 17, il d'îne avec M. Léotard à Fréjus (du 17 au 20).

17. - La privatisation de Suez. commencée le 5, est un succès mai-gré la baisse de la Bourse : plus de 1,6 million de Français ont acquis, au prix de 317 F l'une, les 18,3 millions d'actions (30 % du capital) de l'offre publique de vente. Mais, le 28, M. Balladur décide de retarder chute de la Bourse (du 3 au 6, 11-12, 20, 28 et 30).

18. - La majorité s'inquiète du report des voix du Front national, après l'élection, lors d'une cantonale partielle à Tourcoing-Nord, du can-didat socialiste, avec 54,86 % des voix, alors ou'au premier tour, le 11. la droite et l'extrême droite totalimaient 57,51 % des voix (10, 13,16, 20 et 22).

19. – M. André Lajoinie, invité de « L'heure de vérité», passe de 14 % à 33 % d'opinions favorables, mais ne réussit pas à convaincre sur son programme (21/X et 1=-2/XI).

20. - Le repoort des «sages» sur la Sécurité sociale est remis au premier ministre. Pronant le maintien du système de protection sociale, avec une gestion plus économe nour la retraite et l'assurance-maladie, ils proposent d'instaurer un prélèvement proportionnel sur tous les revenus, voté chaque année par le Parlement (9, 15, 21, 22 et 24).

21. - M. Edouard Balladur annonce que la privatisation de Matra, prévue à partir du 26, est reportée en raison de la crise boursière, mais affirme que « le pouse n'est pas politique » et que les privatisations à répétition n'ont pas

CULTURE

contre le trafic des stupéfiants en accentué la baisse des cours. D'autre part, pour favoriser une baisse des taux d'intérêt à long terme, le montant des emprunts de l'État sera limité à 90 milliards de francs au lieu des 100 à 120 milliards prévus (du 17 au 31).

23. - Le centre de Papeete (Polynésie française) est ravagé par une émeute après des affrontements entre dockers en grève et forces de l'ordre. L'état d'urgence et le couvre-seu sont décrétés le 24, Tandis qu'à gauche, mais aussi à l'UDF, les causes profondes du malaise tahitien sont soulignées, M. Mitterrand demande, le 28, que soit - restauré le dialogue social (à partir du 25).

26. – Un sondage de la SOFRES publié par *le Point* indique que 58 % des Français ne souhaitent pas que M. Mitterrand effectue un second mandat, alors que la cote de popularité du chef de l'Etat reste très élevéc (3, 9 et 27/X, 3/XI).

27. - M. Chirac, interrogé su Europe 1, se déclare « raisonnablement optimiste » face à la crise boursière, qualifiée de «conjoncturelle et accidentelle », et souligne les « critères positifs » de la situation économique française. En revanche, M. Barre s'était inquiété, le 26. d'une possible - baisse des dépenses de consommation et des investisse-

27. - Un débat sur les privatisations, demandé par le PS, est organisé à l'Assemblée nationale. Refusant l'arrêt des privatisations réclamé par le PS, M. Balladur assure que leur rythme dépendra désormais de l'état du marché boursier (3, 4-5, 8, 9, 22, 23, 27, 29 et

27. - M. Michel Droit, membre de la CNCL, est inculpé de forfai-ture par M. Claude Grellier, juge d'instruction chargé de l'enquête sur radios privées parisiennes, après la plainte de Larsen FM, une radio évincée. Tandis que les critiques contre la CNCL se multiplient, M. Droit se défend vigoureusement d'avoir favorisé l'attribution d'une fréquence à Radio-Courtoisie et son avocat demande que M. Grellier soit dessuisi du dossier (2, 3, 6, 22, 23, 24 et du 28/X au 2/XI).

28. - La conseil des ministres approuve un projet de loi prévoyant la transformation du statut de Renault on société anonyme. La Régie restera nationalisée, mais france de créances - pour soide de tout compte - (14, 15, 22, 23, 25-26, 29. - M. Mitterrand, en visite

dans la Loire, évoque le risque d'une - récession », consécutive à la - bourrasque financière » et dont la cotation du titre après la forte sociales les moins favorisées - (30 et 31/X, 1 = 2/XI). 29. - Mª Michèle Barzach, învi-

tée de l'émission «Le monde en face + sur TFI, annonce que le dépistage du SIDA ne pourra plus se faire qu'avec l'accord des per-sonnes testées. Le 30, le sociologue Jenn-Paul Aron révèle dans le Nouvei Observateur qu'il est atteint du SIDA (17, 18-19, 27 et 31/X, l=-2/XI). 29. - La cour d'assises de Nou-

més acquitte les sept auteurs de l'embuscade de Hienghène : le 5 décembre 1984, dix Mélanésie indépendantistes avaient été tués lors de la fusillade. Ce verdict suscite les protestations du FLNKS ainsi que de la gauche en métropole (du 20/X au 2/XI). 29. - M. Christian Prouteau.

conseiller technique à l'Elysée, est inculpé de subornation de témoin dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. Son avocat dénonce une - querelle politique - qui vise M. Minerrand (30/X et 17-2/X1).

29. - Vingt-cinq mille habitants de la région de Nantes doivent être évacués après que l'incendie d'un dépôt d'engrais a entraîné la formation d'un nuage toxique (du 30/X

la proposition de résolution de mise en accusation de M. Christian

1". - Syndicats et patronat engagent des négociations pour le renouvellement de la convention de l'assurance-chômage, alors que le déficit de l'UNEDIC prévu pour 1988 et 1989 est de 15 milliards de francs (2, 3, 28 et 29).

2. - Les députés du Front national boycottent la séance de rentrée de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle est observée une minute de recueillement à la mémoire des victimes du nazisme pour protester contre les propos de M. Le Pen sur les chambres à gaz (3 et 4-5).

5. - Après M. Chirac, le matin, M. Mitterrand rend hommage à René Cassin et préside la cérémonie de transfert de ses cendres au Panthéon (6 et 7).

6. - M. Pierre Méhaignerie annonce des mesures fiscales et des aides financières qui devraient permettre de libérer des terrains à bâtir

6. - M. Serge Dassault, PDG du groupe aéronautique Dassault-Breguet, annonce de nouvelles suppressions d'emplois, faute de commandes militaires à l'exportation : après 833 en janvier, 1 261 des quel-

2 - L'Assemblée nationale vote Nucci devant la Haute Cour de jus tice, par 340 voix (RPR, UDF, FN, PC) contre 211 (PS). Au cours des débats, le 7, M. Nucci a affirmé qu'il était - innocent - (4-5, 8, 9, 10, [7, 22 et 23).

8. - M. Henri Krasucki dénonce, dans un entretien au Monde, une « politique de droite » qui « détruit les conquêtes sociales et s'acharne contre les libertés . . La CGT, après la journée d'action du 1°, en organise une autre, le 26, sur les libertés syndicales (1°, 2, 3, 9, 10 et du 25 au 28).

9. - M. Jacques Chirac annonce le tracé choisi pour le TGV-Nord, qui passe par Roissy, puis Lille, avant de s'orienter vers Londres ou Bruxelles. Le fait qu'il évite Amiens suscite des protestations en Picardie (10, 11-12, 14, 20 et 28).

9. - M. Michel Rocard tient à Valence le cinquième meeting d'une tournée préélectorale qui l'a conduit à Reims, le 2, à Dijon, le 5, à Angers, le 6 et à Lorient, le 8 (4-5, 7, 8, 10, 14 et 23).

9-10. - De vifs incidents ont

1". - Le Festival d'automne à Paris ouvre un cycle consacré aux œuvres musicales récentes de Luigi Nono par la création française du Prométhée au Théâtre national de tecte (9). Chaillot (17/IX, 3 et 10/X).

2. - La solution du « litige des plans-reliefs » prévoit le retour à Paris de l'essentiel de la collection et le maintien à Lille d'une vingtaine de maquettes de villes de la région

3. – La première grande exposi-tion du Musée d'Orsay est consacrée à l'architecture de Chicago (3). 3. - Une journée Lully est orga-

nisée à Versailles par les responsa-bles du projet de Centre de musique baroque, prévu pour septembre 1988 (27-28/IX et 6/X).

3. - Mort de Jean Anouilh. écrivain et dramaturge (6).

8. - La reine Sophie d'Espagne et M. Chirac inaugurent les quatre expositions faisant à Paris le pano-

8. - Ouverture de l'exposition consacrée à Le Corbusier au Centre Georges-Pompidou, pour le centede la naissance de l'archi-

15. - Une rétrospective de l'œuvre de Lucio Fontana, peintre et sculpteur italien mort en 1968, est organisée au Centre Georges-Pompidou (21).

22. - Mort de Lino Ventura, acteur (24). 27. - Mort de Jean Hélion, pein-

tre (29 et 30) 27. - Mort d'André Masson, peintre (30)

28. - Keqrops, d'lannis Xenakis, est interprété en création française à la salle Plevel par le pianiste Roger Woodward et l'Orchestre de Paris dirigé par Zubin Mehta (25-26/X et

29. - Mort de Woody Herman, que 16 000 salariés seraient lieu à l'Assemblée nationale au rama de cinq siècles de peinture chef d'orchestre et clarincttiste de jazz américain (31)

La légende veut que Picasso ait sa dessiner avant de parler et qu'à douze on quatorze ans, il ait su des-siner comme Raphaël. En réalité, on sait bien que Picasso était un prodigieux dessinateur. Il l'a prouvé très tôt, comme en témoignent telle étude académique d'après le mou-lage en plâtre ou tel croquis prenant sur le vif père, mère, sœur et amis du jeune Pablo Ruiz. Il l'a montré tout au long des péripéties de son œuvre en des milliers de feuilles de tous formats, de toutes qualités, jusqu'aux supports improvisés, cigarettes, quand il n'avait pes sous la main quelque carnet

C'était ainsi. Picasso dessinait à ngueur de temps, résumant lei d'un trait d'épure la tournure d'un corps, façon Ingres, vase grec ou Matisse, quand là, presque simultanément, il multipliait les hachures, les coups de grilles, dramatisant les ombres ou tournant des volumes, jonant tantôt de l'angle et tantôt de la courbe, troquant selon les cas —
de forces majeures parfois — le
crayon pour l'encre et la plume, la
plume ou le fusain pour le pestel, prenant plaisir à tout essayer sans paraître jamais obéir à aucun autre impératif que celui-ci : « Quand j'ai quelque chose à dire, je le dis de la façon qui me semble la pius natu-relle. » (1930)

Cet impératif vaut bien sûr pour l'ensemble de l'œuvre et les chasséscroisés thématiques et formels entre peinture, sculpture et dessin, le dessin y occupant tous les rôles possibles, sans cette notion de hiérarchie des genres qui voudrait qu'il soit le seul lieu de la préparation d'une peinture ou d'une sculpture.

Chez Picasso, le dessin peut précéder la peinture, y préparer en abondance, participer de la genèse d'un grand projet comme les Demoiselles d'Avignon, l'œnvre au monde qui a été précédée de plus d'études — l'exposition en janvier, à l'hôtel Salé, le montrera, qui présentera le tableau et sea « autoura ». Mais il peut aussi l'accompagner, s'en déta-cher et avoir des prolongements autres, parfois des années plus tard, ou encore être pris comme un moyen

entrepris le débroussaillage de l'énorme et époustouflante produc-tion de Picasso dessinateur, dans laquelle on peut approcher an mieux son histoire, non pas d'homme — curieusement, c'est plutôt la peia-ture qui le permet — mais d'artiste débordant d'idées plastiques, mettant son savoir-faire à l'épreuve des plus belies et des pires métaphores. Le « comment ça devient autre chose, comment ce se déploie, ou comment ce coexiste », soit le mouvement incessant de la pensée à 'œuvre, c'est le dessin qui le dit le

Le catalogue (1) de la très riche collection d'œuvres sur papier de l'hâtel Salé, rédigé par Michèle Richet, et les cent trento-six dessins présentés au public pour accompagner cette paration en sont la preuve. L'un et l'autre rappellent aussi à quel point le partage des Picasso de Picasso pour la dation a été bien orchestré, de façon à ne pas démanteler les ensembles que le peintre lui-même ne voulait pas séparer et à rafler pour les collec-tions nationales ce qu'il y avait de

Nous avons donc l'occasion, rare - les teuvres sur papier ne pouvant, pour les raisons de conservation, être exposées em permanence — de voir et revoir de très grandes œuvres au fil d'un parcours presque saus faille, au nesse et celles de la fin, mais fort riche pour l'entre-deux-guerres, la spécialité du musée. Et, en un formiminotaures, ruptures formelles et résurgences classiques, d'y reconnaitre les étapes de l'œuvre.

Pour Picasso avant Picasso, c'est par exemple une étude très Puvis de



Chavannes pour l'Entrevue ou une Tête de femme criant, fortement ste, dont Picasso se souviendra beaucoup plus tard. Pour le Picasso protocubiste, du temps des Demoiselles d'Avignon, c'est une Odalisque, en hachures colorées, plusieurs études de Nu à la draperie, ou le Nu aux bras levés, un admirable dessin auquel Picasso attachait beauconp d'importance puisqu'il l'avait accreché dans sen salon de la rue la Boétic. C'est une pièce sculpturale qui, par ses rehauts de blanc, donne à la sihouette une découpe de papier collé, déjà. Picasso est alors pris entre statuaire ibérique et art nègre, entre Gauguin et Cézanne, sculpture et peinture, mais n'oublie pes Ingres

> Fascination exercée par l'art grec

La tôte de Fernande plus loin prépare une sculpture, une tête explo-sée en ombres et lumières, et de plus modestes feuilles retracent l'aven-ture cubiste, ses échafaudages autour d'hommes à la pipe, d'hommes attablés ou lisant le jour-nal. L'un d'eux de 1914 amonce déjà la suite, celle des portraits célè-bres de Max Jacob, Derain, Renoir, Satie et Stravinski, et d'Olga, la danseuse des ballets russes. L'immédiat après-guerre d'abord est placé

sous le signe du théâtre de la ma que et de la danse, plus sans doute que sous celui du retour à l'ordre. Il n'empêche que les Fennes à la fonsaine et les pastels qui l'accompa gness en disent long sur la fascine tion qu'exerce l'art grec sur Picasso. Peu de temps avant le plongeon dans les caux plus noires des pulsions formelles « psy », évoluant entre Cruci-fixions et Figures au bord de la mer, entre formes d'os et mégalithes arrangés en académic, entre peintreminotaure et modèle, l'un et l'autre jouant en alternance le rôle de l'ange et de démon. La guerre sous le visage trituré de Dora Maar et ses drûles de chapeaux, l'apaisement avec l'Homme au mouton, l'après-guerre idyllique, à Antibes, et la joie de vivre du côté de chez Matisse et de vivre du cois de chier manisse et le peintre et son modèle encore, et l'obsession de le peinture... Et Picasso de laisser enfin la couleur libre d'opérer en direct et de jouer le rôle longtemps tenn par le dessin.

GENEVIÈVE BREERETTE.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thoriguy, Paris. Catalogue des collections : dessins, aquarelles, gousches, pastels. Bölthers de la Réunion des légales des la Réunion des la

(1) Il comporte I 471 numéros (sans compter les papiers collés inscrits au volume des pointures et des sculp-tures, ni les 33 carnets qui doivent faire l'objet d'une publication ultérieure).

Les prix littéraires de l'Académie française

Frédérique Hébrard et Jacques Brosse lauréats

L'Académie française a attribué, jeudi 5 novembre, ses Grands Prix littéraires. Celui du roman est revenu à Frédérique Hébrard pour son dernier livre, le Harem, paru avant rique Hébrard pour son dernier ivre, le Harein, parti avain l'été aux éditions Flammarion. Jacques Brosse, romancier et essayiste, a reçu le Grand Prix de littérature (doté de 100 000 F) pour l'ensemble de son œuvre. En outre, le Grand Prix de la francophonie (doté de 400 000 F) couronne le professeur japonais Yoichi Maeda. Agé de soixante-seize ans, M. Maeda, directeur de la Bibliothèque de Talene est un mégialiste du seizième siècle français de Tokyo, est un spécialiste du seizième siècle trançais connu pour ses travaux sur Descartes, Montaigne et Pascal notamment.

Un écrivain best-seller

En courognant Frédérique Hébrard, les académiciens font la renve de leur sens de la famille, à défaut de celui de la littérature. La lauréate de leur Grand Prix du roman 1987 (doté de 50000 F) pour le Harem (Flammarion) est la fille d'un membre éminent de leur compagnie, André Chamson, mort en 1983 (à son fauteuil se sont succèdé, depuis, Fernand Braudei et Jacques Laurent).

Le Harem (voir le critique et le portrait de Frédérique Hébrard dans le Monde du 3 juillet) est le douzième livre de l'auteur qui, après avoir entrepris une carrière de comédienne en 1950, publia son premie roman à vingt-sept ans, en 1954, avec la Petite Fille modèle. Frédérique Hébrard, qui est également scénariste, scule ou avec son mari, le comédien Louis Velle, s'est notamment rendue célèbre en 1972 avec un femiliaton tiliévisé à succès, la Demoiselle d'Avignon (Julliard,

Son dernier roman, le Harem, est pour Frédérique Hébrard d'une tout sutre nature, puisqu'elle l'a, dit-elle, « porté div-sept ous » en elle, et en avait déjà le dessein avant même la Demoiselle d'Avignon et les livres qui out suivi, entre autres la Vie reprendre au printemps (1) et Un sari, c'est un mari.

Le Harem est une histoire d'amour, bien sûr, écrite dans un style « enlevé », comme on dit

quand on est en manque de qualificatifs possibles. Il est plaisant à lire est pas fatigant - pour coux qui aiment le romanesque et les attencomplexe à souhait entre Gahrielle Nogarède, fille de vigneron bordelais devenue photographe et « couveant » la guerre de six jours, et Igor qu'elle rencontre en Israël. Tont cela « agrémenté » de Liban et d'allazions aux otages, évidenment, ainsi que d'amouns triangulaires, forcement (le roman met en scène, outre Gabrielle, un autre personnage féminis important, Perle). Ne crai-gnant pas de renchésir sur le l'ament « Madame Bovary c'est moi » de Flaubert, Frédérique Hébrard se recommit dans ses deux héroines : « Gabrielle et Perle, mais c'est mol; toutes les deux ! », affirme-t-elle.

Avec plus de sobriété, Frédérique Hébrard a aussi raconté ses souvenirs dans deux ouvrages, La Chambre de Gathe (1981, prix Roland Dorgelès) et la Chopenne

JOSYANE SAVIGNEAU,

(1) Depuis ce titre, tous les livres de rédérique Hébrard sont publiés chez

Un collectionneur de sensations

Jacques Brosse pe s'accorde guère à une époque qui privilégie les spécialistes, car c'est un dilettante qui obéit à ses intérêts, ses pessions du moment. C'est un penseur, ou plutôt un méditatif, à l'écoute de la variété des choses. Il se disperse pour se rassembler. Les livres qu'il a publiés étoment par la disparité des sujets qu'ils abordent : la métempsycose, l'Inventaire des sens, le Génie adolescent, la psychanzlyse histo-rique d'Adolf Hitler, la lecture des

paysages, l'histoire des arbres... On a qualifié Jacques Brosse de «mystique», ou de «naturaliste poétique ». Il est cela, et antre chose, puisqu'il philosophe comme ou rêve; il ressemble, peut-être, à ce penseur de Tchouang-tseu qui s'imaginait papillon et qui se deman-dait, à la fin, s'il était un papillon se rêvant philosophe.

En outre, Jacques Brosse a la passion des inventaires. C'est le métier des notaires d'éprouver cette passion-là. C'est aussi l'affaire des promeneurs. Collectionneur de sensations, Jacques Brosse ferait volontiers l'inventaire de l'infini, s'il

en avait le loisir... Né à Paris le 21 soût 1922, îl a prouvé, très tôt, son éclectisme en poursuivant des études de droit, de sciences politiques, d'histoire, et en apprenant le chinois à l'École des langues orientales. Sa carrière: l'entraîna ensuite à New-York, où iloccupa, en 1948 et 1949, un poste aux Nations unies. De retour en France, il allait entrer dans l'édition, particulièrement chez Robert

Au fil des années, Jacques Brosse a publié discrètement, régulière-ment, des livres qui n'ont obtenu que le trop fameux succès d'estime, car notre époque, qui a la manie de classer tout le monde, se rangeait classer tout le monde, ne rangeait nulle part cet écrivain. Après l'Ordre des choses (1958), ont paru la Chemise rouge (1959), l'Ephémère (1960), Exhumations (1962), l'Arbre (1962), Imentaire des sons (Grasset, 1965), le Génie adolescem (écrit en collaboration avec Yves Fauvel, Stock, 1967), Cinque méditaitons sur le corps (Stock, 1967), Jean Cocteau (Gallimard, 1970), Hitler avant Hitler (Fayard, 1972), l'Homme dans les bois (1972), Homme dans les bois (Stock, 1977), Arbres d'Europe occidentale (Bordas, 1977), Satori (Albin Michel, 1984), Terres promises (Julliard, 1985) et tout récemment les Arbres de France

THEATRE

« Le Soulier de satin », au Théâtre national de Chaillot

« L'ouvrier d'un rêve »

pan, et s'il passait si vite, ce Souller de satin, c'est sussi que Claudei nous transbahute du prie-Dieu au

Antoine Vitez avait présenté au Festival d'Avignon l'intégrale du Soulier de satin douze heures de représentation ininterrompue. Il reprend dans les mêmes conditions l'œuvre de Claudel au Théâtre national de Chaillot.

Nous servious sur nos genoux les chandails, les convertures, l'amphi-théâtre prensit des airs de pont de vaisseau tapissé d'émigrants, la tra-versée a'étendrait jusqu'à l'achèvement de la mit et au-delà même. jusqu'aux heures du matin ; il y avait dans les regards une petite flamme inhabituelle, une appréhension, la joie légère d'un bon tour. Neuf heures du soir, plein juillet,

le soleil donnait sur les pierres du palais, vif encore, mais les faisceaux électriques illuminèrent soudain le grand bleu de la scène, le bleu de la haute mer, et Pierre Vial, grosses galoches, barda, un pen Tartarin sur les Alpes, vint nous avertir : « Cen ce que vous ne comprenez pas qui est le plus beau, c'est ce qui est le plus long qui est le plus intéressant. et c'est ce que vous ne trouverez pas amusant qui est le plus drôle.»

Et tout de suite, cloué au grand mát d'un voilier, ultime arbre à flot d'un naufrage, un Père jésuite, Serge Maggiani, criait : « Mon Dieu. je Vous prie pour mon frère Rodrigue... Faites de lui un homme blessé parce qu'une fois en cette vie il a vu la figure d'un ange. >

C'était l'ouverture du Soulier de

Le plus grand souvenir de théâtre pour tous les êtres présents et qui crurent que cette auit n'avait été qu'une seconde. Car le tour du le temps de souffler ?

Jardins débordant d'orangers d'un château de Catalogne, lianes vertes à fleurs roses d'une forêt vierge en Sicile, canons de bronze alignés sur une forteresse de l'Afrique, à Moga-

la cathédrale de Prague, colliers de piments sur le plâtre bienté d'une chambre, à Panama, roseaux et chênes verts d'un désert de Castille, tembeaux sous les pins noirs de la campagne romaine, terre rouge sang d'une clairière des bords de l'Orénoque, détour par le Japon avant de moniller l'ancre, au dernier tableau, à vingt encâblures de Majorque : J'ai été l'ouvrier d'un rêve », nous dit, de sa voix de laboureur enroué, Paul Claudel. C'est vrai : cette mit d'Avignon ne fut qu'un seul rêve, les

« Il était minuit : la lune avait passé», comme dit Sénancour, et nous ne savons pas voir, en effet, à quel point la lune et les étoiles pas-sent vite, dans le ciel des nuits, mais là, sur les faîtes du palais, c'était surprenant. Il est minuit sonné, Rodrigue, après avoir force, comme s'il forçait une femme, - cel énorme quartier de paradis - qu'est à ses yeux l'Amérique, a repris la mer sur ses navires chargés d'or. A Mogador, Don Camille fait torturer Done Prouhèze, « il ne manuna pas de femmes pour moi dans ce poulailler que l'Afrique approvisionne», lui dit-il, car Claudel n'hésite pas, par-fois, à prendre une voix de chena-

spectacle, c'est effrayant. Mais qui, tout le long de cette aven-ture qu'est le Sculler de satin, aura colleté cet effroi ? Paul Claudel, le premier qui entreprit le voyage un beau jour de mai 1919 pour ne l'achever qu'en 1925 par l'envoi de son manus-

Au mois d'août 1986, Antoine Vitez, familier déjà de l'œuvre de Claudel, commence alors à travailler sur le Soulier de setin, s'essurent sesez tôt que son Ysé d'il y a dix ana, Ludmille Mikaèl, et Robin Renucci sont preta à le faire avec lui. Sens que personne ne s'en doute, tout une marche sur Avignon.

Mars de cette année. La cadence est battus. Tandis que dans les engliers de Challot com-

guignol, sans crier gare, comme de l'amour fou de la femme à son ramour fou de la femme a son mépris, sans nous dire pourquoi, peut-être par ressentiment, et là il nous rappelle son maître, son âme dannée, Bossnet, qui bénit Marie entre toutes les femmes pour nous dire d'emblée que la femme « vient d'un os surnuméraire » et n'est qu'« une espèce de diminutif ». La ville, tout autour, dormait. Le ciel tournait. Dons Prouhèze courait

à la mort, Rodrigue à sa perte. Nous n'étions plus nous-mêmes. Nous étions arrachés très au-delà de nousetions arracaes ure aurocae de man-mêmes par quelque chose qui n'a qu'un som: la grandeur. Antoine Vitez, lai aussi arraché, rappelait le mot de Claudel: « Dieu est riche». Alors disons: la richesse et la gran-

Il y avait ce bien de la mer, là devant nous, qui butait au mur du palais. Il y avait, dans cette mer, les amants géants de Yannis Kokkos, comme des gardiens tutélaires, et les boucles d'un dragon, et la flotte du roi d'Espagne lestée de soldats et de missionnaires, et des ravins, et des roches, et des fortifications. Il y

Le temps de la résistance

les costumes sont bâtis chez Mine Barral-Vergez, Les comédiens partent pour quatre mois et demi de répétitions, chaque jour de 15 heures à 23 heures. ils sont vingt-cing sans compter régisseurs, metteur en soène, scénographe et musiclens.

En douze heures, its nous permettent d'apercevoir la somme incalculable de leur énergie et de leur achamement. L'époque a fait de la consommation rapide vie de l'art. Dans ce contexte, présenter l'intégrale du Soulier de satir tient non de la provoca-tion, comme voudraient le faire croire les agents mesqués de la « fast generation », mais de l'esprit de résistance.

l'horizon, la musique de Georges Aperghis, un chant des sphères. Il y avait les acteurs, on plutôt les

intercesseurs, les célébrants, tons sur-substanciés par la grâce, Lud-milla Mikaël, Didier Sandre, Robin Remeci, Aurélien Recoing, Jany Gastaldi, Valérie Dréville, Daniel Martin, Autoine Vitez, Madeleine Marion, Alexis Nitzer, Mais comment tous les citer, rois, servantes, rameurs, capitaines, archéologues chanceliers, anges, porteurs, évé-ques, secrétaires, bateleurs, tous « faisant partie pour toujours des archives indestructibles ».

Il y avait, souffle des poitrines et de la forge, battement des artères et de temps, la voix de Paul Claudel voix paysame et planétaire, posée par terre, fendant le ciel, voix vraie, tout droit venue de la maison paternelle et du Cantique des Cantiques, du Livre de Job et de l'Apocalypse, voix qui vous attrape dans sa poigne, fraternelle, divise, et qui ne vous lache plus.

Et puis il y avait, invisible omniprésente, la conscience du timonier. Antoine Vitez. Cette acuité sobre, sensible, cette rectitude, cet effacement, ce soin, cette imagination créatrice de splendeur qui sait se contenir dans la distinction d'un service. Antoine Vitez, le seus et l'honpeur du métier.

Il était 9 heures du matin. Dans Avignon, à deux pas, les boulange-ries avaient rouvert et dans les salles des hospices les infirmières étaient à l'œuvre, de lit en lit. Sur la scène du Soulier de satia, le soleil était revenu. A bord d'un grand voilier qui ralliait la obte catalane, une reli-gicuse était muntée, glamant vieux petrore et al mante, grammi vieur ses patrires et ses malades. Elle accaptait de prendre, en surplus, un vieil infirme à jambe de bois, Rodrigue, « Et toi, viens avec moi, mon garçon, fois attention à l'échelle, avec la notame involue. ta pauvre jambe. -

« Coup de canon dans le lointain. Les instruments de l'orchestre se taisent un par un », écrit Paul Clan-

C'est fini. Dans l'amphithéâtre, sur le post du vaisseau, la multitude des émigrants se lève. Il s'est passé une chose étrange, c'est que plus la mait avançait, moins nous rementions une fatigue. Nous devenions, au contraire, plus légers, comme si la perception devenir de plus en plus fine.

Nous étions debout. Les acteurs Stalent revenus. Nous se maîtrisons plus nos mains, qui se cesseraient donc jamais de battre, mais qu'étaient des mains ?

Des adioux. Des mercis. Des gens es larmes. Un désarroi d'embarca-dère, quand le vaisseau s'éloigne du quai. Nous ne voulions pas les quitter, ces acteurs. Nous ne savious plus ce qui noes était arrivé. Nous allions sentir, peu à peu, qu'il allait falloir retrouver nos vies.

MICHEL COURNOT.

MUSIQUES

TGL: 47-27-81-15.

après son demier concert en URSS

Dix-sept ans

Yehudi Menuhin invité à Moscou et à Leningrad

Le viologiste Yehndi Menuhin fora sa rentrée en URSS à l'invitation officielle des autorités soviétiques. Son déplacement sers filmé par Bruno Monsaingeon pour la firme française Erato-Andiovisuel et ls SFP, en vue de trois films d'une heure qui seront projetés par TF 1.

Le virtucee, qui a toujoure milité pour les droits de l'homme, était interveus pour faire sortir d'URSS Metislav Rostropovitch : il était depuis persona non grata dans co pays où il se s'est pes produit depuis divant une dix-sept ans.

Né aux Etats-Unis, Yehudi Menuhin, fils de juis russes émi-grés, est anjourd'hui sajet britannique. Il se produira pour ce retour comme soliste en récital à Moscou (le 10) et à Leningrad (le 16), et avec orchestre. Il donnera sussi des cours de perfectionnement à Lenin-

10 to 100 THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COL STATE MARKET 部 7 200年 化中央图 **可是一致知识解** And service the service of the servi Street, Square Same 25 to 18 G 48000

North H. Hand

MENE NOR

HAIS MI

PROMEDIM

DONCPA

TOUTE M

Conclusion of the latest

-

* KATTE

A. N. . T. W.

STARLE PROPERTY

TO SEE SEE SEE SEE SECTION

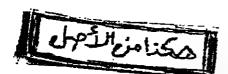
STREET TO THE REST AND

To any or the same of the same of

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAM

A STATE

10 10 AT.



e l'Académie franc

rosse laurés The second secon The state of the s E de ser Marie III . The same process for the state of the s The state of the s

in best-seller * sands from - the

at the same

Richards In Control of the

And Desired the Park

STATE OF THE PARTY Season and the season and officer than the state of t Marie and the second se 46-20 E.M. Comments Population of the same State Street Co. Committee Co. · September of the september of A Madama of the Table And the last training NAMES OF THE PARTY OF THE PARTY. Egyption of the Control Market L. L. Bridge Balante of the state of the والمناور والمامهم والم \$64 - 122 - 224 S

一角を経り、大きりによりの問題 State of the second Un collection Ge sensame

BUP I TO

425 of 1615

19.75

72,110 2

1990 mg 199

88 ST

\$12.75

\$341.00

الجا وزور

4 4-1

LATTER AND SAUSE

BASING THE PROPERTY OF THE SECTION

And American Community of the Section of the Sectio

- - - - - - - - - -

5.79

 $\gamma_{i,j} = (-\alpha, \beta)$

4.75

4-14-5

100

April 1

terror Pro-**の資本という** (1) $p_1 \in \mathbb{R}^d$ $\{ T_{q_1}, \dots, T_{q_n} \}$ yang militar April 1 A 48 1 3 +14 3 997 400

49.5

 $e^{i\frac{\pi}{4}(t,x)}$

.-a #:"

4 207

ATTACH .

神 注 前所 年 在 1886 F 3. i. Milit.

Spectacles

ESSARON (42-78-46-42), 19 h : Illumina-tions; 21 h, dim. 17 h : Poédo et absoin; 18 h 30, dim. 15 h : le Chef-d'ouvre ann quene ni tête. **SPECTACLES** NOUVEAUX FONTAINE (48-74-74-40), sem. 18 h, 21 h : An secours tout va bien/les

GAITE-MONTPARNASSE 16-18), sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h : l'Eloignement GALERIE 55 (43-26-63-51), sem. 21 h :

GAVEAU (45-63-20-30), mm. 15 h 30 + 19 h : La petite chatte est morte. GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam. 20 h 15 : Bien dégagé autour des creilles, sam. 22 h : Carmen Cru.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-

96-04-06), 20 h 30, dim. 18 h 30 : Société Bernouk (dem. le 8). GRÉVIN (42-46-84-47), som. 21 h: les Trois Jesses/Arthur. GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 20 h 30, dim. 15 h ; le Lutin

GYMNASE (42-46-79-79), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Madamo Sens-Géne, HUCHETTE. (43-26-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Laçan; 21 h 30 : Lattre d'une incon-LA BRUYERE (48-74-76-99), 21 h, dim.

15 h Premiera Jennesse.

LIERRE THÉATRE (45-86-55-83),
20 h 30 : Hommage aux joures hommas
chies. LUCERNAIRE (45-44-57-34), sum. I. 19 h 30 : Bandelaire ; 20 h 30 : Parlons on domaio d'un crismon à l'initre. IL 20 h :

le Petit Prince; 21 h : Un riche... Trois MAINTEINE (42-65-07-09), som. 18 h et. 21 h, dim. 15 h 30 : les Pieds dans l'esn. MARAIS (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : En famille, on s'arrange toujours.

MARIE-STUART (45-08-17-80), seel. 22 h : Sexfari. MARIGNY (42-56-04-11), 20 h, mat. dim. 15 h : Kean. Petite mille (42-25-20-74), nam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : la Men-

MATHURNS (42-65-90-60), 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'idiot. MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44) 21 h 15 : R. Perioss (dom. in 7). MÉNITAGONTANT (42-45-89-57), sent. 20 h 30; mat. sem., diss., 15 h : is Java, des passens.

MICHEL (42-65-35-02), mm. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjeuna pour siz. MICHODIÈRE (47-42-95-22), sam. 18 h 30, 21 h 30 : Double mixte. Hamlet; sen. 21 h, dies. 16 h : J. Mel-

MOGADOR (42-85-45-30), 20 h 30, dim. 15 h ; Caberot. 15 h; Caheret.

MONTPARNASSE (43-22-77-74)
Granie selle, sun, 18 h 30 et 21 h 15 :
Antres Horizons (dexs. le 7). Pedin
mile, 21 h, dim. 15 h 30 : C'était lier. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam. 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mezis qui est qui 7

Meis qui est qui ?
NOLIVEAU THEATRE MOUFFETARD.
(43-31-31-99), 20 h 45, dim. 15 h 30 :
Hefto and goodbye.
(SUVRE (46-74-47-36), 20 h 45, dim.
15 h : Léopoid le bins simi.
PALAIS DES. GLACES (46-07-49-93),
20 h 30, dim. 15 h : Manoe; 18 h 30 :
Xhea.

II.

BASTULE (43-57-43-14), 19 h 30, dim.

15 h 30: Les Francis chaf.

PALAIS BOYAL (42-97-59-81), sam.

17 h 30 st 21 h, dim. 15 h : Frinricheria.

PALAIS DES SPORTS (42-24-0-90), sam. 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h 30 : PAffaire du commier de Lyon. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 b. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), sem. 21 h : Moderato custabila.

PLAINE (42-50-15-65), 20 h 30, dim. 17 h: h Chesse anx corbetus.

POCHE: MONTPARNASSE (45-48-92-97), L sum. 19 h: Variations our le canard; 21 h, dim. 15 h 30: Ma chère Rose; 20 h 43, dim. 15 h; Hains mère.

POTENTÈRE (42-61-44-16), ann. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Crimas de cour (rel. except. is 8). RANELAGH (42-88-54-44), 20 h 30, dim. 17 h : Buffo ; 19 h, dim. 20 h 30 : la Dis-

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sum. 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : he Disdons de la farce tranquille.

COMÉDIE ITALIENNE (42-21-22-22), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Cassnova.

20 h 30, dim. 15 h 30 : Cassnova.

20 h 45, dim. 15 h : he Selas de Lois. SENTEER DES HALLES (42-36-37-27). sem. 20 h 30 : J'ai tout mon temps, să êtes-rous ?

SPIENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), sam. 20 h : lango Edwards. STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), dim. 15 h 30, sam. 18 h et 11 h : le later de la femme arrigade. STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-

STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01), sam. 20 h 45 : h Paim.

TAI THÉATRE (42-78-10-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Enranger ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Ecune des jours ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Hais clos ; sam. 18 h : Voix off ; sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Métamorphose.

THEATRE DE PARIS-CENTRE (45-20-44-21), sem., 21 b 15 : Fantatmes d'une ferance abandonnée ; sam., 20 h 30 : Maton d'Pantruche. THÉATRE DES DÉCHARGEURS (C2-36-00-02), 21 h, dim. 16 h 30 : l'Eton-nante Famille Broate. THEATRE 18 (42-26-47-47), 20 h 30,

dim. 15 h: Trop cher payé.

THÉATRÉ L-L BARRAULT M. RENAUD (42-56-60-70), L 21 h,
dim. 15 h : J.-J. Rousseau; IL 20 h 30,
dim. 15 h et 18 h 30 : Dom Juan;
18 h 30 : les Sept Miracles de Jérus. THEATRE OUVERT (42-55-74-40), 21 h : Conversations conjugales.

THEATRE 13 (45-88-16-30), 20 h 45, dim. 15 h : Comme on regarde tember les femilles.

TRESTAN-BERNARD (45-22-08-40), sam. 19 h : Violons dingnes; 21 h : S. Joly. TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 19 h ct 22 h 30 : Un ozen sous une sontane; 20 h 30 : le Sous-Sol. VARIÉTÉS (42-33-09-92), sam. 17 h 30 et

Samedi 7 - Dimanche 8 novembre

Les festivals

La cinémathèque

(42-96-12-27)
ARTISTIC-ATHÉVAINS, sees. 20 à 30,
dim: 16 à : Une ausée saus été.

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)

SAMEDI

Favais sept filles, de Jean Boyer, 15 h; la Fleuriste de Toneso, de Camille de Mori-hou, 17 h; l'Admirable Crichton, de Cecil Bloma de Mille, 19 h; les Danes qui vent, au loin, de Shohei Imamura, 21 h 30.

Nostalgie, de Victor Tourjansky, 15 h; le Double Amour, de Jean Epstein, 17 h; Why Change Your Wife ?, de Cecil Eleunt de Mille, 19 h; La vengeance est à moi, de Shohei Imamura, 21 h 15.

CENTRE GEORGES-POMPTDOU (42-78-35-57)

Le Hold-up du sibele, de Jack Donohue, 15 h; la Baliade des saus-espoirs, de John Cassavetes, 17 h; Deux hommes dans Man-hattan, de Jean-Pierre Metville, 19 h; Idi brigade criminelle, de Don Siegal, 21 h.

DEMANCHE

La Pean d'un antre, de Jack Webb, 15 h; la Femme aux chimères, de Michael Cartiz, 17 h; Saim-Troper Blues, de Mar-cel Mousey, 19 h 15; Antopsie d'un mour-tre, d'Otto Preminger, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Fai quelque chou à vuns dire, de Mare Allégrot et C. Heymann, 14 h 30; le Blane et le Noir, de Robert Florey, 14 h 30; les Veuves de quinze ans, de Jean Rouch, 17 h 30; Don Quichotte, de Georg-Wilhelm Palost, 17 h 30; Terre sans pain, de Luis Bannet, 20 h 30; Madame da..., de Max Ophuls, 20 h 30.

DIMANCHE

Une vin de chien, de Charlis Chaplin, 14 h 30; la Ruse vers l'or, de Charlie Chaplin, 14 h 30; la Ruse vers l'or, de Charlie Chaplin, 14 h 30; la Nontès, de Max Ophuls, 17 h 30; la Direction d'acteurs par Jean Renoir, de Gisèle Braunberger, 20 h 30; la Chienna, de Jean Renoir, 20 h 30.

LES AILES DU DÉSIR (Pr.-AII., v.o.):
Gaumont les Halles, 1" (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33);
Saint-André-des-Arta 1, 6" (43-26-48-18); Gaumont Collele, 8" (43-39-29-46); La Bratille, 11" (43-84-07-76);
Escarial, 19" (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Bicuversiae Montparanne, 15" (45-44-25-02); v.L.:
Bicuversiae Montparanne, 15" (45-44-25-02).

10-41).

AU NEVOIR LES ENFANTS (Fr.-AL):
Gaumont les Halles, 1* (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14
Juillet Odona, 6* (43-25-59-83); 14 Juillet Parmane, 6* (43-26-59-00); Hantsfenille Pathé, 6* (46-33-79-38); La
Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont
Ambassade, 8* (43-59-19-06); George
V, 8* (45-62-41-46); Szinft-LazaraPaguier, 8* (43-87-35-43); 14 Juillet
Bastille, 11* (43-57-90-81); Les Nation,
12* (43-43-04-67); Fauvette Bin, 13*
(43-31-60-74); Gaumont Alfein, 14*
(43-27-34-80); Miramar, 14* (43-2089-52); 14 Juillet Beaugranelle, 15* (4575-79-79); Gaumont Convention, 19*

LES FILMS

NOUVEAUX

LES LUNETTES D'OR. Film itale-français de Giuliano Montaldo, v.o.: Ciné Beanbourg, 2º (42-71-52-36); U.G.C. Dannon, 6º (42-25-10-30); U.G.C. Champe-Elysées, 8º (45-62-20-40); 14 Juillet Beangrenelle, 15º (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2º (42-38-83-93); U.G.C. Montparassan, 6º (45-74-94-94); U.G.C. Gobelins, 13º (43-74-93-40); U.G.C. Gobelins, 13º (43-74-93-40); Images, 18º (45-74-94). IVOIT AU EUMER NOR. Family of the français de Serge Meynard: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Rox, 2º (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); U.G.C. Montparassan, 6º (45-74-94-94); U.G.C. Odéon, 6º (42-25-10-30); Marignata Concomde Paride, 8º (43-59-92-82); U.G.C. Biarritz, 8º (45-62-20-40); U.G.C. Lyon Bestille, 12º (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-28-23); Montparassase Pathé, 14º (45-39-28-43); Montparassase Pa

chy, 18° (45-22-46-01).

ET TU VAS A RICL. TU MEURS:
Film franco-brésilies de Philippe
Clair: Forum Arcon-Ciel, 1° (42-9753-74); Genmont Ambassade, 8°
(43-59-19-08); George V, 8° (45-6241-46); Maxevilles, 9° (47-7072-86); Paramount Opére, 9° (4742-56-31); Fauvoite, 13°
(42-15-58-9); Fauvoite, 13°
(43-15-58-9); Fauvoite, 13°
(43-

(43-31-56-86); Le Galaxie, 13* (45-80-18-03); Les Montparnos, 14* (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LES VRAIS DURS NE DANSENT

LES VRAIS DURS NE DANSENT PAS. (*) Film sméricain de Norman Mailer, vo. : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonda, 6 (45-74-94-94); U.G.C. Biarritz, 3 (45-62-20-40); 14 Juillet Baptile, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Bean-granelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); U.G.C. Gobelins, 13 (43-36-23-44).

Les exclusivités

ATELIER, 21 h, dim. 15 h : le Récit de la servante Zerline (dern. le 8 à 21 h). FESTIVAL D'AUTOMNE AUREVILLIES, THESE & & Comnome, 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Locan-

(48-28-42-27); Le Maillet, 17- (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-

46-01). 46-01).

IA BAMBA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); U.G.C. Denton, 6* (42-25-10-30); U.G.C. Normandin, 8* (45-63-16-16); v.f.: Rex., 2* (42-36-33-93); U.G.C. Montpurnesse, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Ermitage, 8* (45-63-16-16); U.G.C. Boulevard, 9* (45-74-95-40); U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94).

RAFFLY (A. v.o.): Forum Amen.Cicl. BARFLY (A., v.a.): Forum Are-en-Ciel, 1* (42-97-53-74); Cinoches, 6* (46-33-10-82); U.G.C. Rotonde, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Ermings, 8* (45-63-16-16).

DORE ET DÉBORES (A., v.a.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Mari-guan Concorde Pathé, 8" (43-59-2-82); Sept. Français Pathé, 9" (47-70-33-88). v.f.: Français Pathé, 9" (47-70-33-88). LA BONNE (**) (IL): George V, 8: (45-62-41-46); Maxevilles, 9: (47-70-72-86). CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.): 14 Juillet Parmano, 6' (43-26-58-00). PARMED PHONNELIR (Fr.): Gamment Parment, 14' (43-35-30-40).

LE CHANT DES SIRÈNES (Can., v.o.): Saint-Germain Huchetta, 5 (46-33-63-20).

COMÉDIE ! (Pr.) : Epéc de Bola, 5º (43-37-57-47) : Gaument Parasse, 14º (43-31-31-47); CREMONT PETRISSE, 14 (43-35-30-40).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-lt.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Impérial Pathé, 2* (47-42-72-52); Rez., 2* (42-36-83-93); Hauncfeurille Pathé, 6* (46-31-79-38); Gaumour; Collède, 8* (43-99-29-46); George V, 9* (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 11* (43-54-07-76); Les Nation, 12* (43-33-30-40); Gaumour Purassas, 14* (43-27-84-50); Sopt Parassasiens, 14* (43-27-84-50); Sopt Parassasiens, 14* (43-27-84-50); Convention Saint-Charles, 15* (48-79-33-00); Gaumour Convention, 15* (48-79-33-00); Gaumour Convention, 15* (48-22-44-61).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.):

CHOCODELE DUNDEE (Austr. La Triomphe, 3 (45-62-45-76); v.l.: Français Pathé, 9 (47-70-33-88). DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Sept Parnassieus, 14 (43-20-32-20). DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6* (43-26-80-25).

LES ENFANTS DU SILENCE (A. v.L.): Lumière, 9: (42-46-49-07).
ENVOUTÉS (*) (A., v.l.): Hollywood
Boulevard, 9: (47-70-10-41).
EVIL DEAD 2 (*) (A., v.l.): Maxevilles,
9: (47-70-72-86).

L'AMI DE 180N AMIE (Fr.): Forum Ocient Express, 1* (42-33-42-26); Les Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77); Hysère Lincoln, 3* (43-53-36-14); Trois Farmuless, 14* (43-20-30-19). (42-78-47-86); Studio de la Harpe, \$\frac{4}{42-78-47-86}; Studio de la Harpe, \$\frac{4}{45-42-5-52}; Gaumont Colisée, \$\frac{3}{43-59-28-46}; Sept Parremions, 14\frac{4}{43-20-32-20}. ANGEL HEART (*) (A., v.o.): Lincernaire, & (45-44-57-34); George V, & (45-62-41-46). L'ARME FATALE (*) (A., va): U.G.C. Ermitage, * (45-63-16-16); FLAG (Pr.): Paramount Opica, 9- (47-42-56-31).

LE FIAC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.): Marignan Concorde Pathé, 9 (43-59-92-82); v.f.: Lamière, 9 (42-46-49-07); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

52-37).

LA POLLE HISTOPPE DE L'ESPACE (A., v.o.): Genmont les Halles, 1" (40-26-12-12); Flantefenille Pathá, 6 (46-33-79-38); George V. & (45-62-41-46); Marigman Concorde Pathá, & (43-59-92-82); Trois Parmassiens, 14 (43-20-30-19); v.f.: Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Français Pathé, 9 (47-70-33-88); Fauvetin, 13 (43-21-56-86); Gaumont Alésia, 14 (43-27-24-50); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clicby, 18 (45-22-46-01); Le Gambette, 20 (46-36-10-96). FUCKING FERNAND (Fr.): Forum

Orient Express, 1* (42-33-42-26);
U.G.C. Normandie, \$\(^2\) (42-33-42-26);
U.G.C. Normandie, \$\(^2\) (42-33-42-26);
U.G.C. Normandie, \$\(^2\) (42-33-16-16).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.a.);
Gaumont les Halles, 1* (40-26-12-12);
Gaumont les Halles, 1* (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14
Juillet Odeon, 6* (43-25-98-31); Publicis
Saint-Germain, 6* (42-22-72-80); La
Pagode, 7* (47-03-12-15); Gaumont
Champa-Elyaées, 8* (43-59-04-67);
Publicis Champa-Elyaées, 8* (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Bacumont, 16: (43-79-90-81); Bacumont, 16: (43-79-90-91); Le Maillet, 17* (47-48-06-06); v.f.:
Gaumont Parnasse, 14* (43-33-30-40);
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14
Juillet Beangrenelle, 15* (45-73-79-79); Le Maillet, 17* (47-48-06-06); v.f.:
Gaumont Opéra, 2* (47-44-60-33); Rez, 2* (42-36-83-93); Les Nation, 12* (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); Fanvette Bis, 13* (43-31-60-74); Miraman, 14* (43-20-89-52); U.G.C. Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Wopler, 18* (45-24-601).

LE GRAND CHEMIN (Ft.): George V, 8* (45-62-41-46); Sept Parnassieus, 14* (43-20-32-20).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.): Forum Horizon, 1** (45-98-57-57); U.G.C. Danton, 6* (42-25-10-30); George V, 8* (45-61-41-46); Marignan Concorde Pathé, 8* (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); U.G.C. Boulevard, 9* (45-74-95-40); La Bartille, 11* (43-54-07-76); Kinopanorama, 15* (43-06-50-50); Mayfair Pathé, 16* (45-25-70-06); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2* (42-36-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); U.G.C. Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); Le Galazie, 13* (45-80-13-03); U.G.C. Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (43-39-12-06); Conven-Orient Express, 1" (42-33-42-16); U.G.C. Normandie, 8 (45-63-16-16).

U.G.C. Gobelins, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Mostpar-nesse Pathé, 14° (43-20-12-06); Couven-tion Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Le Maillet, 17° (47-48-06-06); Images, 18° (45-22-47-94); Trois Secre-tan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96). JOHANN STRAUSS, LE BOY SANS COURONNE (Fr.-Autr.): Vendôme Opéra, 2º (47-42-97-52); Le Triomphe, LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26)

MALADIE D'AMOUR (Fr.): Forum MALADIE IPAMOUR (Fr.): rorum Horizon, 1" (45-08-57-57); Impérial Pathé, 2" (47-42-72-52); George V, 8" (45-62-41-46); Publicis Matignon, 8" (43-59-31-97); Montpurmasse Pathé, 14" (43-20-12-06). NEUF SENAINES ET DEMIE (*) (A.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, 3° (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.f.): Lumière, 9° (42-46-49-07).

PÉCHEURS DE REQUINS (Mex., v.o.): Utopia Champoliton, 5° (43-26-84-65); Républic Cinémes, 11° (48-05-51-33).

A PERITTO (*)-

LA PHOTO (Gr., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); Bysées Lin-coln, 8 (43-59-36-14); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20).

EADEO DAYS (A., vo.); Sept Parmen-siens, 14 (43-20-32-20).

LE RECORD (All-Sun, va.): Chury Palace, 5 (43-54-07-76). LE REPENTIR (Sov., va.): Forum Oriente Express, 1= (42-33-42-26); Cosmos, 6 (45-44-28-30); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

8' (45-62-45-76).

IA RIVIÈRE SAUVAGE (Chia., V.a.):
Smdio 43, 9' (47-70-63-40).

LE SICHLEN (A., v.a.): Forum Horizon,
1=' (45-08-57-57): Impérial Pathé, 2'
(47-42-72-52): Action Rive Ganche, 9'
(43-29-44-40): 14 Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83): Bretagne, 6' (42-22-57-97);
Hantefeuille Pathé, 6' (46-33-79-38):
Gaumont Ambassade, 8' (43-9-19-08):
Publicis Champs-Blysées, 8' (47-20-Ganmont Ambassade, & (43-59-19-08); Publicis Champs-Blysées, & (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugnenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.; Forum Horizon, 1=

75-79-79); v.f.: Forum Horizon, l=
(45-08-57-57); Rex, 2: (42-36-83-93);
Marignan Concorde Pathé, 3: (43-5929-82); Saint-Lazare-Pasquier, 3: (43-83-83); Français Pathé, 9: (47-7033-88); Les Nation, 12: (43-43-04-67);
U.G.C. Lyon Bastille, 12: (43-31-68-86); Le
Galaxie, 13: (45-80-80-3); Montparnasse
Pathé, 14: (43-27-84-50); Montparnasse
Pathé, 14: (43-26-60); Gaumont
Convention, 15: (48-28-42-27); Le Maillot, 17: (47-48-06-06); Pathé Wepler,
18: (45-22-46-01); Trois Secretan, 19:
(42-06-79-79); Le Gambetta, 20: (4636-10-96).
LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A.,

15-10-95].

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.a.): Forum Aroca-Ciel, 1* (42-97-53-74); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Ganmont Ambassade, 8* (43-59-

19-08); U.G.C. Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.f.; Cannad Parmane, 14 (43-35-30-40). SOUS LE SOLETI. DE SATAN (Fr.) : 14

SOUS LE SOLETL DE SATAN (Fr.): 14

Juillet Odeon, 6* (43-25-59-83): Ganmont Ambassade, 8* (43-59-19-08);
Miramar, 14* (43-20-89-52).

SUPERMAN IV (A., v.o.): U.G.C. Normandie, 8* (45-63-16-16); v.f.: Forum
Arc-en-Ciel, 1* (42-97-53-74); Rex., 2*
(43-16-13-93); U.G.C. Montparassee, 6*
(45-74-94-94); U.G.C. Normandie, 8*
(45-63-16-16); Paramount Opéra, 9*
(47-42-56-31): U.G.C. Lyon Bastille,
12* (43-43-01-59); Le Galaxie, 13* (4580-18-03); U.G.C. Gobelius, 13* (43-3623-44); Les Montparaos, 14* (43-2752-37); Mistral, 14* (45-39-52-43);
Convention Saint-Charles, 15* (45-7933-00): U.G.C. Convention, 15* (45-7933-00): U.G.C. Convention, 15* (45-7493-40): Images, 18* (45-22-47-94);
Trois Secretan, 19* (42-06-79-79).

TANT QUTIL Y AURA DES FEMMES

Trois Secretan, 19 (42-06-79-79);
Trois Secretan, 19 (42-06-79-79);
TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES
(Fr.): Gaumont les Halles, 1= (40-26-12-12); Bretagne, 6= (42-22-57-77);
Gaumont Ambassade, 8= (43-59-19-08);
George V, 8= (45-62-41-46); Français
Pathé, 9= (47-70-33-88); Maxevilles, 9= (47-70-72-86); Fauvette, 19= (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14= (43-21-26); Gaumont Convention, 19= (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18= (43-22-46-01); Pathé Clichy, 18= (45-22-46-01); TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.); Gaumont Ambassade, 8= (43-59-19-08); George V, 8= (45-62-41-46); v.f.: Paramonn Opéra, 9= (47-42-56-31); Momparasse Pathé, 14= (43-21-2-06).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE

parmass Paths, 14 (43-20-12-06).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Biarritz, 5 (45-62-20-40); Trois Parmassiens, 14 (43-20-30-19).

LA VIEILE QUIMBOSSEUSE ET LE MAJORDOME (Fr.): Studio 43, 9 (47-70-63-40).

(47-70-63-40).

(47-70-63-40), LES YEUX NOTES (IL, v.a.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); U.G.C. Odéon, 6º (42-25-10-30); U.G.C. Ratonde, 6º (45-74-94-94); U.G.C. Rotonae, 6* (43-74-97-7); Marignan Concorde Pathé, 8* (43-59-92-82); U.G.C. Blarniz, 8* (45-62-20-40); v.f.: U.G.C. Montparnasse, 6* (45-74-94-94); U.G.C. Boulevard, 9* (45-74-95-40); Mistral, 14* (45-39-

"UN CHEF-D'ŒUVRE."

"UN PRODIGE DE MISE EN SCÈNE. BOULEVERSANT, VERTIGINEUX... UN DIRECT AU CŒUR." LE POINT

"RIEN DE PLUS SECOUANT QUE KUBRICK."

"...SANS CONTESTE LE MEILLEUR FILM QU'ON AIT FAIT SUR LE VIETNAM **EN PARTICULIER ET** SUR LA GUERRE EN GENERAL."

"LES MOTS SONT IMPUISSANTS A DECRIRE UN TEL FILM."

7 A PARIS



Un film de Stanley Kubrick **FULL METAL JAC**

T WANNA BE YOUR DRILL INSTRUCTOR

ACTUELLEMENT

théâtre

DRAMES DANSÉS DE BALL Mai-aon des cultures du monde (45-44-72-30), sum. 20 h 30. 12-50), Sim. 20 h 30.

LES FILLES DU CHET Beach (43-57-42-14), 19 h 30, dim. 15 h 30.

CONVERSATIONS CONDUGALES.

Indian 2 h 42-55-74-40), SEA.
dim. 21 h din. 21 h

UN CEUR SIMPLE, Gemorifien, Salle Gagarine (47-90-35-07), 20 h 30, dim. 15 h, TROP CHER PAYÉ, Thélire 18 (42-26-47-47), 20 h 30, dim. 15 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11): Denter: samedi, à 14 h 30 et 20 h 30: spectacle du groupe de rocherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. Ge l'Opéra de Paris.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15);
à la sulle Richellen: (40-15-00-15), dim.,
à 20 h 30; les Femmes savantes; sam.,
20 h 30; Turcaret; sa Thélère Mempermuse (43-22-77-74) Grande salle, sam. à
18 h 30 et 21 h 15. Autres horizons
(dern. le 7); Perfé-Mempermane, 21 h,
dim. à 15 h 30; C'était hier.

(dern. le 7); Petit-Montpurmana, 21 k, dim. à 15 h 30; C'était hier.

CHAILLOT (47-27-81-15); Geand Théilte, dim., à 13 h; le Souling de saim, de P. Claudel (en continuité).

BEAUBOURG (42-77-12-33); Chainne, Vidéo; Vidéo-Information; am., dim., à 13 h; Regard sur l'immigration; Histoire de l'ONU; 16 h, Dix Ans, réalissiteur, de G. Bellanger, D. Serre; 19 h; Commandants; sum., dim., à 13 h; Aria, de Verdi; 16 h; le Bainer de Tosca, de D. Schmid; 19h; Idémenso, de Mozart; Saile Gerranco (42-78-37-29). Voir rubrique Chémathèque; cycle Pierre Braunberger; Chéma du masée; sum. à 15 h; Collections du musée; dim., à 18 h, Collections du musée; dim., à 18 h, Collections du musée; dim., à 20 h 30; Crechestre symphonique d'Enn d'URSS, Dir. E. Svetlanov; au piano, L. Timoféyeva (Rachmannico, Tchailtoviki); en concert aure lieu à la saile Ployel.

CARRÉ SILVIA MONFORT. (45-3).

concert auxe lieu à la salle Pleyel.

CARRÉ SILVIA MONFORT. (45-31-28-34) 20 h 30, dim. 16 h et lun. 19 h 30 : Inhigénie.

MASSON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), san. 20 h 30: Drames dansés de Buil.

THÉATRE NATIONAL DE LA COM-LINE (43-66-43-60); Ovverture le 7 janvier 1988 avec le Public, pièce de F.G. Lorga.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) AMTOINE (42-08-77-71), dim. 15 h 30; mm. 1 l h c: 21 h; h Tauje. ARTISTEC ATHEVAINS (48-06-36-02), 20 h 30, dim. 16 h; Elle ini direkt dans File.

ARTS-HEREPTOT (43-47-23-23), sam. 17 h ct 21 h, dim. 15 h : Une chambro sur la Dordozas. ATALANTE (46-06-11-90), 20 h 50, dim. 17 h : le Princo et le Marchand.

17 h : le Princo et le Marchana.
ATELLER (46-06-49-24), 21 h, mat. dim.
15 h : le Récit de la servante Zadina
(Fest. d'automne) (derz. la 8).
ATHÉNIEL (47-42-67-27) L 21 h, dim.
16 h : les Acteurs de boume foi. La
Mégnies, Sam. 18 h 30 : Elvire Jouvet 40.
El sam. 21 h : Fragmente de chélère I et

ECHIEVES-PARISHENS (4296-60-24), sen. 18 h et 21 h 30; Flacin countries, CARTOUCTREBEE DE VINCENNES, Thélètre de sales (43-74-24-08), sen. 18 h 30; dim. 15 h 30; Flacinda on Flace de laura réves.

CENTRE CULTURES. WALLONIE (42-71-26-16), 20 h 30; le 8, 17 h : L'Ecole des sorcions. CHAPITEAU, 181, avenue Dann 75012 Paris, son. 30 i 50 : Zingaro.

CIRCUE D'HIVER (47-00-12-25), 20 h 30, diss. 17 h : On achère bien les CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Grand Théitre, 20 h 30 : Il Casdelaio ou le Philosophe festé (dern. le 7). Galerie, sam. 20 h 30 : Barouf à Chiegga. La Researre, sain. 20 h 30 : Béré-

Title: CAUMARTIN (47-42.

CONTRIBLE CAUMARTIN (47-42.
43-41), 21 b. dim. 15 h 30 : Reviews dormir à l'Elysée.

ERNAISSANCE (42-08-18-50), mm.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Un jurdin en désordit.

CONFLUENCES (43-87-71-05), sam. 20 h 30, dim, 15 h ; Jean Vilar, la baralla la Challot.

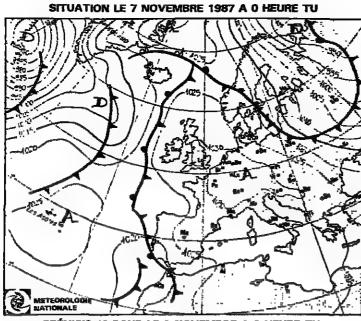
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h, dia. DEX REURES (42-64-35-90), mm. 16 h : EDGAR (43-20-85-11), sam. 20 h 15 : has Pfripartiticiens; 22 h + sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit derishe. ESPACE CARDIN (42-66-17-81), sam.



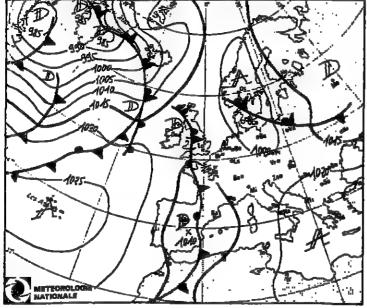
THEATRE DU CHENE NOIR D'AVIGNON

Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 9 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



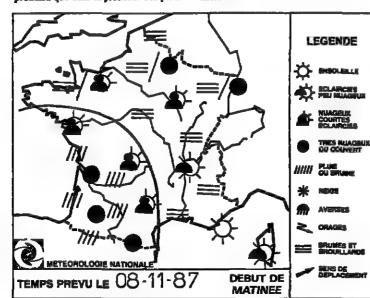
Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 novembre à 0 h TU et le dimanche 8 novembre à MATU.

Les bautes pressions s'affaiblissent de plus en plus sur la France, et une pertur-bation pénètrera sur le sud-ouest du pays. Elle apportera quelques pluies et un radoucissement des températures nocturnes. Attention toujours aux brouillards matinaux sur le nord et l'est

Dimanche, du Poitou-Charentes au Pyrénées, le ciel sera très nuaceux dès le matin et il pleuvra un peu. Ce sera éga-lement très muageux du sud de la Bretaane aux Pays de Loire, à l'Auvergne, au Midi-Pyrénées et au Poussier au sur ces régions le risque de pluie ne se produira que dans la journée. Ces piules seront faibles et intermittentes tre dans le Sud-Oussi.

Des côtes de le Manche au Bassin parisien, au Nord, au Nord-Est, au Lyonnais et dans la vallée du Rhône, les Lyonnais et dans la vallée du Rhône, les broutilards et les nuages bas seront encore fréquents toute la matinée. C'est sur les Alpas, la Provence et la Corse qu'il y aura le plus de soiell. Dans l'après-midi, ca se lèvera sussi du Nord à l'Alsace et au Jura.

Les températures nocturnes seront plus douces et varieront entre 2 et 4 rés de l'Alesce-Lorraine aux Aipes de 5 à 6 degrés de la Normandi Lyonnau, et de 3 à 10 degrés de la Bre-tagne au Sud-Ouest et à la Méditerra-née. Dans l'après-midi, il fera eutre 9 et 12 degrés de la Normandie et du Nord à l'Alsace et au Jura, de 12 à 14 degrés de la Bretagne et des Charentes au Lyon-mais, et de 15 à 18 degrés sur les régions méridionales.



	V	ÁNUE	0 600	reme	MOXÍM M relevée le 7-11-1	e entr				le	nps (7-11-			6
	FRAN	KE			TOURS	1001174	7	2	В	LOS ANGE	IES	20	12	D
JACC30		20	10	C	TOULOUSE		20	- 6	3	LUXEMBO	UBG	11	~2	1
HARRITZ .			7	Č	POINTEAP		32	22	D	MADRED		18	10	P
PORDEAUX		19	- 4	Ä		~~~		_		MARRAKI	CE	28	16	Ċ
90URGES .		12	Ö	B		TRAN				MEXICO		22	6	- 5
2ET		17	3	B	ALGER		25	18	Ď	MILAN		11	3	Ī
CAEN		12	Ö	В	AMSTERDA			7	C	MONTRE		-3	-5	ō
CHERROUR		12	2	B	ATHENES .			7	D	MOSCOU		ī	6	Ď
CLERMONT		19	3	D	BANGKOK			27	C	NATRON		28	17	Ã
DEION		5	2	В	BARCELON			9	В	NEW-YOR		19	7	Ī
REVOLE		13	Ö	В	BELCRADE			-2	Ç	OSLO		ĩ	-4	ì
LELE		5	2	В	BERLIN		9	7	P	PALMA-M		22	īī	N
DACCES .		17	6		RUXELLE		5	3	В	PÉKIN		12	-1	P
LYON		10	2	В	LE CAIRE .		24	19	D	RIO-DE-JA		26	24	č
WESTILL		17	6	N	COPENHAG		11	6	C	BOMB				Ì
NANCY		3	0	3	DAKAR		29	25	D			17	.5	
XANTES		ĹŪ	4	В	DELHI		30	16	D	SINGAPOL		32	25	9
NECE		18	10	N	DERRA			17	A	STOCKBO		8	1	9
ALES HON		6	4	В	GENÈVE		8	2	В	SYDNEY .		22	18	9
PAU			4	C	HONGKON			19	C	TOKYO		16	9	C
-ERAGNA)			7		ISTANBUL			6	N	TUNIS		21	11	N
ENTES		6	2		ÉRIGALES			9	P	VARSOVIE		8	6	
ST-ÉCIENNI		14	0	D	LISEONNE		16	,14	P	TENESE		11	1	E
STRASBOU	Ci	4	_2	В	LONDRES .		9	6	9	YERE.		9	_ 3	(
A	8			;	D	N		C		P	T	\neg	*	:
averse	bruz	ne	COU		ciel dégagé	cie		ora	ge	phie	tempi	ite	Beig	ge

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nation

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4609 HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qu'on a envoyées au diable. Une ville dans la campagne. –
 II. Une vraie tête de cochon. Doit encore attendre pour devenir un homme.
 III. Des gens souvent sur le sable. Se remplissent quand c'est le jour

tion. - IV. Qui 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 n'ont donc pas départ. Fournit un bon duvet. -V. Ont le bec fin. beurre. Se voient dans le ciel. -VI. Un homme qui aimait jouer aux dames. Pas allongés. - VII. Qul risquent d'exploser. Magasins où l'on trouve des bagages. -VIII. Ne sont parfois vidées XIII qu'après plu-XIV sieurs coups. Pas annoncé. - IX.

Façons d'agir. de regarder. - X. Attendre avec confiance. Mis en mouvement. Se laisse aller. - XI. Vieille ville. Un travail qui peut se faire à la chaîne.

— XII. Qui n'a pas une très belle robe. Eau douce. Lie. - XIII. Fut longtemps traité de fou. Le jardin des innocents. Princesse. -XIV. Passe à Compiègne. Ne conserve pas. Mot évitant une répétition. - XV. Peut être assimilé au cours élémentaire. Récipient pour les « noirs ». Un peu d'espoir.

 Sujet d'étude pour ceux qui aiment les fleurs. Doit être arrêté quand on va trop loin. - 2. En Europe. Patrie d'Abraham. Quand elle est charbonnière, on peut en faire un plat. – 3. Qui s'est donc bien développé. Près de Florence. – 4. Est rond. Un vieil héritage. Sont iaunes dans les marais. - 5. Devient très coulant. Comme certaines terres. - 6. Lieu de travail. Une famille de peintres. Entre deux pro-positions. – 7. Perce bien quand elle est bonne. Qualifie une très mau-vaise conduite. – 8. Traverse des lacs. Qui peuvent faire rougir. Plein quand il y en a jusque-là. – 9. Pent se mettre à gémir quand la caisse est

- 10. Un agrément étranger, Qui frappent fort. Qui peut donc être considérée comme une découverte. Une partie de l'année. - 11. Pas révélée. Donne un coup de main. Mot d'enfant. - 12. Endroit où l'on peut rester quand on a fini de dégua-ter. N'est donc pas à la page. -13. Sort du Jura. Sorte de ciment. Conviendra. Parfois minces. – 14. De grosses tranches. Peut faire du propre. - 15. Qui ont fait leur apparition. Solidement bati. Mourut en famille.

Solution du problème et 4608 Horizontulement

L. Tonnelier. - II. Ecaillère. -III. Nat. Canes. — IV. Iris. Na! — V. Fic. Pô. Pi. — VI. Une. Osier. — VII. Gaspé. Fla. — VIII. Olé! Et. — IX. Valet. Ri. — X. Diva. Clio. — XI. Osera. Inn.

Verticalement

1. Ténifuge. Do. - 2. Ocarina. Vis. - 3. Natices. Ave. - 4. Ni. Polar. - 5. Elc. Poële. - 6. Llancs. Etc. - 7. Iéna. If. Li. - 8. Erc. Pèlerin. - 9. Respiration.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

M. et Mª Jean Delamar et leurs enfants,
M. et M. Michel Delamar-Barut

et Ame-Lise, M. et M™ Yves Garrabes et Olivier, M. et M. Gabriel Bruniaux, M. et M. Gabriel Bruniaux,

lours enfants et petits-enfants, Les familles Blondel, Beoquet, Hour-

Parents et alliés, ont la douieur de faire part du décès de

M. Marcel DELAMAR.

purvenu à l'âge de quatre-vingt-quatre sum. Ses obsèques religieuses out été célé-brées le vendredi 30 octobre, en l'église

Chemin de Jassun, 47420 Housillès,

M. et M= Pierre loos, Leur famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Dominique 100S, ancien secrétaire-greffier près la cour d'appel de Paris,

surveno le 30 octobre à Paris.

6, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

- Denise et Michael-John Rambe

Ses enfants, Sucrame Huckin,

Et toute sa famille,

Raymond Justin RAMBAUD, rappelé à Dieu le 4 novembre 1987.

Le service religieux sera célébré le lundi 9 novembre, à 14 heures, en l'église anglicane Saint-Michael, 5, rue d'Agnesseau, 75008 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. - M. Georges Wcg M. Radjes Chinegadoo, M. et M. Bernard Duquesne,

M= Agnès Duquesne et trote la flunille, ont la douleur de faire part du décès

M= Georges WEG,

sarvenu le 1s novembre 1987, à l'âge de Les obsèques auront lieu le mardi On se réunira au columbarium

Décès | cimetière du Père-Lachaise, à

Cet avis tient lieu de faire-part.

86, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Anniversaires

Pour le septième anniversaire de la disparition du

docteur Stanislas BORNSTEIN,

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont comm et aimé.

- Pour le deuxième anniversaire de

Chantal LECAS-MARTINON,

vae pensée est demandée à coux qui l'out comme et almée.

Communications diverses

- Diner-débat sur « La fustion en France », jeudi 12 novembre, à

20 heures, 2, boulevard Arago, 75013 Paris, avec M. André Giresse, ancien président de la cour d'assises.

Rens.: Cercle Tocqueville, 1, rus Godefroy, 75013 Paris, 45-81-20-10.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III, le mardi 10 novembre, à 9 h 30, salle Polyva-lente. M. Jacques Dorselser: « Les rela-tions entre migrations internes, urbani-sation et activités économiques au Mexique de 1950 à 1980 : utilisation systématique de traitements graph de l'information sans ordinateur ». natique de traitements graphiques - Université Paris-III, le mardi

10 novembre, à 14 heures, salle Bourjac. Mª Marie-Pierre Fernandes : « Margue-rite Duras : écriture et mise en seène au théâtre ; la Musica ».

Université Paris-III, le jeudi
 12 novembre, à 8 h 30, saile Bourjac.
 M. Bernoussi Saltani : « L'univers politique dans Sirat Antar ».

- Université Paris-III, le jeudi 12 novembre, à 14 heures, salle Bourjac. M. Omar Abdouh : « Approche socio-linguistique du parler arabe de Marra-

Une «journée portes ouvertes»

Yoga-sur-Seine

Bienvenue au pays du corps. du souffle et de l'âme ! La Fédération nationale des enseignants du yoga (FNEY) et ses huit cents adhérents, entraînant plus de sept mille pratiquants, ouvrent, le dimanche 8 novembre, leurs portes et leurs tapis à tous ceux qui veulent comprendre ce qui se cache derrière vairasana, ou posture du diemant, et derrière bhramari, ou respiration de l'abedle (1).

Pourquoi ce désir de montrer au commun des agités ? « A cause du sottisier qui déforme le yoga, répond Ysé Masquelier ssidente de la fédération. Il existe des images colportées par les médias qui nous hérissent. Le yoga n'est pas du fakirisme, même si un hercule de fore, qui soulève une voiture de 400 kilos, prétend expliquer sa performance par deux heures de prati-que quotidienne. Le yoga n'est pas una médecine douce supplémentaire qui dispenserait le cencéreux de poursuivre une chimiothérapie. Le pratique du yoge n'Implique pes adhésion à une secte où il serait nécessaire d'abdiquer se liberté dans les mains d'un gourou végétarien. Le yoga n'est pas une bulle hors du mps, quasiment boudhiste, qui permettrait d'oublier le monde et ses problèmes. »

Les membres de la FNEY Ameraient démontrer que, loin de ces déviences, leur discipline est, comme son nom sønscrit l'indique, « les œuvres dans la vie ». ils veulent prouver qu'eile est pratiquée par des gens rai-nomnables très dél'éments les uns des autres, à la recherche d'un mieux-être et d'une conscience

est en harmonie avec les évolutions de la pratique du yoga. Dans les années 70, celui-ci attirait pêle-mêle des végétariens, des soixante-bultards doux, des ifs, des mal-au-dos, des adeptes de toutes les différences, et - pour les trois quarts

En 1987, l'aérobic, le stretching et d'autres modes ont emporté les plus volaces. On vient toujours au yoga pour une rticulation douloureuse, mais on y reste, poussé par un désir de transcendance et de spirituafisme. Les hommes si raides, si activistes, si compătitifs, prenpostures ientes et des respira-

existe des yogas pour l'action et d'autres pour le méditation.

. Present

Pas facile, en un dimanche de novembre, de faire comprendre aux curieux de passage dans les locaux parisiens de la FNEY que le yoga danne les moyens de « passer d'un réagir à un agir » et qu'il est une voie de Rhération débouchant sur l'autre. « C'est vrai, ces mots semblent bien abstraits, mais le 8 novembre, nous montrerons à ceux qui se seront inscrits au préalable comment mieux utiliser leurs poumons, et que cela supposa una cage thoracique plus mobile, donc une position adéquate de la colonne vertébrale, explique Patrick Tomatis, secrétaire général de la fédération. Nous leur ferons saisir, en une heure et demie, sur le tapis, qu'à chaque posture physique correspond une attitude mentale, car, avec son exprime et on vit la rectitude, la volonté. l'ouverture, la tendresse ou le compassion ».

Quatre ans d'études

Cartes, l'Inde, où il est né. reste la mère patrie du yoga mais l'acclimatation lui a conféré des traits bien particuliers. En inde, on organise désormais des concours de yoga, ce qui serait impensable ici. Preuves de réussite et de maturité, les ense gnants yogks français sont les seuls, avec leurs collègues américains, à vivre de leur enseignement, après une formation de quatre ans sythmée d'examens

Une certitude : il n'y a que les non-pratiquents pour se demangymnastique, une thérapeutique, una philosophia ou una approche spiritualle. Grâce au corps, les yogis, eux, réunifient le physique, l'affectif et le mental en se recentrent sur eux-mêmes. Depuis trois mille ans. Sur les rives du Brahmapoutre et maintenant sur

ALAIN FAUJAS.

(1) Journée « portes ouvertes » le 8 novembre, « Pour apprendre 1 mieux comaître le yoga », 3, rue Aubriot, 75004 Paris (métro : Hôtel-de-Ville). Cours gratuirs nur inscripcion préalable (tél. : (1) 42-78-03-05) de 9 h 30 à 11 heures, de 11 heures à 12 h 30 et de 16 h 30 à 18 heures. - Table ronde - à tions maîtrisées, parce qu'il 14 houres.

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 NOVEMBRE

16 hours et 11 h 30; « Les peintres du dix-seuvième au Père-Lachaise », 14 h 30, boulevard Ménilmontant, face rae de la Roquette (V. de Langlade).

« L'île Saint-Louis en automne. Vol-taire. Les amours de La Fontaine. L'hôtel de Richelieu», 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Isabelle Hauller). "Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie metro Seint-Paul (Résor-rection du passé).

«L'hôtel Lauznn», 14 h 30, 17, quei

d'Anjou (Paris livre d'histoire);
«Hôtels du Marais nord, place des Vosges», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie res Lobau (G. Botteau). « La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge

(Arts et curiosités).

«Le Palais de justice en activité»,
14 à 30, devant les grilles du Palais
(Michèle Poyer).

«L'église métallique Notre-Dame-du-Travail et son environnement contemporain», 15 heures, sortie métro Gafte, côté rue Vercingétorix (Monuments historiques).

« Quals et ponts de Paris : le pont Neuf, le Vert-Galant et la foutaine de la Samaritaine », 15 heures, statue du Vert-Galant, place du Pont-Neuf (Monuments historiques). « Cités d'artistes ; de la « Cité fleu-

ris - à celles de Montsouris -. 15 heuros, devant le 65, boulevard Arago (Monuments historiques).

« Deux images de la Scandinavie chrétienne », 15 heures, 9, rue Médéric (Paris et son histoire). « L'Opéra », 15 houres, façado (Paris et son histoire).

«Le musée Picasso», 12 h 30, dans la cour, près des caisses (Didier Bou-

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Egypte pharaonique : l'architecture » ; 19 heures : « L'avènement d'Hugues Capet » (Arcus).

SPORTS

TENNIS: Tournoi de Paris-Bercy

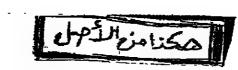
Leconte en demi-finale, Noah forfait

Henri Leconte s'est qualifié, vendredi 6 novembre, pour les demi-finales du tournoi de Paris-Bercy, doté de 315 000 dollars, en battant le champion de Wimbledon, l'Austra-lien Pat Cash, 6-4, 6-7 (9-11), 6-3. Après avoir gagné le premier set, le Français, agressif et bien inspiré, a eu trois balles de match dans le tie-Français, agressil et then inspire, a en trois balles de match dans le tie-break du deuxième set avant de conclure dans le troisième, après trois heures treize minutes de jeu. En demi-finale, Henri Leconte devait

rencontrer samedi l'Américain Tim Mayotte, vainqueur de l'Israélien Amos Mansdorf 6-4, 6-2.

L'autre demi-finale devait opposer l'Américain Brad Gilbert, qui a éliminé son compatriote Kevin Curren 7-5, 6-4, au Néerlandais Michiel Schapers, qui a bénéficié du forfait de Yannick Noah. Le Français, victime trois jours plus tôt d'une déchirure musculaire abdominale, a préféré se retirer du tournoi.





T - 1541 🕸 🖡

والتهادة مهاررة تؤشاج يازي , ... it in William. Liberte enterfel. A SECTION AND PARTY OF THE SECTION AND PARTY.

Nadget am compression

> 44 34 W. r eres Mari in in in the female in 🎉 11 44 74 ME

mark 🌞 💥 A 400 100 100 Complete and ameryk binding.

-No. of the contract of the con Middle A e in the supply 100 S & Bright C to rectify ##

The state of the state of er eine sellen of the same

- ACCOUNT OF THE NAME OF THE PARTY OF

THE STATE OF THE S See September

Cients made - WINE THE

The same

Server parties 12 50000 To Statement

Total Control

Economie

La baisse du franc et du dollar

Regain de tension au sein du SME

La proposition des sénateurs républicains, remise vendredi à M. Reagan et visant à réduire le déficit budgétaire américain de 30 milliards de dollars, mettra-telle un pen de baume au cœur aux financiers internationaux? Rendue publique en fin d'après-midi à Washington, celle-ci n'avait pas encore d'effet sur les marchés. Le dernier jour de cette troisième semaine de crise s'achève dans la panade totale: un dollar toujours en baisse, des marchés boursiers hésitants et un regain de tension au sein du système monétaire curopéen, où le franc était à nouvean pris, vendredi 6 novembre,

the state of the state of

Marie Company

1 63546

TEN MA TOWNER OF THE

Brighting and the second

1000

Circles 25

i tius

Annah shirts

**

d'un accès de faiblesse. Encore en baisse, malgré le soutien actif des banques centrales sur les places asiatiques et européennes, le billet s'est finalement stabilisé à un niveau très bas à

New-York, vendredi. En fin de ment s'achever sur un progrès et rigoureuse de défense du journée, il se négociait à d'un peu moins de 1 %. A Wall franc ». Commentant les consé-135,45 yens, à 1,6722 deutschemark et à 5,6505 francs français. La Réserve fédérale américaine ne serait pas intervenue, d'après les cambistes new-yorkais. Mais ces derniers estimaient, en fin de journée, que le dollar restait fra-

Malgré le mouvement général de baisse des taux d'intérêt auquel la France ne participe pas,

les marchés boursiers sont restés très hésitants. Les actions étaient en légère hausse à Tokyo (+ 1 %) et à Hongkong. Mais elles reprenaient le chemin de la baisse à Londres (- 1 %) et à Francfort. Quant à la Bourse de Paris, l'indécision y était complète: hausse à l'ouverture, chute en cours de séance pour finale-

Street, aussi, le yoyo était de rigueur. L'indice Dow Jones, le baromètre de la Bourse de New-York, a terminé sa journée en baisse de 26,53 points à 1 958,88. Le marché américain s'interrogeait sur l'effet à attendre du retour à la normale, lundi, des programmes informatiques, suspectés d'avoir contribué à l'effonement de la Bourse le 19 octo-

Dans ce climat délétère, la

journée de vendredi a été marquée par un regain de tension an sein du système monétaire européen. La concertation francoallemande du jeudi 5 novembre sur les taux d'intérêt n'aura finalement en des effets que passa-gers. L'annonce d'une baisse des taux en Allemagne et d'une hausse des taux en France avait permis jeudi en fin d'après-midi un rétablissement du franc vis-à-vis du deutschemark. Mais tout an long de la journée de vendredi le franc a à nouveau glissé. Ayant démarré, à l'ouverture, à 3,3695 FF, le mark a terminé la journée à 3,4090 FF, égalant ainsi son cours record inscrit au fixing de la veille, quelques minutes avant l'annonce de la hausse des taux d'intervention de la Banque de France. On en est donc revenu à la case départ.

« Gravées dans le marbre »

Face à la baisse du dollar, les marchés restent donc toujours sceptiques sur la possibilité de maintenir les parités actuelles au sein du SME. Les autorités monétaires européennes multiplient pourtant les décarations pour montrer leur détermination. « Les parités franc-mark sont gravées dans le marbre », indiquait-on vendredi dans l'entourage du ministre français de l'économie, des finances et de la privatisation. M. Edouard Balladur déclarait pour sa part à Poitiers devant un millier de chefs d'entreprise : Il n'est pas question de remettre en cause notre politique monétaire

quences de la crise boursière et monétaire et de la hausse des taux à court terme, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a expliqué, samedi sur Canal Plus, qu'il refuseit de « s'associer à ceux qui crient : récession, récession ». Si les sept grands pays industrialisés « n'arrivent pas à coordonner leurs politiques économiques et monétaires, alors des effets peuvent se faire ressentir ». g-t-il toutefois déclaré.

Le rôle et le fonctionnement du SME sont aussi à nouveau au centre des débats. M. Jean-Pierre Chevènement, le député (PS) du Territoire de Belfort, s'est fait, vendredi dans un communiqué, l'avocat d'une réforme du SME qui « impose en permanence un face-à-face entre le franc et le mark » et « oblige le gouvernement français à adopter des mesures contraires aux impératifs du redressement économique... de la France ».

Pour sa part, M. Jacques Delors, le président de la Com-mission européenne, qui s'exprimait lors d'un colloque sur l'ECU à Luxembourg, a expliqué que, sans les accords de Nyborg (Danemark) de septembre dernier, « nous aurions connu des difficultés plus grandes depuis une dizaine de jours ». Aussi estime-t-il nécessaires de nouveaux progrès dans le renforce-ment du SME. L'ancien ministre français des finances préconise notamment « l'utilisation de l'ECU comme moyen d'intervention sur les marchés des changes ». Il souhaite « une déclaration solennelle du prochain conseil européen exprimant la volonté de promouvoir l'ECU ».

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui coprésidait ce colloque avec M. Delors a déclaré, de son côté, qu' « il fallait négocier en 1988 un nouveau progrès de l'Europe monétaire par la création d'une banque centrale européenne ».

Une merveilleuse indifférence

Una crise financière de grande ampleur secoue les pays indus-trialisés depuis le 19 octobre, ébrante leurs marchés boursiers et les taux de change de leurs monnaies. Peu de choses sont faites par les gouvernements pour y porter ramède.

Des solutions, pourtant, existent que la science économique et l'expérience enseignent. Mais les pays renoncent à les appliquer, poursuivant leur stratégie propre, inspirée par des réflexes nationaux, une histoire, des préoccupations politiques parti-

Au sein du SME (système monétaire européen), le franc s'affaiblit, et c'est déjà presque une crise. S'il était à nouveau dévalué par rapport à la monnaie allemande, ce serait un drame, quelque chose comme une défaite nationale. Aux Etats-Unis, le dollar glisse dans l'indifférence générale, seuls les touristes américains en voyage à l'étranger voyant la chose d'un mauvais cail.

Difficile dans cas conditions à partir d'approches aussi diffé-rantes - de réagir en commun contre la tourmente boursière et

A plusieure reprises, des gouvernements français - de droite et de gauche - ont délibérément choisi le risque d'une récession ou plutôt d'un freinage de l'activité pour défendre la monnaie, stabiliser sa valeur. Cela a été fait en 1982-1983, et l'on peut pensar que les conséquences olitique en ont été lourdes : le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, ont fait perdre les élec-tions législatives de 1986 aux

Le niveau du dollar sur les places étrangères laisse au contraire de marbre les Américains. On le voit au comporte-ment de Wall Street qui se redresse alors que le billet vert se déprécie de plus en plus. Ce que craignent comme la peste les Américains, c'est une récession du genre de celle qui a durament coué les Etats-Unis en 1981-1982, faisant des millions de chômeurs, multipliant les fail-

lites, plongeant le pays dans un

Quand on a compris cela, une bonne partie de l'impuissance actuelle des gouvernements à s'entendre sur une action commune s'explique. M. Baker. secrétaire au Trésor, l'homme fort du moment, ne veut à aucun prix plonger son pays dans une nouvelle crise comme l'avait fait M. Voicer it y a sept ans en pouesant brutalement les taux d'inté-rêt à la hausse pour combattre

Les Etats-Unis vivent depuis le début de 1983 dans le confort gu'apporte une longue période de prospérité. Rien ne leur fait plus peur que l'idée d'une hausse des taux d'intérêt efficace pour soutenir le dollar mais dangereuse pour l'activité du pays. Tel est le sens des déclarations qu'a essénées avec la délicatesse qu'on lui connaît M. Baker dans une interview au Wall Street Journal.

Accords zais à mal

Alors que l'Europe demande l'Amérique de réduire ses désordres budgétaires et commerciaux en consomment moins. en - tournant moins vite >. Washington répond en substance que si rééquilibrage il y a, ce sera en exportant davantage. Et qu'il suffit pour cels de laisser faire les marchés qui jour après jour érodent le dollar, et la rendent plus compétitif...

Les accords du Louvre qui voulaient être un pes vers une politique commune, qui von-laient dépasser les solutions particulières à chaque pays, sont mis à mai par de telles déclarations. C'est évident pour les Européens. Ce ne l'est pas pour les Américains, qui voient surtout dans l'accord du 22 février 1987 l'engagement pris par la RFA et le Japon de stimuler leurs économies. Pour acheter davantage de marchandises et de services sur le continent nord-

ALAIN VERNHOLES.

Budget américain: compromis en vue

(Suite de la première page.)

Les premières réactions des démocrates qui détiennent la majorité au Congrès sont plus prudentes qu'hostiles (ce qui scrait maladroit de leur part dans le contexte actuel). Mais ils n'ont pas renoncé à exiger que la réduc-tion du déficit soit réalisée pour moitié par une augmentation des impôts et pour moitié par des éco-

Dans la même journée, le président Reagan a fait savoir qu'il scrait disposé à accepter une augmentation de la fiscalité sur l'essence, mais à condition que cette augmentation soit proposée par les démocrates. Le malheur est que les démocrates en question ne semblent nullement prêts à le faire. Car si nombre de spécialistes et d'éditorialistes recommandent vivement depuis plu-sieurs jours un alourdissement des taxes fédérales sur les carburants, personne n'a envie, au début d'une amée électorale, de prendre la responsabilité politique d'une telle mesure, aussi efficace qu'elle puisse être pour la réduction des déficits aussi bien budgétaire que commercial.

Bien d'autres difficultés subsistent, et les positions des uns et des autres restent ambiguês sur divers points, en perticulier ceini de la sécurité sociale. De part et d'autre, on semble à présent se faire à l'idée que certaines économies sont, dans ce domaine aussi, possibles et nécessaires - à condition qu'elles ne tonchent pas les titulaires de bas revenus, Mais, là encore, nul ne tient à être le premier à s'attaquer à ce sujet tabou, d'antant que M. Reagan luimême avait déclaré, avant l'ouverture des négociations, que la sécurité sociale « n'était pas

sur la table ».

An moins les propositions for-mulées vendredi, à la veille d'un week-end pendant lequel les négociateurs ne se rencontreront pas, permettent-elles de dissiper partiellement la pénible impression de ces derniers jours : celle que les deux parties en présence pre-

dans le cas où se produirait une chute boursière identique à celle du «lundi noir», du 19 octobre demier.

Selon George D. Gould, l'adminis-

Les charges d'agents de change dans la tourmente

Un fonds de soutien aux Etats-Unis

Selon un responsable du Trésor américain, George D. Gould, l'administration Reagan envisagerait un plan de sauvetage des firmes de courtage opérant à Wall Street, dans le contract de la contract de la

COULS.

naient tranquillement le temps de se chamailler comme aux bons vieux jours, tandis que le monde entier attendait dans l'anxiété et un agacement croissant qu'ils veuillent bien acconcher de quelque chose.

Le double appel, adressé jeudi par Mª Margaret Thatcher au président Reagan sons forme d'un message privé et de déclaration publique, a-t-il été entendu? L'effort consenti, jeudi égale-ment, par l'Allemagne fédérale, qui a fini par céder aux injonc-tions du secrétaire au Trésor, M. James Baker, en réduisant ses taux d'intérêt, méritait anssi un début de récompense.

Pas d'argence absolue

On aurait tort de croire pourtant que le sentiment d'ergence absolue est aussi fortement res-senti ici qu'il semble l'être en Europe, Certes, les responsables, M. Reagan comme les démocrates, répètent qu'il faut agir, et le président refuse même d'envisager un échec des négociations. Mais, après tout, Wall Street manifeste une assez remarquable patience (la semaine boursière, au total, n'a pas été trop mauvaise) ; les bons du Trésor américains out trouvé preneurs sans aucune difficulté; les ventes de détail ont progressé en octobre; seul le chômage a augmenté de 0,1 %, mais il reste à un niveau remarquablement bas (6 % de la population active, c'est-à-dire, selon certains spécialistes, pres-que le plein emploi). Et l'opinion publique est loin de céder à la panique : selon un sondage publié par le New York Times ve plus de la moitié des Américains estiment que l'économic de leur pays « va plutôt bien ». Ils étaient à peine plus nombreux à le penser avant le choc de Wall Street. Le reste du sondage est à l'avenant : la confiance des Américains dans l'avenir n'est que marginalement

JAN KRAUZE.

COMMERCE INTERNATIONAL

Afin d'éviter un conflit avec les Etats-Unis

La Commission européenne propose de retarder l'application d'une directive sur la viande aux hormones

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La directive communantaire sur la viande aux hormones a été approuvée fin 1985. Depuis, tous les Etats membres, à l'exception de la France, ont (certains tout récem-ment) adapté leur législation natio-nale. M. François Guillaume a annoncé que le gouvernement intro-duirait les nouvelles dispositions européennes par voie réglementaire avant le 31 décembre.

Les Français n'étaient pas parti-culièrement favorables à l'interdic-tion totale des hormones. Principaux importateurs de viande et surtout d'abats américains, ils redoutent de figurer comme premières victimes de mesures de représailles. Cependant, leur préoccupation prioritaire est le maintien de l'unité du Marché est le maintien de l'unité du Marché commun, autrement dit la possibilité de continuer à livrer sans problème de continuer à invier sais proteinne à ces très gros clients que sont l'Ita-lie et la RFA. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargée des affaires agricoles, a imagné une solution qui, pensait-il, permettait de rassurer Washington, sans donner l'impression de s'inclisans donner l'impression de s'incli-ner. La Communanté, explique-t-il en sabetance, ne peut pas suspendre l'entrée en vigneur de la directive elle-même, comme le réclament les Etais-Unis, car ce serait remettre en cause ses applications internes, à savoir la stricte interdiction de trai-ter le bétail aux hormones à compter du 1= janvier prochain. Mais, à côté de cela, elle doit bien considérer que

de BP. - La Koweit aurait réussi à privatisée. - (AFP.)

Une directive communantaire, interdisant la production et la commercialisation de viande traitée aux hormones, doit entrer en rigneur le 1" janvier 1988. Afin d'éviter un nouveau conflit avec les Etats-Unis - où certaines substances sout autorisées, - la Commission européenne propose aux Douze de suspendre pendant un an (ou dix-huit mois) les dispositions concernant la commercialisation. Les exportateurs américains de viande et d'abats pourraient, durant ce délai de grâce, continuer à vendre à la CEE. Mais les autorités de Washington ne trouvent pas ce geste suffisant.

les dispositions de la directive la directive, même s'ils en sont pron'ayant pas été introduites suffisam-ment tôt dans plusieurs réglementa-tions nationales, ou ayant fait l'objet d'une application peu sévère, on continuers à trouver sur les marchés de la CEE, pendant un an ou deux, des bêtes traitées. Il devient donc légitime de suspendre, à titre transitoire, l'interdiction de commercialiser ce type de viande et, pour qu'il n'y ait pas de discriminations à l'égard des pays tiers, de tolèrer les importations de viandes « hormonisées » durant ce délai.

Un marché de physicurs milliards de dollars

La Commission espérait que, devant ce geste de bonne volonté, l'administration américaine renoncerait à ouvrir la procédure (dite de la section 301) qui lui permet de recourir à des représailles. Or, elle a 'fait savoir que son intention, si la CEE maintenait l'entrée en vigneur de la directive, était bel et bien d'adopter les mesures de rétorsion mais, cependant, de ne pas les appliquer, aussi longtemps que les pro-ducteurs américains pourraient continuer à vendre sur le marché des

Douze.

La menace ne serait donc pas écartée. L'affrontement serait sim-plement différé. La Commission, qui soumettra ses propositions exactes au comité vétérinaire des Douze le 9 novembre, y trouvera-telle, dans ces conditions, la majorité qualifiée qui est nécessaire pour qu'elles soient adoptées ?

En vérité, les Etats-Unis estiment que la Communauté veut appliquer directive.

visoirement exemptés. Les hormones pour l'engraissement représentent un marché énorme, de plusieurs milliards de dollars. La mise en œuvre de la directive risque de priver leur industrie vétérinaire du marché européen. Elle risque surtout de constituer un précédent dangereux aux Etats-Unis mêmes où les organisations de consommateurs commencent à vouloir imposer une interdic-

Les Américains out demandé que soit créé, au sein du GATT (l'accord qui réglemente le com-merce international), un groupe d'experts chargés de vérifier si la directive de la CEE a une justification scientifique. La Communanté a jusqu'à présent refusé de s'engager dans cette voie. Elle estime qu'il y a là un problème de souveraineté. Il n'est pas acceptable que — par le biais d'arbitrages du GATT, — il puisse ainsi lui être interdit d'instaurer une législation qu'elle juge

tion similaire.

Les fabricants d'hormones européens se mobilisent eux aussi contre la directive. Ils ont exploité auprès des éleveurs le recours contre la directive déposée par le Royanme-Uni et le Danemark devant la Cour de justice européenne de Luxem-bourg. Les conclusions de l'avocat général du 14 octobre 1987, selon lesquelles l'action des deux pays devait être rejetée, ne les a pas découragés. Vingt-trois l'abricants se sont rassemblés au sein de la FEDESA (Fédération curopéenne des entreprises de santé animale) pour mener l'offensive contre la La FEDESA fait valoir que renoncer à engraisser les bêtes aux hormones revient à priver les éle-veurs d'un gain de productivité.

Le BEUC (Bureau suropéen des unions de consommateurs) rappelle quant à lui que la directive correspond « à une prise en comple de l'intérêt national des consomma-teurs ». Pour le BEUC, « les pres-sions américaines ou du GATT sur sions américaines ou du GATT sur la Commission contre la directive ne doivent entraîner aucune concession ou délai supplémentaire ».

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

A Marseille

Vers la fin du conflit des dockers

MARSEILLE de notre correspondant régional

Après plus d'un mois d'un conflit qui a eu de graves répercussions éco-nomiques et sociales (le Monde du 3 novembre), les dockers CGT et des entrepreneurs de manutention (acconiers) des bassins Est du Port autonome de Marseille devaient arriver au terme de leurs discus-sions, le samedi 7 novembre, pour la

signature de nouvelles conve collectives. Les accords en passe d'être conclus devraient permettre de réduire de 20 % à 30 % les effectifs des équipes à terre et à bord. En revanche, les dockers ont obtenu le maintien, et dans certains cas l'amé-lioration, de leurs avantages sociaux. « Nous avons réalisé un changement profond dans l'organisation du tra-vail de la manutention », a déclaré le porte-parole des acconiers, M. Magnan.

Les accords devront être approuvés lundi par les dockers an cours d'une assemblée générale. Scule ombre au tableau : le financement du plan social - prévoyant le départ de cinq cents dockers, signé en juin dernier entre les deux parties, qui reste soumis à la bonne volonté des pouvoirs publics.

charges d'agents de change fan-caises. La banque britannique Warburg confirme son intérêt pour Bacot-Allain-Farra. Elle a déposé une demande de prise de participa-tion pouvant aller jusqu'à 90 % du capital. De son côté, la banque américaine J.-P. Morgan a également déposé un dossier en vue d'acquérir jusqu'à 80 % de la charge Nivard-Flornoy. Jusqu'ici un seul établisse-James Capel (groupe Hongkong Courcoux-Bouvet.

Investissements anglo-saxons en France Deux banques anglo-saxonnes and Shangar Bank) avait annoncé viennent de faire connaître leur son intention de se poster acquéreur intention d'entrer dans le capital de d'une charge (Dufour-Koller-

tenra boursiers, qui seraient mis en

péril par une baisse brutale des

Laccentère). Becce-Allein-Farra est une des dix premières charges parisicanes. Elle est spécialisée dans les négociations de blocs d'actions, avec 23 millions de france de bénéfice net en 1986. Charge assez importante, Nivard-Flornoy avait été associée à plusieurs grands établissements finan-ciers de la place, dont la Banque Paribas mais qui, elle, a choisi ment étranger, la firme britannique d'acquérir la totalité du capital de

Le Koweit aurait acquis 5 %

acquérir 4,9 % des actions de British Petroleum à la faveur de la crise boursière. Ces achats — qui seraient évalués à 850 millions de livres (8,5 milliards de francs environ) auraient eu lieu en dehors de la place de Londres et auraient été effectués auprès d'institutions financières étrangères, notamment américaines, ayant souscrit de nouvelles actions de la demière tranche qui vient d'être

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UOI de neul, docteur? Pour reprendre cette expression familière à Bugo Bouny, c'est bien le cas de le dire. Pour la neuvième fois consécutive, la Bourse de Paris a baissé au cours de la semaine écoulée, réduite à quatre séauces par la fête des norts, traditionnellement chômée tree Vivienne. Il faut soigneusement souligner ce fait, car certains commentataire le prince quaient déduit un neu commentateurs hardis en avaient déduit un peu hâtivement que le marché avait fermé ses portes pour enterrer les sieus, perdus durant la dernière débâcle.

Nou, rien de neuf, sinon que la Bourse, devenne pen active pourtant, n'a pas paru être servée de baisse. Un repli de 0,5% des cours saluait mardi la réouverture du marché. Le lendemain, c'était la franche rechute. inévitable, paraît-il, après les deux séances de hausse enregistrées à la fin de la semaine précédente. « Les investisseurs étrangers étrillés à Wall Street, Hongkong, investisseurs étrangers étrillés à Wall Street, Hongkong, Tokyo, Londres... grignotent des plus-values là où ils peurent encore », expliquait un professionnel. Ces pauvres gens se refaisaient un peu de monnaie jeudi (~ 1,25%). A la veille du week-end, ce furent littéralement les montagnes russes. La matinée s'était en effet achevée sur 1,8% de hausse. Une demi-heure après, la tendance s'était complétement reuversée (~ 1%). A 14 heures, nouveau coup de théâtre avec l'indicateur instantané revenu dans le noir. La séance, à combien chaotique, se terminait sur une modeste hausse de 0,45%, sans grand effet sur le hilan de la semaine encore très lourd (~ 4,5%). Depuis le 4 septembre dernier, point culminant de la reprise d'été, les valeurs françaises out, en moyenne, baissé d'environ 32%. Sans précédent. Après cela, les affiches, qui tapissent le métro pour appâter l'épargnant, affiches, qui tapissent le mêtro pour appâter l'éparguan « Bougez votre argent, il va faire des bouds », paraisses

Encore un petit effort et la Bourse achèvera de perdre les gains qu'elle avait acquis en 1986. Actuellement, l'indice CAC, retombé pour la deuxième fois au-dessous du palier des 300 points, se trouve à son plus bas niveau depuis le 18 février 1986.

A dire vrai, la séauce de rendredi, a très bien mis en A dire vrai, la seauce de vendrech, a tres bien mis en lumière le sentiment du marché. Et ce sestiment est noir. Si Paris a continué cette semaine de s'étaler, c'est bien la faute du dollar, qui n'en finit plus de s'effilocher au point de retomber à ses plus has niveaux historiques contre le deutschemark, le yen et le franc suisse (voir ci-contre). La preuve : les autres places fimancières n'avaient pas la mine très fraiche son plus.

Mais sur cette rive-ci de l'Atlantique, le problès monétaire s'est compliqué avec le dérapage concomitant du franc (par rapport au deutschemark), qui s'est dangeressement approché de son cours-plancher. Que faire? Le laisser flotter en décrétant sa sortie du SME? Des financiers étalent pour. Mais pas question, Le choix

Encore plus bas

de Rivoli s'est porté sur la «solution concertée» avec l'Allemagne fédérale, seule capable d'éviter une dépréciation du franc et une réévaluation du deutschemark. Et tandis que Boun baissait ses taux d'intérêt à court terme, Paris relevait les siens. Momentanément... bien sûr! Comme ça la France est dovenne le seul pays riche au monde à majorer le loyer de son argent. Sur le marché obligataire et sur le MATIF où des positions avaient été prises à la hausse, en prévision d'un réaménagement des partités monétaires dans le SME, qui devait conduire à une dévaluation du franc, des opérateurs se sont retrouvés pour la énième fois opérateurs se sont retrouvés pour la énième fois complètement coincés. Beaucoup criaient au scandale, car la nouvelle du relèvement des taux français avait été annoucée jeudi une demi-heure seulement après le bouclage de l'émission d'OAT. «Et encore bravo!», disait en sifflant un opérateur. «Mais ils sont fous», clamaient des professionnels. Et d'ajouter : «C'est la reconnaissance que la situation économique et monétaire n'est pas bonne en France.» Du coup, pour éviter des remons, un écran de fumée avait été dressé à la hâte vendredi matin. Et sur des achats institutionnels, le marché était remonté en flèche. «Cela permet à Paris de donner le change quand New-York redémarre ». opérateurs se sont retrouvés pour la énième fois donner le change quand New-York redémarre », commentait un spécialiste. Mais le voile n'a pas tardé à se déchirer.

Les étrangers, Britanniques en tête, se sont remis à rendre. Et les «zinzins sont rapidement accourus pour colmater les brèches et tenter de rendre un air présentable à la Bourse». « Ces manœuvres n'ont échappé à persoune. Elles out contribué à détériorer l'atmosphère déjà assez lourde comme ça.» Un gérant de portefeuille, lui, ricanaît dans son coin : «Lundi prochain, il fandra canaliser les rentes de Suez.» C'est, en effet, le 9 novembre que l'action de ce groupe financier doit faire son retour rue Vivienne. «Elle va se faire écharper», lança quelqu'un. Vendredi, sur le marché gris de Londres l'action Suez se traitait entre 285 F et 295 F (prix de vente : 317 F). Sans comp

D'une façon générale, le pessimisme est tel dans les travées que sul se s'aventure plus à forunder le moindre pronostic. Le mot reprise ? Banni. A Noti peut-être on en reparlera, quand le ralentissement de la croissance

Banques, assurances

Buil Équipement ... Bancaire (Cie)

Hénin (La)
Isam. PL-Monceau
Locafrance
Locafrance

UCB

sociétés d'investissement

6-11-87 Diff.

Semaine du 3 au 6 novembre.

outre-Atlantique sera tel que la Réserve fédérale américaine sera obligée de baisser ses taux pour relancer la machine économique et le dollar.

Dans l'immédiat besucoup craignent que l'apparition furtire d'un début de sélectivité, pour la première fois depuis trois semaines, soit éphémère. « La remontée des faux a tout cassé », murumarait un boursier. Et puis l'horizon se rétrécit à toute vitesse. Avec la crisefinancière, partout la croissance va se ralentir. Es France, le BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) table tout juste sur 1% pour 1988. Dans ces conditions, les prévisions de bénéfices des entreprises vont devoir être revues... à la baisse. Il en sern de même du PER (price carning ratio ou rapport cours bénéfice par action). « Il va falloir maintenant raisonner avec des ratios de 10, pent-être même inférieurs », se plaignait su analyste. Mais où est donc passé le temps des PER à 17, 20, voire 25? Pour l'instant des professionnels se bornent à constater que les valeurs françaises sont revenues à des niveaux correspondant à des cours d'achat... pour 1988. Le drame est que le mondant des achats à découvert n'a France, le BIPE (Bureau d'informations et de prévisions niveaux correspondant à des cours d'achat... pour 1988. Le drame est que le montant des achats à découvert n'a pas diminué (— 19 %) en un mois, à due proportion de la baisse des cours. « Elle reste trop importante », entendait-on sous la verrière. Autrement dit, en plus des ventes de portefeuilles auxquelles les étrangers procèdent encore, des dégagements sur positions penyent encore se produire, par lassitude ou pour éviter le pire. Le montant de ce découvert sur les actions françaises n'est pas considérable : 5,78 milliards de francs à fin octobre. Au rythme actuel des transactions (1,4 milliard de francs par jour), cela représente quatre séances en Bourse. En temps ordinaire, ce n'est rien et le marché serait jusé sain. En tire, ce n'est rien et le marché serait jugé sain. En période de crise, les vieux critères n'ont plus cours. Les circonstances sont vraiment exceptionnelles. La preuve : circonstances sont vraiment exceptionnelles. La preuve : les spécialistes chargés de gérer le portefeuille fictif de l'Expansion out démissionné. Impossible : les règles du jen ent chargé. Ce n'est pas un hasard si le représentant d'une grande banque, habitué à se restaurer convenablement, avalait l'autre jour un sandwich à la sauvette. Le lendemain, il n'avait même plus le temps d'en acheter un. Il n'y a plus que M. Francis Bouygnes pour se montrer serein, devant les rumenrs d'OPA qui circulent sur son groupe depuis que son action est tombée au-dessous de 1 000 F.

Maintenant, pour gagner de l'argent rue Vivienne, il faudrait, comme l'assurait un gérant de portefeuille malicieux, « pouvoir vendre à découvert les grands dirigeants des pays industrialisés». C'est méchant. Mais faudra-t-il attendre un nouveau catachysme pour voir les fandra-t-il attendre un nouveau cataclysme pour voir les hommes politiques se décider enfin à prendre des mesures ? En Bourse, le fond reste peut-être à découvrir.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK En dessous de 2 000 CHARLES HE

Wall Street s'est effercé cette Wall Street s'est efferet cette sensine de redresser la tête après la débéele d'octobre. Mais le marché américain n'y est pes arrivé. Encore sons le choc, les investisseurs out cette fois été rendus très inquiets par la chute du doillar et l'incapacité manifeste du Congrès et de l'administration Reagan de trouver un terrain d'emente pour réduire le déficit budgétaire. De ce fait, après un départ encourageant, le Bourse américaine a rechuté, pour retomber ce dessons de la barre des 2 000 et a évolué lessons de la barre des 2 000 et a évolué ensuite de façon irrégulière. A la veille du week-end, l'indice Dow Jones s'est établi à 1 959,05 (contre 1 993,53 le

Une rameur, reprise par l'Express, circule à New-York, selon laquelle la crise d'octobre serait due à un sabotage financier de l'Iran, qui dès le 14 auxist pessé un ordre de vente de pins de 1 miliard de dollars d'actions américaines.

	Cours 30 oct.	Coess 6 sor.
Alone Allogis (cx-UAL) ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pout de Nemours Eastmen Kodak Erzue Ford General Electric General Motors Goodyear	43 73 1/2 25 5/8 38 5/8 27 1/2 96 1/4 55 3/4 42 75 1/2 47 1/8 58 1/2 47 3/4	42 5/8 72 1/2 29 3/8 36 28 1/2 96 51 41 1/4 75 5/8 46 1/8 58 3/4 49 7/8
IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlamberger Texano Union Cartride USX Westinghome Xerox Corp	123/4 40 525/8 525/8 325/8 211/2 271/8 471/8 571/8	119 1/2 59 7/3 38 3/4 53 5/8 33 3/4 39 3/8 21 3/4 28 3/8 47 3/4 58 1/8

LONDRES

Le relative résistance qui s'était manifestée la semaine précédente, n'a pas texu. Le Stock Exchange a pas tenu. Le Stock Exchange a reploagé. Saivant les indices pris comme référence, le baisse s été de 7 % on de 8 %. Une tentstive de reprise jendi, favorisée par la baisse des tenx d'intérêt anx Enris-Unis et ca RFA, a fait long feu. En plus des craintes susci-tées par la glissade du dollar, la perspec-tive d'une récession n'a pas peu contri-bué à déclementer de nouvelles vagues de ventes. Le discours d'autonne, volonairement optimiste, prosoncé par le chan-celler de l'Echiquier a fait l'effet d'un cantère sur une jambe de bois. Indices « FT » da .6 novembre : industrielles, 1 274 (contre 1 360,9); mines d'oc, 261,6 (contre 312,1); Fonds d'Etsi, 91,12 (contre 89,87).

	Coms 30 oct.	Cours 6 nov.
Shell	422 370 267 267 337 10 1/4 12 3/4 11 5/8 20 3/4 10 47/64 496	424 346 245 264 329 9 1/4 11 1/2 20 3/8 18 19/64 978 457
Vickers	164 40 1/4	133 1/2 40 5/8

(*) En dollars. FRANCFORT

— 7,8 %

De l'affaiblissement, le marché allement est passé cette semaine à l'effondrement. D'un vendredi à l'autre, la baisse moyenne des cours a été de 7,3 %. Là comme ailleurs, la dégringolade du dollar a contribué à inquiéter les opérateurs. L'annonce d'une baisse du Lombard (taux d'avance sur titres) a tout juste réussi à freiner l'hémorragie à la veille du weck-end. Les valeurs de la construction automobile ont été très éprouvés.

Indice de la Commerzbank du 6 novembre : 1 407 (contre I 526).

	TOTAL A S	
	Cours. 30 oct.	Cours 6 zov.
AEG	251	219
BASF	271.80	253.20
Bayer	293.50	269
Commerzbank	244.50	234
Deutschehank	528	467,50
Hoechst	264	240,50
Karstadt	454	427.80
Маплония	145	125.50
Siemens	487	435.50
Voliciwagou	275	253

TOKYO Encore quelques secon

With Charles

1 . M.

14 mm

Le marché japonais est passé successivement de l'espoir (reprise de Wall Street) à la crainte (chute du dollar). De ce fait, les cours ont évolué en dents de scie au cours de cette semaine, écourtée d'une séance mardi par la fête de la culture. Finalement, samedi matio, le Kabnto-Cho s'est encore alourdi, de nombreux opérateurs estimant que l'accord du Louvre avait fait long feu. Indices du 7 novembre: Nikket, 22 637,01 (contre 23 328,91 le 31 octobre); général, 1 856,99 (contre 1917,42).

	30 oct.	Cour 6 non
Alaf Bridgestone Canon	454 1 150 936 3 100 1 250 1 958 636 4 060 1 780	43: 1 18: 94: 3 08: 1 22: 2 05: 62: 4 10: 1 80:

Produits chimiques

	6-11-87	DHT.
Inst. Mérieux Labo. Bell. Roussel UC BASF Bayer Hoechst Imp. Chemic. (1) Norsk Hydro	3 930 1 129 995 850 905 799 106,29	+ 19 + 69 - 52 - 62 - 60 - 81 - 5,29

Pétroles

	6-11-87	Diff.
B.P. France	71	lock.
Elf-Aquitaine	270	- 16
Esso	384,90	- 8,90
Exxon	233,50	- 5,58
Petrolina	1 505	- 75
Primagez	636	+ 19
Raffinage	76	+ 4
Royal Dutch	683	- 46
Sogerap	336	+ 1
Total	356	+ 1

Valeurs diverses

Accor		0-11-0/	Dur.
Agence Havas	Accor	359,50	- 0,50
Bic 585 25 Bis 765 65 CGIP 315 46 Chub Méditerranée 365 27 Essilor 2 101 339 Europe I 511 4 Hachetts 2 126 133 L'Air liquide 2 529 15 L'Oréal 2 586 299 Navigation Mixte 702 2 Nord-Est 102,20 1,10 Pressea Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	Agence Haves	441	- 28
Ris 765 65 CGIP 365 27 Cub Méditerranée 365 27 Essilor 2 101 339 Europe I 511 4 Hachetts 2 120 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 2 500 299 Navigation Mixte 702 2 Nord-Est 102,20 1,10 Pressea Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	Arjomari	1 560	
Europe 1 511 4 Hachetts 2 129 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 782 Navigation Mixte 782 Nord-Est 192,20 + 1,10 Presses Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38		505	- 25
Europe 1 511 4 Hachetts 2 129 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 782 Navigation Mixte 782 Nord-Est 192,20 + 1,10 Presses Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	Bis	765	- 65
Europe 1 511 4 Hachetts 2 129 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 782 Navigation Mixte 782 Nord-Est 192,20 + 1,10 Presses Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	CGIP	815	- 40
Europe 1 511 4 Hachetts 2 129 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 782 Navigation Mixte 782 Nord-Est 192,20 + 1,10 Presses Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	Club Méditerranée .	365	- 27
Europe 1 511 4 Hachetts 2 129 133 L'Air liquide 520 15 L'Oréal 782 Navigation Mixte 782 Nord-Est 192,20 + 1,10 Presses Cité 2 690 309 Saint-Gobain 426 16 Sanofi 572 38	Essilor	2 101	- 33 9
Hachette	Europe 1	511	_ 4
L'Air fiquide 529 - 15 L'Oréal 2 586 - 299 Navigarion Mixte 702 + 2 Nord-Est 102,30 + 1,10 Pressea Cité 2 690 - 309 Saint-Gobain 426 - 16 Sanofi 572 - 38	Hachetts	2 120	- 133
Navigation Mixte 782 + 2 Nord-Est 102,20 + 1,10 Pressea Cité 2 690 - 309 Saint-Gobain 426 - 16 Sanofi 572 - 38	L'Air fiquide	520	- 15
Navigation Mixte 782 + 2 Nord-Est 102,20 + 1,10 Pressea Cité 2 690 - 309 Saint-Gobain 426 - 16 Sanofi 572 - 38	L'Oréal	2.506	- 299
Nord-Est 102,20 + 1,10 Pressac Cité 2 690 - 309 Saint-Gobain 426 - 16 Sanofi 572 - 38	Navigation Mixte	792	+ 2
Presses Cité 2 690 - 309 Saint-Gobain 426 - 16 Sanofi 572 - 38	Nord-Est	102.20	+ 1.10
Sanofi 572 - 38	Presses Cité	2 690	- 309
	Saint-Gobain	426	- 16
	Sanofi	572	- 38
			- 2

La Maison Blanche a constitué la commission d'enquête chargée d'étudier les mécanismes du marché boursier après la

secousse qui a agité les marchés financiers à la mi-octobre. Le

président Reagan avait annoncé quelques jours après le « lundi noir » 19 octobre la création d'un

tel organisme pour examiner le fonctionnement de la Bourse et

La commission est chargés de

présenter un rapport d'ici deux mois pour donner « une vue claire

et globale de ce qui est arrivé à la Bourse en octobre, évaluer les

performances et les conditions du marché et explorer tout chan-

gement nécessaire pour assurer le fonctionnement harmonieux du

marché et maintenir la confiance des investisseurs », a déclaré M. Martin Fitzwater, porte-parole

En fonction de ses recommen-

dations, le président Reagan décidera s'il est nécessaire de préparer des règlements ou des

es réformes.

	0-11-6/	Dat.
André Roudière	161	- 19
Agache (Fin.)	1 720	- 80
BHV	365	- 45
CFAO	1 440	- 40
Demart-Serviposte	2 226	- 59
Darty	275	- 25
DMC	392,10	- 28,49
Galeries Lafayette	1 628	- 22
La Rodoute	2 808	- 38
Nouvelles Galeries	347	- 38
Printemps	450	- 30
SCOA	79,60	- 8

Filatures, textiles, magasins

Mines, caoutchouc, outre-mer

	6-11-87	Diff.
Géophysique Imétal Michelin Min. Penarroya RTZ ZCI	351 125 222,90 37,85 29,40 1,51	- 48 - 6 - 15,60 - 2,15 - 6,40 - 0,05
Métallurgie		

ETATS-UNIS

Constitution de la commission d'enquête sur la Bourse

constru	ction m	vécaniq	ue
		6-11-87	Diff.
Alspi		294	- 23
Avines Des		849	- 47
Chiers-Chil	tillos	47.30	- 6.40
De Dietrick		1 530	+ 35
FACOM		528	- 12
Fives Li		98	- 3
Marine We		231	- 27
Penholit		872	- 39
Peugeot SA			- 95
Poclain		16.40	- 0.05
Sagan		1.425	4 12
Strafor		435	- 13
	******	743	- 704
Valeo		472	- 38

projets de lai. La Maison Blanche prendra toutes les décisions

marché libre, équitable et actif »,

indépendemment de ses travaux à la Réserve fédérale (Fed). Elle fournira également au président Reagan des conseils pendant le

déroulement de ses travaux.

La commission rendra compte

Le directeur exécutif de la

commission est M. Robert Glau-

ber, professeur à Harward, Elle compte plusieurs dirigeants de sociétés privées, notamment

MM. James Kotting, président de Navistar, Robert Kirby, prési-

dent de Capital Guardian Trust Co, Howard Stein, président de

Dreyfus Corporation, et John Opel, président à IBM. Seul le président de la com-

mission, l'ancien sénateur répu-blicain du New-Jersey,

M. Nicholas Brady, avait été

nommé jusqu'a présent.

a-t-il ajouté.

	351	_	48	
•••••	125	-	6	
	222,90	-	15,68	
1	37,85	-	2,15	
•••••	29,40	-	6,40	
•••••	1,51	-	€,05	

			6-11-87	L	D
anique		41/2 % 1973	1 703 9 010	-	3
11-87	Diff.	10,30 %1975 PME 10,6 % 1976	100,30 100,30	Ξ	
94	- 23	8,30 % 1977 10 % 1978	123 100.36	+	
40	- 47 - 6,40	9,80 % 1978	99,86	-	b
47,30 38 28	+ 35	9 % 1979	97,70 101,70		
98	- 12 - 8	16,20 % 1982	112,45	ľ	
31	- 27 - 29	16 % 1982 15.75 % 1982	113,70 110,35	_	ŀ
65	- 95 - 0.95	CNE 3 %	3 800	-	1
16,40 35	+ 13	CNB bq. 5 000 F CNB Paribes 5 000 F	102,50	_	
35 25 72	- 904 - 38	CNB Suez 5 000 F .		+	

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	6-11-87	Diff.	Alcatel	1 749 275
1973 19 %1975 10,6 % 1976 1977 1978 1978 1979 1979 1982 1982 1982 13 %	1 703 9 010 100,30 123 100,30 99,80 97,70 101,70 112,45 113,35 3 800	- 106 + 50 - 0,40 - 0,50 + 0,50 - 0,05 heth. + 0,10 + 0,60 inch. lock. - 0,35	Alsthon-Atlantique Crouzet Générale des Emm IBM Intertochnique ITT Legrand Lyonaries des Eaux Marta Merlin-Gérin Motours Levoy-Somer Moulinex PM Labianl Radiotechnique Schlamberger SEB	
hq. 5 000 F Paribas 5 000 F Suex 5 000 F	102,50 102 102,10	- 0,25	Signaux	1 475 315
5000 F	102,05		Teléméc Electrique . Thomses-CSF	2770 781

services publics

Matériel électrique

Alimentation

Beghin-Say
Bongrain
BSN
Carrefour
Casino
Euromarché
Griveure et Gase

Casino 129,3
Euromarché 2930
Guyoune et Gasc. 399
Lesiour 1575
LUMH 1430

6-11-87

1 575 33 810

Diff.

		6-11-87	Dar.
•	Alestel	1749	+ 198
	Alsthom-Atlantique.	275	+ 5
	Crouzet	143	+ 3
	Générale des Esux	1 025	- 35
	IBM	793	- 7
	Intertochnique	789	- 11
	TT	296	- 22
	Legrand		+ 335
•	Lyonnaise des Baux .	1 184	+ 4
	Matra	1 652	- 3
	Merlin-Gérin	1 951	+ 1
	Moteurs Lordy-Somer Moulinex	535	- 50
	PM Labinal	542	- 4,15
	Radiotechnique	1 020	+ 4 - 3 + 1 - 59 - 4,15 + 56
	Schlemberger	192	= =
	SEB	742	24
	Siemens	1 475	- 167
	Signaux	315	- 19
	Téléméc. Electrique.	2770	- 40
	Thomson CSF	781	- 61

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 2 novembre | 3 novembre | 4 novembre | 5 novembre | 6 novembre

RM Comptant	-	1600482	1 558 838	1 952 300	-
Retobl.	_	9342480	14 101 080	13987951	_
Actions	-	137 587	151 256	227 363	-
Total	-	11 080 549	15811 174	16 167 614	-
INDICE	S QUOTID	IENS (INSI	EE hase 190,	31 décembr	re 1986)
Françaises	-	77,1	74,9	74,6	-
Etrangères	-	102,5	97,2	96	-
		TE DES A			
	(bas	e 100, 31 di	écembre 19	86)	•
Tendance .	- 1	79,7	77,7	76,7	77,7
	Che	se 100, 31 di	icembre 198	n	

MATIF

| 310,9 | 300,9 | 297,1 | 299,9

100 A Cotadon en pourcentage du 6 novembre 138/							
COURS	ÉCHÉANCES						
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88			
Premier	-	_	-	_			
+ hout	97,95	97,40	97	96,65			
+ bas	96,35	95,95	95,90	96			
Dernier	97,30	96,85	96,40	96,65			
Compensation	97,30	96,80	96,40	96,65			

LES PLUS FORTES VARIATIONS THE COLUMN LETTO CHAIN A THE COLUMN

Valents	Hanne %	Valeurs	Beine %
Seint-Louis Alcatel Alcousei Alfoussei Alfouss	+ 56	Luchaire Matta Nardon Vallourec Basiler Bandrance Géophysique Chiess CERUS Marine Wendel Stunfor	-226 -198 -154 -159 -119 -119 -119 -119 -119

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nore de titres	Val. ca cap. (F)
Personal	584 031	659 128 890
CGE	1 353 877	326 390 497
BSN	77 574	324 729 731
Saint-Louis	261 279	303 908 361
Lafarge	242 336	285 862 877
Sté Générale	702 679	272 745 527
LV-HIM Moet .	181 478	271 713 065
Michelia	1 138 641	269 619 070
Saint-Gobain .	503 523	216 244 815
CSF	246 657	201 265 349
L'Air liquide	334 686	176 559 992
(*) Du 29 octo	bre az 5 sove	mbre inche.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours 30 oct. 6 nov. 85 800 89 500 577 389 84 250 84 200 563 350

Plàce la e Plàce Source e Source e Demi-	isse (20 fr. tine (20 fr. tonisisses is	(20 0.)	593 532 508 565 509 370 3 200 1 220 900 3 560 655 548 350	\$36 464 485 529 534 350 3 000 1 536 380 3 400 647 520 340
tatas	12			THE PARTY OF THE P
Die \$7.	91,00	91,60	91,75	-4/0
Man 88	91,64	91,25	91,55	- 4,33
Jan 28.	71,46	91,20	91,40	-0,11
Sept. 28.	-	-	91,15	-

Les stratégies d'internationalisation des sociétés multinationales pharmaceutiques. -- C'est le titre de le thèse que Philippe Gwénaël Versz à soutenue récemment de docteur de des le des les de pour obtenir son diplôme de docteur pour obtenir son apome de docteur en pharmacie. C'était presque une gegeure, car les grands fabricants de médicaments ne sont pas répunés être bavards. L'auteur a réussi non sulement à les faire parler, mais à randre aussi son travail intéressant. C'est un bon instrument de travail pour tous caux qui, de près ou de lour, s'intéressent à l'industrie pharmaceutique et l'un pravaillement de l'avent de l'industrie pharmaceutique et l'un pravaillement.

ique et/ou travaillent avec

* Université Paris-V-René Descartes

Mines of the fact the first care the

dens le deraillement de

dies is continued in

Exercise of the state of the

Sentier de con de la sentier de la sentier de la sentier de contra de la sentier de la

TENNET CE CHI SUboda

Secreta de la como per la como per la como per la como como per la como como per la como p

and district come of the

services of destricts

Crearing puries ages.

there's proceeding &

Service of est comple

mare as a decembre in

e ganerment Sch

180 52 40 de ces mans

10 mm 20 77 - 1200

the authority on better

timen i seus alle et

FREE CO SONO

and the second second

Steen Section of the

mod with a distribute

ME COMMENT DESTRUCTE

affaiblie

the same of the sa

a 331 Tablet increal Service Committee

Common Line to EE

grand a track that

7 729

ig (f) to it is a case.

alex (1987년 1월 1일부탁) 化电影 化二甲烷基氯化氯苯酚

and the later from the second

より、対象を経済

فقفاه فالمتاه المعالية والمراجع

ALL PROPERTY OF SET

And the second of the

ಇಂದಿ ನೀಡವರ

100

garage and sight

in Persent

State of the state

and the state of t

t des . . . scellenne

The state of the s

Sold territory

Cocu et mécontent

Il est scandaleux que les investis-seurs étrangers ne puissent bénéfi-cier de l'option de payement différé offert aux Français ayant participé à la privatisation de la Compagnie financière de Suez. Cette décision est d'autant plus incompréhensible que l'un des principaux objectifs de cette privatisation était de permettre des augmentations ultérieures du capital social de la Compagnie de la part, entre autres, des investisseurs internationaux. Ceux-ci, qui avaient onze fois souscrit le montant qui leur était proposé et qui, ce faisant, s'étaient montrés beaucoup plus empressés que les résidents en France, garderont longtemps en mémoire un ostracisme qui paraît pent compatible avec le traité de Rome.

A la suite de l'effondrement des Bourses dans le monde, la logique aurait voulu que M. Balladur réduise le prix de vente de l'action Suez. Il n'a pu le faire parce que cela aurait entraîné des problèmes juridiques compliqués. Devoir repas-ser devant la Commission de privatisation aurait pu être interprété comme une reculade politique. Le ministre des finances s'est donc rabattu sur la seule solution restante : le payement différé. C'est une résolution intelligente et élé-gante parce qu'elle incite les por-teurs à conserver leur papier, alors que le payement partiel cher aux Britanniques n'y porte pas. Pourquoi fallait-il dès lors pénaliser les non-résidents en les contraignant à libérer immédiatement la totalité du prix de l'action ?

En créant deux catégories d'actions Suez, les unes dotées d'une option à payement différé, les autres à libération instantanée, les autorités françaises ont-elles réalisé que cela revenait à instaurer de facto une décote en faveur des Français? Un investisseur étranger ayant reçu deux cents titres devra acquitter sur le champ 63 400 F tricolores tandis que son homologue « franchouil-lard» ne devra verser que 31 700 F. Si ce dernier fait un dépôt d'un an rémunéré à 8 %, les 31 700 F repré-sentant le solde du payement dif-féré, il percevra 2 536 F d'intérêt. Cela ramènera à 304,20 F le coût ultime de chacune de ses actions Suez. En revanche, ce titre revien-dra toujours à 317 F pour l'acqué-reur étranger assuré d'être 16 « cocu » de l'affaire. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le cours du marché gris s'établissait à Londres aux environs de 305 F en fin de semaine. Il ne faut pas, non

Heureux seront les derniers! Ce principe évangélique devrait, en fin de compte, relever le moral des groupes qui n'avaient pas été autorisés à faire partie du noyau dur initial. Ils auront dorénavant toute latitude pour obtenir la participation qu'ils convoitaient dans la Compagnie financière de Suez à un prix bien inférieur à celui attribué aux benoîts originellement élus. Les modalités de libération appliquées à Suez sont celles qui étaient prévues pour la privatisation de l'UAP. Cette dernière est maintenant dans les limbes non seulement parce que les conditions de marché ne s'y prêtent pas mais aussi parce qu'elle empiéterait sur l'émission de 1,3 milliard de dollars d'actions qu'Eurotunnel, la société chargée de creuser le tunnel sous la Manche, se doit de lever, du 16 au 27 novembre, auprès des investisseurs internationaux, tout particulièrement les français et les britanniques. Cette émission est impérative. Sans elle, pas de tumel : à son succès est subordonné

l'octroi de plus de 8,5 milliards de

dollars sur dix-huit ans de crédits bancaires de la part de cent quatre-vingt-neuf banques internationales.

L'entêtement politique auquel on pu assister avec BP, en Grande Bretagne, puis avec Suez, en France, joint à celui que dénote an Japon la décision de procéder à l'énorme privatisation, pour l'équivalence de 38 milliards de dollars, de NTT (Nippon Telephone and Telegraph), est déjà nocif dans un climat normal. Il deviem intolérable lorsque les marchés ne s'y prêtent pas, comme c'est le cas actuellement. Invitées à soutenir l'émission par leurs autorités gouvernementales auxquelles les lie une allégeance cedipienne qui ferait rêver Sigmund Freud lui-même, les institutions japonaises sont assurées de faire leur devoir. Celui-ci accompli, il ne serait pas étomant qu'elles se déchargent immédiatement des avoirs en actions japonaises qu'elles Bretagne, puis avec Suez, en avoirs en actions japonaises qu'elles avaient plutôt mal que bon gré conservés en portefeuilles afin que l'émission NTT ne se déroule pas sous des auspices encore pires. Tout cela n'augure pas bien de l'état des Bourses dans le monde.

Une « référence historique »

marché euro-obligataire où l'abais-sement tant artendu des taux d'intérêt a ramené un espoir que n'a même pu affecter la ciunte dramati-que de la devise américaine. La perspective d'une détente suppléperspective d'une détente supplémentaire des taux l'a emporté sur les considérations monétaires. La maestria du Crédit suisse First Boston (CSFB) y a également été pour beaucoup. Jeudi, la grande banque d'investissement, désormais plus helvétique qu'américaine sous l'impulsion de Hans-Jeorg Rudloff, a lancé avec beaucoup de succès une euroémission de 250 millions de dollars des Etats-Unis pour le compte de la République d'Autriche. D'une durée de trois ans, elle a été offerte à un prix de 100,375, assortie d'un coupon annuel de 8,50 %. A la fin de la même journée, elle se traitait avec même journée, elle se traitait avec une modeste décote de 0,50, soit bien en dessous de la commission bancaire globale de 1,375 % et encore en decà de la seule commission de vente de 0,875 %. Trois raisons expliquent l'excellente performance antrichienne : un coupon à la limite de la générosité, une durée relativement brève et la qualité souveraine de classe « AAA » de

Il est heureux que la réduction, le même jeudi, de 0,50 % du Lombard en Aliemagne ait été suivie d'une promesse de la Bundesbank de procelui qu'affichera la Bourse de Paris
lorsque la cotation officielle débutera le lundi 9 novembre.

dités au travers d'une enchère de
papier à 30 jours ne coûtant plus que
3,50 % au lieu de 3,80 % précédemurer an marché s

Tout va beaucoup mieux sur le ment. Cet abaissement, alors que le taux d'escompte germain est résolument demeuré inchangé à 3 %, était un signe évident de boune volonté teutonne. Dès vendredi, cela permet-tait à la toute-puissante Deutsche Bank de souligner que la détente des taux à moyen terme se produissit enfin en Allemagne en offrant pour le compte de sa filiale de Curação, 500 millions de deutchemarks sur cinq ans dotés de ce que les ban-quiers d'outre-Rhin qualificat de référence historique » : un coupon de seulement 5,50 %. C'est en effet le plus bas qu'on ait jamais atteint dans le passé en Allemagne. Cela n'a en rien ralenti l'enthousiasme des investisseurs qui ont très chaleu-reusement accueilli la proposition de la Deutsche Bank.

> pertout à la détente. Cela, combiné avec la régression du dollar à des niveaux plus réalistes, devrait à la longue aussi ramener un pen de calme sur les principales Bourses du monde. Les Allemends et les Japo nais ont peut-être enfin compris que les Américains, afin de ressusciter leur industrie manufacturière litté-ralement annihilée par les premiers, étaient résolus à laisser le cours du dollar tomber suffisamment bas pour qu'aux Etats-Unis le prix de la Mercedes approche celui de la fusée Ariane et que le coût d'une voiture Nissan rejoigne celui de la Rolls Royce.

Les eurotemps sont désormais

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

En déclarant il y a une dizaine de jours à Strasbourg que « les Améri-cains sont prêts à faire tomber le dollar à 1,60 deutschemark .
M. Jacques Delors, le président de la commission européenne avait sans doute raison trop tôt. Tout au long de la semaine écoulée, le dollar a poursuivi sa chute. Il y a bien eu mercredi une petite « pause », une expression chère à l'ancien ministre français des finances. En perdant, d'un vendredi à l'autre, 5 pfennigs pour terminer le 6 novembre à 1,67 deutschemark, et 4 yens à 134,5 yens, le billet vert est tombé à ses plus bas niveaux historiques. Par rapport au franc français, la mon-nale américaine a perdu 12 centimes pour achever la semaine à 5,68 francs. Elle valait 10,62 francs français le 25 février 1985, à son

Extrêmement nerveux tout au long de cette semaine de la Tous-saint, les marchés des changes sont désormais convaincus de la volonté américaine de laisser filer le dollar. Les résistances sont faibles. Les banques centrales sont bel et bien intervenues massivement : la Banque du Japon, la Bundesbank et la Banque nationale suisse en particulier et pour des montants jugés très élevés par les opérateurs, notamment à Tokyo. Mais ces interventions visent davantage à ralentir la chute qu'à l'arrêter. Si les Japonais estiment que le billet vert a maintenant suffisamment baissé, les Allemands sont plus nuancés. En déclarant, lundi soir à New-York, que - la stabilité des taux de change n'est pas un but en soi », M. Karl Otto Pochl, le président de la Bundesbank a provoqué une belle glissade du dollar.

Les déclarations, à nouveau incondigires et directes, de M. James Baker, le secrétaire améri-cain au Trésor, jeudi dans le Wall Strest Journal (édition américaine) ne laissent plus aucun doute sur la position officielle des Etats-Unis, nême si ensuite la Maison Blanche a cherché à amoindrir le choc. Pour M. Baker, « la stabilité des taux de change est de l'intérêt du système pas dans l'intérêt des Etats-Unis de

Glissade

passer à un exercice de stabilisation qui ne serait pas soutenu par des données économiques fondamentales ». Pas question d'augmenter les taux aux États-Unis, les Américains préférent une nouvelle baisse du dollar à une récession provoquée par des taux d'intérêt élevés, expliquait encore le « responsable » du Trésor.

Et le franc? Le plongeon du dol-lar n'a pas manqué non plus d'accroître les tensions au sein du système monétaire européen, en particulier entre le franc et le deutschemark. Jendi 29 octobre, la Banque de France avait mis en garde les « spéculateurs » qui jouaient un ajustement monétaire au sein du SME. Dans le même temps, elle avait annoncé sa décision de laisser glisser, à l'intérieur des marges de fluctuation, le franc : le mark passait ainsi rapidement de 3,35 F à 3,40 F, se rapprochant de son cours plafond. Le communiqué publié à cette occasion avait été interprété par les marchés comme l'adoption d'une stratégie de défense qui n'utiliserait pas l'arme des taux mais qui permettrait à la Banque de France de demander à la Bundesbank de l'aider à défendre la monnaie française avant que celle-ci n'ait atteint son cours plancher, en vertu du dispositif adopté à Nyborg (Danemark) le 12 septembre par les ministres des finances de la CEE.

En fait, les pressions sur le franc ont très vite repris au début de cette semaine. La Banque de France devait intervenir fortement pour empêcher le mark de dépasser les 3,41 F français. Pour la première fois dans l'histoire du SME et, diton, sur l'initiative du ministre fran-çais de l'économie, M. Edouard Balladur, un vaste mouvement de concertation européenne sur les taux d'intérêt a permis de brusquement calmer le jeu. Jeudi 5 novembre dans l'après-midi, la Bundesbank annonçait, après la réunion hebdo-madaire de son conscil, une baisse de deux de ses trois taux directeurs : dix minutes plus tard, la Banque de France indiquait qu'elle augmentait ses deux taux d'intervention de 0,75 point (voir ci-dessous).

Cette décision franco-allemande avait été précédée par des baisses de taux aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Suisse. Destinées selon le communiqué commun publié par MM. Balladur et Stoltenberg, ministre des finances alle-mand, à contribuer - à la stabilisation des taux de change au sein du SME, et au-delà au renforcement de la stabilité des marchés des changes », ces décisions ont immé-diatement provoqué un redressement sensible du franc vis-à-vis du mark. Dès vendredi, le doute reprenait sur les marchés européens. Le franc s'affaiblissait à Paris, où le mark remontait à 3,40 F. Cet

accord, qui prévoit sans doute que les Allemands soutiendront le franc

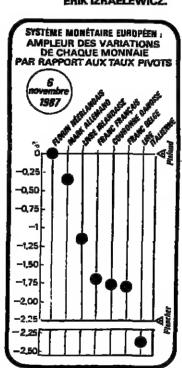
en cas d'attaque spéculative, suffira-

t-il si le dollar poursuit sa chute la

semaine prochaine?

Afin de mieux savoir à quoi s'en tenir, les marchés des changes sont toujours dans l'attente d'une réunion des ministres des finances des sent grandes puissances économiques, le G-7. L'enlisement des discussions entre le président américain, M. Ronald Reagan, et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire des États-Unis commence à agacer les opérateurs. A la veille du week-end, ils avaient les yeux fixés sur Bâle, où doit se tenir la réunion mensuelle des dirigeants de la Banque des règlements internationaux où devraient être présents M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, et M. Satoshi Sumita, le gouverneur de la Banque du Japon. Un autre événement est attendu : la publication, le jeudi 12 novembre, du déficit commercial américain du mois de contribué à déclencher le krach boursier du 19 octobre...

ERIK IZRAELEWICZ.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 NOVEMBRE (La liene inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Line	SEUL	Frant français	Franc suissa	D. tourk	Franc belge	Floria	Lire italienas
	1,7860	-	17,5809	72,6480	59,7729	2,8547	53,1490	0,0000
Hen-York	1,7220	-,,,,	17,8444	79,8776	57,8703	2,7624	51,4493	9,0786
-	10,1587	5,6880	-	413,22	339,99	16,2375	302,31	4,5982
PMS	18,1029	5,8670		411,14	339,52	16,2871	301,80	4,6124
	2,4584	1,3765	34,2800	-	82,2773	3,9295	73,1597	L1128
Zerich	2,4572	1,4270	24,3226	-	82,5810	3,9419	73,4853	1,1218
	2,9880	1,6730	29,4128	121,54	-	4,7759	88,9184	1,3525
Francfort	2,9756	1,7289	29,4533	121,09	-	4,7735	88,888	1,3584
	62,5636	35,83	6,1586	25,4436	209,38	-	18,6181	2,8326
	62,3364	36,20	6,1701	25,3679	209,49	- ,	18.6213	2,8459
	3,3604	1,8815	33,0784	136,69	112,46	5,3711	-	1,5218
Ameterdani . ,	3,3475	1,9449	33,1345	140.57	112,59	5,3761	-	1.5283
	2209,28	1237	217,48	898,66	739,39	35,3126	657,45	-
45 m	2190,38	1272	216,80	891,38	736,11	35,1381	654,32	-
	241,38	135,15	23,7605	98,1838	80,7838	3,8581	71,8310	6,1893
Tekşe	238,15	138,30	23,5726	96,9166	80.0347	3,8294	71,1419	0.1687

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 novembre, 4,2087 F contre 4,2422 F le vendredi 30 octobre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Alerte sur le riz

Le riz va-t-il manquer? Dans son rapport sur « les perspectives de l'alimentation du mois d'octobre », la FAO (1) fournit des précisions inquiétantes sur l'état des récoltes et des stocks mondiaux. En Asie, première zone rizicole du monde, la production devrait diminuer en 1987 de 17 millions de tonnes, pour ne plus atteindre que 416 millions de tonnes (-4%). Dans la plupart des pays (Thailande, Pakistan), l'arrivée tardive des pluies de mousson et la sécheresse sont à l'origine de cette contre-performance. Aux Philippines, les typhons out couché le naddy (riz sur pied). Des précipitapines, les typhons ont couché le paddy (riz sur pied). Des précipitations d'une rare violence ont inondé la moitié du territoire du Bangladesh, où la récolte pourrait retrouver son niveau le plus bas de ces dix deritielle de la comment de la plus de la comment de la c nières années. Quant aux rizières du Vietnam, que les intempéries n'ont pas épargnées, elles ont reçu de sur-croît la visite inopinée de ravageurs. En 1988, la FAO prévoit aussi

que les stocks mondiaux devraient reculer de 36%, pour s'établir à 32 millions de tonnes. Si un tel cal-cul se vérifie, ils ne représenteront plus que 10% de la consommation annuelle mondiale, contre 16% à

PRODUITS	COURS DU 96-11
Cuivre h. g. (Londret)	1131 (+ 32)
Trois mois	Livres/towns
Aleminian (Ludes)	910 (= 82)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Lautra)	3 200 (- 155)
Trois mois	Livres/tosse
Sucre (Paix)	1 112 (- 29)
Décembre	Francs/tonne
Casi (Losins)	1 248 (+ 6)
Novembre	Livres/tonne
Cacao (New York)	1 821 (+ 14)
Décembre	Dollars/tonne
Bié (Chicago)	285,75 (- 10,65)
Décambre	Cents/boisscau
Mais (Chicago)	189,25 (+ 9,80)
Décembre	Cents/boisseeu
Seja (Chicago)	184,16 (+ 2,26)
Décembre	Dollars/L courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

18% pendant la dernière décennie.

« Les stocks ne dépasseraient alors que de 8 millions de tonnes le niveau le plus bas auquel ils étaient tombés durant la crise alimentaire mondiale du début des années 70 - , écrit la FAO.

Pour la deuxième année consécutive, l'Asie s'apprête en effet à importer du riz en 1988 et à renverimporter du riz en 1988 et à renverser la tendance à l'autosuffisance
précédemment amorcée. L'Inde, qui
ne se servait plus sur le marché
depuis trois ans, sera de nouveau
acheteuse, de même que les Philippines, absentes en 1986 et en 1987.
Le Bangladesh, le Kampuchéa, la
Malaisie, le Sri-Lanka et le Vietnam
devraient, de leur côté, accroître
leurs commandes de riz. Pour 1988,
la FAO estime, en revanche, que
l'Afrique réduira considérablement
ses achats en raison d'un manque de
devises. « Pour les pays à faibles
revenus, les besoins d'importations
susceptibles d'être satisfaits dépendront du niveau de l'aide alimentaire », estime la principale institution spécialisée des Nations unies.
Cette situation tendue se traduit par
une forte remontée des prix du riz.

une forte remontée des prix du riz. En septembre 1987, dernier mois analysé (2), ils avaient progressé de 30 % en moyenne comparé à leur niveau de septembre 1986. Ils devraient se raffermir encore d'ici à la fin de l'année et pendant le premier semestre de 1988. A titre d'exemple, les brisures de riz that-

landais, qui valaient 172 dollars la tonne en noût, se traitaient à 220 dollars en septembre 1987. Dans le même intervalle, le prix de riz blanc est passé dans le même pays de 245 à 275 dollars la tonne. L'accroissement des besoins d'importation et le recul des récoltes provoquent une situation de relative pénurie. « Les disponibilités expor-tables de riz devraient être, en 1988, Inférieures à la demande », prévoit la FAO. Elle estime à 11 millions de tonnes le volume des échanges mon-diaux pour l'an prochain, soit une baisse de 3 % sur 1987.

En Afrique, mais surtout en Asie, le riz reste à la base de l'alimentale riz reste à la base de l'alimenta-tion de millions d'êtres humains.

« Manger » se dit « manger le riz »
dans de nombreuses langues (lao-tien, santali, vietnamien). Comme
l'a souligné le géographe Pierre
Gouron (3), le grain de riz est un grain de vie. Dire qu'il n'a pas de
prix serait un euphémisme; pour
ceux qui en manquent, il coûte déjà tron cher.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) FAO: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricul-

(2) Les coûts du riz ne font pas l'objet de cotations quotidiennes sur les marchés à terme, à l'inverse de la plupart des matières premières.

(3) Riz et civilisation, édité chez Fayard.

Variation des principales matières premières

Matières premières	5-1-1987	% des variations des cours
Café (Londres, 2º échéance, livre/tonne)	1 645	- 22,40
Cacao (New-York, 1ª éch., dollar/tonne)	1 889	- 4.76
Sucre (Paris, 1= échéance, franc/tonne)	1 137	- 1,93
Cnivre (Londres, 3 mois, livre/tonne)	939,75	+ 20.19
Aluminium (Londres, 3 mois, livre/tonne)	783,75	+ 19,17
Zinc (Londres, 3 mois, livre/tonne)	535,50	- 15,68
Plomb (Londres, 3 mois, fivre/tonne)	306,25	+ 9.96
Nickel (Londres, 3 mois, livre/tonne)	2 459	+ 31.86
Etain (Kuala-Lumpur, ringgit/kilo)	17,34	- 0,80
Or (once à Londres)	399	+ 16,82
Platine (New-York, 3 mois, dollar/once)	484,10	+ 5.20
Argent (New-York, 3 mois, dollar/once)	5,485	+ 24.59

Variation des cours du 5 janvier 1987 au 4 novembre 1987, sauf pour l'étain, dernier cours au 3 novembre 1987.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La douche écossaise

Il aura été difficile de jouer dans le bon sens et de ne pas essuyer de pertes sur le marché obligataire, cette semaine, car les autorités monétaires ont pris toutes les anticipations des opérateurs à contre-pied par leurs volte-face surprises. Le coup de grâce a été donné jeudi 5 novembre par la Banque de France, qui a remonté de 0,75 point ses taux d'intervention pour défendre le franc.

En début de période, les opéra-teurs tablaient sur une détente du taux de prise en pension de la Bundesbank. Las, mardi, l'institut d'émission allemand annonçait sans autres détails qu'il ne procéderait pas à l'appel d'offres babituel – qui n'aurait porté, il est vrai, que sur 7,3 milliards de deutschemarks, – laissant ainsi le loyer de l'argent à la seule responsabilité du marché. Dès lors, à Francfort, le jour le jour remontait de 2,50 % à 3,75/3,85 %. Il n'en fallait pas plus pour provoquer un embaliement en France, d'autant que les attaques sur le franc rendaient nécessaire un recours à l'arme des taux. A Paris, le jour le jour, qui avait ouvert à 7 7/8, passait allègrement la barre des 8 % en fin de séance.

Dans ce contexte, l'annonce de la réduction de 0,25 point du taux d'escompte de la Banque centrale des Pays-Bas, ramené à 4,25 %, laissait les professionnels quelque pen perplexes. Ce signal de détente était bientôt suivi par la Banque centrale d'Angleterre et plusieurs banques de dépôt britanniques. La première abaissait son taux d'escompte d'un demi-point pour l'établir à 8 7/8 %, et les secondes réduisaient aussi d'un demi-point leur taux de base,

désormais fixé à 9 %. A ce moment-là, la Bundesbank donnait l'image d'une forteresse assiégée. Pourtant, il semblait exclu que la banque centrale annonce une décision majeure en matière de taux d'intérêt, d'autant que la Banque du Japon faisait savoir qu'une diminution de son taux d'escompte était improba-

Coup de théâtre, jeudi. La Bundesbank décidait une baisse d'un demi-point du taux Lombard (avances sur titres), ramené à 4,5 %, et une diminution de 0.30 point du taux de prise en pension des effets commerciaux. Parallèlement, la Banque de France relevait subitement de trois quarts de point ses taux directeurs pour défendre le franc, alors qu'apparemment des opérateurs empruntaient de la monnaie française pour la vendre au comptant. La séquence de ces deux derniers événements aura été d'une importance cruciale.

Sur le MATIF, l'annonce de la baisse des taux allemands juste avant la clôture de la séance officielle de jeudi provoquait un rallye, et le décembre terminait à 99,40. · Le pair est pour demain », entendait-on autour du pit. Mais les opérateurs devaient rapidement déchanter. La remontée à 8,25 % du taux d'appel d'offres et à 8,75 % du taux des pensions à sept jours décienchait une rechute des cours, qui tombaient à 97,20 sur le marché de gré à gré. Vendredi, la séance officielle entérinait ces niveaux, le décembre clôturant à 97,30.

Intervenue quelques heures après l'adjudication de jeudi, la remontée des taux d'intervention de la Banque

de France a également fait des « victimes » parmi les adjudicataires. En renonçant à émettre sur vingt-cinq ans, le Trésor a voulu s'assurer une adjudication sans problème sur le dix et le douze ans. Et l'adjudication d'OAT s'est fort bien passée, au grand soulagement de la Rue de Rivoli, puisque l'Etat a réussi à emprunter à moins de 10 % pour la première fois depuis trois mois. Le résor a ainsi levé 6,576 milliards de francs, dont 5,75 milliards par voie d'adjudication (soit pratiquement le haut de la fourchette annoncée) et 826 millions dans le cadre des soumissions non compétitives destinées aux spécialistes en valeurs du Tréson (SVT) et aux banques centrales étrangères. Reste que les organismes adjudicataires se aujourd'hui quelque peu floués, car il apparaît fort peu probable que le Trésor n'ait pas été informé du relèvement des taux de la Banque de France. Avec un taux au jour le jour qui termine à plus de 9 %, le différentiel entre le taux court et le taux long terme s'est nettement réduit, ce qui embarrasse plus d'un professionnel. - Le Trésor aurait au moins pu faire un geste en ne servant que le bas de la fourchette », soulignait un professionnel. Cette affaire pourrait être portée à l'ordre du jour du prochain comité des émissions, car certaines rumeurs laissaient entendre que des SVT auraient été avertis de la remontée des taux d'intervention. Or, en utilisant l'arme des taux, l'institut d'émission a injecté 4 milliards, soit le même montant que le volume d'OAT à dix ans adjugées. Pure coïncidence?

ROBERT RÉGUER.

ÉTRANGER 3 à 5 La destitution du président Habib Bourquiba. 6 Le sommet arabe d'Amman 7 Un entretien avec le nouveau premier ministre

POLITIQUE 2 Dates : les crèves insurrectionnelles de 1947. 8 L'affaire des ventes d'armes françaises à

l'Iran. Prison ferme pour les émeutiers de Papeste. 9 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ 10 Mgr Decourtray à la tête

de l'épiscopat français. 11 Le procès de « l'espion du Croisic ». 12 La suspension de l'instruction de l'affaire Radio-

Courtoisie. 13 Chronologie : octobra 1987 dans le Monde.

17 La baisse du franc et celle du dollar : regain de tension au sein du SME. Polémique Etats-Unis-CEE autour de la viande aux hormones.

18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes grands marchés.

14 Les dessins de Picasso à l'hôtel Salé. Les prix littéraires l'Académie française. - « Le Soulier de satin », au Théâtre national de Chail-

SERVICES Abonnements2 Météorologie 16 Mots croisés 16 Spectacles15

MINITEL

· Luchaire, Chaumet, les e affaires ». URG O Votre avis sur l'affaire CNCL-bende FML DIRE

 Concours le Monde du vin: les indices. VINS Actualité, Sports, International, Abonnements, Boscon, Cultura, 3615 Tapez LEMONDE

Selon les enquêteurs français

La cargaison d'armes de l'« Eksund » a été embarquée à Tripoli

N'aurait été l'affaire Luchaire, me autre affaire d'armes, la saisie, le 31 octobre, d'une importante car-gaison d'armes et de munitions à bord d'un cargo panaméen, aurait probablement connu plus de publi-cité. l'Eskund, cargo intercepté au large de l'île de Batz par une vedette après avoir été repéré par un avion de surveillance des douanes, constitue, en effet, l'une des plus grosses prises faites en matière de trafic d'armes dans le monde depuis plu-

Les quatre jours de garde à vue des cinq membres de l'équipage du bateau, qui ont été inculpés par M. Jean-Louis Bruguière de trans-port d'armes « en relation avec une entreprise ayant pour but de trou-bler l'ordre public par l'intimida-tion ou la terreur », ont à peine suffi pour décharger, dans le port mili-taire de Brest, les deux mille caisses de matériel que transportait le navire. Un premier inventaire se

L'Eksund recelait dans ses cales 975 fusils de type Kalachnikov AK-16 mitrailleuses calibre 12.7 mm. 8 fusils-mitrailleurs avec leur affüt et leur canon de rechange, 20 missiles SAM-7, 12 mortiers de 82 mm MP-41, au moins 10 tubes lance-roquettes RPG-7, 3 têtes de fusée et 3 cartouches propulsives. Toutes ces armes étaient accompagnées de leurs munitions. L'inven-taire provisoire de celles-ci, qui porte sur un peu plus de la moitié de la cargaison saisie, fait état de 4 274 chargeurs pour Kalachnikov

La France « prend acte » des changements en Tunisie

Les nouvelles autorités turisiennes ont pris contact, samedi matin, moins d'une heure après l'annonce de la destitution de M. Bourguiba, avec les autorités françaises. M. Baccouche, le nou-veau premier ministre, a notam-ment téléphoné à M. Chirac, qui s'est ensuite entretenu de la situation à Tunis avec M. Mitterrand. A l'issue de ces contacts, le Quai d'Orsay e été chargé de publier le communique suivant : « La France prend acte du changement survenu en Tunisie. A l'heure où cesse l'action d'Habib Bourguiba, elle rand hornmage à l'œuvre accom-plie per celui qui fut le créateur de la Tunisie moderne. Elle forme des vœux ardents pour l'heureux avenir et le prospérité du peuple tunisien, sous la conduite de ses hauts responsables, dans l'amitié et la coopération avec la France. »

Trois ambassades ont été averties en priorité des événements de samed: celles d'Alger, de Paris et de Washington. On précise à Paris que les autorités françaises ont insisté pour qu'un traitement « digne » soit réservé à M. Habib Bourguibs. On croit savoir que l'ancien président tunisien résidera dorénavant dans le palais de Sfax.

M. Federico Mayor élu directeur général de l'UNESCO

M. Federico Mayor Zaragoza, biochimiste espagnol de cinquantetrois ans, a été élu samedi directeur général de l'UNESCO, pour un mandat de six ans, à l'écrasante majorité de 142 voix contre 7 et 2 abstentions. Il remplace à ce poste M. Amadou Mahtar M'Bow, qui dirigeait l'organisation depuis treize

M. Mayor avait été choisi par le conseil exécutif de l'UNESCO à l'aube du 18 octobre après use muit électorale mouvementée, marquée notamment par le retrait de son principal rival – le directeur général sortant - et par une rude bataille de procédure. Il sera officiellement ins-tallé dans ses fonctions le 16 novembre, deux jours après l'expiration du second mandat de son prédécesseur.

Ancien ministre de l'éducation du gouvernement de Adolfo Suarez en 1981-1982, M. Mayor avait été directeur général adjoint de l'UNESCO de 1978 à 1981.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

AK 47, de 448 grenades défensives, de 36 requettes pour tube RPG 7, de plus de 320 000 cartouches de diffé-rents types et calibres, de 984 obus

A ces munitions, il faut encore c'outer i 134 porte-chargeurs « en le militaire couleur kaki pour ne Kalachnikov AK 47 avec sang.e et trousse de nettoyage ». 358 boîtes de maillons de chargeurs pour mitrailleuses de calibre 12,7 mm, « chaque bolte contenant un nombre indéterminé de maillons

englués dans de la graisse », un bateau Zodiac de type 5. L'Eksund transportait également des explosifs dont l'inventaire n'est pas totalement terminé. Une pre-mière estimation fait état de 782 pains de plastic de type Semtex, de 2 kilos chacun, conditionnés dans 65 caisses. S'ajoutent à cela 1976 détonateurs électriques.

Toutes les armes saisies sont en état de fonctionnement. Mis à part 8 fusils mitrailleurs qui sont de type Herstal - c'est-à-dire de fabrication heige, comme les 194 000 cartou-ches de calibre 7,62 mm qui les ser-vent, — armes et munitions sont d'origine soviétique ou est-européenne. L'explosif et les détona-teurs viennent vraisemblablement de Tchécoslovaquie. Tous les emballages, cartons, boîtes et caisses, avaient leurs inscriptions d'origine effacées. De même pour les armes, dont les numéros avaient été limés.

Origine et destination

Quels étaient les destinataires d'un tel arsenal? Les enquêteurs avouent n'avoir pas de réponse à cette question. L'IRA est, comme il se doit, désignée, notamment par la presse britannique, qui fait état de sources dans les services de renseignements. Et il est vrai que trois des marins arrêtés, James Coll, James Hoberty et Gabriel Cleary, seraient, selon la police irlandaise, membres de l'organisation nationaliste.

Mais l'importance de la cargaison SRISIE est saus aucune meaure avec

les canacités militaires de l'IRA même si l'organisation, comme l'avancent certains, envisageait un important coup de main contre la prison du comté de Maze, en Irlande du Nord, où sont détenus plusieurs dizaines de ses militants. Une telle quantité d'armes pose également des problèmes de transport et d'entrepo-sage qui ne sont pas mineurs. Les transports d'armes en faveur des nationalistes irlandais interceptés ces dernières années n'ont jamais atteint use telle importance. En juil-let 1986, la police française avait saisi un camping-car qui ne conte-nait « que » 2 pistolets mitrailleurs, 35 fusils d'assant et 2 200 cartouches. La cargaison était destinée à l'INLA. En août 1983, une autre saisie, faite au Havre, avait amené la découverte de 28 armes de poins et de 12 000 cartouches dissimuli

Quelle que soit l'identité des des-tinataires, il se confirme que les armes de l'Eskund ont été chargées dans le port de Tripoll, en Libye: Deux des marins arrêtés, qui n'appartiement pas à l'IRA, ont en effet indiqué que leur batean était arrivé au large de Tripoli, où il avait reçu l'ordre de se mettre en panne. A la nuit tombée, précédé d'une vedette et conduit par un pilote libyen, l'Eskund avait pénétré dans la partie du port de Tripoli réservée aux hêtiments de guerre. Convente aux bâtiments de guerre. Cinquante militaires libyens attendaient à quai et ont entrepris de charger immédia-tement le bateau. L'opération n'étant pas terminée à l'aube, l'Eskund a repris le large, où il a attendu la nuit suivante pour terminer son chargement et repartir vers

Selon les mêmes sources, trois transports d'armes similaires anraient déjà été effectués. Tripoli a vigoureusement démenti être pour quoi que ce soit dans l'affaire de l'Eskund. Londres et Washington, néanmoins, maintiennent leurs accusations tant à l'égard du colonel Kadhafi qu'à l'égard de l'IRA. GEORGES MARION.

Le 70° anniversaire de la révolution d'Octobre

M. Gorbatchev préside le grand défilé de la place Rouge

Le ministre de la défense, le généra Dmitri lazov, a ouvert, samedi matin 7 novembre, devant M. Mikhall Gor-banchev et la direction soviétique, le grandiose défilé marquant sur la place Rouge le soixante-dixième anniversaire

La parade a débuté à 10 h 20 par un froid très vif, sous un ciel magent Vêtu d'un manteau de fourrure som-bre, le chef du Kremlin a été acclamé lorsqu'il est apparu an balcon du mau-solée de Lénine. A sa ganche, avaient pris place le premier ministre, M. Nicolas Ryzhkov, le chef de l'Etat polonais, le général Jaruzelski, et le numéro deux du PCUS, M. Egor Ligatchev : à sa droite, le président de l'URSS, M. Andrei Gromyko et M. Fidel Castro, bui aussi conmittoufle dans un manteau de fourrure.

Parmi les autres responsables préents figuraient les douze membres du bureau politique. Le responsable du parti en Ukraine, M. Vladimir Cher-bitski était absent. Il devait présider d'autres commémorations à Kiev. En evanche, le chef du parti de Moscou, M. Boris Yeltsin, qui avait menacé de démissionner le mois demier, pour pro-tester contre le retard pris dans les réformes de M. Gorbatchev, assistait an défilé.

Par ailleurs, dans une déclaration publiée à l'occasion du 70 anniversaire de la révolution russe, le ministre de la de la revolution rosse, le ministre de la défense a sculigné que « notre peuple peut être certain que nous n'accepte-rons pas la supériorité militaire de l'impérialisme et qu'aucune force agressive ne pourra nous surprendre », Il a indiqué que l'URSS devrait « faire tout le nécessaire pour maintenir son niveau de capacité défensive », aussi kontemps que la « réaction internationale » encouragerait la course

Evoquant la «perestrolles», il a affirmé que la restructuration de la société soviétique actuellement en cours concernait également l'armée, qui allait améliorer son organisation et la discipline en son sein. - (AFP,

Polémique sur le dépistage médical systématique

Le coût de la prévention

La santé, on le sait, n'a pas de prix mais elle au n colt. La préven-tion aussi. Peut-on l'évoquer ? Est-il légitime d'hésiter à prendre une mesure qui devrait logiquement sauver des vies, en raison de son coût? C'est la question qu'a soulevée la CGT, le jeudi 6 novembre. Dénoncant au cours d'une conférence de presse à la fois le rapport des « sages » et la politique gouverne-mentale d'économies, qui « visent à transformer l'assurance maladie en ponsables de la CGT ont cité à l'appui un passage d'un article cosigné du docteur Marty, médecin-conseil national de la Caisse natio-

qu'un ne peut trouve de conte : si les femmes touchées par le cancer et dépistées à temps, « n'auront que des soins peu coûteux, survivront, produiront », elles « partiront en retraite, auront des maladies, et la retratte, autont des maiques, et la dernière les tuera coûteusement plus tard... La prévention des malo-dies létales de l'adulte permet aux personnes de vivre plus longtemps pour mourir plus tard d'une autre

Le propos est-il scandaleux? Pour la CGT, c'est la preuve qu'on encou-rage à laisser mourir les gens: « Voilà où pousse la logique financière. . . Laissez-les mourir » titrait de son côté l'Humanité, ven dredi 6 novembre. Quant à

nale d'assurance-maladie (publié dans la Revue médicale de l'assu-rance-maladie de janvier 1987).

Ce dernier, an vu des études menées en Suède et aux Etats-Unis, estime le dépistage systématique du cancer du sein chez les femmes de plus de 50 ans, par la seule techni-que récliement valable, la mammo-graphie (radiographie du sein), · efficace mais couteux - : « L'hypothèse minimale, un examen tous les trois ans des femmes de 50 à 69 ans, pourrait éviter 500 décès par an. Chaque décès évité coûterais 450 000 francs. » L'affaire, conciutil dono, « nécessite une décision politique. »

Au passage, l'article souligne qu'on ne peut trouver de compensa-

M. André Bergeron, secrétaire géné-

ral de Force onvrière, il a estimé qu'il « ne faudrait pas que l'on aille

trop loin dans ce sens, car le bien le plus précieux, c'est la santé», même s'« il faut que les gens sachent ce qu'ils veulent consacrer à leur protection ». En fait, si la formulation brutale du docteur Marty peut choquer, elle ne fait que constater une évidence : ce n'est pas le gain économique qui

peut justifier une mesure de préven-tion, mais son rendement en termes de santé, et son coût possible. La mammographie existe: on en pratique déjà un million par an, rembour-sées par la Sécurité sociale. Le coût du dépistage systématique s'appré-cie de deux façons. Directement, il y a des techniques plus ou moins com-plexes, plus ou moins contenues (le prélèvement sanguin pour le diabète coûte moins cher), mais sussi par rapport à d'autres mesures ou à d'autres soins, en termes de priorité à coût égal, lesquelles gagnent davantage en espérance de vie réelle ? La réponse n'est pas toujours simple...

GUY HERZLICHL

Mort du compositeur Jean Rivier

Le compositeur Jean Rivier est mort près d'Anbagne, dans la nuit du 5 au 6 novembre. Il était âgé de CHAITS-VINST-ONZS 205.

Autodidacte, il était entré au Conservatoire après la première guerre mondiale et avait obtenu un premier prix de contrepoint et de izgue. Anteur de sept sympho de nombreux concertos, d'un requiem, d'œuvres de musique de chambre, il devait enseigner rue de Milhaud, puis succéder à ce dernier de 1962 à 1966. Il avait reçu, en 1971, le Grand Prix musicel de la Ville do Paris.

« Le Soulier de satin » victime de la grève

La première représentation-marathon du Soulier de sarin, qui devait se dérouler dimanche 8 novembre au Théâtre national de Chaillot pendant douze heures d'affilée, a été supprimée à cause de la grève de certaines catégories de sonnel du théâtre, un accord sur les heures supplémentaires n'ayant Dil čtre trouvě.

. M. Jean-François Court nédiateur du cinéma, - M. Jean-François Court a été chargé par M. François Léotard d'une mission de concertation et de réflexion avec les exploitants de cinéma e pour les aider à traverser la crise actuelle et à faire face aux nécessaires adaptations qu'elle implique », a annoncé vendredi 6 novembre, le ministère de la culture et de la communicazion.

्रोतिक । स्टब्स्ट्रेस्ट्रिक्ट

TA TOP FOR THE

وبراء ستعا

ng with a

1 82 mm

* 100

The state of

4 2 5

A Property of the party of

a cons

 Récitel. - Le pianiste Miguel Angel Estrella donnera un récital à Bordeaux, le dimanche 15 novembre, à 17 h 30, au Centre André-Makraux, sous la présidence effective de M. Chaban-Delmas. Au programme : Haydn, Chopin, musique argentine. Ca récital est donné su profit de l'Association des villages d'enfants SOS de France.

ECHECS



CHAMPIONNAT DU MONDE SÉVILLE

Il fandra attendre la prochaine partie dans laquelle Kasparov aura les Blancs (la douzième) pour savoir si le champion du monde a définitivement abandonné l'anglaise (1. c4), avec laquelle il a, jusque-là, remporté deux victoires, subi une défaite et fait trois nulles. On verra alors si 1. é4 joué dans la dixième partie, le vendredi 6 novembre, n's été «sorti» que pour essayer de sur-prendre une fois Karpov.

En fait, le challenger n'a pas hésité un instant pour répondre 1... c6, coup constitutif de la défense Caro-Kahn, défense qu'il connaît parfaitement pour l'avoir employée avec succès en finale du Tournoi des candidats contre Sokolov, en mars dernier. La partie a alors rapiderov obtint un léger avantage avec le

M. ALAIN JUPPÉ invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Ainin Juppé, ministre délé-gué amprès du ministre de l'écono-nie, des finances et de la privatisa-tion, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury ETL-le Monde » dimunche 8 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30. Snovembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre chargé du budget, adjoint au maire de Paris, adjoint au maire de Paris, et chargé de préparer le programme de M. Chirac pour l'élection présidentielle répondra aux questions d'André Passeron et d'Erik Izraclewicz, du Monde, et de Paul-Jacques Truffant et de Jacques Esnous, de RTL, le début étunt dirigé par Jean-Pierre Defrain.

Le numéro du « Moude » daté 7 novembre 1987 a été tiré à 530 664 exemplaires

Dixième partie : nulle

Kasparov et le règlement

triplement de ses pièces lourdes sur la colonne f semi-ouverte. Mais la position de Karpov, si elle était pas-sive, restait solide.

C'est alors qu'eut lieu un incident curieux que M. Yeganov, chef de la délégation de Kasparov, expliqua après la partie : ne voyant rien de spécial dans la position avant de jouer son vingtième coup, le cham-pion du monde proposa la nulle. Karpov attendit que le coup fût joué et accepta. A ce moment tonjours, selon M. Yeganov, Kasparov se scrait aperçu qu'il avait une possibilité de prendre l'avantage. Il manda donc à l'arbitre du match, M. Gjissen, si Karpov avait le droit d'accepter la proposition de nulle après le coup alors qu'elle avait été formulée avant l'exécution de celuici. Le règlement étant formel sur ce point, la nullité fut déclarée et Kas-

parov, furieux, quitta la salle. Score après dix parties : 5-5. Onzième partie le lundi 9 novembre. D'ici là, Kasparov pourra toujours apprendre le règlement...

Mancs: KASPAROV Noirs: KARPOV

Dixième partie Défense Caro-Kahn 1. 64 96 11. 8-0 (7) C65 (26)
2. 64 85 12. F23 (26) Db6 (43)
3. C62 8x64 13. D42 (29) 8-0 (44)
4. Cx66 C67 14. Tadi (29) F86 (32)
5. C23 (1) Cg66 (2) 15. F183 (62) Cx63 (60)
6. Cx66 (1) Cx66 (2) 16. Dx23 (60) 9.5 (60)
7. q3 (1) Fg4 (15) 17. T13 (74) Ta68 (14)
8. 163 (4) FxC3 (15) 18. Tati (91) T27 (74)
9. BxC3 (3) 66 (17) 19. D02 (92) Dq7 (13)
10. Fp4 (7) F87 (21) 20. D84 (95) Nolle.

Les chiffres entre parenthèses repré-sentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le

Alors qu'elle cesse sur les autres chaînes

se poursuit sur la 5 et M 6

blage, qui ont cessé le travail le 19 octobre dernier, viennent de changer de stratégie. Réunis en assemblée générale dans la nuit du jeudi 5 novembre, ils ont voté la reprise pour tontes les chaînes, sanf la 5 et M 6. « Nous sommes toujours sussi combatifs, affirme M. François Parot, da Syndicat français des artistes-interprètes CGT, et le climat reste tendu.». Mais les données de la grève, elles,

Après avoir obtenu satisfaction sur le cinéma (le Monde des 21 et 30 octobre), les deux mille professionnels du doublage ont fait fléchir TF 1, Antenne 2, FR 3, Canal Plus et la SEPT, la future chaîne culturelle. Toutes ont accepté de limiter à quatorze heures par an seulement cinquanto-six heures si l'on tient compte des possibilités de rediffusion, - le temps d'antenne consacré à des émissions de fiction doublées à l'étranger, an Québec notamment. L'accord, reconductible et valable deux ans, prolonge la situation exis-tant depuis le 1º janvier 1978 dans le secteur public de l'audiovisuel.

Une situation, justement, que la 5 et M 6 affirment ne pouvoir écono-miquement supporter. - Nous miquement supporter. « Nous sommes les deux chaines qui diffusons le plus de fictions, plaide M. Nicolas de Tavernost, directeur général adjoint de M 6. Et c'est nous qui fournissons le plus d'heures de travail è l'industrie française du doublage. » Deux données qui justifient, à ses yeux, un traitement particulier. « Beaucoup de séries sont déjà doublées à l'étraneer, poursuit M. de Tavern l'étranger, poursuit M. de Taver-nost. Les faire redoubler en France nous coûterait souvent aussi cher que leur prix d'achat. Nous n'avons pas les moyens de les payer deux fois.

C'est pourquoi la Cinq et M 6

La grève du doublage

exemple, les quatorze heures annuelles acceptées par les chaînes plus anciennes ou du secteur public! Le fossé est large, et la négociation, Après la grève générale, la grève sélective ». Les acteurs du doupour l'instant, tourne au dialogue de Reste à savoir si la Cinq et M 6 auront les moyens de résister long-temps. D'abord, parce que les artistes-interprêtes ont mis au point avec la Chambre syndicale du doublage et les autres chaînes déjà

signataires un système de « verronil-lage » pour que la grève » sélective » ne puisse pas être contournée. Ensuite, parce que l'ensemble des télévisions, cette fois, pourrait bien être victime d'une grève de tournage, pour laquelle un mot d'ordre a été déposé à partir du 16 novembre (le Monde du 28 octobre). Les négociations avancent très lentement, et la Cinq et M 6 semblent une nouvelle fois bien isolées.

souhaitent pouvoir diffuser sur leurs antennes respectives de 15 % à 20 % d'émissions doublées à l'étranger E F G H 4% que représentent pour M 6, par

ACHAT MONTRES BRACELETS



Prix excellents offerts pour des montres bracelets de grande marque datant d'avant 1960 pour hommes. Recherchons en particulier montres de forme rectangulaire OU Carrée PATEK PHILIPPE CARTIER, ROLEX, VACHERON ET CONSTANTIN, JAEGER LE COULTRE et REVERSO.



Ainsi que montres bracelets avec Chronographe ou Phase de Lune.

ACHAT BEAUX BIJOUX Epoque 1900 à 1950. En particulier pièces de CARTIER, BOUCHERON, VAN CLEEF & ARPELS,

LACLOCHE ET LALIQUE
Des spécialistes de notre société seront à PARIS - DEBUT DECEMBRE Paiement comptant - discretion assurée. On parie français. Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante. LA DIRECTRICE, BARNES JEWELLERS, 24 MEETING HOUSE LANE, BRIGHTON, BN1 1HB, ANGLETERRE

Tel: 19 44 273 552755 ou 202029